





L'ANTHROPOCÈNE VU  
D'AMÉRIQUE LATINE



# L'ANTHROPOCÈNE VU D'AMÉRIQUE LATINE

**119**  
2022

REVUE PUBLIÉE AVEC LE SOUTIEN DE L'IPÉAT

# CARAVELLE

PRESSES UNIVERSITAIRES DU MIDI

Éditrice : Lorédane Saint-Blancat

Mise en pages : Marion Hummel (marionhummel.pao@gmail.com)

Cet ouvrage a été réalisé avec Métopes, méthodes et outils pour l'édition structurée XML-TEI développés par le pôle Document numérique de la MRSH de Caen.

ISSN 1747-6753

ISBN 978-2-8107-1226-7

© Presses universitaires du Midi, 2022

Université Toulouse – Jean Jaurès

5, allées Antonio-Machado

31058 Toulouse cedex 9

Distribution : DILISCO

Diffusion : AFPU-D

Tous droits de reproduction, de traduction et d'adaptation réservés pour tous pays. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon (art. L.335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle). Les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective sont interdites.

## Présentation

### *L'anthropocène, vu d'Amérique latine*

**Antoine ACKER**  
IHEID, Genève  
antoine.acker@graduateinstitute.ch

**Sébastien ROZEAUX**  
Université Toulouse 2 – Jean Jaurès/FRAMESPA  
sebastien.rozeaux @univ-tlse2.fr

DANS LE CONTEXTE CHAQUE JOUR plus préoccupant du devenir écologique de la planète Terre et de nos sociétés, l'histoire environnementale connaît enfin un essor généralisé de part et d'autre de l'Atlantique, plusieurs décennies après son émergence aux États-Unis<sup>1</sup>. En particulier, elle devient une thématique majeure dans les départements d'histoire de l'Amérique latine, continent où elle a suscité la fondation de la *Sociedad Latinoamericana y Caribeña de Historia Ambiental* (SOLCHA) en 2004, et une production historiographique impressionnante, en particulier au Brésil<sup>2</sup>. Notre dossier thématique se propose de promouvoir cette histoire environnementale latino-américaine, de lui donner une visibilité nouvelle, compte tenu du fait que sa répercussion est encore minimale en Europe, en offrant à plusieurs autrices et auteurs du sous-continent la possibilité de présenter leurs plus récents travaux dans la revue *Caravelle*, qui promeut les études latino-américaines en France et bénéficie d'une audience internationale.

- 
1. Pour une présentation générale du champ et de son histoire, voir : Quenet, Grégory, *Qu'est-ce que l'histoire environnementale*, Seyssel, Champ Vallon, 2014 ; Frioux, Stéphane et Renaud Bécot (dir.), *Écrire l'histoire environnementale au XXI<sup>e</sup> siècle : sources, méthodes, pratiques*, Rennes, PUR, 2022.
  2. La SOLCHA organise des congrès internationaux et édite une revue d'histoire environnementale en libre accès, *HALAC*, depuis 2012. Pour une synthèse sur l'histoire environnementale de l'Amérique latine, voir : Muller, Shawn W., *An environmental history of Latin America*, New York, Cambridge University Press, 2007. On citera également : Soluri, John, Claudia Leal et José Augusto Pádua (dir.), *A living past : environmental histories of modern Latin America*, New York, Berghahn Books, 2018.

Bien que récent, le champ de l'histoire environnementale a connu depuis sa fondation de fortes inflexions, du fait notamment de la « nouvelle révolution copernicienne<sup>3</sup> » des sciences naturelles, établissant le « système terre » comme un espace symbiotique et interconnecté. En particulier, l'anthropocène – le nom que la Commission internationale de stratigraphie a choisi pour notre époque géologique profondément impactée par les activités humaines – bouleverse nos rapports traditionnels aux temporalités historiques, à la scansion de l'histoire, en « téléscopant » l'histoire humaine à l'échelle de transformations planétaires jusqu'alors traitées par l'histoire naturelle. Si cette problématique est abordée dans l'espace francophone, elle l'est dans le cadre de recherches le plus souvent dominées par l'histoire des sciences et des savoirs<sup>4</sup>. Les travaux et débats sur les dynamiques sociales, politiques et économiques qui ont conduit à l'anthropocène sont encore rares.

Pendant longtemps, l'histoire environnementale, qui a émergé aux États-Unis dans les années 1970, était un champ de l'histoire relativement marginal. Son installation en France, où se multiplient les thèses, congrès, cours et projets à ce sujet depuis deux décennies au moins, connaît une phase plus récente d'institutionnalisation, depuis la fondation du RUCHE, le Réseau Universitaire de Chercheurs en Histoire Environnementale, en 2008, et, plus récemment, du festival « Le printemps de l'histoire environnementale<sup>5</sup> ». Signalons aussi, à Toulouse, la création récente de l'Atelier d'écologie politique (ATECOPOL), au sein duquel des historiennes et historiens sont actifs<sup>6</sup>. Partout dans le monde, des historiens venus d'autres domaines de la discipline commencent à intégrer cette thématique et certains, même, à se convertir à l'histoire environnementale<sup>7</sup>. C'est le cas, pour citer un exemple célèbre, de Dipesh Chakrabarty, historien de formation marxiste, qui a été l'un des fers de lance des études subalternes et post-coloniales au début des années 1990. Dans son dernier ouvrage paru en 2021 (inédit en français), *The Climate of History in a Planetary Age*, il revisite l'histoire globale sous un angle écologique, s'intéressant à la distinction entre le globe (que l'on appelle plutôt « le

3. Angus, Ian, *Facing the Anthropocene: Fossil Capitalism and the Crisis of the Earth System*, New York, Monthly Review Press, 2016.

4. Bonneuil, Christophe et Jean-Baptiste Fressoz, *L'Événement Anthropocène: La Terre, l'histoire et nous*, Paris, Seuil, 2013 ; Fressoz, Jean-Baptiste et Fabien Locher, *Les Révoltes du ciel. Une histoire du changement climatique XV<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Seuil, 2020 ; Charbonnier, Pierre, *Abondance et liberté : Une histoire environnementale des idées politiques*, Paris, La Découverte, 2020.

5. Voir le site de l'association : <https://leruche.hypotheses.org/>

6. Voir, par exemple, le dossier de la revue *e-Storia* paru en 2022, intitulé « Ce que les ravages écologiques font aux disciplines scientifiques. Pour une histoire impliquée », et en particulier l'introduction du dossier : Adeline Grand-Clément, Steve Hagimont, Jean-Michel Hupé et Laure Teulière, « Introduction au dossier : "Ce que les ravages écologiques font aux disciplines scientifiques. Pour une histoire impliquée" », *e-Storia. Les Cahiers de Framespa*, n° 40, 2022 [<http://journals.openedition.org/framespa/13269> (mis en ligne le 30 juin 2022, consulté le 12 septembre 2022)].

7. La genèse de ce dossier est le reflet de ces dynamiques nouvelles : Antoine Acker est un historien de l'environnement depuis ses travaux de recherche doctorale portant sur l'Amazonie brésilienne, cependant que Sébastien Rozeaux est un spécialiste de l'histoire sociale et culturelle du Brésil contemporain, qui intègre désormais le champ de l'histoire environnementale à ses travaux sur le Nordeste du Brésil.

monde » dans l'historiographie française) et la planète<sup>8</sup>. Le premier « englobe » les phénomènes que les historiens ont été habitués à étudier jusque-là à un niveau international, tels que les empires, le capitalisme, la technologie, les migrations et l'histoire sociale, culturelle et politique des rapports mondiaux. Quant à la « planète », le terme qualifie notre espace de vie interconnecté : les sociétés humaines y appartiennent à une espèce faisant partie de l'histoire de la terre. En surmontant cette dichotomie conceptuelle, l'anthropocène permet d'étudier la manière dont l'histoire mondiale (celles des humains) croise, et peut même se confondre avec, celle de la trajectoire de la planète.

L'histoire de l'Amérique latine est intimement liée à la gestation de l'anthropocène, depuis que les Européens se sont engagés dans la conquête du monde à une échelle inédite qui s'accompagne d'une première mondialisation, celle du négoce, prélude à la révolution industrielle, qui naît dans l'Angleterre du xviii<sup>e</sup> siècle. Rappelons à cet égard que certaines hypothèses inscrivent le premier changement climatique d'origine anthropique à l'échelle mondiale dans l'histoire de la colonisation de l'Amérique. De récents travaux voient l'effondrement démographique qui s'en est suivi en l'espace d'un siècle et demi comme l'un des facteurs majeurs d'aggravation du « petit âge glaciaire » (xiv<sup>e</sup>-xix<sup>e</sup> siècles). Vidé de ses populations par la mort de près de 90 % des autochtones, le continent américain aurait connu alors un prompt « réensauvagement » et une récupération considérable des surfaces forestières, entraînant à l'échelle planétaire une captation massive de CO<sub>2</sub> et une baisse équivalente des concentrations de gaz à effets de serre dans l'atmosphère<sup>9</sup>.

Sur le temps long, l'Amérique latine émerge donc comme une région inscrite au cœur du processus de gestation de l'anthropocène, du développement des « forêts-vergers » sous l'action des peuples tropicaux amérindiens à la production de soja et viande d'exportation à grande échelle au Brésil et dans le Cône Sud, en passant par les grandes révolutions écologiques de l'époque coloniale. On pense en particulier au fameux « Échange colombien », ce concept inventé en 1972 par l'historien environnemental étatsunien Alfred Crosby pour caractériser la circulation massive de plantes, semences, animaux, microbes ou bactéries dans l'espace atlantique, qui aurait « hybridisé » l'environnement mondial après 1492, ou encore celui de l'émergence de préoccupations « climatiques » liées aux effets de la déforestation dans les Caraïbes au xvii<sup>e</sup> siècle<sup>10</sup>. On le voit, le terrain latino-américain se révèle très fertile pour l'histoire environnementale produite dans et à propos du sous-continent.

Fort du constat de la centralité de l'Amérique latine dans les dynamiques historiques qui sont à l'origine de l'anthropocène, le présent dossier ambitionne de

8. Chakrabarty, Dipesh, *The Climate of History in a Planetary Age*, Chicago, University of Chicago Press, 2021.

9. Koch, Alexander, Chris Brierley, Mark M. Maslin et Simon L. Lewis, « Earth system impacts of the European arrival and Great Dying in the Americas after 1492 », *Quaternary Science Reviews*, vol. 207, 2019, p. 13-36, DOI 10.1016/j.quascirev.2018.12.004

10. Crosby, Alfred, *Ecological imperialism: the biological expansion of Europe, 900-1900*, Cambridge ; New York (N. Y.), Cambridge University Press, 2015 (2<sup>e</sup> éd.).

rendre visible, en France et plus largement en Europe, le dynamisme de l'histoire environnementale de l'Amérique latine. Il privilégie des terrains et des méthodes novatrices, à partir d'une perspective transnationale soucieuse de mieux inclure le sous-continent dans l'histoire « planétaire » de l'anthropocène et de montrer à quel point et dans quelle mesure il y a contribué. Dans le sous-continent, les historiennes et historiens de l'environnement s'intéressent en effet de plus en plus à des thèmes tels que la fabrication de la dépendance aux énergies fossiles, l'histoire environnementale des infrastructures, l'extraction minière à grande échelle ou le basculement des sociétés contemporaines dans l'industrie agroalimentaire de masse<sup>11</sup>. Voilà pourquoi nous avons fait le choix de solliciter des historiennes, des historiens, des géographes et des anthropologues dont les recherches sont généralement marquées du sceau de l'interdisciplinarité et qui publient leurs travaux en Amérique latine, à partir de terrains s'étendant du bassin caraïbe au Brésil.

L'anthropocène est affaire de logiques globales, mondialisées, dont l'ampleur s'est accélérée au cours du siècle dernier, et en particulier depuis la « Grande accélération » théorisée par l'historien étatsunien John McNeill<sup>12</sup>. L'Amérique latine, loin de rester en retrait parce que périphérique vis-à-vis de l'Occident alors triomphant, a participé pleinement à ce phénomène global, comme le montrent les deux premiers articles de ce dossier, portant sur le Mexique. L'article intitulé « Origen, conformación y fin de un sistema agroecológico: los solares sustentables de la Mixteca Alta de México », de l'historien J. Edgar Mendoza García (CIESAS-CDMX, Mexique), introduit ce dossier par une analyse de longue durée sur un « système agroécologique » caractéristique d'une région du Mexique, la Mixteca Alta; prétexte pour l'auteur à soulever l'épineuse question des débuts de l'anthropocène. S'y est construite au fil des siècles, avant même l'arrivée des conquistadores au xvi<sup>e</sup> siècle, une forme originale de mise en valeur des ressources, par l'exploitation durable des *solares* (jardins potagers), tirant profit des ressources pourtant limitées de cette région réputée peu fertile. Si l'« échange colombien » a modifié en profondeur les pratiques et l'alimentation sur ces terres par l'introduction de nouvelles cultures et de l'élevage, c'est surtout la « Grande accélération », dans la deuxième moitié du

11. Oliveira, Nathalia Capellini Carvalho de et Carlos Gomez Florentin, « Hydroelectric dams and the rise of environmentalism under dictatorship in Brazil and Paraguay (1950–1990): The case of Itaipu », *Environmentalism under Authoritarian Regimes*, Routledge, 2018, p. 51-74 ; Santiago, Myrna I. Santiago, *The Ecology of Oil: Environment, Labor, and the Mexican Revolution, 1900-1938* (Cambridge University Press, 2006) ; Antoine Acker, « A Different Story in the Anthropocene: Brazil's Post-Colonial Quest for Oil (1930–1975) », *Past & Present* 249, n° 1, november 1, 2020, p. 167-211, <https://doi.org/10.1093/pastj/gtz069>; Kendall W. Brown, *A History of Mining in Latin America: From the Colonial Era to the Present* (University of New Mexico Press, 2012); Elisabet Prudant, « Del caballo a la electricidad: imaginario ambiental y tecnológico en la transformación del sistema tranviario chileno a fines del siglo XIX », *Historia Crítica*, october 4, 2019, [<https://doi.org/10.7440/histcrit74.2019.03>] ; Mikael D. Wolfe, *Watering the Revolution: An Environmental and Technological History of Agrarian Reform in Mexico* (Duke University Press, 2017); Germán Vergara, *Fueling Mexico: Energy and Environment, 1850–1950*, Studies in Environment and History, Cambridge, Cambridge University Press, 2021, [<https://doi.org/10.1017/9781108923972>].

12. Sur la notion de « Grande accélération » comme étape majeure de l'entrée dans l'anthropocène, nous renvoyons les lectrices et lecteurs à l'entretien qui clôt ce dossier.

xx<sup>e</sup> siècle, qui vient bouleverser ces équilibres pluriséculaires et transformer aussi les équilibres sociaux dans cette « région périphérique du Mexique ». L'abandon de la grande majorité de ces *solares* constitue selon l'auteur une catastrophe écologique majeure, doublée d'une crise sociale et sanitaire, du fait de l'appauvrissement des populations locales et des modifications des pratiques alimentaires qui en résultent.

Le second article de ce dossier porte sur un autre terrain mexicain et propose une analyse menée dans une perspective tout à la fois complémentaire et différente, puisque l'autrice s'intéresse aux bouleversements écologiques qui accompagnent la « Révolution verte » au Mexique, mais à partir de l'expansion de la culture d'un fruit érigé en symbole de la mondialisation de la consommation alimentaire<sup>13</sup>. Dans son article intitulé « Bosques de guacamole : el surgimiento de la franja aguacatera mexicana a mediados del siglo xx », Viridiana Hernández Fernández (The University of Iowa, États-Unis) montre en effet comment la culture de l'avocat au Mexique, et plus précisément dans l'État de Michoacán, s'est étendue de façon très rapide et brutale pour les écosystèmes tout au long de la deuxième moitié du xx<sup>e</sup> siècle – à l'instar de la culture de banane dans les républiques d'Amérique centrale ou d'autres cultures commerciales exportées vers l'Occident et les États-Unis en particulier<sup>14</sup>. L'expansion du front agricole suit ici des logiques singulières, comme le montre l'autrice. Son ampleur grandit à mesure que la demande s'internationalise et que de nouvelles méthodes plus intensives sont introduites afin de satisfaire les exigences du marché de l'exportation. Cette croissance rapide du secteur agricole se fait aux dépens des immenses forêts de pins et de chênes qui occupaient jusque-là les hauts plateaux ; le déboisement intensif et le recours aux intrants chimiques déclenchant là aussi une véritable catastrophe écologique.

La déforestation, qui en Amérique latine est une préoccupation majeure, comme en témoigne le saccage actuel de la forêt amazonienne par les entreprises de l'*agro-business* soutenues ces dernières années par le président Bolsonaro, interroge aussi la question de la propriété et de la gestion forestières, thèmes du troisième article intitulé « Entre exploitation et protection : la question forestière au cœur d'une ambivalence historique au Brésil ». Dans une perspective d'histoire du droit environnemental, Marion Daugeard (INCT Odissea, Brésil) et Paulo Cunha (IEA/USP, Brésil) étudient sur près de deux siècles la naissance et l'évolution de la législation forestière brésilienne, laquelle traduit la façon dont les élites et les gouvernants ont envisagé au fil du temps l'usage des forêts. Cette législation, marquée par l'adoption du Code forestier en 1934, est pour le moins ambivalente, puisque ce code est censé tout à la fois préserver les ressources forestières tout en présentant des mécanismes qui encouragent leur exploitation. La perspective de temps long ici choisie permet de mieux analyser les ressorts contemporains de la

13. À ce sujet, voir : Singaravélou, Pierre et Sylvain Venayre (dir.), *L'Épicerie du Monde. La mondialisation par les produits alimentaires du XVIII<sup>e</sup> siècle à nos jours*, Paris, Fayard, 2022. Et notamment la notice consacrée au « guacamole », rédigée par Emmanuelle Perez Tisserant (p. 377-381).

14. Voir aussi Soluri, John, *Banana Cultures: Agriculture, Consumption, and Environmental Change in Honduras and the United States*, University of Texas Press, 2005.

question forestière au Brésil, lesquels s'inscrivent évidemment dans des logiques transnationales caractéristiques de l'anthropocène, lorsque l'exigence de protection est secondaire face aux logiques prédatrices et à l'impératif de la croissance économique, caractéristiques du capitalocène.

Nathalia Capellini (IHEID, Suisse) est l'autrice du quatrième article, intitulé « Expansion hydroélectrique et contrôle de l'eau par l'État au Brésil (1930-1990) ». Spécialiste de l'histoire de l'énergie et des barrages hydroélectriques au Brésil, Capellini s'attache à comprendre comment l'évolution de la gestion de l'eau et de l'énergie au Brésil est à l'origine de l'expansion de l'hydroélectricité au xx<sup>e</sup> siècle, essentielle à l'entrée du pays dans la « Grande accélération ». Elle s'appuie pour ce faire sur l'étude détaillée de deux barrages édifiés dans les années 1970-80, dont la construction s'inscrit dans les politiques volontaristes et développementistes de l'État brésilien depuis les années 1930, au prix de « la transformation radicale des territoires et des écosystèmes ». En effet, dans les deux cas, la primeur donnée à la production hydroélectrique se fait aux dépens des intérêts des populations locales, dont l'environnement et les pratiques sont bouleversés par de tels mégaprojets, au nom d'une posture idéologique développementiste assumée de la part des acteurs de l'État et de l'énergie.

Le cinquième et dernier article du dossier, « Recursos genéticos e biosprospecção no Brasil: capitaloceno, protagonismo e os (des)caminhos até o Protocolo de Nagoya (2010) », est écrit par Eduardo Relly (Friedrich-Schiller-Universität Jena, Allemagne). L'auteur met en évidence le rôle majeur qu'a joué le Brésil dans le processus d'écriture et d'adoption du Protocole de Nagoya en 2010, lors de la COP-10 qui s'est tenue au Japon. Cela s'explique par le fait que le Brésil occupe depuis la fin du xx<sup>e</sup> siècle une place centrale dans l'élaboration des mécanismes de régulation globale en matière de protection environnementale, en particulier depuis la Convention sur la diversité biologique, adoptée lors du sommet de la Terre à Rio de Janeiro en 1992. Le Brésil revendique sa place parmi les pays « méga-divers » en termes de biodiversité et devient ainsi un acteur international engagé dans les thématiques de développement durable et de protection de la nature, tout en tirant profit de ces ressources sur le plan économique, au nom d'une « conception néolibérale de la nature ». Où l'on voit que l'anthropocène se déploie aussi du fait des dynamiques propres à ce Sud global dont le Brésil est un acteur de premier plan.

Le dossier offre un prisme sur la façon dont l'Amérique latine a contribué à façonner l'anthropocène. Sa chronologie fait l'objet de discussions, selon que l'on met la focale sur le temps long de la colonisation ou celui plus ramassé de la Grande accélération. Quoi qu'il en soit, l'anthropocène bouleverse les repères spatiaux et temporels de l'histoire. D'abord ramenées à la révolution industrielle britannique, ses origines font l'objet de nouvelles théories liées au bouleversement de l'écologie mondiale avec l'invasion des Amériques, à l'intensification énergétique générée par le modèle esclavagiste, ou au commerce international de matières premières – autant de phénomènes de grande ampleur auxquels l'Amérique latine a partie

liée. Afin de mieux contextualiser ces connexions, et de réfléchir au rôle de l'espace transatlantique dans leur émergence, nous avons voulu poursuivre la réflexion impulsée dans le cadre de ce dossier en y restituant les discussions tenues lors d'une table-ronde qui a réuni différents spécialistes en histoire environnementale de l'Europe, de l'Afrique et de l'Amérique latine. L'objectif est de dresser un bilan de l'historiographie environnementale depuis les diverses rives de l'Atlantique, et de la manière dont celle-ci converge (ou non) vers un changement d'échelle, avec le tournant conceptuel autour de l'anthropocène. Cette table ronde s'est tenue le 16 mars 2022 à la Maison de la recherche de l'Université Toulouse – Jean Jaurès. Y ont participé Charles-François Mathis (Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne), José Augusto Pádua (Université fédérale de Rio de Janeiro, Brésil) et Iva Peša (Université de Groningen, Pays-Bas), tous trois spécialistes de l'Europe, de l'Amérique latine et de l'Afrique, respectivement. La retranscription de cet entretien et de la discussion qui s'en est suivie offre un prolongement utile aux réflexions présentées dans cette introduction et dans les différents articles de ce dossier.



# Origen, conformación y fin de un sistema agroecológico: los solares sustentables de la Mixteca Alta de México

J. Edgar MENDOZA GARCÍA  
CIESAS-CDMX, Mexique

## Introducción

DESDE HACE MÁS DE UNA centuria, varios científicos han alertado sobre las graves crisis climática y ambiental que se manifiestan en catástrofes naturales en distintas latitudes del planeta. En parte, estos fenómenos han sido explicados como consecuencia de los cambios en la forma de vida humana; desde la sedentarización, innovación tecnológica y expansión agrícola, pasando por la colonización de América, el inicio de la industrialización a fines del siglo XVIII y la gran aceleración de mediados del siglo XX, hasta la producción de monocultivos y uso extensivo de agua dulce para riego, combustibles fósiles, aluminio, plásticos, cemento, fertilizantes químicos, plaguicidas, metales pesados, energía nuclear, turismo y contaminación, que no sólo han aumentado la temperatura global y elevado el nivel del mar, sino también generaron la desertificación de enormes extensiones y la extinción de especies animales y vegetales<sup>1</sup>.

La propuesta del antropoceno como una nueva etapa geológica determinada por las actividades humanas ha llevado a un debate científico más allá de las ciencias naturales, incluyendo interpretaciones de la historia, la política, el derecho y la antropología. Por ejemplo, hay antropólogos que ponen en tela de juicio dicho concepto por considerar que es un término que no se puede generalizar a toda la especie humana, más bien señalan que fue el hombre occidental y un sistema económico los responsables de estos cambios, por tanto, proponen otros conceptos

---

1. Trischler, Helmuth, "El antropoceno, ¿un concepto geológico o cultural, o ambos?", *Desacatos*, n° 54, 2017, p. 40-57.

como occidentaloceno o capitaloceno<sup>2</sup>. En otras palabras, el antropoceno no sólo se define como un concepto geológico sino también como un concepto cultural. Igualmente, se discute el inicio de esta periodización, para unos, los antecedentes se encuentran en la revolución neolítica. En cambio, para el químico Paul Crutzen, el antropoceno tiene su origen en la revolución industrial a fines del siglo XVIII<sup>3</sup>. Otra corriente que ha ganado peso es la de la gran aceleración a mediados del siglo XX<sup>4</sup>. Al mismo tiempo, se han elaborado investigaciones que perciben otros factores vinculados a esta propuesta geológica, como la colonización de América, la modernidad y el capitalismo. Desde esta última perspectiva, Jason Moore, propone enmarcar el análisis del antropoceno en la larga duración, relacionando la asociación del régimen ecológico con el desarrollo del capitalismo temprano entre 1450 y 1750, y lo cual desde su opinión, marcó rasgos posteriores en el sistema de producción, extracción y apropiación de los recursos conforme el capitalismo se fue adueñando de espacios hasta agotar las fuentes regionales, para luego expandirse a otras fronteras<sup>5</sup>.

En las ciencias sociales, los estudios del antropoceno se han encauzado desde la historia de la ciencia, historia de la tecnología y la historia ambiental. El presente artículo intenta conectar la idea del antropoceno con la historia ambiental y los cambios de alimentación en una región periférica de México, para corroborar en la larga duración la validez de estas propuestas de periodización, que han impactado el sistema agroecológico y alimentario de las comunidades indígenas de la Mixteca oaxaqueña. De acuerdo con Maristella Svampa, durante las últimas décadas, se han dado mutaciones a gran escala en el modelo alimentario mundial, promovidas por las políticas de Estado y por grandes empresas agroalimentarias, que con sus monocultivos generan enfermedades humanas, contaminación y desaparición de la biodiversidad<sup>6</sup>.

Esta investigación de corte etnohistórico, se nutre no sólo de archivos locales, informes y crónicas coloniales, sino también se complementa con etnografía y observación participante. Del mismo modo incluye una bibliografía a la luz de los enfoques teóricos de la agroecología y el antropoceno para dilucidar el surgimiento de un sistema alimentario y su decadencia a partir de la gran aceleración en el siglo XX. En suma, se trata de incluir a las comunidades indígenas en la historia ambiental de México y América latina.

2. Svampa, Maristella, "El antropoceno como diagnóstico y paradigma. Lecturas globales desde el sur", *Estudios Utopía y Praxis Latinoamericana*, vol. 24, n° 84, 2019, p. 42; Moore, Jason (ed.), *¿Anthropocene or Capitalocene? Nature, History and the crisis of capitalism*, Oakland, PM Press, 2016; Haraway, Donna, "Anthropocene, Capitalocene, Plantationocene: Making kin", *Environmental Humanities*, n° 6, 2015, p. 159-165.

3. Crutzen, Paul y Eugene, Stoermer, "The anthropocene", *Global Change Newsletter*, 2000, n° 41, p. 17 y 18.

4. MacNeill, John, Peter, Engelke, *The Great Acceleration and environmental history of the anthropocene since 1945*, Cambridge, MA, Harvard University Press Cambridge, 2016.

5. Moore, Jason, "El auge de la economía-mundo capitalista: las fronteras mercantiles en auge y decadencia de la aproximación máxima", *Laberinto*, 2013, n° 39, p. 21 y 30.

6. Svampa, Maristella, "El antropoceno como diagnóstico y paradigma. Lecturas globales desde el Sur", *op. cit.*, p. 36.

## Alimentación, medio ambiente y cultura

La alimentación de los humanos y su relación con el medio geográfico en que habitaron por miles de años ha sido un tema que ha atraído la atención de sociólogos, antropólogos, historiadores y otros científicos sociales. Existen posturas que señalan que cada grupo humano adaptó en su comida las plantas y animales propios de su ecosistema que les proporcionaron los nutrientes para subsistir, y que revelan una relación exitosa entre la alimentación y medio ambiente<sup>7</sup>. No obstante, hay estudios que demuestran que dos grupos humanos que viven en el mismo hábitat pueden tener diferencias en sus modos de alimentarse<sup>8</sup>. En cambio, otros consideran que para analizar los sistemas alimenticios hay que incluir los elementos simbólicos y culturales. Según Kroeber, la alimentación de un grupo humano no sólo depende de los recursos naturales propios de la zona en que habitan sino también del desarrollo de la tecnología, su cosmogonía e influencias culturales<sup>9</sup>. Por senderos similares, el historiador Sidney Mintz abordó el estudio de la alimentación desde la cultura para entender sus significados y cambios a partir de la expansión colonial occidental, y del impacto de la modernización sobre la producción, procesamiento y consumo de alimentos<sup>10</sup>.

Desde esta óptica, aquí se considera, tanto los elementos del medio geográfico como los aspectos culturales que han influido en los cambios alimentarios del grupo chocholteco de la Mixteca oaxaqueña. El propósito es analizar el origen y conformación del sistema agroecológico y alimentario desde fines de la época prehispánica hasta la introducción del sistema capitalista, y la gran aceleración que se manifestó a mediados del siglo xx, y segundo, esclarecer los factores socioeconómicos que han llevado casi a la extinción de los solares sustentables de la Mixteca durante los últimos 50 años.

Si bien existen estudios arqueológicos que muestran la antigüedad de las plantas y animales en la alimentación de los pueblos zapotecos y mixtecos, estos se realizaron en la Cañada, el Valle de Oaxaca y Tehuacán Puebla<sup>11</sup>. No obstante, considero que la domesticación de plantas y los sistemas alimentarios fueron muy similares en la Mixteca Alta, quizá con excepción de productos de clima más templado y cálido, pero que probablemente ya eran intercambiados en los mercados al momento de la

7. Véase Bertran, Miriam, *Cambio alimentario e identidad de los indígenas mexicanos*, México, UNAM, 2005, p. 16-19.

8. De Garine, Igor, "Antropología de la alimentación y pluridisciplinariedad", *América Indígena*, XLVIII (3), 1988, p. 636-650.

9. Kroeber, Alfred, *Antropología General*, México, FCE, 1945, p. 11; Bertran, Miriam, *Cambio alimentario e identidad de los indígenas mexicanos, op. cit.*, p. 11.

10. Mintz, Sidney, *Dulzura y poder. El lugar del azúcar en la historia moderna*, México, Siglo XXI Editores, 1996.

11. Flannery, Kent y Joice, Marcus, *The cloud people: Divergen Evolution of the Zapotecs and Mixtec Civilizations*, Nueva York, Academic Press, 1983, p. 323-339; Hunt, Eva, "Irrigation and the sociopolitical Organization of cuicatec cacicazgos", en Richard, MacNeich (Ed.), *Cronology and irrigation. The Prehistory of Tehuacan Valley*, vol. 4, Austin University of Texas Press, 1972, p. 162-274; Winter, Marcus, "Los altos de Oaxaca", en Rojas, Teresa y Sanders William (Coords.) *Historia de la agricultura. Época prehispánica, Siglo xvi*, tomo II, México, Instituto Nacional de Antropología e Historia, 1989, p. 77-124.

conquista<sup>12</sup>. Entre los estudios de corte histórico y antropológico destaca la investigación de Esther Katz que revela las prácticas agrícolas y el consumo de plantas y animales en el municipio de Santiago Nuyoo, enclavado en la “ladera tropical”, de la Mixteca Alta (entre los 1.500 y 2.000 metros), es decir, se trata de una zona con clima húmedo y bosques espesos donde predomina el cultivo del café. En otro artículo, la misma Katz y Vargas analizan los cambios del sistema alimentario de los mixtecos, desde la introducción de plantas y animales europeos, destacando que existe una continuidad en el uso de productos comestibles y la vigencia de sistemas de cultivo prehispánico<sup>13</sup>. Sin embargo, su estudio no se puede generalizar para otras partes de la Mixteca de clima frío.

En el Valle de Tehuacán y la Cañada de Cuicatlán, donde predomina el clima semi cálido seco, pero con un amplio sistema de riego que permitió la domesticación de plantas y la formación de huertos familiares, que fueron importantes en la producción de plantas comestibles, medicinales y ornamentales a lo largo de todo el año, existe un sistema agroforestal que permitió al campesino satisfacer sus necesidades primarias y mantener una estabilidad ecológica<sup>14</sup>. También existen estudios que han dado cuenta de la alimentación de los mixtecos desde mediados del siglo xx hasta principios del XXI<sup>15</sup>.

Siguiendo las ideas de Altieri y Toledo, la agroecología no sólo es una ciencia sino un conjunto de prácticas, un sistema productivo que combina el cultivo de plantas con la ganadería y aprovecha el reciclaje de nutrientes y energías para mejorar la materia orgánica del suelo y obtener buenas cosechas conservando la diversidad de recursos genéticos. Se trata de un sistema integral que mezcla policultivos, rotaciones, silvicultura, semillas nativas, ganado local, control natural de plagas, uso de abonos y composta, lo que mejora la actividad biológica y la capacidad de retención de agua en un sistema sustentable que tiene una racionalidad ecológica arraigada en la agricultura tradicional indígena<sup>16</sup>. Los solares o huertos se constituyeron en un

12. Smith, Earle, *Modern vegetation and ancient plant remains of the Nochistlan Valley Oaxaca*, Nashville, Vanderrbilt University Publication in Anthropology, n° 16, 1976.

13. Katz, Esther, “Prácticas agrícolas en la Mixteca Alta”, en Rojas, Teresa (Coord.), *Agricultura indígena, pasado y presente*, México, SEP-CIESAS, 1994, p. 239-274; Katz, Esther y Luis Vargas, “Cambio y continuidad en la alimentación de los mixtecos”, *Annales de Antropología*, vol. 27, n° 1, 1990, p. 15-51.

14. Granados, Dióodoro, Georgina López y Miguel Hernández, *Valle de Tehuacán y cañada de Cuicatlán. Historia, ecología y cultura*, México, Universidad Autónoma de Chapingo, 2009, p. 154.

15. De La Peña, Moisés, *Problemas sociales y económicos de la Mixteca*, México, Memoria del INI, 1950; Kleiche, Mina y Roland Waast, “Los saberes autóctonos entre seguridad alimentaria y ambientalismo: nuevos desafíos para los proyectos de desarrollo rural en la Mixteca oaxaqueña (México)”, en Castro, Fabio, Bárbara Hogenboom y Michel Baud (coord.), *Gobernanza ambiental en América latina*, Buenos Aires, CLACSO, 2015, p. 105-133; Sigüenza, Salvador, “Escuelas, caminos y alimentos. Una mirada al desarrollo y la vida cotidiana en la Mixteca oaxaqueña, 1940-1970”, en Ortíz, Reina (comp.), *Mitos y simbolismos en la cultura mixteca*, México, Universidad Tecnológica de la Mixteca, 2016, p. 127-147.

16. Altieri, Miguel y Víctor Toledo, “La Revolución agroecológica en Latinoamérica. Rescatar la naturaleza, asegurar la soberanía alimentaria y empoderar al campesino”, *The Journal of Peasant Studies*, vol. 38, n° 3, 2011, p. 5; Toledo, Víctor, “The ecological rationality of peasant production”, en Altieri, Miguel y Susana Hecht (ed.), *Agroecology and Small: Farm Development*, Boca Raton, CRC Press, 1990, p. 53-60.

sistema agroecológico, donde participaban casi todos los miembros de la familia para obtener alimentos, plantas medicinales y satisfacer gran parte de sus necesidades.

También utilizamos el concepto de solar, que es sinónimo de huerto familiar o jardines de traspatio. El solar se constituye en una reserva de alimentos al lado de la casa habitación donde se practican actividades agroecológicas y sociales. Es una unidad de producción doméstica de autoconsumo, pero cuando hay excedentes se intercambian en forma de trueque o se venden en el mercado.

## Situación ambiental de la Mixteca Alta

La Mixteca Alta está conformada por los ex distritos de Nochixtlán, Tlaxiaco, Teposcolula y Coixtlahuaca, y aunque casi comparten el mismo espacio con su flora y fauna, algunas partes de Nochixtlán y Tlaxiaco cuentan con un clima templado, zonas húmedas y bosques de coníferas. Por estas razones, elegimos como espacio de análisis la parte árida que ocupan los municipios chocholtecos, en el ex distrito de Coixtlahuaca y Teposcolula<sup>17</sup>, lo que permitirá evaluar su alimentación y relación con el medio ambiente a partir de cuestiones étnicas y culturales.

Los pueblos analizados se ubican en la subcuenca del río Tepelmeme y el río de Coixtlahuaca<sup>18</sup>, ambos pertenecen a la Cuenca del alto Papaloapan y se encuentran enclavados entre cañones, lomas calizas y pendientes erosionadas que van de los 1.800 a 2.200 metros de altitud, rodeados de montañas pronunciadas que alcanzan elevaciones de 2.800 metros. La geología es variada, entre las rocas más frecuentes afloran areniscas, calizas, andesitas y caliche.

El clima es en general semiárido pasando a un poco más húmedo en sus porciones montañosas. Se estima que la precipitación media anual de los diferentes sitios de la cuenca varía de los 450 a 800 mm. Las lluvias son por lo general torrenciales y se concentran de abril a octubre. La temperatura media anual en las partes baja y media es de alrededor de 16 grados centígrado y probablemente disminuye en las zonas altas. Sus escasos cambios estacionales contrastan con las fuertes oscilaciones diurnas que ocasionan heladas en la parte fría y seca del año. Los vientos son intensos<sup>19</sup>.

La erosión en gran parte del territorio, se ha explicado por la constitución de suelos, fuertes vientos y lluvias torrenciales, además de una sobrepoblación en la época prehispánica, y una sociedad novohispana que intensificó la deforestación con el uso del carbón, leña y vigas para construcción. También se ha culpado de

17. Véase Mapa 1.

18. En la Cuenca del río Tepelmeme tienen injerencia política siete municipios; Jicotlán, Teopan, Tlacotepec Plumas, Ihuitlán Plumas, Tlapiltepec, Concepción Buenavista y Tepelmeme de Morelos. Mientras en la cuenca del río Coixtlahuaca, ubicamos a cuatro municipios, Tequixtepec, Nativitas, Suchixtlahuaca y Coixtlahuaca. En cambio, los municipios de Tulancingo, Nopala, Teotongo, Tamazulapan y Tejupan del distrito de Teposcolula se encuentran en la cuenca del río Mixteco.

19. Cruz, Roberto y Jerzy Rzedodowsky, *Vegetación de la cuenca del río Tepelmeme, Alta Mixteca, Oaxaca (México)*, México, Departamento de Botánica, Escuela Nacional de Ciencias Biológicas, IPN, 1980, p. 19-20.

la degradación de los suelos al ganado menor, que arribó desde el siglo XVI con un pastoreo extensivo y depredador<sup>20</sup>.

La pobreza de las tierras y calamidades cíclicas ponen en peligro las cosechas de maíz, trigo, frijol y disminuyen la producción de árboles frutales y hortalizas. Según Moisés de la Peña, en una década en la Mixteca había dos años de buenas lluvias, tres regulares y cinco malos por sequía, heladas tempranas, granizo y exceso de lluvias<sup>21</sup>. Sin embargo, pese a estas tempestades, desde la época prehispánica, los mixtecos practicaron una agricultura intensiva aprovechando las condiciones del terreno y utilizaron las avenidas de barrancas para crear un sistema de cultivo conocido como “Lama bordo” o “jollas”. En estas pendientes construyeron muros de piedras que detenían la tierra arrastrada por el deslave provocado por las fuertes lluvias y formaron pequeñas parcelas de cultivo, donde cada año se depositaba más capa fértil y se retenía la humedad para lograr una producción eficiente<sup>22</sup>. Al mismo tiempo, complementaron su dieta alimenticia con la recolección de semillas, frutos, insectos, raíces y caza de animales silvestres. Los cactus, nopales y magueyes domesticados se sembraron en los solares para retener la erosión y conservar la humedad. Con su producción, aminoraron las hambrunas de la población.

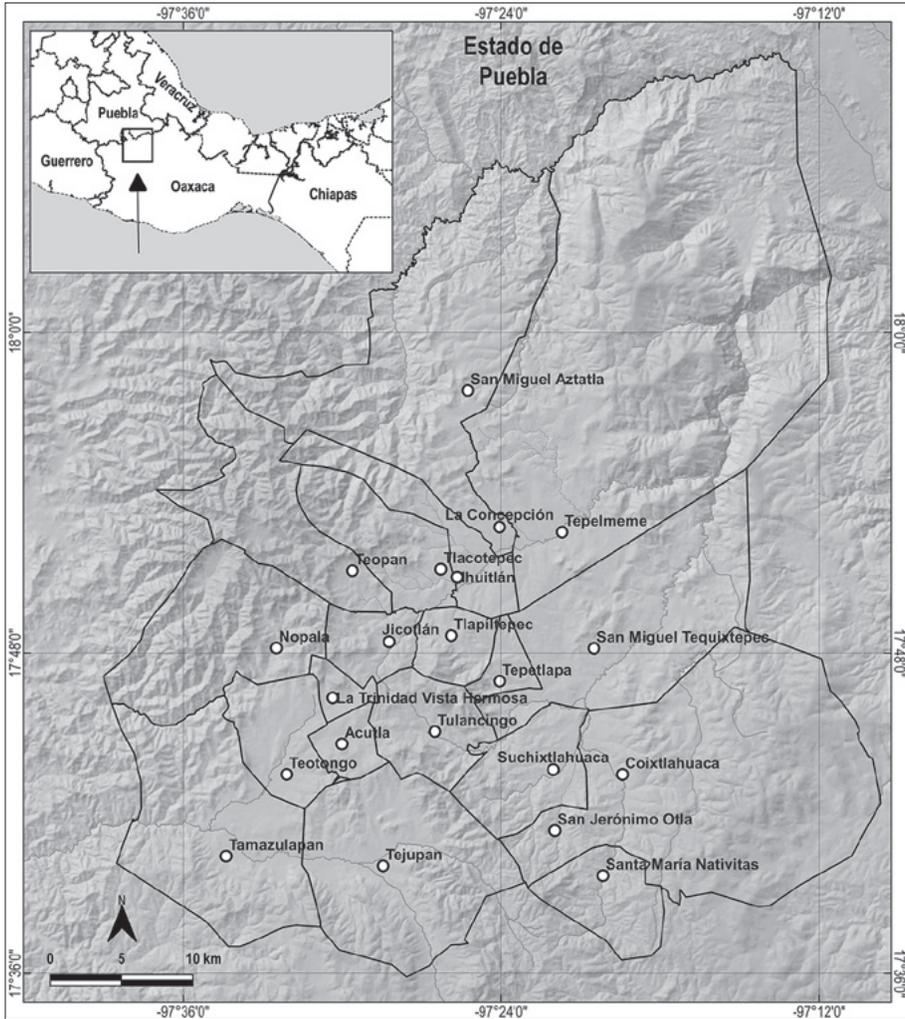
A diferencia de zonas tropicales donde las lluvias son abundantes, o de climas secos, pero con manantiales y sistema de riego como el Valle de Tehuacán, los huertos o solares de la Mixteca Alta se caracterizan por depender de la temporada de lluvias para sobrevivir. La mayoría de ellos solo contaban con magueyes, nopales y órganos, plantas muy resistentes a temporadas de sequías, calor o frío extremo. Con la llegada de plantas y animales europeos, estos solares se enriquecieron con el abono y se diversificaron con la siembra de nuevas plantas, lo que generó un nuevo sistema alimenticio y agroecológico, que floreció durante casi cinco siglos y adquirió sus rasgos particulares.

---

20. Cruz, Roberto y Jerzy Rzedodowsky, *Vegetación de la cuenca del río Tepelmeme*, *op. cit.*, p. 25-37.; Kleiche, Mina y Roland Waast, “Los saberes autóctonos entre seguridad alimentaria y ambientalismo: nuevos desafíos para los proyectos de desarrollo rural en la Mixteca (México)”, *op. cit.*, p. 112.

21. De La Peña, Moisés, *Problemas sociales y económicos de la Mixteca*, *op. cit.*, p. 19.

22. Winter, Marcus, “Los Altos de Oaxaca”, *op. cit.*, p. 77.



**Mapa 1** – Municipios chocholtecos  
 Elaboración de Carlos Roberto Cruz Gómez.

**La alimentación mesoamericana**

La alimentación mesoamericana tiene su base en el maíz, frijol, calabaza y chile. Sin embargo, es necesario distinguir la alimentación indígena por lo menos en tres grandes momentos. Primero en la época prehispánica, o si se quiere desde la revolución neolítica, donde además se cultivaron amaranto, chí, quelite, tomate, jitomate, aguacate, nopal y otros. El consumo de carne de animales silvestres y domésticos

como guajolote y perro, estaba reservado para la élite y los actos ceremoniales<sup>23</sup>. El segundo, que se conformó con la colonización de América y la llegada de productos europeos como el trigo, ganado mayor y menor, cerdos, gallinas y gran variedad de especies vegetales que paulatinamente se mezclaron con la alimentación indígena<sup>24</sup>. Y tercero, las nuevas dietas que se impusieron a la población indígena a partir de las políticas culturales de integración nacional, la migración y la introducción de productos industriales desde mediados del siglo xx<sup>25</sup>. En este contexto, cabe incluir la gran aceleración, que se manifestó después de la segunda guerra mundial, y que en países como México, llevó a la industrialización, construcción de carreteras, presas hidroeléctricas y la producción de monocultivos, lo que generó la migración de la población rural a las ciudades y los centros industriales, alterando las formas de alimentación y cambiando los utensilios cotidianos y artesanales por productos manufacturados.

### **La colonización: formación de un sistema agroecológico y alimentario**

Desde 1521 llegaron los primeros españoles a la Mixteca trayendo consigo sus cereales, hortalizas y especias. Asimismo, acarrearón sus herramientas y animales domésticos; cerdos, gallinas, gatos y perros; animales de tiro y carga como vacas, caballos, asnos, mulas, y ganado menor. La respuesta de los nativos fue exitosa, dos décadas después ya estaban sembrando trigo en sus sementeras, cultivando seda y cuidando cabras y ovejas<sup>26</sup>. En este proceso, adquirieron otros hábitos alimenticios, usaron la lana para sus vestuarios y utilizaron la tecnología agrícola del viejo mundo<sup>27</sup>.

El arribo de animales y plantas fue una auténtica revolución ecológica y provocó cambios profundos en la producción y el paisaje<sup>28</sup>. Según Teresa Rojas, esta revolución no sólo fue biológica y ecológica sino también cultural, pues cambió la

23. Rojas, Teresa, "La agricultura en la época prehispánica", en Rojas, Teresa (coord.), *La Agricultura en tierras mexicanas desde sus orígenes hasta nuestros días*, México, Grijalbo, CNCA, 1990, p. 403-418.

24. Véase la excelente compilación de Long, Janet, *Conquista y comida, consecuencia del encuentro de dos mundos*, México, UNAM, 2003; Adame, Miguel (coord.), *Alimentación en México, ensayos de antropología e historia*, México, Ediciones Navarra, 2012; Earle, Rebecca, *The body of the conquistador. Food, race, and the colonial experience in Spanish America, 1492-1700*, Cambridge/New York, University of Cambridge, 2012.

25. De La Peña, Moisés, *Problemas sociales y económicos de las Mixtecas. op. cit.*; Sigüenza, Salvador, "Escuelas, caminos y alimentos", *op. cit.*, p. 137-144; Adame, Miguel (coord.), *Alimentación en México, op. cit.*

26. Por ejemplo, la cabecera de Coixtlahuaca y sus pueblos sujetos, caciques y macehuales recibieron en merced numerosas estancias de ganado menor que fluctuaban entre 200 y 2.000 cabezas. Archivo General de la Nación, México, AGN, Mercedes, vol. 8, f. 137; vol. 14, f. 362; vol. 15, f. 209; vol. 11, f. 185; vol. 13, f. 243; vol. 5, f. 38; vol. 5, f. 115; vol. 23, f. 81; vol. 8, f. 137; vol. 18, f. 280; vol. 19, f. 146; vol. 31, f. 271; vol. 33, f. 42; Indios, vol. 4, f. 748.

27. Véase, Romero, María de los Ángeles, *Economía y vida de los españoles en la Mixteca alta, 1519-1720*, México INAH, Gobierno de Oaxaca, 1990; Pastor, Rodolfo, *Campeños y reformas. La Mixteca 1700-1856*, México, El Colegio de México, 1987.

28. Crosby, Alfred, "La fusión de dos comidas", en Long, Jhon (coord.), *Conquista y comida, op. cit.*, p. 140; Melville, Elinor, *Plaga de ovejas. Consecuencias ambientales de la conquista de México*, México, FCE, 1999.

alimentación, la ropa y las costumbres de la población, y aunque se trató de una imposición española, fue manejado y manipulado por la sociedad indígena bajo estrategias de resistencia y adaptación<sup>29</sup>. Una vez que los mixtecos fueron congregados en pueblos con su traza urbana, establecieron sus casas y solares, donde cultivaron sus plantas ancestrales, pero también incluyeron plantas europeas y asiáticas, que dieron nuevos sabores a la gastronomía novohispana y mexicana. En el mediano plazo empezaron a consumir la carne del ganado menor, gallinas y la manteca de los cerdos, que mejoraron la dieta alimenticia de los nativos. Pero este fenómeno de integración de ambas comidas y sabores se hizo de manera selectiva. En el siglo xvi, primero se integraron como condimentos o como artículos suntuarios para las élites indígenas y posteriormente llegaron a la población común a través de fiestas y rituales del santoral católico.

La presencia d'animales mesoamericanos y europeos en el solar llevó a la creación d'un nuevo sistema agroecológico. Al lado de las nopaleras, magueyes, mezquites, huizaches, capulines y zapote blanco se sembraron duraznos, peras, manzanas, membrillos, granadas, además de plantas medicinales que coexistieron con las hierbas locales como el cempasúchil y epazote. También llegaron las especias y verduras como el cilantro, el perejil, el rábano, la cebolla y el ajo que crecieron al lado de los chiles, tomates, calabazas y quelites, pero ahora fertilizados con el abono de los animales del corral, lo que aumentó la producción. Por si fuera poco, el excremento seco de las vacas y asnos se utilizó para conservar el fuego y para hacer adobes de construcción.

Al lado de la casa, se construyó el corral del ganado, gallinero y troje, luego se sembraron filas de magueyes y nopales, también se hicieron cercos de órganos para fijar los límites con otros sitios, pero sobre todo para proteger las hortalizas y árboles frutales del daño del ganado, así como de los vientos y heladas. Los nopales y magueyes se nutrieron con los desechos de hierbas, excrementos y ceniza, conforme crecieron fueron útiles para evitar la erosión, mantener la humedad, y se constituyeron en un reservorio biológico donde arribaron las parvadas de pájaros, insectos, conejos y otros roedores, que a veces fueron utilizados como fuente alimenticia. Muy cerca de estos solares, en las parcelas "de común repartimiento", al lado del maíz, los nativos empezaron a cuidar sus rebaños y a cultivar trigo, cebada y otras plantas, a tal grado que hoy es imposible entender la cultura mixteca sin la presencia del trigo y del ganado menor, pues desde fines del siglo xvi marcaron la economía regional.

---

29. Rojas, Teresa, "Nuevos animales, nuevos usos del paisaje agrario: los pueblos indígenas de México", en Vázquez Marco (coord.), *La etnobiología en México. Reflexiones y experiencias*, México, SEP-Instituto Tecnológico de Oaxaca, 1999, p. 75-86.

## El maguey: la planta de los dioses

El maguey fue importante por su producción de aguamiel y pulque, y es una de las plantas más maravillosas de América, pues tiene múltiples usos. De las variantes de este agave se obtenían muchos productos: ixtle, pulque, aguamiel y mezcal, por si fuera poco, también tenía uso medicinal, textil, constructivo y alimenticio. Las pencas servían para extraer la fibra con la cual se elaboraban tilmas, huipiles, calzado, cuerdas, jabones, ayates, redes, bolsas, canastas, agujas, escobas, cepillos o como combustible y para techos de las casas<sup>30</sup>. Muchas fuentes coloniales dan cuenta de la importancia que tenían los magueyes en la vida social y económica de las zonas áridas.

Deste árbol (maguey) tienen muchos aprovechamientos, como es sacar del aguamiel, y hacer miel negra cociéndola y pulque, que es el vino que ellos usan, y curan con el zumo de las pencas muchas maneras de heridas y llagas: y hacen mantas del, y sogas, jáquimas y agujas, así para coser como para enclavar algunas cosas. [...] Ansí mismo, hay en este dicho pueblo y en muchas otras partes, otro árbol que llaman Hunitza, que en mexicano se dice nopale, y en castellano tunal, de donde cogen grana y tunas coloradas y blancas y amarillas de otro género y comen las pencas cocidas<sup>31</sup>.

Desde el periodo prehispánico hasta mediados del siglo xx, el maguey fue de enorme valor, pues se aprovechaba en su totalidad. Sus flores se ocupaban como forraje y alimento, en tiempos de hambruna se mezclaba con la masa de maíz para aumentar la cantidad de tortillas. Asimismo, el quiote se ha utilizado como material de construcción, para cercar el corral, las casas y como poste o viga de los techos. En cambio, las hojas o “pencas” tenían muchas utilidades, se usaban como recipientes, para medicina, extraer fibras, jabón, forraje y como tejas; además, asadas servían para dar sabor a las barbacoas de carneros y cabras, lo mismo que para elaborar mixiotes de pollo, res y cerdo. Hasta antes del invento de plástico, en muchas zonas del país, de las hojas machacadas se obtenía ixtle, una fibra que servía para hacer cuerdas, bolsas y artículos cotidianos, también se usaba para curar y desinfectar heridas, lavar ropa, y ya seco, se ocupaba como combustible. Incluso hasta la ceniza de las pencas era utilizada como abrasivos para limpiar metales, trastes sucios y como fertilizante<sup>32</sup>. Las pencas y raíces fueron utilizadas para fabricar escobetas y escobas, además fueron un resguardo de gusanos de maguey (blanco y rojo), que aparecían en tiempos de lluvias y eran muy nutritivos y deliciosos.

Las casas y solares que contaban con más magueyes fueron los más valuados y en ocasiones espacios de disputas por compraventas, deudas y herencias<sup>33</sup>. Sin duda, su

30. Ruvalcaba, Jesús, *El maguey manso. Historia y presente de Epazoyuca Hgo.*, México, Universidad Autónoma de Chapingo, 1983.

31. Acuña, René (ed.), *Relaciones Geográficas del siglo xvi: Antequera*, México, UNAM, 1984, p. 368.

32. Ruvalcaba, Jesús, *El maguey manso, Historia y presente de Epazoyuca Hgo, op. cit.*, p. 66-67.

33. Archivo Histórico Judicial Oaxaca (en adelante AHJO), Teposcolula, Civil, Leg. 28, Exp. 2, año 1736, “Nicolasa Pérez, mujer viuda de San Pedro Tidaa, contra Nicolás Gerónimo, por despojo de una casa, un pedazo

producto más valioso para la economía era el aguamiel y el pulque, que se convirtió en la principal bebida alcohólica desde el periodo colonial hasta principios del siglo xx, primero en manos indígenas y luego en poder de las haciendas pulqueras españolas<sup>34</sup>. A pesar de la competencia y desplazamiento de la producción pulquera que sufrieron los pueblos, muchas cajas de comunidad y pequeños productores que tenían sus magueyes en sus solares continuaron elaborando el pulque de manera artesanal que vendían en minas, mesones y ciudades<sup>35</sup>. El aguamiel se ocupó como diurético o refrescante por su alto contenido de calorías, también para la elaboración de atoles, jarabes, miel y vinagre. En cambio, el pulque aportaba nutrientes y minerales para largas jornadas de trabajo, también se ocupaba de saborizante en comidas y como levadura para hacer pan.

### Nopales y tunas

Otra de las plantas importantes del solar fue el nopal con sus distintas variedades, y no sólo sirvió para la dieta alimenticia, sino para la producción de grana cochinilla que se exportó al mercado internacional y que generó ingresos en las cajas de comunidad y a las familias productoras. Pero al mismo tiempo, tuvo efectos sobre la agricultura tradicional, ya que, ante la demanda europea en el contexto de la industrialización inglesa, muchos pueblos de Oaxaca cambiaron sus cultivos para producir grana e insertarse en la dinámica comercial<sup>36</sup>.

En los solares de las familias pudientes se cultivaron nopal de distintas variedades. Dichas frutas no sólo eran consumidas por humanos, sino también por pájaros, zorras y otros animales que arribaban a este espacio vegetal. Aparte del nopal de grana, las otras variedades cultivadas en el solar se usaban para preparar diferentes platillos según la temporada; nopal tierno entre abril y agosto, para preparar diversos guisados; caldo de nopalitos, nopalitos con huevo, fritos con cebolla y orégano, nopalitos en salsa, nopal con habas y en moles, etc. En cambio, en invierno, se consumía el nopal gordo, con lo cual se preparan caldos, ensaladas y sopas<sup>37</sup>.

Las hojas del nopal servían para forraje. En tiempos de sequías, se podaban y se quemaban las espigas de las pencas, para después cortar en pedazos y darlo solo o combinado con paja, zacate y hierbas secas a las vacas, cabras y ovejas. Se

---

de terreno y 170 magueyes chicos". AHJO, Teposcolula, Civil, Leg. 30, Exp. 20, año 1741, "Joseph Galindo y Josefa María, vecinos de la cabecera de Teposcolula, ante don Alonzo Agustín Parraga, alcalde mayor, pide que don Pedro de Osorio, albacea de Domingo de Zeliz, difunto, les pague su deuda de ocho cargas de trigo, dos yuntas de tierras, ochenta magueyes, ocho yuntas de bueyes con todos sus aperos".

34. Leal, Felipe y Mario Huacuja, *Economía y sistemas de haciendas en México. La Hacienda pulquera en el cambio de los siglos xviii, xix y xx*, México, Editorial Era, 1984.

35. AHJO, Teposcolula, Civil, Leg. 30, Exp. 08, "La provincia de Teposcolula y Yanhuitlán deben a Su Majestad, 1.419 pesos de dos años de impuesto de pulque", Año 1740.

36. Sánchez Silva, Carlos y Miguel Suárez, "Evolución de la producción y el comercio mundial de la grana cochinilla, siglo xvi-xix", *Revista de Indias*, 2006, vol. 66, n° 237, p. 473-490; Escalona, Huemac, "Rojo profundo. Grana cochinilla y conflicto en la jurisdicción de Nejapa, Nueva España, siglo xviii", tesis de doctorado en historia, Sevilla, España, Universidad Pablo de Olavide, 2015.

37. Trabajo etnográfico, en los pueblos de Coixtlahuaca, entre 2000 y 2015.

sabe que en la época colonial, la baba del nopal se mezclaba con cal para adherir las construcciones de casas y conventos. Por sus propiedades hipoglucemiantes, actualmente se utiliza como medicina en varias enfermedades como la diabetes<sup>38</sup>. Y tiene múltiples usos en la alimentación y la industria.

Cabe señalar que las sociedades indígenas siempre estuvieron estratificadas, había enormes solares en los conventos y en las casas de los caciques y principales con su sala, cocina, patio, gallineros, corrales para el ganado, caballerizas, huertos de hortalizas y árboles frutales, nopales, magueyes, plantas medicinales y de ornato<sup>39</sup>. En cambio, había solares de menores dimensiones, donde solo existía una choza de palma y unos cuantos nopales y magueyes. El tamaño del solar y el número de magueyes y nopales reflejan el status de la familia. En el período colonial y el siglo XIX, los solares que contaban con numerosos magueyes y nopales tenían un valor más alto, baste unos ejemplos; en 1760 se registraron dos ventas de sitios solares en el pueblo de Teposcolula, mientras don Félix Morales vendió a Miguel Ramírez un solar con 1.370 magueyes por el precio de 293 pesos, al margen del río, Juan Solano “indio natural de Teposcolula vendió un pedazo de tierra de 6 yuntas de sembradura” a Diego Ortiz, por el precio de 40 pesos<sup>40</sup>. Los precios podían bajar si se trataba de embargos: en 1884, en el pueblo de Ihuitlán Plumas, por una deuda de 103 pesos, se le embargaron sus bienes al comerciante Benigno Espinosa; una casa habitación, donde tenía una tienda, un sitio solar con dos jacaes y 300 magueyes de pulque, tres terrenos con una superficie de seis hectáreas, un armazón de madera y el mostrador de la tienda<sup>41</sup>.

La alimentación local se fue enriqueciendo con las plantas y animales europeos y esa comida mestiza fue generando una nueva identidad. Según Bertrán, la comida diaria y la comida de fiesta llevaron a una cultura culinaria que fortaleció la identidad de cada grupo<sup>42</sup>. Desde la perspectiva sociológica, Jack Goody quien abordó la relación entre la comida y estratificación social, descubrió que la diferenciación entre las cocinas está vinculada a las jerarquías políticas y sociales. Las élites desarrollan cocinas distintas a las de la gente común<sup>43</sup>. Para fines del siglo XVII el solar mixteco estaba conformado por plantas y animales de origen mesoamericano, europeo y asiático, formando un sistema agroecológico, sustentable y orgánico.

38. Existen varias especies de nopal comestible en las zonas áridas de México; nopal verdura (*opuntia ssp.*) nopal tapón (*opuntia robusta*), nopal rastrero (*opuntia rastrera*), nopal duraznillo (*opuntia leucotricha*) y el nopal chaveño (*opuntia hiptiicantha*). Véase, *Nopal verdura, opuntia ssp. Cultivo alternativo para las zonas áridas y semiáridas de México*, México, Instituto Nacional de Ecología, 1994.

39. AHJO, Teposcolula, Civil, Leg. 34, Exp. 18, “Antonio Cisneros casado con Juana María, indios de Santiago Nundichi, su padre le dio casa y solar para morada, poblándolo de nopales y frutales, su hermano Joseph Cisneros le usurpó 100 magueyes, pide justicia”, año 1758.

40. AHJO, Civil, Teposcolula, Leg. 35, Exp. 01.30, “Don Felix Morales vecino de la ciudad de Oaxaca, por poder que otorga a doña Juliana Ramírez”; AHJO, Civil, Teposcolula, Exp. 01.31 “Juan Solano, indio natural de Teposcolula vende a Diego Ortiz indio natural de Teposcolula un pedazo de tierra”, año 1760.

41. AHJO, Civil, Coixtlahuaca, Caja 1, 1884, “Mateo Baltasar y Compañía de Tehuacán, otorga poder a Matías Jiménez para que cobre una deuda”.

42. Bertran, Miriam, *Cambio alimentario e identidad de los indígenas mexicanos*, op. cit., p. 73-80.

43. Goody, Jack, *Cocina, cuisine y clase. Estudio de Sociología comparada*, Barcelona, Gedisa, 1995.

## Trigo y ganado menor

Entre los productos europeos que se adaptaron en esta región fría y árida destaca el ganado menor; chivos y ovejas, lo mismo que los cereales como el trigo y la cebada. Así, contrario a lo que plantea Crosby, quien apuntó que tuvieron que pasar más de dos siglos para que los habitantes de ambos mundos adaptaran otros cultivos y animales junto con sus técnicas agrícolas y ganaderas para preparar sus alimentos<sup>44</sup>, en la Mixteca Alta la incorporación del trigo se realizó muy rápido. Desde 1535, Teposcolula y otros pueblos ya estaban tributando trigo. El trigo era resistente al frío, no requería mucha cantidad de agua para crecer, tampoco era necesaria tanta mano de obra y pronto se aclimató en los valles de la Mixteca. Para la década de 1570 el convento de Yanhuitlán tenía varias parcelas sembradas de trigo y contaba con su propio molino para obtener harinas. En 1580, “la abundancia de las cosechas de trigo ya no obligaba a nadie a tributarlo y se convirtió en un reglón principal del diezmo mixteco”<sup>45</sup>. Muchos habitantes de la Mixteca ya estaban consumiendo productos europeos, como se percibe en la relación geográfica de Tejupan:

Los mantenimientos que antiguamente comían generalmente eran tortillas secas y ají, y sabandijas: ratones, lagartijas y culebras. Los principales, en sus fiestas, comían gallinas de la tierra, venados y carne humana, y perros [...]. Y ahora, comen generalmente, los macehuales, tortillas y chile y otros muchos géneros de hierbas, y los principales comen gallinas, venado, vaca, carnero y otras cosas, y pan de castilla<sup>46</sup>.

El trigo, primero se expandió por el Valle de México, Puebla y el Bajío, y desde la década de 1540 los pueblos mixtecos también ya estaban cultivando trigo. El Valle de Nochixtlán, Yanhuitlán, Tamazulapan, Tejupan y la subcuenca del río Coixtlahuaca se convirtieron en productores de trigo<sup>47</sup>. Los molinos se multiplicaron en manos de españoles, caciques y pueblos, por ejemplo, en la segunda mitad del siglo XIX existían nueve molinos en el pueblo de Tamazulapan, donde se trituraba el trigo y se obtenía harina que probablemente se comercializaba hacia Huajuapán, Tehuacán y la Costa oaxaqueña. Por si fuera poco, en 1868 el municipio de Tamazulapan sustentaba sus ingresos en el arrendamiento anual de 303 pesos de un molino de trigo y 329 pesos por el impuesto del mercado<sup>48</sup>.

44. Crosby, Alfred, “La fusión de dos comidas”, *op. cit.*, p. 134.

45. Pastor, Rodolfo, *Campesinos y reformas*, *op. cit.*, p. 132 y 140; Silva, Jorge “Agricultura indígena en el valle de Nochixtlán en el siglo XVI”, en Rojas, Teresa (coord.), *La agricultura indígena en la época prehispánica*, *op. cit.*, p. 190.

46. Acuña, René (ed.), *Relaciones Geográficas del siglo XVI*, *op. cit.*, p. 221.

47. AHJO, Sección Teposcolula, serie Protocolos, Leg. 02, Exp. 13, año 1668, “Antonio Santa Cruz, cacique de Tamazulapan arrienda a Andrés Gómez, español, un molino y tierras por 4 años por 250 pesos cada año”; AHJO, Teposcolula, Protocolos, Leg. 03, Exp. 8.46, año 1708, “Fernando de Santiago Cacique y gobernador de Tamazulapan arrienda a Joseph Ruiz de Trino, un molino de pan moler, con casa, horno y tres tierras de regadío e instrumentos, por cinco años a 130 pesos cada año”.

48. AGEO (Archivo General del Estado de Oaxaca) Fondo Gobernación, Sección del gobierno de los distritos, año 1868, Leg. 14, Exp. 20.

En algunos pueblos, el trigo se convirtió en el principal alimento de la población indígena, pues las mujeres elaboraron tortillas, atoles y dulces de trigo con piloncillo. Pronto se extendió el consumo de pan de trigo, no solo en fiestas y rituales como el día de muertos, utilizando el pulque como levadura, tradición que todavía subsiste en muchos lugares de la Mixteca.

En el transcurso de los siglos XVII y XVIII, tanto la nobleza como los macehuales incluyeron en su dieta otros productos europeos y asiáticos como azúcar, arroz, nuez, betabel, coco, granada china, etc<sup>49</sup>. En 1777, junto a las parcelas de maíz crecía el trigo largo y pelón, frijol y grana. Y en los huertos y solares había “priscos, duraznos, melocotones, cerezas, albaricoques, que por otro nombre le dicen chabacanos, aguacates, chicos prietos, algunos palos de nogal de castilla y entre las muchas nopaleras que hay de grana, hay otros muy crecidos que dan unas tunas coloradas muy dulces y algunas moradas”<sup>50</sup>.

La carne de cerdo y la manteca fueron otros de los ingredientes que vinieron a cambiar la dieta alimenticia de las clases populares. Se volvió costumbre freír los frijoles con manteca, elaborar los tamales, comer chicharrón y usar esta grasa en las garnachas, gorditas y tlayudas elaboradas de maíz, además de otros guisos y salsas<sup>51</sup>. Lo mismo que las gallinas, pavos y ganado menor, los cerdos fueron utilizados como un sistema de ahorro familiar que se intercambiaba en los mercados regionales para obtener ingresos, pagar el tributo, adquirir herramientas y comida en caso de hambrunas o fiestas.

El consumo de carne de chivos y ovejas, fue pronto adaptado, lo mismo que la lana para hacer sarapes, jorongos y lanillas, porque dieron abrigo a los habitantes de este clima frío. Desde la segunda mitad del siglo XVI, los caciques y pueblos recibieron en merced muchas estancias de ganado menor y para principios del siguiente siglo, los hatos de cabras y ovejas proliferaban por los campos mixtecos. Al principio los pueblos contrataron maestros españoles para aprender el oficio del pastoreo, destete, crecimiento, trasquila de lana, obtención de carnes, secado de las pieles y carnes para consumo y venta. Pero pronto adquirieron experiencia como hábiles pastores, operarios y consumidores de los productos caprinos y ovinos<sup>52</sup>.

Para fines del siglo de las luces se había consolidado no sólo el solar agroecológico, sino también existía otra cultura alimentaria. Casi todos los pueblos de la región mixteca combinaban en su dieta los productos mesoamericanos y españoles, como se percibe en un informe de 1803: “Los frutos de la tierra, y en que divierten su trabajo los naturales, son por lo común el trigo blanco y pelón, el amarillo que llaman largo; el maíz, el frijol, la grana, el ganado cabrío, el ovejuno, y el maguey. En la cabecera y en algunos pueblos

49. Katz, Esther, “La influencia del contacto en la comida campesina mixteca”, *op. cit.*, p. 342-346.

50. Esparza, Manuel (Ed.), *Relaciones Geográficas de Oaxaca, 1777-1778*, México, Instituto Oaxaqueño de las Culturas-CIESAS, 1994, p. 213 y 319.

51. Adame, Miguel, “Elementos generales del sistema alimentario en el México colonial”, en Adame, Miguel (coord.), *Alimentación en México, op. cit.*, p. 125.

52. Sobre ganadería menor en la Mixteca, véase: Miranda, José, “Orígenes de la ganadería indígena en la Mixteca”, en Romero, María de los Ángeles (comp.), *Lecturas históricas de Oaxaca. Época colonial*, INAH, México, 1986, p. 231-241; Romero, María de los Ángeles, *Economía y vida de los españoles, op. cit.*; Mendoza, Edgar, “Chivos y matanzas: economía y cultura en las mixtecas, del siglo XVI al XXI”, en Ortíz, Reina (comp.), *Mitos y simbolismos en la Cultura Mixteca*, México, Universidad Tecnológica de la Mixteca, 2016, p. 149-174.

se come la uva, el higo, la breva, la nuez de castilla, la pera, el durazno, el prisco, el melocotón, la granada, la chirimoya o anona que abunda. No faltan comestibles de cocina como la garbanza, el haba, la lenteja y toda la berza si se siembra”<sup>53</sup>.

Los caciques fueron los primeros en consumir los nuevos productos, y con el tiempo pasaron al resto de la población a través de las comidas de fiestas patronales y cofradías. Por ejemplo, en 1827, en la fiesta titular de San Miguel Arcángel del pueblo de Tequixtepec, el gobierno local no sólo financió la misa, los “toritos de fuego” y la “maroma”, también organizó grandes fiestas y banquetes donde se consumían artículos locales y extranjeros. Entre los recaudos que se compraron para la comida figuran biscochos finos, azafrán, ajonjolí, clavo, pimienta, pasas, almendras, arroz, aceitunas, canela, vinagre, granadas, uvas, aguardiente y vino catalán<sup>54</sup>. Doce años después, los vecinos cooperaron para la fiesta titular con 170 gallinas, 480 huevos, 113 cargas de leña, 209 velas y 57 maquilas de maíz<sup>55</sup>. Todavía en la década de 1860, las fiestas eran suntuosas y se festejaban con música, danzas, maroma, cohetes, “castillos”, flores y comidas. En 1862, la autoridad municipal compró dos reses para la fiesta, pero aparte se consumieron gallinas, cerdos, borregos, guajolotes, pan de trigo, tortillas de maíz, huevos, arroz, moles, tamales, chocolate, “aguardiente catalán”, pulque, tepache y mezcal. Lo mismo sucedía en las fiestas patronales de otros pueblos como Concepción y Teotongo; éste último poseía terrenos de cultivo de trigo, maíz y frijol, además contaba con “80 magueyes de pulque situados en el solar de la casa de comunidad”<sup>56</sup>.

Este sistema agroecológico se sostuvo con muy pocos cambios, a pesar de la producción de grana cochinilla durante el siglo xviii que vinculó a la Mixteca con el mercado europeo. Para el siglo decimonónico retornó a su sistema de producción tradicional hasta los años cuarenta del siglo xx, cuando después de la segunda guerra mundial, se inicia el proceso de la gran aceleración, que en esta región se manifestó con la construcción de carreteras, escuelas y programas de desarrollo. A partir de entonces, la población económicamente activa emigró a las ciudades y centros industriales, y con ello empezó el abandono paulatino de los solares sustentables y la dieta alimenticia empezó a transformarse.

## **El ocaso de los solares y la Gran aceleración en la segunda mitad del siglo xx**

El sistema agroecológico y alimentario mixteco conformado a lo largo de varios siglos, y que tuvo su base en la producción agropecuaria del campo y los solares sustentables, empezó a decaer desde mediados del siglo xx, por la conjunción de factores internos y externos.

53. Esparza, Manuel y Huesca, Irene (ed.), *Cuestionario de Don Antonio Bergoza y Jordán en su diócesis, 1806*, Archivo General del Estado de Oaxaca, México, 1984, p. 145.

54. Archivo Municipal de San Miguel Tequixtepec, Oaxaca, AMSMT, Presidencia, “Memoria que presentó el alcalde José Miguel Cruz del dinero que contribuyeron los individuos ciudadanos”, 1827.

55. AMSMT, Presidencia, “Lista general de los vecinos que contribuyeron para la fiesta titular”, 1839.

56. Archivo Municipal de Santiago Teotongo Oaxaca, en adelante AMST, Tesorería, “Ingresos y egresos de 1845”.

Una vez finalizada la revolución, los gobiernos posrevolucionarios buscaron integrar a México en la dinámica de las naciones modernas, estimulando el desarrollo social y la industrialización. Se promovió la creación de escuelas, centros de salud, fábricas, presas hidroeléctricas y carreteras con el fin de mejorar las condiciones sociales de la población rural. En este contexto, se efectuó el reparto agrario en aras de la justicia social y el mejoramiento de la producción ejidal. Al mismo tiempo, que se trataron de implantar otros servicios públicos como correo, teléfono y telégrafo, se emprendieron campañas de salud, vacunación e introducción de agua potable en muchos pueblos de Oaxaca y otros estados<sup>57</sup>.

Los programas de educación pretendían castellanizar a la población indígena y disminuir el analfabetismo. Se trató de cambiar las costumbres y hábitos alimenticios de los campesinos para llevarlos a la modernidad. Sin embargo, los intentos de la Secretaría de Educación Pública con sus misiones culturales y escuelas rurales, solo se vieron fortalecidos cuando se construyeron carreteras y llegaron productos manufacturados y alimentos más baratos. La gran aceleración de mediados del siglo xx transformó a la sociedad rural mexicana a una predominantemente urbana. El desarrollo económico llevó a la construcción de carreteras, fábricas, enormes presas hidroeléctricas y el crecimiento de las ciudades. Este proceso se manifestó de manera indirecta en la Mixteca con la construcción de la carretera panamericana en la década de 1940, que atravesó el estado de Oaxaca, surgiendo nuevas brechas de terracería que propiciaron la integración de muchos pueblos al mercado regional y nacional; pero al mismo tiempo, se inició una migración sin precedentes a los centros urbanos, a las ciudades industriales, y a los Estados Unidos<sup>58</sup>.

La migración de la población económicamente activa ha ocasionado cambios sociales y económicos, en algunos casos ha despoblado a comunidades y municipios<sup>59</sup>. Al mismo tiempo que migraron familias completas, se introdujeron productos manufacturados y alimentos procesados. Finalmente, con la llegada de recursos externos, vía las remesas de los migrantes y los subsidios gubernamentales, se agudizó el abandono de los campos de cultivo y la pérdida del sistema agroecológico. La mayoría de los solares plantados con órganos, nopales, árboles frutales y plantas medicinales están desapareciendo. En su lugar, los migrantes y vecinos construyen casas al estilo californiano con grandes portones y enormes ventanas. Asimismo, el solar ha dejado de tener la importancia vital que tuvo en el pasado, muchos cactus y nopales han sido talados y en su lugar se cultivan cipreses italianos y otras plantas ornamentales que pueden traer otras plagas y afectar a las especies nativas.

Con la apertura de carreteras y la llegada de tiendas promovidas por el Estado como la Conasupo, pero principalmente por el arribo de comerciantes,

---

57. Sigüenza, Salvador, "Escuelas, caminos y alimentos", *op. cit.*, p. 132-136.

58. Mendoza, Edgar, *La Mixteca. Imágenes de una identidad*, Oaxaca, México, CONACYT-INAH, Cartel Editores, 2011.

59. Por ejemplo, en 1950, los 13 municipios del distrito de Coixtlahuaca contaban con 21.002 habitantes, en 1980 la cifra descendió a 14.896, y en el año 2000 la población total fue de 11.347. Censos de población del INEGI.

se introdujeron otros productos alimenticios: sopa de pasta, enlatados, refrescos, cervezas, frituras y comida chatarra. Así de acuerdo con Bertrán, la forma de comer de los indígenas mexicanos se fue transformando como una forma de integrarse a la sociedad nacional. Pero muchos de estos cambios fueron provocados por la introducción de nuevos cultivos, nuevas tecnologías y semillas “mejoradas” que sustituyeron y desplazaron a los alimentos tradicionales<sup>60</sup>.

A mediados del siglo xx, Moisés De la Peña hizo un recorrido por tierras mixtecas. Desde su punto de vista, la producción de maíz, frijol, caña de azúcar, papa, chile y frutas era insuficiente. Sin embargo, reconoció que en las tierras frías, la producción de trigo era abundante, lo mismo que de frutas como el durazno, manzana, pitaya, capulín y tunas. Además, agregó la recolección de plantas y frutos silvestres según la temporada; verdolagas, quiotes tiernos de maguey, nopalitos, quelites, biznagas, sotol cocido con panela, camote silvestre, etc. Incluso, hizo un análisis estratificado de la sociedad mixteca, la producción y alimentación de las familias. De manera implícita, describe la producción de los solares y su importancia económica, pues señala que aquellos que poseían animales, ganado, gallinas, árboles frutales, nopales y magueyes, tenían mayores oportunidades de tener una mejor alimentación, así como para vender sus excedentes en los mercados regionales:

Son las gentes prósperas, que no viven en choza, sino en casa de cantera o adobe y cuentan con ese seguro contra el hambre, de un corral con varios cerdos y más de una docena de gallinas o una docena de chivas. (que no dan leche). Tal categoría de campesinos cuenta con su yunta de bueyes, que en estas zonas de propiedad atomizada, califica al dueño entre los ricos [...]. En los pueblos de agricultura menos pobres, se come frijol con tortilla dos o tres veces al día mientras dura la cosecha [...] Causa alegría encontrar en zonas citadas numerosos campesinos que consumen los huevos de sus gallinas en lugar de venderlos. [...] A partir de las primeras lluvias mejora algo la alimentación en la Mixteca Alta, gracias a la adición de hierbas, calabacitas y algunas frutas, pero a la vez hay una más dura limitación en el consumo de maíz y frijol, que es cuando alcanza sus más altos precios. Quienes han plantado nopales y pitayas o duraznos obtienen un magnífico alivio con los ingresos de esos frutales (Que todos podrían obtenerlo); pero es a partir de septiembre y octubre que mejora la situación, con los elotes y el maíz para hartarse de tortilla, y frecuentemente de frijol y calabaza maciza. Quienes siembran trigo, tienen además dos cortas temporadas de abundancia al cosecharlo, en marzo abril y en octubre noviembre, y quienes tienen magueyes en todo tiempo se ven favorecidos con la venta de pulque o hacen rendir el maíz con el rico atole de aguamiel de maguey. En el estiaje, periodo de hambre en que ya se vació la troje, se cuenta con la ayuda del nopalito tierno<sup>61</sup>.

Varias fueron las instituciones que trataron de incidir en el mejoramiento de las comunidades indígenas de la región. Por ejemplo, desde 1947, la Comisión del

60. Bertrán, Miriam, *Cambio alimentario e identidad de los indígenas mexicanos*, op. cit., p. 88.

61. De la Peña, Moisés, *Problemas sociales y económicos de las Mixtecas*, op. cit., p. 130.

Papaloapan construyó pistas de aterrizaje, presas y canales de riego en los municipios del Distrito de Coixtlahuaca. Del mismo modo, realizó campañas sanitarias y de vacunación; además, introdujo el servicio de agua potable, lavaderos, centros de salubridad, electrificación, caminos y hasta semillas “mejoradas”, fertilizantes y otras variedades de árboles frutales, hortalizas y viveros forestales.

Estos proyectos estatales fueron afectando el paisaje y el sistema agroecológico que se constituyó desde la época prehispánica y colonial y que perduró con pocos cambios hasta mediados del siglo xx. Asimismo, la llegada de maquinaria, tractores y otras especies vegetales y productos comestibles ha provocado que ciertas plantas de origen prehispánico y europeas coloniales que se adaptaron al suelo y clima de la región, fueran sustituidas, perdiéndose la relación hombre/naturaleza que sustentaba el equilibrio ecológico y la soberanía alimentaria.

Conforme los pueblos indígenas se fueron insertando en el mercado nacional como productores, mano de obra o como consumidores de productos industrializados, no sólo fueron cambiando los hábitos alimenticios sino también la ropa y los utensilios domésticos tradicionales; el fogón de leña fue sustituido por estufas de gas, trastes de barro por recipientes de peltre y los cántaros por cubetas de lata, los molcajetes por la licuadora, lazos de ixtle por mecates de plástico y el pulque disminuyó por el consumo de la cerveza y la Coca Cola. Por si fuera poco, la gran aceleración también generó la llegada de fertilizantes sintéticos y plaguicidas químicos que afectaron aún más los frágiles ecosistemas.

La dieta de la población indígena y el sistema agroecológico que se formó desde la época colonial sufrieron cambios notables a mediados del siglo xx. Si en un principio las políticas de integración nacionalistas intentaron frenar la desnutrición por medio del consumo de otros ingredientes como leche, carne, huevos y pan, en el mediano y largo plazo las consecuencias de adaptar estos y otros alimentos como refrescos, frituras, embutidos y comida chatarra, ha llevado a problemas de salud como la diabetes, hipertensión, cáncer y obesidad en muchas comunidades indígenas<sup>62</sup>. No obstante, hay que matizar, pese a los cambios de las últimas décadas, en las zonas más marginadas de la Mixteca todavía prevalece vigente la base de los alimentos mesoamericanos; maíz, frijol, calabaza y chile. En cambio, en zonas donde se ha introducido la tecnología agrícola, alimentos procesados, semillas “mejoradas”, materiales de construcción industriales, plásticos y basura, los cambios son evidentes en el uso del suelo, la producción y la alimentación.

Finalmente, el mérito de este estudio de larga duración es insertar a las comunidades indígenas en el debate latinoamericano a la luz de las periodizaciones del antropoceno y de los efectos provocados por la penetración del capitalismo en los sistemas tradicionales de alimentación de regiones periféricas.

---

62. Bertrán, Miriam, *Cambio alimentario e identidad de los indígenas mexicanos*, op. cit., p. 94-95.

## Conclusión

Actualmente, la Mixteca Alta está considerada como una de las zonas más erosionadas y ecológicamente más devastadas del país, lo que se explica porque la mayor parte del territorio es semidesértico y cuenta con pocas tierras fértiles y escasos sistemas de riego. Del mismo modo, se suele decir que gran parte de su población está incluida en los índices de extrema pobreza y marginación. Sin embargo, no todas las épocas fueron de deterioro ni de pobreza. Por el contrario, desde hace más de cinco mil años, aquí también se domesticaron plantas y animales y se transitó de la vida nómada a la vida sedentaria para alcanzar su plenitud en el posclásico mesoamericano. Antes de la conquista, en la región mixteca se desarrolló un sistema de agricultura eficiente, formas de escritura, astronomía y arquitectura, que se manifestaron en la alta calidad de la cerámica policromada de tipo suntuario, el arte plumario y una orfebrería de gran belleza que refleja el desarrollo de la metalurgia y la cultura. Y pese a los cambios social, político y económico que propició la invasión española, los pueblos mixtecos se adaptaron al sistema colonial, y se integraron al mercado regional e internacional a través de la venta de sus productos como la seda, grana cochinilla, harina de trigo, ganadería menor y elaboración de textiles y sombreros de palma. Un reflejo de aquella bonanza se percibe aun hoy en la riqueza arquitectónica y cultural de los grandes conventos como Coixtlahuaca, Yanhuatlán y Teposcolula, o incluso en otros templos más pequeños pero no menos suntuosos como Teotongo, Tequixtepec, Tamazulapan, Tejupan, Concepción Buenavista, Achiutla y Suchixtlahuaca, donde se hicieron grandes retablos, pinturas e imágenes de santos elaborados por los mejores artistas del mundo novohispano como Andrés de la Concha, Simón de Pereins, Manuel de Mendoza y otros pintores poblanos, todos financiados por los bienes de comunidad y las cofradías.

Esta relativa autonomía sufrió cambios con el impacto indirecto de la gran aceleración capitalista, pero también a partir de las políticas de centralización y de integración nacionalista del siglo xx. Desde la década de 1940, la apertura de carreteras, la migración y penetración de productos alimenticios cambiaron paulatinamente el consumo “monótono” de la población indígena sustentada en la agricultura de subsistencia por una dieta determinada por el mercado. Y como consecuencia, han puesto en peligro de extinción el sistema agroecológico y alimentario que permitió la subsistencia de estos grupos durante cientos de años, a tal grado que muchos solares fueron abandonados ante la introducción de otras plantas y otros alimentos ajenos a las dietas campesinas locales.

Como hemos visto, la producción agropecuaria de los solares aminoró las hambrunas en tiempos de sequías, heladas, granizo y plagas, al mismo tiempo complementaron la dieta alimenticia y fueron una forma de intercambio y venta del excedente, lo que permitió a las familias complementar su economía doméstica y mantener cierta soberanía alimentaria por muchas generaciones. Sin embargo, no todo fue color de rosa, pues en estas condiciones extremas, los campesinos tuvieron

que remar contra corriente y frenar con múltiples estrategias simbólicas y de trabajo, el efecto de tempestades, plagas y enfermedades.

En suma, a lo largo de varios siglos de recorrido por una zona de la Mixteca, se percibe indirectamente distintos momentos del inicio y desarrollo del antropoceno, que repercutieron en los cambios ambientales y alimentarios de las comunidades indígenas. Desde la revolución neolítica, donde las culturas mesoamericanas, pasaron de nómadas a sedentarias, iniciando la domesticación de plantas y animales, hasta la construcción de ciudades. La segunda etapa fue la colonización europea, marcando cambios profundos con la introducción del ganado, el arado y la minería que alteraron el paisaje. Sin embargo, la revolución industrial del siglo XVIII no se percibió en esta región relativamente aislada, salvo por la producción de grana cochinilla que se exportó como tinte para el mercado europeo. Pese a todo, el sistema agroecológico donde se combinaron plantas y animales europeos y americanos, subsistió por lo menos hasta mediados del siglo XX, cuando se inició la gran aceleración capitalista y que en la Mixteca se exteriorizó con la construcción de vías de comunicación y la migración de cientos de familias a las ciudades, para integrarse de manera desigual al México moderno y finalmente a una economía global.

#### **RESUMEN/PALABRAS CLAVES**

El propósito de este artículo es analizar el origen, desarrollo y ocaso del sistema agroecológico y alimentario de la Mixteca Alta desde fines del periodo prehispánico hasta la introducción del capitalismo en el contexto de la gran aceleración que se manifestó indirectamente en esta región a mediados del siglo XX, con la apertura de carreteras y emigración de la población local hacia las ciudades y los centros industriales, lo que trajo como consecuencia casi la extinción de los solares sustentables y otras formas de alimentación ajenas a las dietas locales.

Agroecología, Solares sustentables, antropoceno, Alimentación, Cultura

#### **RÉSUMÉ/MOTS-CLÉS**

L'objectif de cet article est d'analyser l'origine, le développement et le déclin du système agroécologique et alimentaire de la Mixteca Alta depuis la fin de la période préhispanique jusqu'à l'introduction du capitalisme, dans le contexte de la Grande accélération qui s'est manifestée indirectement dans cette région au milieu du XX<sup>e</sup> siècle, avec l'ouverture de routes et l'émigration de la population locale vers les villes et les centres industriels, ce qui a entraîné la quasi-disparition des "solares" (jardins potagers) durables et l'essor de pratiques alimentaires étrangères aux régimes locaux.

Agroécologie, Anthropocène, Alimentation, Culture, "Solares" durables

**ABSTRACT/KEYWORDS**

This paper analyzes the origin, development and decline of Mixteca Alta's agroecological and food system from the end of pre-Hispanic period till capitalism's introduction, in the context of the Great acceleration which appeared indirectly in this region during the middle of the 20th century, when new roads were opened allowing local populations' emigration towards towns and industrial centers, that lead to the almost complete disappearance of sustainable "solares" (vegetable gardens) and the rapid expansion of food practices different from local diets.

Agroecology, Anthropocene, Food, Culture, Lasting "solares"

*L'article a été soumis pour évaluation le 30/03/22 et a été accepté pour publication le 03/09/22.*



# Bosques de guacamole: el surgimiento de la franja aguacatera mexicana a mediados del siglo XX

Viridiana HERNÁNDEZ FERNÁNDEZ  
University of Iowa, États-Unis

MÉXICO ES EL MAYOR PRODUCTOR de aguacate en el mundo. En 2020, México cosechó 2.4 millones de toneladas métricas de este fruto, es decir, el 33% de la producción total en el mundo. En un distante segundo lugar, Colombia cultivó el equivalente a un poco más del 10% de la producción total global<sup>1</sup>. En México, el indiscutible líder de producción de aguacate de la variedad *Hass*, la de mayor consumo, es el estado occidental de Michoacán, particularmente el área serrana de la Meseta Purhépecha. Sólo en dicha región se cultivan tres de cada diez aguacates del orbe<sup>2</sup>. A pesar de ser el área de mayor producción en la actualidad, antes de la década de 1950 nadie en la Meseta Purhépecha conocía la variedad *Hass*. Hasta hace siete décadas, lo que hoy forma la franja aguacatera michoacana eran bosques de pino y encino. ¿Cómo fue que un área de 30 mil hectáreas de bosque de pino y encino fue transformada en más de 30 mil huertas comerciales de aguacate *Hass* en tan sólo cinco décadas<sup>3</sup>?

Este artículo da cuenta del surgimiento de la franja aguacatera en la Meseta Purhépecha de Michoacán a mediados del siglo xx. En otras palabras, el artículo presenta una historia de simplificación ecológica. La franja aguacatera se ubica en lo que antes eran bosques de pino y encino con una población mayoritariamente indígena, los Purhépecha. Aunque la Meseta llevaba ya varias décadas siendo deforestada para el tendido de la red ferroviaria en México desde finales del siglo xix, los bosques seguían siendo el principal elemento de la vida campesina en la región

- 
1. "Global Production of Fresh Avocado", Tridge, accesado el 2 de marzo de 2022 [<https://www.tridge.com/intelligences/avocado/production>].
  2. *Atlas Agroalimentario 2012-2018*, México, Servicio de Información Agroalimentaria y Pesquera (SIAP), 2018.
  3. Extensión de la franja aguacatera estimada en el año 2004 en *California Avocado Society Yearbook 87*, Los Angeles, California Avocado Society, 2004-2005, p. 45-54.

a mediados del siglo xx, que se basaba en la explotación forestal de menor escala y la agricultura de subsistencia. En tan sólo cincuenta años, de 1950 a inicios del siglo xxi, los pinos y encinos en la Meseta Purhépecha comenzaron a ser derribados para dar paso a las plantaciones de árboles de aguacate. Asimismo, la producción de alimentos pasó de una variedad de cultivos de subsistencia como maíz, cebolla, frijol y distintos tipos de calabazas y aguacates al cultivo exclusivo del aguacate *Hass* para comercializarse en el mercado internacional.

La producción de cultivos ha sido una veta de estudio muy vigorosa en la historiografía de Latinoamérica. Expertos han analizado las implicaciones sociales, políticas y económicas de la producción de alimentos en la región para su consumo fuera de la misma desde el siglo xv que marcó un punto de inflexión en la historia de la comida de América latina con la llegada de los europeos<sup>4</sup>. En rápido incremento se encuentra también la contribución de los historiadores ambientales que han ahondado la conversación al estudiar las formas en las que la producción de cultivos en América latina ha redefinido tanto los ecosistemas locales como el diario vivir de sus pobladores<sup>5</sup>.

Esta historia se une a otras similares que dan cuenta de la producción de alimentos de exportación a gran escala en Latinoamérica para el Norte Global, principalmente para los Estados Unidos en el siglo xx. La producción de plátano en Centroamérica, por ejemplo, redefinió las relaciones de poder en las localidades productoras y la interacción entre agentes humanos y formas de vida no humanas en las plantaciones de Honduras. Este reajuste social y ecológico, a cargo de compañías transnacionales respaldadas por Estados autoritarios en Centroamérica, permitió a consumidores estadounidenses saborear plátanos de idénticas características a un bajo costo al tiempo que se distanciaban de las “repúblicas bananeras” que los

4. Para más sobre la producción de cultivos en América latina ver: Mintz, Sidney W., *Sweetness and Power: The Place of Sugar in Modern History*, New York, Penguin Books, 1986; Coe, Sophie D. y Coe, Michael D., *The True History of Chocolate*, London, Thames & Hudson, 2013 (3ª ed.); Vara, Martín González de la, *Historia del chocolate en México*, México, Maass, 1992; Schwartz, Stuart B., *Sugar Plantations in the Formation of Brazilian Society: Bahia, 1550-1835*, Cambridge/New York, Cambridge University Press, 1985; Warman, Arturo, *Corn & Capitalism: How a Botanical Bastard Grew to Global Dominance*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2003; Pilcher, Jeffrey M., *Que Vivan Los Tamales!: Food and the Making of Mexican Identity*, Albuquerque, University of New Mexico Press, 1998; Pilcher, Jeffrey M., *Planet Taco: A Global History of Mexican Food*, New York, Oxford University Press, 2012; Kourí, Emilio, *Un pueblo dividido. Comercio, propiedad y comunidad en Papantla, México*, México, Fondo de Cultura Económica, 2013.

5. Véanse los trabajos de Zarrilli, Adrián Gustavo, “Capitalism, Ecology, and Agrarian Expansion in the Pampean Region, 1890-1950”, *Environmental History* 6, n° 4, 2001, p. 561-83; McCook, Stuart, “Una historia ambiental del café en Guatemala: la Costa Cuca entre 1830 y 1902”, *Hispanic American Historical Review* 91, n° 4, 2011, p. 718-19; Hurtado, Rony Viales y Mora, Andrea Montero, “Una aproximación al impacto ambiental del cultivo del banano en el Atlántico/Caribe de Costa Rica (1870-1930)” en Hurtado, Ronny José Viales y Mc Dermott, Anthony Goebel, *Costa Rica: Cuatro Ensayos de Historia Ambiental*, San José, Sociedad Editora Alquimia 2000, 2011; McCook, Stuart, “Las epidemias liberales: Agricultura, ambiente y globalización en Ecuador, 1790-1930”, en Vicente, García Martínez Bernardo y Prieto, María del Rosario (ed.), *Estudios sobre historia y ambiente en América latina*, vol. 2, Mexico City, El Colegio de México/Instituto Panamericano de Geografía e Historia, 2002.

producían<sup>6</sup>. Vemos otro caso en el que las relaciones de producción y consumo de Latinoamérica y Estados Unidos se encuentran a través de la uva chilena a finales del siglo xx. La producción de la fruta en Chile para su exportación a los Estados Unidos afectó tanto las dinámicas de consumo como las relaciones de género en el núcleo familiar de ambos países<sup>7</sup>. En concreto, como defiende Richard Tucker, diversas regiones latinoamericanas han modificado sus contextos ecológicos, relaciones sociales y economías locales para satisfacer el “insaciable apetito” estadounidense<sup>8</sup>.

No obstante, la franja aguacatera michoacana se distancia de dichos casos de dos maneras. Primero, su surgimiento no fue promovido por agentes externos como fueran compañías productoras estadounidenses y, segundo, tampoco fue interés del Estado mexicano -en primera instancia- la consolidación de una industria aguacatera en la Sierra Purhépecha de Michoacán si no la consolidación de una industria agrícola de exportación en el colindante Valle de Apatzingán. En este sentido, este artículo analiza cómo una región boscosa poco atractiva para la producción de monocultivos a gran escala, se transformó en al área de mayor producción aguacatera a nivel mundial en tan sólo cinco décadas y quiénes promovieron dicho cambio en sus primeras etapas. Defiendo que al centrar la atención en la forma en que las innovaciones agrícolas incidieron en espacios ecológicos específicos y en cómo esos espacios delimitaron y reajustaron las expectativas de los agentes humanos en materia agrícola, es decir, desde las herramientas metodológicas de la historia ambiental, podemos ver tanto agentes de cambio diversos que tuvieron incidencia en las transformaciones ecológicas y sociales en el espacio rural como los efectos de la denominada Revolución Verde en espacios que trascendieron a aquellos que inicialmente se buscaban afectar<sup>9</sup>. El Estado mexicano propició, de forma inadvertida en un inicio, la expansión de la producción de aguacates en la Sierra Purhépecha de Michoacán al intentar proteger la producción agrícola del Valle de Apatzingán a mediados del siglo xx con el afianzamiento de la Revolución Verde en México<sup>10</sup>. La franja aguacatera michoacana muestra, pues, la integración de una

6. Soluri, John, *Banana Cultures: Agriculture, Consumption, and Environmental Change in Honduras and the United States*, Austin, University of Texas Press, 2005.

7. Tinsman, Heidi, *Buying into the Regime: Grapes and Consumption in Cold War Chile and the United States*, Durham, Duke University Press, 2014.

8. Tucker, Richard, *Insatiable Appetite: The United States and the Ecological Degradation of the Tropical World*, Oakland, University of California Press, 2000.

9. Por “Revolución Verde” apelo a la definición propuesta por John McNeill, como el nuevo modelo de producción agrícola que se basa en el uso de energías no renovables y recursos hídricos indispensables para el cultivo de semillas mejoradas de alto rendimiento. McNeill, John R., *The Great Acceleration: An Environmental History of the Anthropocene since 1945*, Cambridge, Harvard University Press, 2016. Para conocer sobre la Revolución Verde en América latina, ver Olsson, Tore C., *Agrarian Crossings: Reformers and the Remaking of the US and Mexican Countryside*, Princeton, University Press, 2017; Perkins, John H., *Geopolitics and the Green Revolution: Wheat, Genes, and the Cold War*, New York, Oxford University Press, 1997; Sonnenfeld, David A., “Mexico’s ‘Green Revolution,’ 1940-1980: Towards an Environmental History”, *Environmental History Review* 16, n° 4, 1992, p. 29-52; Laveaga, Gabriela Soto, *Jungle Laboratories: Mexican Peasants, National Projects, and the Making of the Pill*, Durham, Duke University Press, 2009.

10. Para ahondar en la forma en que dichas innovaciones redefinieron los campos de cultivo y la vida campesina en México de la mano de científicos estadounidenses de la Fundación Rockefeller, sus pupilos agrónomos

región periférica mexicana al pujante comercio global a contrapelo: en contra de las políticas públicas del Estado mexicano para evitar la deforestación en la serranía michoacana y a pesar de la falta de insumos para afianzar a la industria aguacatera en Michoacán. Tal como lo demuestra Christopher Boyer, los bosques “negocian” en lo local<sup>11</sup>. Sin embargo, también desde lo local se conectan a lo global.

A mediados del siglo xx, las políticas de desarrollo agrícola del Estado mexicano contribuyeron a la consolidación del Valle de Apatzingán, colindante al sur con la Meseta Purhépecha, como centro de producción de alimentos de exportación. Con este fin, se afianzaron proyectos de infraestructura agrícola y políticas públicas que regularan el uso de recursos naturales tanto en el Valle como en las zonas aledañas. Para poder asegurar los recursos hídricos necesarios para la producción a gran escala de *commodities* agrícolas en Apatzingán, el Estado decretó una serie interrumpida de vedas forestales en la Meseta Purhépecha de 1934 a 1973 que, irónicamente, en lugar de impedir la deforestación de la Meseta, facilitaron su transición de región boscosa a múltiples unidades de producción frutícola, la franja aguacatera. Con el fin de realizar un análisis histórico-ambiental del surgimiento de la franja aguacatera, este artículo se vale de fuentes locales que documentan los albores del proceso de simplificación ecológica desde mediados de la década de 1950 hasta inicios de los años 1970, específicamente de la comunicación escrita entre empresarios madereros, productores agrícolas y pobladores de Michoacán y oficiales forestales de dicho estado. Dichas fuentes documentan la interacción entre particulares y el Estado en el proceso de simplificación ecológica de un espacio boscoso como un área de múltiples unidades de producción agrícola. Asimismo, el artículo hace uso de la historia oral con el propósito de enfatizar la forma en la que productores michoacanos recuerdan hoy la transformación ecológica y consolidación de la industria de aguacate en su región.

Así, este artículo presenta en primera instancia las reformas agrarias de los años 30 que permitieron la formación de un grupo de productores de exportación en el Valle de Apatzingán quienes poco después se convertirían en los pioneros de la industria aguacatera michoacana. Luego el artículo da cuenta de las vedas forestales que poco a poco fueron dando paso a la expansión de la franja aguacatera.

## Hacendados, ejidatarios y agricultores

Como legado del régimen colonial, México comenzó a lidiar con problemas de concentración de la tierra desde los primeros años de vida independiente, mismos

---

mexicanos y el Estado que facilitó la implementación del nuevo paradigma de producción agrícola en el país a partir de 1943 con la creación de la Oficina de Estudios Especiales dependiente de la Secretaría de Agricultura, ver Rojas, Diana Alejandra Méndez, “La agricultura como puente. Becarios guatemaltecos de la Fundación Rockefeller en México: un viaje de ida y vuelta, 1949-1976”, *Oficio de Historia e Interdisciplina*, n° 13, 2021, p. 49-70; Núñez, Netzahualcóyotl Luis Gutiérrez, “Entre lo inesperado y lo imprevisto: la sequía y los proyectos de mejoramiento de maíz y sorgo en El Bajío, 1943-1970”, *Historia Mexicana*, vol. 70, n° 1, 2020, p. 207-258.

11. Boyer, Christopher R., *Political Landscapes: Forests, Conservation, and Community in Mexico*, Durham, Duke University Press, 2015.

que se afianzaron a finales del siglo XIX con el acaparamiento también de los recursos naturales en manos de unos cuantos durante el periodo de la denominada *pax porfiriana*<sup>12</sup>. En el texto constitucional de 1917, los gobiernos revolucionarios incluyeron los términos de una reforma agraria que lograra la redistribución de la tierra y los recursos hídricos a través del ejido. El ejido es una forma de propiedad de la tierra que otorga derechos de uso colectivo intransferibles sobre parcelas arables a un grupo determinado de personas. No obstante, las primeras administraciones revolucionarias consideraron al ejido como el complemento a la paga diaria del peón y no como una modalidad de propiedad social agraria. Esto cambió con la llegada de Lázaro Cárdenas del Río a la presidencia en 1934. Durante su gobierno, de 1934 a 1940, el reparto agrario adquirió mayor auge. La élite burocrática cardenista veía al ejido como la forma de propiedad social que permitiría al campesino, ahora ejidatario, incrementar la productividad de la tierra y, en consecuencia, elevar sus estándares de vida. No obstante, para lograr este fin, el ejidatario debía recibir primero instrucción de manos de científicos que enseñaran al campesino cómo trabajar la tierra. Es decir, aun cuando la figura del ejido como forma de propiedad social cobró relevancia en el periodo cardenista, fue bajo una concepción tutelar por parte del Estado mexicano.

Las últimas expropiaciones de grandes haciendas con fines redistributivos durante el gobierno cardenista fueron efectuadas en Michoacán, de donde el presidente era oriundo. Las haciendas Lombardía y Nueva Italia pertenecían a la familia italiana de los Cusi y en conjunto tenían una extensión de 64.000 hectáreas de tierras productivas y bien irrigadas. En noviembre de 1938, el presidente Cárdenas en persona entregó ambas haciendas a los peones que laboraban en las mismas, quienes se convirtieron en ejidatarios del ejido colectivo más grande de México. A su expropiación, las haciendas recibían 14.000 litros de agua por segundo, producían 10 millones de kilos de arroz por año, tenían 25.000 árboles de limones, 20.000 cabezas de ganado y 10.000 habitantes<sup>13</sup>. No sólo eso, Nueva Italia y Lombardía tenían redes comerciales incluso fuera de México ya que exportaban limón a Estados Unidos y Europa<sup>14</sup>.

En 1930, antes de la presidencia de Cárdenas, los ejidos mexicanos constituían menos del 15% de las tierras de cultivo. Diez años después, representaban el 47%<sup>15</sup>. En términos de los cultivos que más producían los ejidatarios durante la administración cardenista, el aguacate no era uno de los más populares. No obstante, de

12. La *pax porfiriana* se refiere a los 33 años de gobierno del dictador Porfirio Díaz desde 1876 hasta su derrocamiento en 1910 con la Revolución Mexicana.

13. Gurwitz, Beatrice D., "Italian Immigrants and the Mexican Nation: The Cusi Family in Michoacán (1885-1938)", *Immigrants & Minorities*, vol. 33, n° 2, 2015, p. 103.

14. Escamilla, Juan Ortiz, *La transformación de los paisajes culturales en la Cuenca del Tepalcatepec*, Zamora, Michoacán, El Colegio de Michoacán, 2011, p. 339-340.

15. Nava, Eduardo, en González, Samuel León y (ed.), *El Cardenismo, 1932-1940*, México, Centro de Investigación y Docencia Económicas; Instituto Nacional de Estudios Históricos de la Revolución Mexicana; Consejo Nacional para la Cultura y las Artes; Fondo de Cultura Económica; Fundación Cultura de la Ciudad de México, 2010, p. 247.

acuerdo con cifras de la Secretaría de Agricultura, entre 1935 y 1938, la producción total de aguacate en México incrementó en 46%<sup>16</sup>. Los campesinos del valle de Apatzingán, donde las haciendas de Lombardía y Nueva Italia se ubicaban, plantaban árboles de aguacate en los sembradíos de maíz, jitomate, chiles, café, plátano, durazno, mamey y naranja justo para proporcionar sombra a dichas cosechas que vendían en los mercados locales. En esos casos, los campesinos regaban los árboles con regularidad, cortaban la hierba a su alrededor y fertilizaban el suelo con composta y estiércol de caballo y causaban incendios controlados a los alrededores para que el humo previniera las plagas<sup>17</sup>.

No obstante, la política agraria dio un nuevo giro al término de la presidencia cardenista. De 1940 a 1946, el gobierno federal redistribuyó casi 6 millones de hectáreas de propiedad ejidal, es decir, una extensión equiparable a la que Cárdenas dio sólo en 1937<sup>18</sup>. No sólo eso, el presidente Manuel Ávila Camacho también favoreció la propiedad privada y la agricultura comercial por encima de los ejidos y la propiedad social. Durante su administración, el Estado promovió el uso de maquinaria agrícola de alto costo en los campos, tendió sistemas de irrigación, financió investigación científica para el cultivo de granos, individualizó la producción ejidal, pulverizó las cooperativas ejidales y, cuando no hubo otra opción, ordenó la redistribución de tierras de poca extensión y mala irrigación<sup>19</sup>.

Los efectos del cambio de política pública en materia agraria de la presidencia de Miguel Alemán y la vulnerabilidad del ejido colectivo cardenista comenzaron a hacerse palpables en Michoacán casi de forma inmediata, a mediados de los 40, cuando los ejidos que se integraron tras la expropiación de Lombardía y Nueva Italia se reorganizaron como compañías agrícolas en lugar de cooperativas de ejidatarios. El resquebrajamiento de la propiedad ejidal dejó las tierras michoacanas susceptibles al acaparamiento por parte de agricultores de mediana escala del Valle de Apatzingán que vieron la oportunidad de adquirir legal e ilegalmente las tierras ejidales para el cultivo de melón y algodón de exportación a los Estados Unidos. Para inicios de los años 50, los medianos productores de Apatzingán ya rentaban la mitad de las bien irrigadas tierras que antes correspondían a las haciendas de Lombardía y Nueva Italia<sup>20</sup>.

Durante esta década también el presidente Miguel Alemán decretó la creación de la Comisión de la Cuenca del Tepalcatepec (CCT) en 1947 como parte de la renovación agrícola que imperaba en el agro mexicano. La CCT extendió los sistemas de irrigación en la región del río del Tepalcatepec en el suroeste de Michoacán e

16. Palestino, Daniel Hernández, "Árbol afuera. Estudio sobre la diversidad sociocultural del árbol del aguacate", Tesis Doctoral, Universidad Autónoma de Zacatecas "Francisco García Salinas", 2003, p. 164-170.

17. Arroyo, Jesús Rosario en Caballero, *La producción del aguacate en Michoacán*, Morelia, Michoacán, Centro de Investigación y Desarrollo del Estado de Michoacán, 2007, p. 132.

18. Esteva, Gustavo, *La batalla en el México rural*, México, Siglo Veintiuno Editores, 1982, p. 43.

19. Esteva, Gustavo, *La batalla en el México rural*, México, Siglo Veintiuno Editores, 1982, p. 44-46.

20. Hernández Palestino, Daniel, "Árbol afuera. Estudio sobre la diversidad sociocultural del árbol del aguacate", Tesis Doctoral, Universidad Autónoma de Zacatecas "Francisco García Salinas", 2003, p. 218-220.

hizo los caminos públicos en el Valle de Apatzingán que permitieron transportar con mayor facilidad el melón, limón, algodón y otros cultivos de la zona. No obstante, diez años después, a inicios de los 60, los productores de dichos cultivos habían superado ya sus años de bonanza cuando los precios del melón y el limón en el mercado internacional comenzaron a mostrar gran inestabilidad hasta colapsar<sup>21</sup>. Entonces los agricultores de Apatzingán optaron por comprar o rentar las tierras serranas de la Meseta Purhépecha que habían sido evacuadas a partir de 1943 en San Juan Parangaricutiro debido a la explosión del volcán Parícutín<sup>22</sup>. Además de dejar las tierras vacantes, la erupción del volcán dotó de potasio a los muy productivos suelos Andosoles de la Meseta Purhépecha. El potasio permite a las plantas, y a cualquier ser viviente, regular su concentración de agua, lo cual resulta esencial para el sistema de raíces del árbol del aguacate, sensible a la humedad<sup>23</sup>. A partir de este momento, los agricultores de Apatzingán dieron forma a las primeras plantaciones de aguacate en el estado a través de la adquisición por compra o renta de más tierras en la Meseta.

Mientras la CCT promovió la agricultura de exportación en el Valle de Apatzingán proveyendo la infraestructura necesaria que facilitara la producción y transportación de cultivos, en la Meseta Purhépecha la situación fue muy diferente. Debido a que la Meseta era un área boscosa de ladera, resultaba desfavorable para la producción de monocultivos a gran escala que se benefician de extensiones de tierra preferentemente en llanos que permiten la aplicación de agroquímicos y el uso de tractores con facilidad. Por lo tanto, los trabajos de la Comisión en la Meseta se limitaron a la construcción de escuelas rurales, hospitales, caminos públicos y el uso de alambrado de púas con el fin de parcelar la propiedad de uso comunal. La Comisión, liderada por el mismo expresidente Lázaro Cárdenas, también promovió la protección de los bosques de la Meseta. Para los expertos mexicanos, instruidos mayoritariamente en la tradición conservacionista y de paternalismo ecológico iniciada por el fundador de la Sociedad Forestal Mexicana y apodado el “Apóstol del Árbol,” Miguel Ángel de Quevedo, preservar la cubierta forestal de la serranía michoacana era fundamental para evitar el deslave de los cerros y garantizar el flujo de recursos hídricos hacia las obras hidráulicas del Valle de Apatzingán que sustentarían su enorme producción agrícola<sup>24</sup>. Así, los bosques de la Meseta eran vitales más que por su valor ecológico, por su fundamental función de abastecer de recursos hídricos al valle permitiendo la elevada producción de la cuenca baja. Con este fin, el Estado mexicano impuso vedas forestales en la Meseta Purhépecha que,

21. Aguilar, Eunice Herrera, “Oro verde a la sombra del volcán: la agroindustria transnacional del aguacate y las transformaciones de la tenencia de la tierra en la Sierra Purhépecha”, Tesis Doctoral en Antropología Social, El Colegio de Michoacán, 2017, p. 98-99.

22. Trejo, Carlos García, *Ahuácatl: Tesoro verde mexicano*, México, Coloristas y Asociados, 2011, p. 16.

23. Bautista, I. Dubrovina y F., “Analysis of the Suitability of Various Soil Groups and Types of Climates for Avocado Growing in the State of Michoacán, Mexico”, *Eurasian Soil Science*, vol. 47, n° 5, 2014, p. 493.

24. Para más respecto de Miguel Ángel de Quevedo y el paternalismo ecológico, ver Boyer, Christopher R. y Orensanz, Lucrecia, “Revolución y paternalismo ecológico: Miguel Ángel de Quevedo y la política forestal en México, 1926-1940”, *Historia Mexicana* 57, n° 1, 2007, p. 91-138.

contrario al fin esperado, facilitaron la conversión de tierras boscosas en unidades de producción aguacatera.

### Bosques y vedas forestales

El decreto que creó la Comisión de la Cuenca del Tepalcatepec (CCT) en 1947, buscó promover la agricultura de exportación en la cuenca del río Tepalcatepec que incluía, entre otras regiones, tanto al Valle de Apatzingán como a la Meseta Purhépecha. En el artículo 4 del decreto se ordenó al Servicio Forestal Mexicano que dotara a las comunidades campesinas de la madera necesaria para el uso local de acuerdo con las necesidades de cada poblado para evitar lo que las élites burocráticas mexicanas consideraban como “sobreexplotación campesina”. De conformidad con el artículo 9, la Secretaría de Agricultura emprendería también campañas de reforestación de la Meseta Purhépecha, no extendería más permisos de explotación maderera y confiscaría todos los anteriormente otorgados<sup>25</sup>.

La industria maderera en Michoacán, como era de esperarse, abogó por negociar las condiciones del decreto. Como resultado de múltiples negociaciones, autoridades del gobierno federal y del estado de Michoacán acordaron crear la primera Comisión Forestal del país en 1951 en conjunto con representantes de la industria maderera<sup>26</sup>. La Comisión se diseñó como un órgano tripartita descentralizado presidido por el gobernador del estado de Michoacán. El secretario debía ser la persona designada por el titular de la Secretaría de Agricultura federal y quien ocupara el cargo de tesorero y delegado forestal de Michoacán sería un miembro de la Unión de Productores Forestales de Michoacán, es decir, un miembro de la industria maderera. De conformidad con el decreto de constitución, el objetivo de la Comisión sería proteger e incrementar los recursos forestales en las áreas con altos niveles de deforestación<sup>27</sup>. Para tal efecto, la Comisión estaría facultada para detener cualquier operación ilegal de explotación maderera y decomisar los productos y maquinaria empleados en la misma<sup>28</sup>.

Si bien las vedas forestales entraron en vigor con el propósito de erradicar la deforestación de la Meseta Purhépecha, lo cierto es que la aplicación discrecional de estas medidas tuvo el efecto contrario. Mientras excluía a los pobladores de la Meseta del uso de los recursos forestales, el gobierno mexicano mantuvo activas algunas concesiones otorgadas a compañías madereras con conexiones con la Comisión Forestal de Michoacán, particularmente con el delegado. Esta aplicación discrecional de las vedas forestales centralizó el manejo de recursos maderables en

25. Calderón, Marcos, “Lázaro Cárdenas del Río y las comisiones hidrológicas del Tepalcatepec y del Balsas”, *Revista de Crítica Literaria Latinoamericana*, 2017, p. 234.

26. Talavera, Víctor Manuel Pérez, *Legislación y aplicación de políticas forestales en Michoacán, 1915-1958. El proyecto conservacionista del General Lázaro Cárdenas*, Morelia, Michoacán, Gobierno del Estado de Michoacán de Ocampo, Universidad de Guanajuato, 2019, p. 195.

27. AHPEM, *Diario Oficial de la Federación*, México, jueves 10 de mayo de 1951, tomo CLXXVI, n° 7, f. 5.

28. *Ibid.*

el Estado y excluyó a los campesinos de sus propios bosques. Naturalmente, las vedas forestales también generaron un alza en los precios de la madera y resina en el mercado local, lo que llevó a la apertura y operación de más pequeños aserraderos clandestinos, incrementó el tráfico de madera y, con ello, la corrupción de la burocracia forestal local<sup>29</sup>.

La crisis en la industria maderera, las actividades de extracción de recursos forestales a menor escala de los campesinos, el contrabando de maderas y los constantes procedimientos legales en los que se veían envueltos para mantener la operación de sus empresas incentivaron a algunos madereros en Michoacán a plantar árboles de aguacate en sus tierras. De esta forma, en paralelo a sus actividades forestales, los madereros incursionaron también en el negocio de la producción de aguacate. Este fue el caso de “Maderas y Empaques de Michoacán,” por ejemplo. En 1954, Roberto Cerda, representante de la compañía, envió un memorándum al presidente municipal de Uruapan. En el documento, Cerda “cordialmente solicita poner a consideración del Gobernador de Michoacán” que otorgue autorización para convertir 200 hectáreas de pinos que se encuentran en la propiedad de la compañía, “La Alberca,” en una huerta comercial de producción aguacatera<sup>30</sup>. Cerda aseguró que la “transformación de 200 hectáreas, que están cubiertas por pinos, en huertas de Aguacates” se realizaría “en un plazo no mayor de 120 días, para lo cual se cuenta con la planta necesaria para hacer la plantación de aguacate”. Generosamente, Cerda ofreció que, en caso de que la “transformación” de su propiedad fuera aprobada, estaba “dispuesto a cooperar de inmediato para la ayuda de los damnificados por las inundaciones del Río Bravo, con la cantidad de \$50.000.00 CINCUENTA MIL PESOS que serán entregados a la persona que el C. Gobernador designe”<sup>31</sup>. Cerda también ofreció hacer una calzada de piedras que fuera transitable aún en la temporada de lluvias y que comunicara a los ranchos de la región.

Los registros de archivo no dan cuenta si el entonces gobernador de Michoacán, Dámaso Cárdenas, hermano menor del expresidente Lázaro, otorgó la autorización para deforestar 200 hectáreas de pino a fin de convertirlas en una huerta de producción frutícola. Sin embargo, el caso de “La Alberca” muestra cómo las compañías madereras comenzaron a involucrarse en la naciente industria aguacatera michoacana como productores. Insinúa también la operación de redes de corrupción en lo local y la suplencia de agentes privados en las obligaciones del Estado. En cuanto a la corrupción en el ámbito local, el ofrecimiento de colaborar con los damnificados del desborde del Río Bravo en los estados fronterizos del norte de México al otorgar una fuerte suma de dinero directamente en las manos de quien designara el Gobernador de Michoacán sin necesidad de acreditar que dicha suma fuera entregada

29. Talavera, Víctor M. Pérez, *Legislación y aplicación de políticas forestales en Michoacán, 1915-1958. El proyecto conservacionista del General Lázaro Cárdenas*, Morelia, Gobierno del Estado de Michoacán de Ocampo; Universidad de Guanajuato, 2019, p. 170.

30. AHPM, Maderas y Empaques de Michoacán al Presidente Municipal de Uruapan, Memorándum, 8 de julio de 1954. Secretaría de Gobernación, Caja 9, Exp. 89, f. 63.

31. *Ibid.*

efectivamente a los damnificados, puede sugerir también una forma discreta de soborno para obtener la anhelada autorización de cambio de uso de suelo en “La Alberca”. Respecto de la suplencia ciudadana de las obligaciones del Estado, el compromiso de construir un camino de piedras que comunicara a las ranherías de la localidad ofrecía subsanar la ineficiencia del Estado en proporcionar un servicio primario para la ciudadanía como son los caminos públicos. Si bien el surgimiento de la franja aguacatera no detonó la añeja práctica de colaborar con o asumir las tareas del Estado, las compañías madereras pronto supieron hacer uso de la misma para obtener las concesiones y permisos necesarios para la producción de aguacate.

Las comunidades campesinas sintieron el rigor de la aplicación diferenciada de las vedas forestales con mayor fuerza en las décadas de 1960 y 1970. Si una comunidad indígena necesitaba madera de sus bosques y la quería obtener por conducto legal, debía recurrir al aletargado aparato burocrático en Michoacán. Ese fue el caso de la “Federación de Obreros y Campesinos de Uruapan” que en julio de 1969 solicitaron que la Comisión Forestal del estado les permitiera recolectar madera muerta de sus bosques<sup>32</sup>. En otras ocasiones, las comunidades también solicitaban que las autoridades locales respetaran los derechos de explotación maderera que les habían sido concedidos con anterioridad. En abril de 1970, el Primer secretario de Michoacán solicitó al Agente de la Secretaría de Agricultura del estado que hiciera todos los arreglos necesarios en favor de la comunidad de Zirimóndiro para que los campesinos pudieran obtener madera de sus montes<sup>33</sup>. El contrabando de madera en la región afectó incluso a los poblados indígenas fuera de la sierra. En 1972, el presidente municipal de Arteaga, a 198 kilómetros al suroeste de la Meseta Purhépecha, envió comunicación escrita a la Unidad Industrial de Explotación Forestal (UIEF) “Michoacana de Occidente”. En su carta, el servidor público solicitaba la madera que la UIEF le debía a los pobladores de Arteaga. El funcionario enfatizó que la población necesitaba de madera a fin de satisfacer sus necesidades y que, en último caso, si no era posible dotarles la madera requerida, se les permitiera abastecerse de la misma de los montes contiguos<sup>34</sup>.

En 1973, tras más de dos décadas, el presidente Luis Echeverría levantó la veda forestal en la Meseta Purhépecha con el propósito de permitir la operación de aserraderos industriales en la región en lugar de descansar en los pequeños aserraderos

---

32. Oficio 11709 del Primer Secretario de Gobierno a la Comisión Forestal del Estado de Michoacán, 28 de julio de 1969. AHPEM, Fondo: Secretaría de Gobernación; Sección: Gobernación; Serie: Aguas y Bosques, Caja 9, Exp. 92, f. 370.

33. Oficio 5980 del Primer Secretario de Gobierno al Agente General de la Secretaría de Agricultura y Ganadería del Estado de Michoacán, 20 de abril de 1970. Fondo: Secretaría de Gobernación; Sección: Gobernación, Serie: Aguas y Bosques, Caja 9. Exp. 93, f. 402.

34. Las UIEFs eran unidades administrativas encargadas de transformar y comercializar los productos forestales, creadas por la Ley Forestal de 1942 para abastecer de materia prima a las industrias mineras, textil y de construcción. Los derechos de las cooperativas de ejidatarios y campesinos para usar los productos forestales para su consumo y, cuando se les permitía, para fines comerciales, se mantuvieron en vigor. Sin embargo, la ley no creó un mecanismo para los ejidatarios y campesinos para regular los contratos de arrendamiento de sus tierras forestales. Para más, ver: Talavera, Víctor Manuel Pérez, *Legislación y aplicación de políticas forestales en Michoacán*, op. cit., p. 162-170.

comunales y familiares que abundaban en la Meseta. Fue en esta década que un mayor número de empresarios madereros y burócratas forestales de Michoacán se unieron a los agricultores de Apatzingán que habían comenzado a cultivar aguacate desde los años 1950. Así, la franja aguacatera comenzó a expandirse a pasos acelerados a lo largo de la serranía michoacana. El monocultivo dominante ha sido desde entonces el aguacate *Hass*, un injerto californiano de alto rendimiento introducido a la región en los años 50 por agricultores con conexiones con *brókeres* estadounidenses. Actualmente todavía es posible encontrar pinos en las huertas de aguacate comerciales que iniciaron operaciones en los setenta. Tal como habían hecho los campesinos con los árboles de aguacate *Criollo* que habían plantado en sus milpas años antes, los productores aguacateros de los setenta dejaron algunos árboles de pino en sus huertas comerciales de aguacate *Hass* para proteger la cosecha. Ahora, sin embargo, en lugar de proteger y dar sombra con árboles de aguacate a plantíos de maíz, frijol y jitomate, mantenían algunos pinos en sus huertas para proteger los árboles de aguacate de vientos, heladas e incluso para delimitar los límites de su huerta comercial<sup>35</sup>.

En lugar de preservar la cubierta forestal para garantizar la producción agrícola del Valle de Apatzingán, las vedas de 1934 a 1973 dejaron a los campesinos y los bosques de la Sierra Puhépecha en una posición vulnerable. Redes de corrupción entre funcionarios forestales locales y pequeñas y medianas compañías madereras extrajeron recursos de los bosques al tiempo que excluían a los campesinos de la explotación de los mismos. Poco después, iniciaron el proceso de “transformación” del paisaje que, en realidad, se trató de la simplificación del mismo: de bosques de pinos y encinos con varios cultivos de subsistencia a una enorme franja de producción de monocultivo, el *Hass*.

## El ecosistema del aguacate en Michoacán

La CCT creó la infraestructura para que productores del Valle de Apatzingán de Michoacán pudieran cultivar y exportar sus bienes agrícolas, principalmente limón, melón y algodón. Los trabajos de infraestructura fueron parte de un proceso de renovación agrícola más largo que modificó el espacio rural de México, la denominada Revolución Verde<sup>36</sup>. El incremento en la productividad en el Valle de Apatzingán llevó a sus agricultores a diversificar y expandir sus operaciones en la

35. Villanueva, Manuel, productor aguacatero en Tingüindín, Michoacán. Entrevista por Viridiana Hernández Fernández, 15 de febrero de 2019. Notas de campo.

36. Para más sobre la Revolución Verde en México y América latina, ver Fitzgerald, Deborah, “Exporting American Agriculture: The Rockefeller Foundation in Mexico, 1943-53”, *Social Studies of Science* 16, n° 3, 1986, p. 457-83; Garrard-Burnett, Virginia, Lawrence, Mark Atwood, y Moreno, Julio, *Beyond the Eagle's Shadow: New Histories of Latin America's Cold War*, Albuquerque, University of New Mexico Press, 2013; Olsson, Tore C., *Agrarian Crossings: Reformers and the Remaking of the US and Mexican Countryside*, Princeton, University Press, 2017; Perkins, John H., *Geopolitics and the Green Revolution: Wheat, Genes, and the Cold War*, New York, Oxford University Press, 1997; Sonnenfeld, David A., “Mexico's ‘Green Revolution’ 1940-1980: Towards an Environmental History”, *Environmental History Review* 16, n° 4, 1992, p. 29-52; Laveaga, Gabriela Soto, *Jungle Laboratories: Mexican Peasants, National Projects, and the Making of the Pill*, op. cit.; Wright, Angus Lindsay, *The Death of Ramón González: The Modern Agricultural Dilemma*, Austin, University of Texas Press, 2005.

Meseta Purhépecha. Sin embargo, las élites burocrática y científica mexicanas nunca consideraron a la Meseta como una región agrícola ni a sus habitantes, mayoritariamente indígenas, como posibles productores de exportación. Los registros de archivo muestran que las políticas públicas del Estado mexicano tanto a nivel federal como estatal, conceptualizaron a la Meseta Purhépecha como una región forestal encargada de preservar los recursos hídricos que permitieran a los productores del Valle de Apatzingán practicar la agricultura de exportación.

Además de incursionar en el mercado aguacatero como productores, otros agricultores de Apatzingán se involucraron en la industria del aguacate abriendo y operando empaques en la ciudad de Uruapan. Como tenían ya una larga experiencia en el cultivo y comercialización de melón, los agricultores de Apatzingán usaron su extensa red de producción y distribución para comercializar aguacates también. Cuando no cultivaban la fruta por sí mismos, negociaban con los pequeños productores de las localidades, quienes se comprometían a venderles la cosecha de toda la temporada. Ambos, productor y comprador (el último con el doble rol de ser productor de melón y limón en Apatzingán y empacador de aguacates en Uruapan), invertían recursos económicos en la compra de más semillas de alto rendimiento y agroquímicos con el fin de cultivar más aguacates *Hass* en la huerta del productor. De esta forma, los agricultores de Apatzingán fueron los pioneros en dominar el proceso de empaque y distribución de aguacate en Uruapan y, poco a poco, afianzaron su posición en el mercado aguacatero como comerciantes y no sólo como productores<sup>37</sup>. El cultivo de la variedad *Hass* de alto rendimiento en la Meseta Purhépecha, la consolidación de los agricultores de Apatzingán como empacadores de aguacate en Uruapan y el fortalecimiento de las redes de comercio entre la Ciudad de México y Guadalajara contribuyeron a la expansión del mercado doméstico de aguacate en México.

Durante la administración echeverrista de 1970 a 1976, conocida como “la era del oro verde” en Michoacán, los productores de aguacate promovieron el cultivo, casi exclusivo, del aguacate *Hass*<sup>38</sup>. Este proceso no se debió únicamente a que era más fácil transportar aguacate de cáscara dura, sino porque el injerto californiano es también una variedad de alto rendimiento, es decir, de cada árbol de aguacate de la variedad *Hass* se obtiene más piezas de aguacate que de otras variedades. Finalmente, en la década de 1980, cuando campesinos y ejidatarios incursionaron también en el mercado aguacatero, el paisaje, la economía y las relaciones sociales locales en Michoacán dieron el giro final que consolidó a la Meseta Purhépecha como la región productora de aguacate *Hass* más grande del mundo. Actualmente, se han deforestado alrededor del 60 % de los bosques de la Meseta para cultivar aguacate<sup>39</sup>. Asimismo, las variedades locales del fruto, como *Criollo* y *Verde*, se han dejado de cultivar casi por completo en el estado.

37. Villanueva, Manuel. Entrevista. Por Viridiana Hernández Fernández. 15 de febrero de 2019.

38. Aguilar, Herrera, “Oro verde a la sombra del volcán: la agroindustria transnacional del aguacate y las transformaciones de tenencia de la tierra en la Sierra Purhépecha”, Tesis Doctoral, El Colegio de Michoacán, 2017, p. 100.

39. Martínez Elorriaga, Ernesto, “Pierde Michoacán 68% de sus bosques en 30 años”, *La Jornada*, 27 de abril de 2019 [https://www.jornada.com.mx/2019/04/21/estados/022n1est].

Sorprendentemente, y no en sentido favorable, esta simplificación se dio no sólo sin la venia del Estado o de las élites científicas, sino incluso a pesar de ellas. Si bien para el Estado mexicano no primaba la protección de la cubierta forestal de la Meseta Purhépecha como recurso ecológico en sí mismo, lo cierto es que sí buscó su preservación por sus tributarios hídricos a los productivos campos de cultivo del Valle de Apatzingán. De manera irónica, la llegada de la Revolución Verde a mediados del siglo xx a Michoacán para apoyar la producción de tierra caliente, propició la diversificación de actividades de producción por parte de los agricultores de Apatzingán quienes comenzaron a dar forma a las huertas de aguacate en la Meseta Purhépecha y comercializaron la fruta allende las fronteras del estado michoacano. Asimismo, la aplicación discriminada de las vedas forestales y las redes de corrupción local entre empresarios madereros y autoridades forestales, afectaron los derechos de explotación de los bosques de los campesinos de la Meseta, favorecieron la conversión clandestina de bosques en huertas comerciales de aguacate y afianzaron el tráfico de recursos maderables en la región. El nacimiento de la industria aguacatera michoacana muestra cómo regiones periféricas trascienden el mercado local como áreas de producción, incluso a contrapelo.

#### **RESUMEN/PALABRAS CLAVES**

De 1975 a 1985, los agricultores michoacanos incrementaron la producción aguacatera en un 600%. Tres factores explican el extraordinario aceleramiento en la producción: (1) cambios en el uso de suelo, (2) el desarrollo de infraestructura agrícola en la región, y (3) las cambiantes políticas de manejo forestal del Estado mexicano. Este artículo describe estos cambios y sus consecuencias en los bosques de la Meseta Purhépecha que cultiva cada año casi el 30% de la producción total global de aguacate.

Agricultura comercial, Deforestación, Aguacate, Revolución Verde

#### **RÉSUMÉ/MOTS-CLÉS**

De 1975 à 1985, les agriculteurs du Michoacán ont augmenté leur production d'avocats de 600 %. Trois facteurs expliquent l'extraordinaire accélération de la production : (1) les changements dans l'utilisation des terres, (2) le développement des infrastructures agricoles dans la région et (3) l'évolution des politiques de gestion forestière de l'État mexicain. Cet article décrit ces changements et leurs conséquences pour les forêts de la Meseta Purhépecha, qui produit chaque année près de 30 % de la production mondiale d'avocats.

Agriculture commerciale, Déforestation, Avocat, Révolution verte, Monoculture

**ABSTRACT/KEYWORDS**

From 1975 to 1985, Michoacano growers increased avocado production by 600 percent. Three factors explain the extraordinary growth of Michoacán's avocado production: (1) land-use changes, (2) the development of agricultural infrastructure in the region, and (3) the Mexican state's varying forest management policies. This article describes those changes and their consequences in the Meseta Purhépecha's pine forests that now grow almost 30 percent of the total global production of avocados every year.

Commercial agriculture, Deforestation, Avocado, Green Revolution, Monoculture

*L'article a été soumis pour évaluation le 30/03/22 et a été accepté pour publication le 03/09/22.*

# Entre exploitation et protection : la question forestière au cœur d'une ambivalence historique au Brésil

**Marion DAUGEARD**

Observatoire des dynamiques socio-environnementales au Brésil (projet INCT  
Odisséia)/CDS-Université de Brasília/CREDA-Sorbonne Nouvelle

**Paulo ROBERTO CUNHA**

Université de São Paulo/Institut d'Études Avancées  
de l'Université de São Paulo, Brésil

## Introduction

LA TRANSFORMATION ANTHROPIQUE RADICALE DES couverts végétaux est l'une des principales composantes de l'anthropocène. Selon les données compilées par l'Université d'Oxford dans le projet « *Our World in Data* », 57 % des terres habitables de la planète étaient couvertes de forêts il y a 10 000 ans, et 42 % l'étaient de prairies sauvages et d'arbustes. Au cours des millénaires qui ont suivi, et jusqu'à aujourd'hui, près de la moitié de cette végétation globale (46 %) a disparu au profit d'autres usages, principalement agricoles, et la moitié de cette perte s'est produite au cours du xx<sup>e</sup> siècle<sup>1</sup>.

En raison d'importantes transformations des milieux au cours de son histoire récente, le Brésil se présente comme un acteur et un témoin du processus de gestion de l'anthropocène, de ses conséquences déjà visibles et de celles à venir. Si la végétation recouvre encore près de 66 % de son territoire – dont la surface est équivalente à plus de 15 fois celle de la France, celle-ci a connu une très nette diminution au cours du xx<sup>e</sup> siècle et une chute encore plus rapide ces dernières

---

1. Informations disponibles à l'adresse : <https://ourworldindata.org/world-lost-one-third-forests> (consulté le 26/04/2022).

40 années, où près de 20 % de la forêt amazonienne du Brésil a été déboisée ainsi que près de 50 % du biome *Cerrado* (savanes).

Au-delà de la radicalité des constats que souligne l'usage de la notion d'anthropocène et du potentiel mobilisateur que suggère sa popularisation, celle-ci est également l'occasion de renouveler notre regard et notre approche sur les siècles et décennies passés afin de nous interroger sur les forces à l'œuvre au cours de l'histoire. En effet, toutes les sociétés humaines, et à toutes les époques, ont entretenu un rapport à la « nature » et particulièrement aux forêts. Elles ont établi, pour cela, des critères et des formes d'usage et de non-usage, motivées par des croyances, des idées, elles-mêmes liées à des observations empiriques et scientifiques, et des intérêts divers, d'ordre économique, politique ou social, particulier ou collectif. Comprendre l'évolution de ce rapport suggère de se détacher des grands récits officiels parfois moralisateurs, binaires et linéaires, et de l'approcher dans toute sa complexité.

Nous proposons ainsi de décrypter la façon dont les gouvernants brésiliens, et plus largement les élites politiques, économiques et intellectuelles ont appréhendé ce rapport, en observant autour de quelles règles celui-ci s'est progressivement construit, formalisé et complexifié<sup>2</sup>. Contrairement à l'idée que l'on pourrait se faire, les usages destructeurs et incontrôlés de la forêt sont un sujet de préoccupation dès l'époque coloniale au Brésil, faisant émerger une ambivalence historique quant à leur utilisation.

L'ambivalence, caractérisée par la coexistence ou la cohabitation de deux volontés ou ambitions contraires, ici celle de préserver les ressources forestières et celle de les exploiter, constitue selon nous une grille de lecture originale de la construction de la question forestière au Brésil. Elle permet en effet d'aborder avec subtilité et nuance les discours, les raisonnements et leurs motifs, derrière la formulation et l'application des réglementations forestières. La notion d'ambivalence suggère également la recherche d'un équilibre, ainsi qu'une position difficile à tenir qui peut se révéler instable ; un tiraillement, aussi, pouvant conduire à agir de façon ambiguë, contradictoire ou paradoxale, voire à générer des tensions et des conflits.

Nous chercherons donc à mettre en évidence, à travers les processus sociaux et politiques ayant conduit à mettre en œuvre (ou pas) la réglementation forestière et à la faire évoluer, la façon dont se manifeste cette ambivalence et les formes qu'elle prend. Nous espérons de cette manière contribuer à mettre en perspective et alimenter, à la lumière de son histoire, la réflexion sur les débats et enjeux actuels que traverse le Brésil.

2. Daugeard, Marion, *Le Code Forestier brésilien : genèse et institutionnalisation*, Thèse de doctorat, Paris, Sorbonne Nouvelle, 2021 [<https://repositorio.unb.br/handle/10482/42911> (consulté le 06/06/2022)] et Cunha, Paulo Roberto, *O Código Florestal e os processos de formulação do mecanismo de compensação de reserva legal (1996-2012): ambiente político e política ambiental*, Mémoire de Master, São Paulo, PROCAM/USP, 2013 [<https://www.teses.usp.br/teses/disponiveis/90/90131/tde-06092013-000029/pt-br.php>] (consulté le 06/06/2022).

## Des terres et des forêts en abondance : occuper et exploiter au temps de la colonie

Si l'utilisation et la transformation des forêts précèdent l'arrivée des colons portugais au Brésil, puisqu'environ deux à trois millions d'Amérindiens vivaient alors sur ces terres, la colonisation portugaise représente une rupture historique majeure en ce qu'elle jette les bases d'un nouveau rapport à la nature et à l'espace, à l'origine de transformations radicales sur les couverts forestiers dans les siècles suivants.

Ce nouveau rapport s'exprime dans la façon dont les colons exploitent le *pau-brasil* dès le début du xvi<sup>e</sup> siècle. Cette espèce forestière endémique de la Forêt atlantique brésilienne, qui donnera son nom à la future République, est alors utilisée par les populations amérindiennes pour la construction et les usages rituels. Elle se révèle économiquement très intéressante en raison des pigments rouges présents dans son tronc, utilisés pour teindre les tissus ainsi que pour réaliser des boiseries de luxe. Encouragés par la couronne portugaise, en échange d'une taxe (1513), l'exploitation et le commerce du *pau-brasil* deviennent le symbole de la richesse de la colonie (à défaut d'or et de pierres précieuses), et prennent rapidement une forme prédatrice. Warren Dean estime en effet qu'à la fin du xvi<sup>e</sup> siècle, plus de 12 millions de ces arbres avaient déjà été coupés<sup>3</sup>.

Ce comportement de prédation vis-à-vis de la nature s'explique par la diffusion d'un mythe de l'abondance aux accents bibliques. Les premiers colons, aventuriers ou religieux, font état d'une rencontre avec l'Éden, et voient dans la végétation de la Forêt atlantique, perçue comme à l'état sauvage et vierge, un fait divin, et une invitation à « civiliser » et mettre en valeur ces nouvelles terres<sup>4</sup>. Cette perception nourrit également l'impression de ressources inépuisables et illimitées, faisant de ces nouvelles terres un espace des possibles.

Très vite, la couronne portugaise cherche à organiser l'occupation et la mise en valeur de ce nouveau territoire, dont les limites véritables, à l'Ouest, restent encore abstraites. Elle opère une première division administrative des terres connues (en 1530) en « capitaineries héréditaires » et distribue des concessions de terres à des *sesmarios* qui sont encouragés dans leurs vastes domaines à pratiquer la culture d'exportation (au départ notamment la canne à sucre). L'ouverture de ces nouvelles terres est de fait « géophage »<sup>5</sup> à plusieurs titres : les moyens à disposition des colons (les Amérindiens puis les Africains sont réduits en esclavage), le manque de techniques agricoles efficaces pour conserver les terres, que leurs occupants abandonnent une fois que les rendements diminuent pour ouvrir de nouvelles parcelles, ou encore le caractère de moins en moins rentable de l'exploitation des forêts, en

3. Dean, Warren, *A ferro e fogo: a história e a devastação da Mata Atlântica brasileira*, São Paulo, Cia. das Letras, 1996, 484 p.

4. Pádua, José Augusto, « Natureza e projeto nacional: as origens da ecologia política no Brasil », in Pádua, José Augusto (dir.), *Ecologia e política no Brasil*, Espaço e Tempo et IUPERJ, Rio de Janeiro, 1987, p. 11-62.

5. Droulers, Martine, Broggio, Céline, « L'espace et le développement au Brésil : de la géophagie à la géosophie ? », *Tiers-monde*, n° 167, 2001, p. 673-688.

raison de l'éloignement progressif des ports côtiers et du coût d'acheminement du bois. Le modèle d'occupation coloniale installe ainsi déjà l'idée que la terre déboisée et mise en culture constitue la forme de mise en valeur la plus intéressante sur le plan économique. Si les textes de l'époque louent la richesse et l'opulence des forêts, dans les faits, celles-ci constituent plutôt souvent un obstacle à l'avancée de la colonisation.

Bien qu'à l'initiative de ce processus qui conduit à une rapide destruction des forêts<sup>6</sup>, la couronne manifeste ses préoccupations dès la première moitié du xvi<sup>e</sup> siècle quant au gaspillage du bois, principalement du bois « noble ». En 1605, le *Regimento do pau-brasil* interdit ainsi l'exploitation du *pau-brasil* sans autorisation royale, sous peine d'expulsion de la colonie, voire de peine de mort. Éloignée du Brésil, la couronne portugaise délègue au fil du temps à des intermédiaires (*provedor-mor*, en 1605), des juges conservateurs (*juiz conservador*, en 1800) puis à des patrouilles montées sur le terrain, le contrôle du respect de ces mesures, sans que cela n'inverse toutefois la tendance. Paradoxalement d'ailleurs, selon Schawn Miller, les ordonnances royales encadrant l'usage de certaines espèces forestières<sup>7</sup> auraient plutôt conduit à accélérer la destruction des forêts en diminuant un peu plus l'intérêt de les exploiter pour les occupants de terres<sup>8</sup>.

Si d'autres réglementations émergent lors de la période coloniale et font état d'une évolution progressive et d'un élargissement du rapport de la couronne portugaise aux forêts, leur finalité reste, essentiellement et en premier lieu, économique, cherchant à garantir le monopole royal sur les ressources forestières. C'est par exemple le cas dans un règlement de 1760 visant à rendre obligatoire l'extraction du tanin des mangroves avant de les brûler : présenté par la nécessité de contrôler le déboisement « indiscriminé » des mangroves, il avait en fait principalement pour objectif de contrôler le prix du tanin vendu sur les marchés européens.

### **La contribution des intellectuels à l'instauration d'un nouveau rapport à la nature (fin xviii<sup>e</sup>-début xix<sup>e</sup> siècle)**

Sans chercher à renverser le rapport utilitariste aux forêts, alors largement dominant, des intellectuels proposent, dès la seconde moitié du xviii<sup>e</sup> siècle, d'établir de nouvelles bases à ce rapport. José Augusto Pádua, qui a répertorié plus de 150 textes écrits entre 1786 et 1888 par une cinquantaine d'entre eux, estime que ces contributions posent les bases d'une « critique environnementale<sup>9</sup> ». Ils dénoncent en effet les dommages environnementaux liés à l'exploitation non contrôlée des ressources forestières, et plus encore leur gaspillage ainsi que les pratiques agricoles rudimentaires qui l'accompagnent. Il faut dire que la couronne n'est pas à une contradiction

6. Somme toute relative si on la compare avec celle qui a cours depuis les années 70.

7. Dont la liste s'allonge d'ailleurs au fil du temps, puisqu'en 1785, 12 espèces forestières sont concernées.

8. Miller, Schawn William, *Fruitless trees: portuguese conservation and Brazil's colonial timber*, Stanford, Stanford University Press, 2000, 344 p.

9. Pádua, José Augusto, « Natureza e projeto nacional: as origens da ecologia política no Brasil », *art. cit.*

près, puisqu'elle importe encore une partie significative de ses besoins en bois depuis les ports africains, nord-américains ou suisses, où il est acheté à un prix moins élevé. Loin d'être réfractaires à un modèle de développement qui passe par la mise en valeur des terres et l'exploitation des forêts, les travaux des intellectuels analysés par Pádua questionnent les bases sur lesquelles repose la vision alors dominante du progrès et de la modernité, et proposent des changements<sup>10</sup>.

Leurs idées se nourrissent de séjours, souvent longs, dans les universités européennes, en plein siècle des Lumières, une époque au cours de laquelle paraissent les premiers travaux fondateurs d'une pensée de l'« écologie ». En finançant ces séjours, on peut d'ailleurs dire que la couronne participe elle-même à préparer les conditions des transformations à venir. À l'image des autres grandes puissances européennes, les sciences naturelles font leur entrée à l'Université de Coimbra, et le Portugal se dote d'une Académie royale des sciences. La construction d'un Jardin botanique et d'un Musée d'histoire naturelle au début du XIX<sup>e</sup> siècle, à Rio de Janeiro, au milieu d'une période trouble pour la couronne, montre l'importance stratégique que prennent progressivement les sciences naturelles, en ce qu'elles sont liées aussi à des intérêts économiques nouveaux (acclimatation d'espèces exotiques, amélioration des pratiques culturelles, etc.).

La réflexion de José Bonifácio de Andrada e Silva est emblématique de cette période. Naturaliste érudit, il s'intéresse à l'impact des actions anthropiques sur les systèmes naturels. Il voit dans l'usage indiscriminé des ressources forestières une forme d'ignorance dangereuse pouvant conduire à la déstabilisation des éléments du système naturel et, finalement, à la perte des hommes eux-mêmes. Au-delà des accents dramatiques et du regard édénique sur la nature dans son travail, ses propositions sont particulièrement modernes et novatrices. José Bonifácio propose en effet d'enrayer ce comportement prédateur en instaurant un nouveau type de développement, qui passerait notamment par la consolidation du territoire et de la nation brésilienne (il soutiendra fortement le processus d'indépendance)<sup>11</sup>. C'est à ce titre qu'il soutient la fin de l'esclavage, la plantation de forêts, le recours à l'éducation, ainsi qu'une forme de contrôle sur la végétation présente au sein des propriétés de terres. Il est en effet à l'origine de ce qu'on appellera au XX<sup>e</sup> siècle la « réserve légale », lorsqu'il propose que les *sesmeiros* préservent la végétation sur 1/6<sup>e</sup> de la superficie de leur propriété latifundiare.

Reste que ces contributions, largement minoritaires, n'ont pas alors de répercussion politique claire. Leur écho diminue après l'indépendance (1822) et l'installation d'un régime de monarchie constitutionnelle. D'abord, parce que la question foncière ne trouve pas d'issue : la première Constitution du Brésil (1824) n'impose aucune restriction à l'exercice du droit de propriété, et si le régime d'octroi des *sesmarias* est aboli, une forme de vacance juridique s'ouvre par la suite, perpétuant

10. Pádua, José Augusto, *Um sopro de destruição: pensamento político e crítica ambiental no Brasil escravista (1786-1888)*, Rio de Janeiro, Jorge Zahar, 2002.

11. *Ibid.*

la concentration foncière et ouvrant la voie à un accaparement des terres incontrôlé, et donc destructeur. Si la « Loi de la Terre » en 1850 interdit finalement (sous peine de sanctions) l'acquisition de terres et le déboisement sauvage, outre qu'elle réglemente l'achat de terres publiques, elle ne règle pas tout, et sa mise en œuvre, confiée aux paroisses, est chaotique.

Le XIX<sup>e</sup> siècle est également marqué par l'exploitation de la canne à sucre (très consommatrice en espace et dont la transformation nécessite beaucoup de bois de chauffe) ainsi que par la très forte expansion des cultures de caféiers qui ont, là aussi, un fort impact sur le couvert forestier. Quant à l'autorisation de mener des activités d'exploration forestière à grande échelle, donnée en 1876, elle constitue un nouveau vecteur de pression sur les couverts forestiers<sup>12</sup>. Plus tard, l'idéologie du libéralisme qui prévaut largement pendant la Première République (1889-1930) préserve les intérêts des élites latifundiaires. Si la Constitution républicaine de 1891 prévoit que le Congrès national légifère sur « les terres et les mines dont l'Union<sup>13</sup> est propriétaire », elle ne prévoit alors aucune restriction au droit de propriété, excepté en cas de nécessité ou d'utilité publique. Par ailleurs, le renforcement de l'autonomie des États (le Brésil est devenu une République fédérative), désormais en charge de la gestion des terres publiques (*terras devolutas*), ne se traduit pas par une meilleure préservation des couverts forestiers, en raison du faible niveau de structuration des États et des risques de corruption qui en découlent.

Cependant, le contexte républicain voit l'émergence d'idées nouvelles qui interrogent à nouveaux frais la question de l'usage des ressources forestières. La première est la survenance de crises (d'abord celle du café, puis la crise économique de 1929) et, avec elle, de la fluctuation des cours des matières premières, à quoi s'ajoute la prise de conscience de la grande dépendance économique du Brésil<sup>14</sup>. La deuxième, ce sont les aléas climatiques, comme les sécheresses, ainsi que le constat d'une large dégradation des sols, qui jouent un rôle dans la création du ministère de l'Agriculture, de l'Industrie et du Commerce (MAIC) en 1909. La forte croissance démographique, enfin, contribue à faire grossir les centres urbains, apportant avec elle une aspiration à la modernisation mêlée à une aspiration patriotique et nationaliste.

Une volonté réformatrice est incarnée par une nouvelle génération d'intellectuels influents, eux-mêmes inspirés par les courants américains du préservationnisme et du conservationnisme. À leur tour, ils s'alarment de la situation des forêts, comme en témoignent les articles « *Fazedores de desertos* » de Euclides da Cunha (1907), « *A devastação das matas* » d'Albert Löfgren (1903), ou « *As fontes da vida no Brasil* » d'Alberto Torres (1915). Ils prolongent la critique du modèle de développement prédateur, mettant en évidence les limites de la nature. La réflexion d'Alberto Torres

12. Pereira, Osny Duarte, *Direito Florestal Brasileiro*, Rio de Janeiro, Borsoi, 1950, 573 p.

13. L'Union (*União*) englobe, dans le système fédératif brésilien, l'ensemble des entités fédérées, y compris le gouvernement central.

14. Y compris sur le plan forestier, puisque jusqu'à la Première Guerre mondiale, le Brésil importe la moitié du bois qu'il utilise.

est intéressante en ce que la question des ressources naturelles n'est pas au départ une préoccupation centrale de son engagement politique ni de son œuvre. Il partage, aux côtés de nombreux intellectuels brésiliens de son temps, le sentiment de l'inexistence d'une unité et d'une culture nationales, et voit dans la destruction des forêts ainsi que dans l'expansion de la frontière agricole, des menaces sur le patrimoine national. Ses propositions pour l'établissement d'un nouveau projet de société passent ainsi par la modernisation agricole, la rationalisation et la maximisation de l'usage des couverts forestiers, pour lesquelles l'État fédéral serait amené à jouer un rôle central. Reste que ces idées ne sont pas partagées par tous les réformistes. Certains, à l'image de l'agronome Edmundo Navarro de Andrade, fier défenseur des plantations d'eucalyptus, sont en effet moins sévères vis-à-vis des propriétaires de terres et considèrent comme humiliant de forcer un propriétaire à conserver sa forêt ou à l'empêcher de l'exploiter<sup>15</sup>.

### **Exploiter et préserver la forêt : les ambitions contrastées du premier Code forestier brésilien (1934)**

Plusieurs étapes marquent au Brésil, l'émergence d'une législation forestière à proprement parler. La première tentative serait le fait de l'éminent botaniste Albert Löfgren, alors à la tête du Service forestier et botanique de la Commission géographique et géologique de São Paulo. Postérieurement, des discussions sont ouvertes lors de la création du MAIC, mais un premier pré-projet, présenté au Congrès en 1910, n'aboutit pas<sup>16</sup>. L'idée est relancée par le président Epitácio Pessoa et se concrétise, alors, dans la création d'un Service forestier fédéral. Le décret n° 4421/1921, qui le réglemente, introduit une première typologie des forêts, mentionnant des « forêts protectrices », dont le rôle serait de garantir l'hygiène, la pureté et l'abondance en eau, et des « forêts modèles », issues de techniques sylvicoles, vouées à garantir la production et l'exportation de bois national, laissant ainsi entrevoir la formalisation d'une coexistence entre divers usages et non-usages de la forêt.

Cette approche, débattue au sein de sociétés savantes auxquelles participent des représentants du monde agricole, renforce l'idée que le temps de légiférer est venu. Rien d'étonnant alors à ce que nombre de ces intellectuels soutiennent le régime autoritaire de Getúlio Vargas : ils voient en effet dans la construction d'un État national fort et interventionniste une issue aux problèmes qu'ils dénoncent<sup>17</sup>. À partir de 1931, une Commission législative révolutionnaire, chargée de mettre en

---

15. Dean, Warren, *A ferro e fogo: a história e a devastação da Mata Atlântica brasileira*, op. cit.

16. Hansen, Thiago Freitas, *Codificar e conservar: Ciência e pensamento jurídico na formação do Código Florestal Brasileiro de 1934*, Thèse de doctorat en droit, Curitiba, UFPR, 2018 [https://acervodigital.ufpr.br/handle/1884/58064 (consulté le 06/06/2022)].

17. Franco, Luiz José de Andrade, Drummond, José Augusto, « Wilderness and the Brazilian mind (I): Nation and nature in Brazil from the 1920s to the 1940s », *Environmental History*, n° 13, 2008, p. 724-750 [https://www.journals.uchicago.edu/doi/abs/10.1093/envhis/13.4.724 (consulté le 06/06/2022)].

place les conditions d'une reformulation générale de la législation brésilienne, crée une série de sous-commissions, dont une dédiée à l'élaboration d'un Code forestier. Certaines personnalités actives dans les sociétés savantes sont invitées à débattre et construire un pré-projet, qui est finalement adopté par le décret n° 23793/1934.

Au premier abord, ce décret de 1934 semble marquer un véritable tournant dans l'utilisation des forêts, mais pas seulement : ce sont en effet toutes les « formes de végétation » qui sont concernées (donc les savanes, les prairies, etc.), même si celles-ci restent regroupées sous le terme de « forêts ». Cet élargissement de la question forestière peut être attribué à l'évolution des connaissances botaniques et agronomiques, mais aussi à une plus large occupation du territoire brésilien et des différents biomes qui le composent. Les forêts<sup>18</sup> constituent désormais des « biens d'intérêt commun » : en d'autres termes, les forêts privées ne doivent pas uniquement répondre aux nécessités de leur propriétaire, mais également à celle de la société en général<sup>19</sup>. Cette responsabilisation des propriétaires est notamment symbolisée par l'interdiction de déboiser plus des  $\frac{3}{4}$  de la végétation présente sur la propriété, au risque d'encourir des sanctions, particulièrement détaillées dans la loi, puisqu'elles représentent à elles seules plus d'un tiers du texte<sup>20</sup>.

Si cette mesure, inédite jusqu'alors, implique effectivement la conservation de 25 % de la végétation dans les propriétés de terre (réserves de végétation), elle constitue dans le même temps une véritable légalisation du déboisement. De fait, le texte de loi, particulièrement imprégné d'une vision utilitariste, détermine quatre types de forêts, associés à des usages bien définis. Ainsi, seules les forêts qui présentent une fonction écologique spécifique (« forêts protectrices ») ou un intérêt particulier (« forêts restantes », dont la richesse sur le plan biologique et/ou esthétique est avérée) font l'objet de mesures de protection et de conservation. Les forêts naturelles ne présentant pas ces conditions, appelées forêts « de rendement » ou « hétérogènes », sont donc vouées à être rasées en partie, voire en totalité : le texte de loi ouvre en effet la possibilité de supprimer intégralement la végétation de la propriété contre la plantation de forêts commerciales (dites « modèles »). Or ce sont bien ces deux orientations, le déboisement et l'expansion de la sylviculture, qui vont constituer les priorités des gouvernements à venir sur la question forestière.

À partir de 1937, Getúlio Vargas installe un régime dictatorial et prêche la voie du progrès au moyen du lancement d'une campagne appelée la « Marche vers l'Ouest », reprenant l'imaginaire de la conquête de l'Ouest américain et le discours de l'abondance des premiers temps de la colonie. S'il ambitionne de mettre en valeur la forêt amazonienne, ce sont alors les savanes qui connaissent le plus de transformations. En parallèle, dans le sud du pays, qui s'industrialise, la sylviculture est promue

18. Il faut comprendre à partir d'ici « les forêts et les autres formes de végétation » lorsque le terme « forêt » est utilisé dans l'article.

19. D'ailleurs, la Constitution adoptée en juillet 1934 conditionne pour la première fois l'exercice du droit de propriété à l'intérêt social et collectif.

20. Daugeard, Marion, *Le Code Forestier brésilien : genèse et institutionnalisation*, op. cit.

notamment par la création en 1942 de l'Institut national du pin (INP) dont le rôle est d'encourager le (re)boisement à travers des espèces exotiques et de réglementer le cours du bois afin de garantir les exportations brésiliennes. Si la plantation de bois commercial est globalement soutenue par les intellectuels en raison de son importance pour accompagner l'industrialisation et la modernisation agricole en cours au Brésil, certains commencent à mettre en évidence le manque d'application de la législation forestière et, notamment, de son volet conservacionniste.

Pereira da Silva, l'un des instigateurs du Code forestier, évoque ainsi le manque général de moyens, notamment pour le fonctionnement du Conseil forestier fédéral (CFF), censé être le grand promoteur de l'effort de mise en œuvre du Code forestier, ainsi que les trop rares ressources humaines, le tout associé à une absence évidente de volonté politique<sup>21</sup>. Par ailleurs, peu d'États sont dotés d'une police forestière à même d'exercer des contrôles sur le terrain, et lorsqu'il en existe une, les pratiques clientélistes et de corruption sont courantes<sup>22</sup>. Pour Dean, cette désorganisation aurait été anticipée lors de l'écriture du texte : de fait, un article prévoyait que les autorités compétentes étudient les demandes de déboisement sous 30 jours, sans quoi celles-ci seraient *de facto* autorisées<sup>23</sup>. L'arrivée au pouvoir de Juscelino Kubitschek en 1956, et sa volonté de pousser encore plus loin la logique développementiste déjà à l'œuvre, symbolisée par le slogan « Cinquante ans en cinq », va contribuer à ouvrir de nouvelles discussions sur la question forestière, notamment au sein de la Fondation brésilienne pour la conservation de la nature (1958).

## **La première réforme du Code Forestier (1965) : plus loin, sur le papier**

La proposition d'une réforme est formulée sous la présidence de Jânio Quadros (1961) et sera adoptée sous le gouvernement militaire de Castelo Branco (1965), dans un climat d'instabilité politique, entretenu par de nombreux conflits agraires. La première phase de discussions est prise en charge par une poignée d'intellectuels critiques sur la question forestière. Ces discussions aboutissent à un pré-projet en 1962, mais le contexte politique les suspend jusqu'à ce qu'un nouveau ministre de l'agriculture, Hugo Leme, professeur au sein de la grande école d'agronomie (ESALQ) et très investi dans la modernisation agricole du Brésil, décide de former un nouveau groupe en juin 1965. Soucieux d'« adapter » le texte « à la réalité »<sup>24</sup>, il nomme des agronomes issus de la même école, et les discussions s'orientent alors

21. Pereira da Silva, Luciano, « O Código Florestal e sua execução », *Revista de Direito Administrativo*, n° 2 (1), 1945, p. 387-397.

22. Bergo de Carvalho, Ely, « Legislação Florestal, Território e Modernização: O caso do Estado do Paraná 1907-1960 », *ANPUH xxiv Simpósio Nacional de História*, 2007, 10 p., [[http://snh2007.anpuh.org/resources/content/anaís/Ely Bergo de Carvalho.pdf](http://snh2007.anpuh.org/resources/content/anaís/Ely%20Bergo%20de%20Carvalho.pdf) (consulté le 06/06/2022)].

23. Dean, Warren, *A ferro e fogo: a história e a devastação da Mata Atlântica brasileira*, op. cit.

24. En référence aux mots employés par Hugo Leme dans son discours d'exposition des motifs prononcé le 9 juin 1965, et disponible à l'adresse : <https://www2.camara.leg.br/legin/fed/lei/1960-1969/lei-4771-15-setembro-1965-369026-exposicao-demotivos-149358-pl.html> (consulté le 11/09/2022).

fortement vers la préoccupation du moment, à savoir celle de faire décoller la production forestière nationale. Après deux mois de débats, la loi n° 4771/1965 est adoptée, sans plus de contestation. Si la version finale semble prendre en compte les diverses aspirations et préoccupations à l'origine de sa rédaction, les apports du texte méritent une analyse nuancée.

Dans la continuité du texte antérieur, et de façon cohérente avec l'introduction d'une fonction sociale de la propriété comprenant un ensemble de principes essentiels, parmi lesquels la conservation des ressources naturelles (loi du « Statut de la Terre », n° 4504/1964), la nouvelle loi poursuit la responsabilisation des propriétaires de terres, en ce qui concerne la conservation de la végétation. Les modalités de calcul de la proportion de végétation à conserver dans les propriétés sont revues, et cette proportion varie désormais selon la localisation des propriétés, et selon une différenciation par région : elle est de 20 % dans les zones « déjà déboisées » du sud du pays, et de 50 % dans la région nord du Brésil, correspondant peu ou prou aux limites administratives de l'Amazonie dite légale<sup>25</sup>. Si la fermeté de cette mesure pour la région amazonienne peut sembler contradictoire avec l'esprit colonisateur des gouvernements antérieurs, elle s'explique par la croyance dans le développement des plantations forestières dans le sud du pays, l'augmentation des rendements attendus de la mécanisation agricole et le déficit de technologie et de connaissance nécessaire pour la mise en valeur des sols amazoniens. Par ailleurs, le texte précise bien que l'exploitation forestière est possible dans les réserves de végétation et que les propriétaires ont toujours la possibilité de les transformer en forêts homogènes, même si cette opération doit désormais conduire à une compensation par reboisement du volume prélevé.

Les propriétaires sont également davantage mis à contribution dans la conservation des forêts « protectrices », désormais appelées « permanentes ». La nouvelle loi, qui rappelle l'interdiction de les déboiser et supprime l'indemnisation des propriétaires pour leur conservation (excepté pour les zones déjà occupées par des cultures), élargit cette fois-ci la liste des critères de protection, comme par exemple dans le cas des cours d'eau qui doivent disposer d'une ripisylve dont la largeur varie entre 10 et 200 mètres à partir du lit majeur, en fonction de leur importance. Pour autant, elle reste souple au sujet de leur reboisement (pourtant obligatoire) et précise que les autorités publiques pourront décider de mener les travaux de reboisement dans le cas où les propriétaires ne le feraient pas eux-mêmes.

En compensation de ces mesures censées garantir la conservation des couverts végétaux, et qui sont accompagnées d'un renforcement des peines encourues par les contrevenants, la nouvelle loi est particulièrement favorable à l'industrie forestière. Les plantations à visée commerciale ne sont soumises à aucun impôt (alors que les

25. L'Amazonie Légale est une aire géographique créée en 1953, d'environ 5 millions de km<sup>2</sup>, et qui couvre 61 % du territoire brésilien. Elle comprend tous les États de la région Nord (Acre, Amapá, Amazonas, Pará, Rondônia, Roraima) ainsi que deux États de la région Centre-Ouest (Mato Grosso et Tocantins) et une partie de l'État du Maranhão (région Nordeste).

forêts naturelles le sont, à l'exception des forêts permanentes), y compris sur la vente du bois qui en est issu, et l'accès aux crédits pour leurs propriétaires est facilité<sup>26</sup>. Dans les années 1970, de nombreux projets de recherche vont ainsi être lancés pour favoriser le développement du secteur forestier, afin de sélectionner les meilleures variétés exotiques et améliorer la productivité. C'est d'ailleurs essentiellement à cette tâche que se dédie l'Institut brésilien de développement forestier (IBDF, créé en 1967), pourtant chargé en théorie d'élaborer et d'exécuter la politique forestière dans son ensemble<sup>27</sup>.

Le volet conservacionniste du Code forestier reste quant à lui quasiment à l'état de promesse sur le papier, au lendemain de la réforme (1965). Comme l'explique Alceo Magnanini, qui a participé au premier groupe de discussion autour du texte : « C'est toujours la même histoire : un manque de mise en œuvre, de la part des gouverneurs, des maires ou même des secrétaires, des ministres [...] Aucun moyen n'a été attribué au Service forestier pour qu'il travaille...<sup>28</sup> ». Selon Antônio Herman Benjamin, à l'instar du Code de 1934, seule la certitude de l'inapplicabilité du texte pouvait expliquer son adoption par les militaires et un Congrès dominé par les représentants d'une puissante oligarchie rurale<sup>29</sup>. Par ailleurs, les années 1960 marquent le début de l'essor d'une agriculture « moderne » : les préoccupations liées à la dégradation des sols, partagées par une partie du milieu agricole dans les années 1950, s'amenuisent face aux espoirs que suscite l'utilisation de fertilisants et de produits phytosanitaires<sup>30</sup>. En outre, l'arrivée des tracteurs et des machines agricoles ouvre de nouvelles perspectives pour la colonisation et la mise en valeur des terres prises aux couverts forestiers amazoniens ainsi qu'aux savanes du centre ouest du pays. L'argument, bien connu, selon lequel il faut « intégrer pour ne pas brader » l'Amazonie aux intérêts internationaux (*ocupar para não entregar*) vise avant tout à répondre au problème agraire du Brésil et à ouvrir une nouvelle phase de croissance, sur fond de nationalisme autoritaire. C'est également dans cet objectif que les militaires invoquent l'argument de la souveraineté nationale, en réponse à l'appel de la communauté internationale à agir face aux enjeux environnementaux (1972). La création du Secrétariat spécial de l'environnement (1973) et, plus tard, le lancement de la Politique nationale de l'environnement (1981) constituent les premières réponses aux pressions internationales et à l'émergence progressive de ces enjeux sur le territoire national, sans que cela entrave ou impacte les ambitions de développement économique du Brésil.

26. Daugeard, Marion, *Le Code Forestier brésilien : genèse et institutionnalisation*, op. cit.

27. Drummond, José Augusto, « A legislação ambiental brasileira de 1934 a 1988: comentários de um cientista ambiental simpático ao conservacionismo », *Ambiente & Sociedade*, n° 3-4, 1999, p. 127-149.

28. Texte original, dans le reportage « A lei da Água » réalisé par André d'Elia en 2014, et disponible à l'adresse : [https://www.youtube.com/watch?v=jgq\\_SXU1qzc](https://www.youtube.com/watch?v=jgq_SXU1qzc) (consulté le 11/09/2022).

29. Benjamin, Antônio Herman, « A Proteção das Florestas Brasileiras: Ascensão e Queda do Código Florestal », *Revista de Direito Ambiental*, n° 5, 2000, 26 p.

30. Rajão, Raoni Guerra, del Giudice, Roberta, Van der Hoff, Richard, Bergo de Carvalho, Ely, *Uma Breve História da Legislação Florestal Brasileira*, Observatório do Código Florestal, Rio De Janeiro, Expressão, 2021, 167 p.

## Retour à la démocratie, émergence de la question environnementale et conséquences sur la législation forestière

Loin d'avoir constitué jusque-là une préoccupation majeure pour les gouvernements successifs, en dépit des mesures que nous avons exposées, l'arbitrage entre exploitation et préservation de la végétation, et notamment des forêts, s'impose avec force à partir des années 1980, sous l'effet combiné de plusieurs facteurs. D'un côté, la politique de colonisation et de mise en valeur de l'intérieur des terres se poursuit. Le troisième Plan national de développement (1980-1985) vise ainsi à accélérer l'installation de capacités productives sur les fronts agricoles en cours de consolidation et génère un lourd impact en termes de déboisement mais également de conflits agraires. De fait, si la mise en valeur des terres est pilotée par le gouvernement militaire, la désorganisation règne bien souvent sur le terrain, et la terre appartient à celui qui l'occupe (et la déboise). Ces conséquences connaissent un retentissement qui dépasse largement les frontières du Brésil : la Banque mondiale suspend pour ces raisons, en 1984, son soutien au grand projet d'asphaltage d'un complexe routier stratégique reliant les villes de Cuiabá et de Porto Velho (BR-364, programme POLONOROESTE) et demande au Brésil de nouvelles garanties environnementales. Dans ce contexte, et alors que le pays recouvre un régime démocratique, une convergence s'opère entre le mouvement indigéniste, les mouvements sociaux et les mouvements écologistes en pleine structuration. Plus médiatisées et documentées, les revendications locales – sur le plan environnemental et agricole, trouvent un écho planétaire et la question de la déforestation passe de moins en moins inaperçue, d'autant que son impact global émerge progressivement. En parallèle, la tentative du gouvernement Sarney de répondre à la crise agricole à travers le lancement d'un Plan national en 1985 alimente les craintes des grands latifundiaires de se voir dépossédés de leurs terres. Dans le but de défendre « la propriété et la production », l'Union démocratique ruraliste est fondée la même année et popularise ainsi progressivement le terme « ruraliste », encore aujourd'hui utilisé pour désigner les détenteurs de terres (souvent de grands propriétaires), les organisations représentatives du secteur agricole et les élus qui défendent de telles positions.

Les travaux de la Constituante offrent une caisse de résonance à l'ensemble (ici non exhaustif) de ces préoccupations et revendications. La Constitution qui en résulte en 1988 fait désormais une place aux enjeux environnementaux et reprend pour partie des grands principes sur lesquels se basent déjà le Code forestier ou la Politique nationale de l'environnement : elle consolide notamment le principe de la fonction sociale de la propriété rurale et réaffirme la responsabilité environnementale des propriétaires (et plus largement des occupants de terres en zone rurale<sup>31</sup>).

31. À partir d'ici, nous nous référons à l'ensemble des modalités d'occupation du sol en zone rurale, c'est-à-dire aussi bien aux propriétés privées qu'aux *poses*, aux lotissements agraires (*assentamentos*) ou aux terres occupées par des populations *quilombolas* ou autochtones.

Par ailleurs, elle élève l'Amazonie au rang de patrimoine national, indiquant la nécessité d'apporter des réponses spécifiques à la région. C'est chose faite avec la publication du Programme de défense du complexe d'écosystèmes d'Amazonie légale (autrement appelé « Notre Nature ») et le lancement du Projet de suivi de la forêt amazonienne brésilienne par satellite (PRODES). Les données du PRODES deviennent une matière première indispensable aux opérations de contrôle et de répression, lancées par l'autorité de contrôle et de régulation environnementale (IBAMA, qui remplace d'IBDF) à partir de sa création en 1989. Ces opérations, souvent spectaculaires, confèrent au gouvernement brésilien l'image d'un acteur responsable face aux institutions internationales, et ferme face aux déboiseurs. Elles contribuent aussi à attiser chez une partie des propriétaires de terres un climat de défiance (voire de détestation) à l'égard des institutions environnementales, accusées de vouloir empêcher l'arrivée du progrès et du développement<sup>32</sup>.

Or, la lutte contre la déforestation a des conséquences sur le traitement de la question forestière. Afin de faciliter le contrôle des obligations réglementaires, il devient obligatoire de déclarer et d'inscrire sur le titre de propriété les limites de la « réserve légale » (RL) (loi n° 7 803/1989). Le sujet, débattu au Congrès, suscite de nombreux débats dans la mesure où l'existence de la réserve légale ne faisait l'objet d'aucun contrôle véritable. Rien d'étonnant dès lors à ce qu'elle devienne un combat central pour les ruralistes dans les années suivantes. Ils exercent d'ailleurs pendant la phase de travail législatif une forte pression pour garantir la réduction de la réserve légale au sein des zones de savanes, qui représentent alors un large front d'expansion de l'agriculture. Fruit de ce lobby, la réserve légale est abaissée à 20 % dans les zones de savanes, hormis dans la région amazonienne qui, faut-il le rappeler, n'est pas constituée exclusivement de formations forestières. Le texte ouvre par ailleurs une nouvelle brèche : s'il adopte désormais un pourcentage de réserve légale en fonction du type de végétation (ce qui n'était pas le cas jusque-là), aucune définition de ce que sont des « savanes » ou des « forêts » n'est fournie dans le texte. Or, s'il existe bien des cartes de végétation à la fin des années 1980 (projet RADAM), celles-ci restent relativement imprécises.

La politique de lutte contre la déforestation, notamment amazonienne, s'accroît à partir des années 1990. En dépit des réticences brésiliennes liées à une éventuelle ingérence des pays étrangers sur la gestion de la forêt amazonienne, le président Collor accepte une aide financière des pays industrialisés et la mise en place d'un « Programme pilote pour la conservation des forêts tropicales du Brésil » (PPG7). En 1994, de nouvelles règles concernant spécifiquement le « bassin amazonien » sont introduites dans le Code forestier par décret (n° 1 282). La coupe du noyer d'Amazonie et de l'hévéa est interdite, et le texte définit de nouvelles procédures, devant passer par l'IBAMA, pour obtenir des autorisations de coupe rase, et pour exploiter le bois des réserves légales. En 1996, et en réaction aux chiffres du déboisement en Amazonie pour l'année précédente (29 059 km<sup>2</sup>, un record jusqu'à aujourd'hui), le

32. Daugeard, Marion, *Le Code Forestier brésilien : genèse et institutionnalisation*, op. cit.

président Cardoso adopte une mesure provisoire (MP n° 1 511/1996) qui rehausse le pourcentage de réserve légale obligatoire à hauteur de 80 % pour les propriétés présentant une formation forestière et situées en Amazonie légale<sup>33</sup>. Passée en force, sans consultation préalable ni débat, la mesure est très mal accueillie : si elle limite de fait la coupe rase des forêts et l'utilisation des terres à des fins agricoles, elle place dans le même temps la plupart des propriétaires et occupants de terres dans l'illégalité<sup>34</sup>. En adaptant le Code forestier à la conjoncture et aux pressions internationales, et en en faisant un usage politique et diplomatique, le texte de loi devient la cible des attaques des ruralistes. Les conséquences de cette mesure vont ainsi se traduire par la montée d'un antagonisme profond entre production (agricole et forestière) et conservation, et mettre un terme aux faux-semblants d'une coexistence pacifique et équilibrée concernant les usages de la végétation. Les effets concrets de la mesure provisoire restent cependant minces pour ce qui est de la préservation des forêts, en raison de l'incapacité du gouvernement et des institutions de contrôle à la faire appliquer, cependant que le secteur agricole et forestier bénéficie toujours du soutien des gouvernements successifs.

Tel que le prévoit la procédure, une commission mixte de caractère délibératif est mise en place moins d'un mois après la publication de la mesure provisoire, afin de discuter le texte et de le faire voter au Congrès. Pourtant, les choses ne se passent pas comme prévu : la commission ne parvient pas à se prononcer, et pour que le texte ne reste pas lettre morte, une nouvelle mesure provisoire est prise dans la foulée par le président. Or cette procédure, légale mais particulièrement anti-démocratique, va se répéter pas moins de 67 fois jusqu'à 2001. Face aux pressions croissantes des ruralistes, le gouvernement multiplie progressivement les concessions et les mesures provisoires successives aboutissent à une relecture complète du Code forestier. Parmi les nombreux changements opérés au long de ces six années, certains vont dans le sens d'une plus grande conservation (la réserve légale dans les zones de savanes en Amazonie est par exemple rehaussée à 35 %) et d'autres visent à adapter le texte à la réalité du terrain (le Code forestier est rendu plus flexible pour les petits propriétaires de terre). D'autres encore cherchent à faciliter la récupération des zones indûment déboisées au sein des propriétés, conformément aux exigences de la Politique agricole depuis l'adoption de la loi n° 8 171, en 1991, par la possibilité offerte de laisser ces zones se régénérer naturellement, ou de les compenser.

Si le cycle des mesures provisoires s'arrête finalement en 2001 (MP n° 2.166-67) et est suivi par une période de relative accalmie sur le plan législatif, le débat n'est pas clos pour autant. Plusieurs projets de loi, déposés en 1999 et d'autres par la suite, circulent pendant les années 2000, de commission en commission, cherchant à modifier des aspects du texte. La question forestière est d'ailleurs loin de passer au second plan : les années 2000 voient en effet se multiplier les plans et

33. Instrument prévu par la Constitution et qui a valeur de loi temporaire.

34. Cunha, Paulo Roberto, *O Código Florestal e os processos de formulação do mecanismo de compensação de reserva legal (1996-2012): ambiente político e política ambiental*, op. cit.

les programmes destinés à lutter contre la déforestation amazonienne (tel que le Plan d'action pour la prévention et le contrôle de la déforestation dans l'Amazonie légale, entre autres) et une réflexion plus globale sur la conservation de toutes les formes de végétation, y compris non forestières, se met en place. Reste que le sujet continue de cliver sur toute la période, qui voit d'ailleurs se structurer le lobby ruraliste, alors qu'en parallèle le mouvement environnementaliste gagne en force et en visibilité politique. Si l'arrivée de la gauche au pouvoir suscite l'espoir chez les militants de la cause environnementale, la politique que mène le gouvernement Lula est particulièrement ambivalente, voire contradictoire, à ce sujet). Elle poursuit d'un côté une politique productiviste et soutient fortement le développement des commodités agricoles. De l'autre, elle révisé en profondeur la législation environnementale et ouvre de nouveaux espaces de dialogue qui contribuent à rendre visibles les perdants de ce modèle agricole et agraire.

Reste que la mise en application du Code forestier, en tant que telle, n'avance pas. Une première réflexion émerge toutefois à l'échelle des États fédérés, et particulièrement dans l'État du Mato Grosso. Régulièrement au cœur de l'attention médiatique en raison de ses taux élevés de déforestation et fortement dépendant du secteur agricole sur le plan économique, l'État est de plus en plus soumis aux demandes croissantes de transparence de la part des pays importateurs, et aux preuves de conformité environnementale et forestière des marchandises qu'ils achètent. Si le rapprochement de certaines entités et institutions de bords opposés, contraintes de s'entendre afin de faciliter la mise en œuvre du Code forestier, débouche sur la mise en place de plusieurs programmes, son application n'est envisagée qu'au prix d'un certain nombre d'ajustements pratiques visant à ne pas porter préjudice aux propriétaires de terres. Ces expérimentations contribuent ainsi, de façon paradoxale, à la révision de la législation, alors qu'elles visaient initialement la mise en œuvre du texte en l'état<sup>35</sup>.

### **Une réforme de plus : la loi de protection de la végétation native (2012)**

L'idée d'une réforme gagne progressivement du terrain dans le débat public et chez les acteurs concernés. En novembre 2007, les participants d'un « 1<sup>er</sup> workshop sur les crises environnementales de l'agrobusiness » appellent à refuser la responsabilisation « abusive » des propriétaires de terres en matière environnementale, ainsi qu'à une « adaptation » des paramètres de la loi forestière « aux particularités territoriales de chaque État »<sup>36</sup>. Cette mobilisation intervient dans un contexte où le gouvernement durcit sa politique de lutte contre la déforestation à travers une série de mesures d'ordre économique et répressif. Il interdit par exemple l'accès au

35. Daugeard, Marion, *Le Code Forestier brésilien : genèse et institutionnalisation*, op. cit.

36. Cunha, Paulo Roberto, *O Código Florestal e os processos de formulação do mecanismo de compensação de reserva legal (1996-2012): ambiente político e política ambiental*, op. cit.

crédit agricole dans une dizaine de municipalités amazoniennes désormais répertoriées dans une liste noire en raison de leurs taux de déforestation, et y organise des opérations de contrôle. Un décret introduit également des amendes élevées pour tous les propriétaires n'ayant pas déclaré leur réserve légale, et alourdit les peines contre les infractions et les crimes contre l'environnement.

Si l'ensemble de ces mesures produit des effets positifs sur la déforestation et satisfait globalement l'opinion internationale, la politique qui consiste à durcir la législation à chaque fois que celle-ci montre des signes de faiblesse ou qu'elle n'est pas suivie, devient dans le temps intenable. De plus, la multiplication des règles cache mal la difficulté du gouvernement à apporter des solutions nouvelles à de vieux problèmes tels que la réforme agraire ou le manque de moyens et d'efficience des services environnementaux pour faire appliquer la réglementation environnementale et forestière<sup>37</sup>. Ce jeu de balancier réglementaire donne finalement du crédit aux revendications des détenteurs de terres, qui accentuent la pression sur le gouvernement. Ce lobby obtient ainsi que la mise en vigueur du décret soit repoussée à plus tard. Les discussions reprennent en commission au sujet d'un projet de réforme du Code forestier présenté en 1999, et plusieurs autres projets de loi allant dans ce sens sont également déposés. Dans ce contexte, Michel Temer, le président de la chambre des députés, annonce en septembre 2009 la création d'une commission spéciale pour débattre de l'ensemble de ces propositions de modification du Code forestier.

Si les travaux de la commission suivent un parcours classique, avec plusieurs dizaines de consultations et de débats organisés dans différents États, Paulo Roberto Cunha évoque, sur la base d'entretiens, le caractère biaisé de certains d'entre eux, conduits par des membres du lobby agricole ou dans des régions acquises aux intérêts de l'agrobusiness<sup>38</sup>. La première version du texte, présentée en juin 2010 et dite de « substitution », va ainsi dans le sens des revendications ruralistes. La plupart des modifications tendent, en effet, à apporter des réponses à la situation d'illégalité généralisée sur le plan environnemental, qu'il s'agisse de revoir à la baisse la « dette » environnementale des propriétaires de terres et d'assouplir les obligations de restauration de la végétation indûment déboisée, ou bien qu'il s'agisse de faciliter la procédure de régularisation environnementale des propriétés rurales, par l'élargissement des options de mise en conformité et par la création de dispositifs dématérialisés. C'est donc sans surprise que les membres de la commission, dont la majorité représente les intérêts du lobby agricole et a parfois bénéficié d'un soutien financier lors des campagnes électorales<sup>39</sup>, adoptent le texte, en accord avec la coalition présidentielle.

37. Daugeard, Marion, *Le Code Forestier brésilien : genèse et institutionnalisation*, op. cit.

38. Cunha, Paulo Roberto, *O Código Florestal e os processos de formulação do mecanismo de compensação de reserva legal (1996-2012): ambiente político e política ambiental*, op. cit.

39. *Ibid.*

La période qui s'ouvre ensuite (2010-2012) est marquée par une profonde polarisation : une large coalition environnementale, bien que minoritaire, s'oppose en effet aux revendications de la coalition ruraliste et invoque la nécessaire responsabilisation des propriétaires de terres, aussi bien pour les déboisements passés que futurs<sup>40</sup>. Cette opposition s'exerce sous des formes et dans des lieux divers, au cours de débats publics, de sessions au Congrès, de manifestations ou de campagnes en ligne, en donnant au débat un écho international. Le parcours législatif du texte voit en effet la mobilisation de personnalités diverses du monde politique, scientifique, médiatique, mais aussi de la société civile. Ce sont finalement les vétos de la présidente Dilma Rousseff qui aboutissent à l'adoption définitive de la Loi de protection de la végétation native (n° 12 651/2012), à la veille de la très attendue conférence des Nations unies sur le développement durable, dite « Rio + 20 ».

Présentée par le gouvernement comme une solution de compromis et un moyen de satisfaire les deux camps, la réforme de 2012 tranche pourtant clairement en faveur des revendications ruralistes. Dans un article qui a fait date, des chercheurs ont montré que le nouveau texte de loi a entraîné la réduction de près de 58 % de la dette environnementale des propriétaires de terres, évitant ainsi la restauration ou la compensation de 29 millions d'hectares de terres déboisées illégalement par le passé, notamment jusqu'au 22 juillet 2008<sup>41</sup>. Sujette à de nombreuses controverses, cette date butoir départage désormais les propriétaires de terres en deux régimes réglementaires distincts, et fait rentrer dans la légalité une bonne partie d'entre eux<sup>42</sup>. La nouvelle loi se présente donc comme un vaste plan de régularisation environnementale des propriétés rurales, sans pour autant que les principes fondateurs du Code forestier ne soient effacés. Le texte conserve et ouvre par ailleurs de nombreuses brèches : il manque en effet des définitions mais surtout des précisions concernant les contours des nouveaux dispositifs, présentés comme étant les principaux apports du texte et censés permettre la mise en œuvre effective de la réglementation forestière, à savoir le Cadastre environnemental rural (CAR), un registre environnemental géolocalisé permettant l'identification et le suivi des obligations environnementales des propriétés rurales, et le Programme de régularisation environnementale (PRA), qui, dans la suite du CAR, prévoit un ensemble d'actions de mise en conformité des propriétés sur le plan environnemental, telles le reboisement, la compensation forestière, entre autres.

40. Daugeard, Marion, *Le Code Forestier brésilien : genèse et institutionnalisation*, *op. cit.*

41. Soares-Filho, Britaldo, Rajão, Raoni, Macedo, Marcia, Carneiro, Arnaldo, Costa, William, Coe, Michael, Rodrigues, Hermann, Alencar, Ane, « Cracking Brazil's Forest Code », *Science*, n° 344, 2014, p. 363-364 [doi:10.1126/science.1246663 (consulté le 06/06/2022)].

42. Daugeard, Marion, Le Tourneau, François-Michel, « Le Brésil, de la déforestation à la reforestation ? », *Géococonfluences*, Dossier : Les relations nature-sociétés face au changement global [http://geoconfluences.ens-lyon.fr/informations-scientifiques/dossiers-thematiques/changement-global/articles-scientifiques/bresil-deforestation-reforestation (consulté le 06/06/2022)].

## Conclusion : l'ambivalence en héritage

La mise en œuvre de la réforme du Code forestier, notamment à travers le Cadastre environnemental rural, a laissé entrevoir l'espoir d'un tournant pour la question forestière. La période a d'ailleurs été accompagnée de nouveaux rapprochements entre un certain nombre d'institutions et d'acteurs vivement opposés lors du processus de réforme, à la recherche de convergences sur le plan institutionnel et pratique. Le gouvernement de Dilma Rousseff lui-même a cherché à montrer, dans le cadre de sa contribution nationale pour l'Accord de Paris, sa volonté de travailler à un rapport plus équilibré entre exploitation et préservation des couverts forestiers, même si certains engagements, tels que la lutte contre la déforestation illégale, étaient loin de représenter une nouveauté au Brésil.

Dix ans après la réforme, et malgré un certain nombre d'avancées, force est de constater que les résultats sont mitigés. La reprise de la déforestation dès 2013 et son accélération depuis en sont un bon exemple. De fait, l'écart entre les intentions politiques et la réalité des mesures mises en œuvre reste flagrant. Alors que la réforme devait ouvrir un nouveau chapitre de l'histoire de la législation forestière, les budgets structurellement insuffisants alloués aux opérations de contrôle sur le terrain ainsi qu'au ministère de l'Environnement n'ont cessé de diminuer.

Au-delà des discours, la matérialisation pratique de la recherche de convergence entre diverses visions de l'usage du sol et des ressources forestières en est encore à un stade initial. Celle-ci prend encore bien souvent la forme d'une juxtaposition d'objectifs visant à contenter les intérêts de chacun, sans véritablement parvenir à intégrer ces ambitions dans un projet qui les dépasse, conduisant ainsi, à défaut d'une ambitieuse refondation, à la perpétuation du modèle agricole brésilien existant. Par ailleurs, cette recherche de convergence s'opère sous forme d'à-coups concomitants ou successifs, faisant pencher la balance d'un côté ou de l'autre, parfois y compris de façon contradictoire. De ce point de vue, l'ambivalence qui marque historiquement la mécanique sociale et politique de la réglementation forestière reste d'actualité. Ainsi, si le Cadastre environnemental rural est devenu de fait incontournable depuis la réforme du Code forestier, et s'est accompagné de mesures de transparence forestière à travers la publication d'un certain nombre de données en ligne, d'un autre côté, le report à six reprises du délai d'enregistrement des propriétés dans le cadastre, officiellement pour n'écarter aucun propriétaire de la régularisation environnementale, a paradoxalement conduit à ralentir et à fragiliser l'ensemble du processus de mise en œuvre de la loi. Par ailleurs, plusieurs études ont montré les nombreuses limites de la mise en œuvre du cadastre, y compris son utilisation frauduleuse dans l'objectif de maquiller l'accaparement illégal de terres publiques. Cette morosité, associée à l'arrivée au pouvoir d'un président climato-sceptique comme Jair Bolsonaro, a offert une nouvelle occasion de fragiliser les bases de la dernière réforme adoptée.

**RÉSUMÉ/MOTS-CLÉS**

L'étude de la trajectoire de construction et d'évolution de la législation forestière brésilienne permet de retracer la façon dont les élites et les gouvernants ont historiquement envisagé l'usage des forêts et des autres formes de végétation. Cet article met en évidence le caractère ambivalent de ce processus et propose ainsi une approche originale pour analyser les enjeux actuels que traverse le Brésil, à l'heure de l'anthropocène.

Forêts, Brésil, Usages, Code Forestier, Politiques environnementales

**RESUMO/PALAVRAS CHAVES**

O estudo da trajetória da construção e evolução da legislação florestal brasileira permite traçar a forma como elites e governantes historicamente têm considerado o uso das florestas e das outras formas de vegetação. Este artigo destaca a natureza ambivalente deste processo, e portanto propõe uma abordagem original para analisar as questões atuais enfrentadas pelo Brasil, na era do antropoceno.

Florestas, Brasil, Usos, Código Florestal, Políticas ambientais

**ABSTRACT/KEYWORDS**

The study of the construction and evolution of Brazilian forestry legislation's allows us to retrace the way in which elites and governments historically considered the use of forests and other forms of vegetation. This article highlights the ambivalent character of this process and thus proposes an original approach to analyse the current issues at stake in Brazil, in the time of the Anthropocene.

Forests, Brazil, Uses, Forest Code, Environmental policies

*L'article a été soumis pour évaluation le 30/03/22 et a été accepté pour publication le 03/09/22.*



## Expansion hydroélectrique et contrôle de l'eau par l'État au Brésil (1930-1990)

Nathalia CAPELLINI

IHEID, Genève

L'HYDROÉLECTRICITÉ, EXPLOITÉE DEPUIS LA FIN DU XIX<sup>e</sup> siècle au Brésil, a été depuis lors une source d'énergie stratégique pour le pays. Déjà dans les années 1970 et aujourd'hui encore, elle est la deuxième source énergétique, derrière le pétrole, et la principale responsable de la part importante qu'occupent les énergies renouvelables dans le mix énergétique brésilien<sup>1</sup>. La construction de barrages hydroélectriques a suivi le rythme de l'industrialisation et des politiques de développement. Tout au long du XX<sup>e</sup> siècle, elle a représenté la plus grande part de la production électrique du pays (souvent plus de 90 %)<sup>2</sup>.

Jusqu'aux années 1940, le secteur électrique était contrôlé par l'initiative privée – de la construction d'ouvrages à la production d'énergie et sa distribution – et comptait une majorité des firmes étrangères. L'intérêt de l'État pour la promotion et la gestion de l'expansion hydroélectrique remonte au milieu des années 1930 et se consolide pendant la décennie 1960, lorsqu'il se donne progressivement plus de responsabilités et compétences en la matière, jusqu'à contrôler totalement la planification et la production électriques pendant le régime militaire (1964-1985). Par la suite, la privatisation du secteur électrique, qui débute en 1995, change le rôle de l'État dans la production électrique, ainsi que l'organisation institutionnelle responsable de sa gestion.

Cet article se concentre sur la période courant des années 1930 aux années 1980, des décennies pendant lesquelles l'État organise progressivement sa structure institutionnelle et ses programmes économiques pour soutenir, dynamiser, stimuler et nationaliser l'expansion hydroélectrique. Ce faisant, cet article interroge les effets

---

1. Balanço Energético Nacional, séries históricas [<https://www.epe.gov.br/pt/publicacoes-dados-abertos/publicacoes/BEN-Series-Historicas-Completas> (consulté le 30/03/2022)].

2. Brandi, Paulo et Centro da Memória da Eletricidade no Brasil, *Panorama do setor de energia elétrica no Brasil*, Rio de Janeiro, Centro da Memória da Eletricidade no Brasil, 2006.

des intérêts politiques, stratégiques et idéologiques autour du développement du pays sur la gestion de l'environnement (ici de l'eau). Cette analyse s'appuie sur la documentation institutionnelle produite par l'activité de l'État, tant dans ses organes représentatifs que dans l'activité de construction hydroélectrique et de gestion des eaux. Ce corpus est complété par des articles de presse et d'autres sources imprimées contemporaines.

Il sera question, tout d'abord, de comprendre comment s'impose cette plus grande participation de l'État dans le secteur et les différentes stratégies politiques qui façonnent cette participation. Ainsi, il est possible de combler une lacune qui reste importante dans l'historiographie sur le projet de développement brésilien, qui a commencé avec Getúlio Vargas (de 1930 à 1945, puis de 1951 à 1954) et s'est prolongé jusqu'au régime militaire (1964-1985). Malgré la diversité des analyses sur les conséquences socio-économiques de ces régimes, la plupart de la bibliographie n'aborde pas (ou peu) son impact sur les représentations politiques de la nature, en particulier l'eau, conçue comme ressource naturelle<sup>3</sup>. Or, tout comme Antoine Acker l'a montré pour le pétrole, le contrôle de la gestion de l'eau par l'État et son allocation pour la production d'énergie étaient essentiels pour le projet développementaliste du pays, visant son industrialisation, sa modernisation et son urbanisation<sup>4</sup>. De cette manière, la transformation radicale des territoires et des écosystèmes n'est plus un simple effet collatéral mais une dimension centrale des politiques de développement du régime.

Ensuite, cet article propose deux cas d'étude de barrages emblématiques du régime militaire brésilien, Sobradinho, construit entre 1973 et 1978 sur le fleuve São Francisco, dans l'État de Bahia, et Tucuruí, construit entre 1975 et 1984 sur le fleuve Tocantins, dans l'État du Pará. La littérature sur ces barrages hydroélectriques a été prolifique dans l'analyse des nombreux (et bien réels) impacts environnementaux et sociaux qu'ils ont eus<sup>5</sup>. L'analyse présentée ici souhaite faire un pas de

3. Quelques exceptions sont à noter : Acker, Antoine, *Volkswagen in the Amazon: The Tragedy of Global Development in Modern Brazil*, Cambridge, Cambridge University Press, 2017; Duarte, Regina Horta, « "Turn to pollute": air pollution and development model during the Brazilian "miracle" (1967-1973) », *Tempo*, vol. 21, n° 37, 2015, p. 64-87 ; R. de Paulo Andrade, « Conquistar a terra, dominar a água, sujeitar a floresta": Getúlio Vargas e a revista "Cultura Política" redescobrem a Amazônia (1940-1941) », *Boletim do Museu Paraense Emílio Goeldi*, vol. 5, n° 2, 2010, p. 453-468.

4. Acker, Antoine, « A Different Story in the Anthropocene: Brazil's Post-Colonial Quest for Oil (1930-1975) », *Past & Present*, 2020, vol. 249, n° 1, p. 167-211.

5. Pour en citer quelques-uns : Fearnside, Philip M., « Environmental Impacts of Brazil's Tucuruí Dam: Unlearned Lessons for Hydroelectric Development in Amazonia », *Environmental Management*, vol. 27, n° 3, 2001 p. 377-396 ; Fearnside, Philip M., « Social Impacts of Brazil's Tucuruí Dam », *Environmental Management*, vol. 24, n° 4, 1999, p. 483-495 ; Magalhães, Sônia Barbosa, *Lamento e dor: Uma análise sócio-antropológica do deslocamento compulsório provocado pela construção de barragens*, Thèse de doctorat, Belém/ Paris, Universidade Federal do Pará / Université Paris 13, 2007 ; Mougeot, Luc, « Aménagements hydro-électriques et réinstallation de populations en Amazonie : les premières leçons de Tucuruí, Para », *Cahiers de Sciences Humaines*, vol. 22, n° 3-4, 1986, p. 401-417 ; Sigaud, Lygia, *Efeitos sociais de grandes projetos hidrelétricos as barragens de Sobradinho e Machadinho*, Rio de Janeiro, Museu Nacional/UFRJ, 1986 ; Silva, Edcarlos Mendes da, *Desterritorialização sob as águas de Sobradinho: ganhos e desenganos*, Dissertation de Master, Salvador, Universidade Federal da Bahia, 2016 ; Werner, Deborah, « Intervenção regional dos grandes projetos hidrelétricos: os casos

côté par rapport à cette perspective, en ne cherchant pas à quantifier les impacts générés par ces ouvrages, pas plus qu'à les considérer comme un objet d'analyse en soi. Il sera plutôt ici question de comprendre comment la place et l'organisation institutionnelle du secteur électrique à l'intérieur de l'État se traduisent sur le terrain par des politiques d'aménagement fondées sur la prévalence absolue de la production électrique, et ce malgré les contestations et controverses qui découlent de ces constructions.

Le développement de l'histoire environnementale a pu mettre en avant que les phénomènes sociaux – objets d'étude de la discipline historique – ne sont pas uniquement le fait de relations sociales, mais aussi le fait des représentations sur l'environnement, ainsi que de relations particulières entre humains et monde naturel. Toutefois, l'environnement n'échappe pas aux cadres politiques et territoriaux des pouvoirs qui le réglementent, le gèrent et le transforment. Cet article explore cette dimension institutionnelle de l'histoire environnementale, en s'intéressant à la gestion de l'eau par l'État. L'action de l'État, en particulier dans les grands projets hydrauliques, suscite depuis longtemps l'intérêt et l'attention des chercheurs en sciences humaines et sociales. De la thèse de Karl Wittfogel sur les sociétés hydrauliques, à partir de l'étude de la relation entre les systèmes d'irrigation à grande échelle dans les régions arides ou semi-arides et la consolidation d'une autorité politique despotique, à ce classique de l'histoire environnementale de Donald Worster sur la mobilisation de l'eau dans le Sud-Ouest étatsunien, les analyses des liens entre le contrôle de l'eau à grande échelle et l'action de l'État sont nombreuses<sup>6</sup>.

Plutôt que d'imaginer ces projets hydroélectriques comme le fruit d'un modernisme étatique qui ne tient pas compte des réalités locales, comme l'a souligné James Scott, ou d'adopter une lecture qui n'expliquerait la mise en œuvre de ces projets que du seul fait du caractère autoritaire de l'État, cet article cherche à montrer comment une organisation institutionnelle donnée produit des projets qui incarnent effectivement une idéologie politique<sup>7</sup>. Le secteur de l'électricité, mais aussi parfois la presse et les politiques ont tendance à présenter les barrages hydroélectriques comme des objets techniques, issus de connaissances spécifiques (ingénierie) et obéissant à une logique sectorielle (de production d'énergie). Cette logique repose sur l'hypothèse que la technologie provient d'une connaissance objective et serait mise en œuvre par des acteurs neutres, selon une logique instrumentale, au service

---

de Sobradinho e Itaparica e reflexões sobre o período recente », *Leituras de Economia Política*, n° 18, 2011, p. 45-71 ; Acselrad Henri et Maria das Graças da Silva, « Conflito social e mudança ambiental na barragem de Tucuruí », in Henri Acselrad (dir.), *Conflitos ambientais no Brasil*, Rio de Janeiro, Fundação Heinrich Böll/Relume Dumará, 2004, p. 175-194 ; Vainer, Carlos et Frederico B. de Araújo, « Impactos Sócio-Ambientais de Hidrelétricas. Efeitos das hidrelétricas. Movimento dos Atingidos Por Barragens », *Caderno de Estudos Básicos*, vol. 1, n° 1, 1994, p. 4-7.

6. Wittfogel, Karl A., *Le despotisme oriental : étude comparative du pouvoir total*, Paris, Minuit, 1964 ; Worster, Donald, *Rivers of empire: water, aridity, and the growth of the American West*, New York, Pantheon Books, 1992.

7. Scott, James C., *Seeing Like State: How Certain Schemes to Improve the Human Condition Have Failed*, New Haven, Yale University Press, 1998.

du bien commun<sup>8</sup>. Comme le souligne Wiebe Bijker, les barrages et autres ouvrages hydrauliques sont en effet « denses en politique », car ils sont à la fois façonnés par le pouvoir politique et le façonnent en retour<sup>9</sup>. De plus, ce type d'infrastructure finit également par façonner le monde qui l'entoure par les conséquences (voulues ou non) qu'elles produisent<sup>10</sup>. Voilà pourquoi la place stratégique accordée à ce type d'énergie dans les plans de développement au Brésil, et singulièrement pendant la dictature militaire, a créé tout d'abord les conditions d'une emprise du secteur électrique sur la gestion de l'eau dans le pays et, de ce fait, celles d'une marginalisation des intérêts locaux au profit des logiques sectorielles.

### La gestion de l'eau et de l'électricité par l'État au Brésil

Avec l'ascension au pouvoir de Getúlio Vargas en 1930 se met en place un projet politique nationaliste d'expansion industrielle et de modernisation du pays qui accorde un grand rôle à l'État. C'est dans le cadre de ce projet, plus tard nommé développementisme, que l'idée de l'État comme le responsable de l'expansion électrique du pays gagne une place importante. Le premier pas franchi pour affirmer la place de l'État dans ce domaine a été pris le 15 septembre 1931, avec l'introduction d'une obligation pour les acteurs privés – qui dominaient la production d'hydroélectricité jusqu'alors – d'obtenir une autorisation gouvernementale pour l'utilisation des cours et des chutes d'eau<sup>11</sup>. Avec cette obligation, l'État devient l'autorité concédante en matière de production d'énergie électrique, mais plusieurs incertitudes perduraient quant au régime juridique régissant la propriété et les usages de l'eau, qui remontait à la période coloniale<sup>12</sup>. Pour cette raison, l'avocat Alfredo Valladão avait été chargé dès 1904 par la Présidence de formuler une base juridique pour la gestion de l'eau au Brésil. Dans un contexte d'augmentation de l'exploitation hydroélectrique par un quasi-monopole de sociétés étrangères, il soulignait le besoin d'un nouveau cadre juridique : alors que la loi existante favorisait la navigation, les usages de l'eau à l'époque concernaient surtout la production d'énergie électrique<sup>13</sup>.

Après de nombreuses controverses entre nationalistes et défenseurs du système privé, un Code des eaux est adopté en 1934<sup>14</sup>. Ce Code lève les ambiguïtés du régime

8. Basalla, George, « Some Persistent Energy Myths », in Daniels, George et Mark Rose (dir.), *Energy and Transport: Historical Perspectives on Policy Issues*, Beverly Hills, Sage Publications, 1982, p. 27-38.

9. Bijker, Wiebe E., « Dikes and Dams, Thick with Politics », *Isis*, vol. 98, n° 1, 2007, p. 109-123.

10. Winner, Langdon, « Do artifacts have politics? », *Daedalus*, vol. 109, n° 1, 1980, p. 121-136.

11. Décret n° 20.395, du 15 septembre 1931.

12. Selon les ordonnances émanant du Royaume du Portugal, les cours d'eau navigables appartenaient à la Couronne portugaise et, par conséquent, l'utilisation de ces voies dépendait des licences royales. Par le biais de la licence (*Alvará*) du 27 novembre 1804, les propriétaires fonciers, ainsi que les villes riveraines ont reçu des droits d'usage de l'eau. Tomanik, Cid, « Regime jurídico da concessão de uso das águas públicas », *Revista de Direito Público*, n° 21, 1972, p. 160-173.

13. Valladão, Alfredo, *Dos rios públicos e particulares*, Bello Horizonte, s. e., 1904.

14. Au sujet des controverses liées au Code des Eaux de 1934, voir : Corrêa, Maria Letícia, « Contribuição para uma história de regulamentação do setor de energia elétrica no Brasil: o Código de Águas de 1934 e o Conselho Nacional de Águas e Energia Elétrica », *Política & Sociedade*, vol. 4, n° 6, 2005, p. 255-292.

juridique de l'eau et devient une pièce maîtresse pour étendre les compétences de l'État sur la production électrique. Dans son préambule, il indique que l'utilisation de l'eau au Brésil doit faire l'objet d'une « législation adéquate » qui permette « aux autorités publiques de contrôler et d'encourager l'utilisation industrielle de l'eau ; considérant, en particulier, que l'énergie hydroélectrique nécessite des mesures pour faciliter et garantir son utilisation rationnelle [...] »<sup>15</sup>. En étant une législation censée réglementer les droits de propriété et les usages de l'eau, mais guidée principalement par l'expansion de la production hydroélectrique, le Code subordonne la gestion de l'eau aux intérêts énergétiques. Toutefois, comme le précise son article 143, d'autres aspects, tels que la navigation, la protection des poissons ou l'irrigation, devaient aussi être pris en considération, introduisant ainsi un cadre juridique pour le développement d'une gestion intégrée des ressources en eau.

En assimilant les législations régissant l'eau et l'hydroélectricité, ce Code a été considéré comme la loi qui réglementait le secteur de l'électricité en général, même s'il ne mentionnait aucune autre source électrique, comme les centrales thermiques à charbon. Le vide juridique dans lequel est placée la production thermique suite à ce Code avait été un problème déjà signalé par l'avocat Valladão au début du siècle, pour qui le secteur de l'électricité devait bénéficier d'une réglementation propre<sup>16</sup>. Cette absence de cadre légal pour les autres sources d'électricité persistera jusqu'en 1997<sup>17</sup>.

Pendant le gouvernement de Vargas, l'État a aussi cherché à contrôler l'expansion de la production et de la distribution d'électricité par la création de divers organismes d'État. Tout comme le Code des eaux le faisait, ces organismes, tels que le Conseil national de l'eau et de l'énergie électrique (CNAEE) créé en 1939, promeuvent la gestion conjointe de l'eau et d'électricité au sein de l'État. Le CNAEE était par ailleurs directement subordonné à la Présidence, preuve de son importance stratégique.

Lorsque Vargas revient au pouvoir dans les années 1950, le rôle accordé à l'énergie dans son projet politique est plus présent que jamais. Dans son message au Congrès national en 1951, il annonce que « la valeur d'une nation se mesure économiquement par le nombre de chevaux-vapeur qu'elle mobilise dans ses turbines, dans ses véhicules et dans ses moteurs »<sup>18</sup>. La logique de la planification du secteur est par la suite exposée : « Pour que l'électricité soit un élément de progrès et puisse permettre le développement industriel, il ne faut pas seulement qu'elle soit bon marché, il est surtout indispensable qu'elle soit abondante. L'offre énergétique doit stimuler la demande<sup>19</sup>. » En se lançant dans une politique proactive, il tente de créer une entreprise d'électricité d'État appelée Eletrobrás, et un plan volontariste d'expansion et de nationalisation de l'électricité, le Plan national d'électrification

15. Décret n° 24.643 du 10 juillet 1934.

16. Valladão, *op. cit.*

17. Loi 9.478/1997, qui instaure la Politique énergétique nationale.

18. Vargas, Getúlio, *Mensagem ao Congresso Nacional por ocasião da Sessão Legislativa de 1951*, Rio de Janeiro, 1951, p. 155.

19. *Ibid.*, p. 159.

(PNE). Cependant, le PNE n'a pas été approuvé et Eletrobrás n'a pas été créée à ce moment-là<sup>20</sup>. Il faut attendre 1961 pour que Eletrobrás devienne l'entité publique responsable des études, des projets, de la construction et de l'exploitation des usines de production électrique, ainsi que des lignes de transmission, initiant ainsi la nationalisation de la production d'électricité au Brésil. Les objectifs du PNE ont été partiellement accomplis dix années plus tard, à travers le *Plano de Objetivos* du gouvernement Juscelino Kubistchek (1956-1961), élu sous le slogan « Énergie et Transport ».

Une source d'inspiration de ce volontarisme de l'État a été l'expérience de planification et de développement de la *Tennessee valley authority* (TVA), dans le sud des États-Unis, qui avait séduit les ingénieurs, intellectuels et hommes d'État brésiliens<sup>21</sup>. La TVA est une agence gouvernementale étatsunienne créée en 1933 pour développer la région du fleuve Tennessee, qui avait été fortement touchée par la crise de 1929. Cette agence prônait le financement public de grands projets hydrauliques multifonctionnels (*multipurpose river development*), tels que des barrages servant à la fois pour l'irrigation, la production hydroélectrique, la navigation, le tourisme, etc. À l'époque, plusieurs visites à la TVA sont réalisées par des acteurs influents, comme l'ingénieur Catullo Branco en 1941, le ministre de l'agriculture de Getúlio Vargas, Apolônio Salles, en 1944, ou même le président Marechal Dutra (1946-1951) en 1949. Les visites d'ingénieurs étatsuniens au Brésil s'inscrivent également dans cette dynamique, telles celle de l'ingénieur de la TVA Oren Reed en 1946 ou la mission menée par Morris Cooke en 1942, invité par Vargas à planifier l'organisation économique du pays. Le rapport final de la mission Cooke a d'ailleurs identifié le déficit en électricité comme l'un des principaux goulots d'étranglement pour l'expansion industrielle du pays. Il inclut dans ses annexes une monographie dédiée à l'application du modèle TVA dans la région du fleuve São Francisco<sup>22</sup>. Cela donne lieu à la mise en place de la *Companhia hidrelétrica do São Francisco* (CHESF) en 1948, la première entreprise publique d'énergie contrôlée par l'État fédéral. L'influence des États-Unis s'explique aussi car le pays était une source potentielle de financement et de technologies pour le Brésil. En retour, les États-Unis ont également investi dans cette relation en cherchant à satisfaire leurs intérêts politiques et commerciaux au Brésil.

La reproduction de l'expérience de la TVA sur l'expansion électrique brésilienne au cours de ces décennies a été toutefois imparfaite. L'idée de la TVA a suscité la création de plusieurs agences gouvernementales de développement régional au

20. La création d'Eletrobrás a été entravée pendant une décennie par l'action des *privatistas*, qui défendaient la participation du capital privé dans le secteur électrique. Sur ce débat, voir : Silva, Marcelo Squinca, *Energia Elétrica: Estatização e Desenvolvimento, 1956-1967*, São Paulo, Alameda, 2011.

21. Sur la stratégie américaine de diffusion de l'expérience de la TVA dans le monde, voir : Ekbladh, David, *The Great American Mission: Modernization and the Construction of an American World Order*, Princeton, Princeton University Press, 2010.

22. Cooke, Morris (dir.), *A missão Cooke no Brasil*, Rio de Janeiro, Centro de Estudos de Problemas Brasileiros da Fundação Getúlio Vargas, 1949.

Brésil, comme la Commission de la vallée de São Francisco (CVSF) en 1948, la Commission interétatique du bassin du Paraná et de l'Uruguay (CIBPU) en 1961 et la Commission interrégionale des vallées de l'Araguaia et du Tocantins (CIVAT) en 1962. Comme le montre Markus Brose, la fascination exercée par le modèle TVA au Brésil avait beaucoup à voir avec l'idée que les travaux d'ingénierie pouvaient à eux seuls promouvoir le développement<sup>23</sup>. Ainsi, ils ont servi de base aux plans de développement qui ont guidé l'action de l'État brésilien, depuis Vargas jusqu'à Kubitschek. Mais ces agences de développement se sont confrontées à un large éventail de problèmes pour appliquer leur modèle dans les différentes régions concernées. De plus, le désir de reproduire l'expérience de la TVA a également été contrarié par les changements de politique dans le secteur électrique au cours des vingt années de régime militaire, entre 1964 et 1985.

Le coup d'État civil-militaire d'avril 1964 a fait basculer la politique brésilienne dans l'autoritarisme. Toutefois, les militaires au pouvoir ont continué de prôner le développement du pays par une industrialisation soutenue par l'État. En effet, un des motifs de la prise de pouvoir par les militaires était la promotion d'une efficacité économique menant à la croissance, qui dépendait du développement industriel, lequel dépendait, à son tour, d'une offre d'électricité abondante. Pour le secteur électrique, cela signifie que l'État met pleinement en œuvre le projet de Vargas de nationalisation et d'expansion de la production hydroélectrique. D'un côté, la production d'électricité passe sous le contrôle total d'entreprises étatiques sous la houlette de l'Eletrobrás. De l'autre côté, une place et un budget considérables sont donnés au développement et à l'expansion de l'hydroélectricité. Toutefois, à la différence de la période précédente, les agences de développement régional inspirées par la TVA, précédemment en charge des plans électriques au niveau de bassins hydroélectriques, sont supprimées au profit d'une planification étatique centralisée.

L'Eletrobrás, responsable de la planification et de l'exécution de la politique nationale en matière d'énergie électrique, et le Département national des eaux et énergie électrique, qui remplace le CNAEE en 1965 comme agence normative et réglementaire du secteur électrique, sont désormais placés sous la responsabilité de l'exécutif fédéral, via le ministère des Mines et de l'Énergie (MME). Pendant cette période se poursuit la tendance déjà observée depuis le début du xx<sup>e</sup> siècle selon laquelle l'eau et l'énergie sont administrées conjointement au sein de l'appareil d'État. Ce tableau institutionnel est complété par des entreprises publiques gérées au niveau régional, mais subordonnées à l'Eletrobrás et des entreprises privées qui étaient responsables de la distribution de l'énergie électrique. Cette répartition des tâches correspond à un accord tacite lié à la création d'Eletrobrás, où l'État est devenu responsable de la production d'énergie et le secteur privé de sa distribution<sup>24</sup>.

23. Brose, Markus, « Do Tennessee ao Velho Chico: Viagens de uma ideia », in Brose, Markus (dir.), *TVA e instituições de desenvolvimento regional*, Santa Cruz do Sul, EDUNISC, 2015.

24. Tendler, Judith, *Electric power in Brazil: entrepreneurship in the public sector*, Cambridge, Harvard University Press, 1968.

Avec cette nouvelle configuration, la structure de base des services et de la production d'électricité dans le pays a été fixée et reste pratiquement la même jusqu'à la privatisation du secteur, au cours des années 1990.

Pendant la dictature militaire, la capacité hydroélectrique installée a été multipliée par sept, passant de 4 894 MW en 1964 à 37 437 MW en 1985. Cette multiplication de barrages hydroélectriques, essentielle pour la mise en œuvre du projet économique de l'État, n'a été possible qu'en mobilisant des ressources budgétaires par le biais de l'endettement public et au prix de très lourds impacts sociaux et environnementaux. De plus, suite à la fin de l'exceptionnelle période de croissance économique entre 1968 et 1973, que l'on qualifie de « miracle économique brésilien », et de l'exacerbation de la crise économique depuis le choc pétrolier en 1973, l'État se concentre davantage sur des projets qui garantissent l'augmentation du PIB national en intensifiant la production d'électricité pour l'industrie d'exportation et l'extraction minière. Cela explique le renoncement à un type de planification régionale orienté par le développement local ; ce qui, dans le cadre des projets hydroélectriques, signifiait la conception d'aménagements qui pouvaient avoir des usages multiples. Or, des 68 grands barrages construits au cours de la période, seuls 17 étaient, du moins en théorie, multifonctionnels<sup>25</sup>. Même ainsi, la qualification d'usages multiples n'était souvent que formelle et, dans la pratique, elle n'était pas appliquée efficacement, comme en témoignent les exemples des barrages de Sobradinho et de Tucuruí que nous étudierons ci-après.



**Figure 1** – Carte de localisation des barrages de Sobradinho et Tucuruí et projets associés

Source : élaborée par l'auteur.

25. Données de l'auteur compilées à partir d'informations disponibles sur la Banque d'informations de production (BIG) de l'Agence nationale de l'énergie électrique (extraites le 30/08/2017), sur le Registre national des barrages organisé et maintenu par le Comité brésilien des grands barrages et sur la publication du Comité Brasileiro de Grandes Barragens, *Dams in Brazil*, São Paulo, CBGB, 1982.

## Le barrage de Sobradinho sur le fleuve São Francisco

Le barrage de Sobradinho a commencé à être construit en 1973 dans l'État de Bahia, sur le fleuve São Francisco, par la CHESF, à l'époque filiale de l'Eletrobrás. Initialement, la construction du barrage avait été envisagée afin de réguler le débit de ce fleuve et garantir une production continue d'énergie dans les barrages hydroélectriques bénéficiant la région nord-est et sud-est déjà en place sur le São Francisco. Il s'agissait notamment du complexe hydroélectrique Paulo Afonso (cinq barrages inaugurés entre 1954 et 1979), en aval, et Três Marias (inauguré en 1962), en amont.

La conception finale du barrage de Sobradinho, préparée par le cabinet de consultants Hidroservice sous la supervision de la CHESF, était toutefois plus ambitieuse, puisqu'elle aspirait à prendre en compte les défis liés à la crise du pétrole et les demandes régionales. Conçu pour servir à des usages multiples conformément aux pratiques de construction de barrages préconisées à l'époque, outre la régulation du débit du fleuve São Francisco, Sobradinho garantirait aussi la production d'énergie, une meilleure navigabilité grâce à un système d'écluses et l'irrigation de cette région semi-aride<sup>26</sup>.

Le barrage de Sobradinho n'était pas le premier projet à avoir pour ambition de développer la région Nord-est autour du fleuve São Francisco. Ce mythique fleuve, souvent appelé le fleuve de l'unité nationale, a fait l'objet de divers plans, programmes et actions pour la gestion de ses crues, l'amélioration de sa navigation et l'essor de l'économie des régions qu'il traverse<sup>27</sup>. Cependant, comme le souligne Lygia Sigaud, la construction du barrage de Sobradinho a représenté une rupture avec la politique de l'État pour la vallée du São Francisco en vigueur depuis les années 1940<sup>28</sup>. Inspirée par la TVA, cette politique régionale menée par la CVSF visait la valorisation économique de la région, la fixation de la population, la prévention des inondations et l'irrigation au bénéfice de l'agriculture locale. Plus tard, sous un gouvernement autoritaire et centralisé, le projet Sobradinho doit répondre aux besoins et aux logiques externes à la région, notamment le besoin d'accroître la production d'électricité dans un contexte d'augmentation des prix du pétrole et d'un projet industriel centralisé visant l'augmentation du PIB national.

Sobradinho, inauguré en mars 1978, est souvent convoqué comme un exemple emblématique de la conduite autoritaire des projets pendant la dictature, mais aussi de la manière dont le secteur de l'électricité considérait les populations locales, et leurs demandes. Le remplissage du réservoir a créé l'un des plus grands lacs artificiels du monde, avec 4 500 km<sup>2</sup>. Ce réservoir a entraîné le déplacement de plus de 70 000 personnes, inondé quatre villes et 26 villages, et a submergé des terres très

26. Companhia Hidrelétrica do Vale do São Francisco (CHESF), *Aspectos sócio-econômicos da implantação do reservatório de Sobradinho*, Recife, Departamento de Implantação de Reservatórios, 1980.

27. Oliveira, Gabriel Pereira, *A corrida pelo rio: projetos de canais para o Rio São Francisco e disputas territoriais no Império brasileiro (1846-1886)*, Recife, Fundação Joaquim Nabuco/Editora Massangana, 2019 ; Bursztyn, Marcel, *O poder dos donos: Planejamento e clientelismo no Nordeste*, Rio de Janeiro / Fortaleza, Garamond, 2008.

28. Sigaud, *op. cit.*, p. 12-16.

fertiles dans une région marquée par la sécheresse. Le barrage a eu un coût estimé à 800 millions de dollars, financé principalement par des institutions internationales.

Parmi les nombreux conflits, controverses et échecs liés à la construction de Sobradinho, deux domaines particuliers permettent d'observer comment un projet conçu pour être à usages multiples et profitables au développement local se trouve happé par des objectifs politiques liés à l'idéologie autoritaire du régime militaire et par une structure institutionnelle, qui subordonne la gestion de l'eau au secteur économique de production électrique. Le premier est lié aux conflits avec les familles déplacées de la zone du réservoir et à l'incapacité du projet d'irrigation à améliorer la vie des populations locales. Le deuxième est l'échec de la régulation du débit du fleuve, qui fut pourtant la raison première de la construction de ce barrage.

Dès le début du projet, la CHESF était consciente de la probabilité d'un conflit avec les populations à déplacer. Une lettre envoyée pendant la phase de planification par le président de la CHESF à Eletrobrás en 1972 l'atteste, fort du constat que le barrage submergerait les terres les plus fertiles de la vallée<sup>29</sup>. De plus, Hidroservice, la société de conseil responsable du projet, a écrit à la CHESF en 1973 pour l'avertir de la possibilité d'un processus de réinstallation « catastrophique » et de la nécessité de fournir des conditions minimales de relogement à la population locale<sup>30</sup>. La question du déplacement de la population était même un enjeu politique discuté au Sénat. En critiquant l'action de la CHESF, le sénateur Rui Santos de l'État de Bahia, membre du parti pro-gouvernemental ARENA, souligne par exemple que « [...] les gens ne sont pas des meubles que l'on peut transporter. Ce sont des êtres qui ont besoin de s'adapter, qui ont besoin d'être préparés, même psychologiquement, au changement<sup>31</sup>. »

Malgré les promesses de développement local par la création de pôles agricoles, le déploiement de l'irrigation et la poursuite de la navigation à vapeur, pas grand-chose n'avait été prévu pour la population concernée, au-delà d'une indemnisation financière uniquement destinée aux propriétaires des terres qui seraient inondées<sup>32</sup>. La population locale n'a pas non plus été informée de la procédure d'expulsion, ni consultée sur son déplacement, et ce jusqu'en 1976, cinq ans après le début de la planification du barrage et trois après le début de la construction. À cette époque, la procédure de consultation et réinstallation de la population affectée, aujourd'hui standardisée dans la construction de grands barrages, en était à ses débuts. Malgré les alertes lancées quant à la procédure de relocalisation, c'est la Banque mondiale (BM), en tant que bailleur de fonds, qui a suggéré (ou plutôt, imposé) la mise en place d'un programme répondant aux besoins de la population locale. Pour que les prêts soient accordés, le gouvernement brésilien a été contraint de mettre en œuvre

29. Lettre reproduite dans Congresso Nacional/ Câmara dos Deputados, *Projeto de Resolução n°331, de 1982 - CPI das Cheias do São Francisco (relatório e conclusões)*, Brasília, Centro de Documentação e Informação, Coordenação de Publicações, 1983.

30. Cité par Sigaud, *op. cit.*, p. 26.

31. Brasil/Congresso Nacional, *Diário do Senado Federal n°14*, Brasília, Senado Federal, 1973, p. 259.

32. Goodland, Robert, *Projeto Sobradinho : reconhecimento do impacto ambiental*, s. l., CHESF, 1974.

un plan de développement intégré dans la région du Bas-São Francisco, destiné à prendre en charge la réinstallation de la population touchée par le barrage et à augmenter la production agricole des petits colons. Chose intéressante, la BM a également demandé que des études d'impact environnemental soient menées dans le cadre du projet, une procédure qui n'était pas obligatoire à l'époque<sup>33</sup>. Cette étude a été l'une des premières de ce type au Brésil.

Par la suite, le gouvernement a délégué à la CHESF la responsabilité de gérer les mesures imposées par la BM et, à la fin du projet, environ 65 000 personnes ont été relogées dans le cadre de la plus vaste opération de réinstallation jamais mise en œuvre au Brésil<sup>34</sup>. Comme prévu, ce processus n'a pas été sans controverses, notamment autour de la question de l'irrigation, question sur laquelle différents acteurs se sont disputés pour imposer leur solution. Les familles expulsées ont souhaité rester près du fleuve pour préserver leurs liens historiques. Sauf que les rives du futur réservoir étaient composées de terres arides, impropres à l'agriculture, et n'étaient cultivables qu'à l'aide de systèmes d'irrigation artificielle, une technique qui n'était pas couramment utilisée sur place à l'époque. La CHESF ne souhaitait pas inclure un système d'irrigation dans ses plans initiaux parce que les prix étaient trop élevés. De plus, comme la pratique la plus courante dans la région était celle de l'agriculture de subsistance, la CHESF a estimé que les coûts liés à l'irrigation ne seraient pas économiquement intéressants<sup>35</sup>. L'organisme public chargé du développement agricole de la région, le Codevasf (*Companhia de Desenvolvimento dos Vales do São Francisco e do Parnaíba*), souhaitait à son tour affecter les terres irriguées près du fleuve à de grands projets agricoles, plus rentables<sup>36</sup>.

Après de nombreux conflits, près de 70 % de la population locale a finalement été relogée entre 1976 et 1978 dans 25 colonies situées au bord du réservoir et bénéficiant d'un accès à l'irrigation<sup>37</sup>. Dans les années qui ont suivi l'inauguration du barrage, des conflits fonciers autour de l'accès à l'irrigation ont éclaté entre la population déplacée, les nouveaux colons et les grands propriétaires terriens<sup>38</sup>. Le barrage a non seulement échoué à mettre en place une irrigation équitable et efficace, mais sa construction a exacerbé les conflits sociaux et l'exode rural dans la région, entraînant de surcroît une transformation radicale des modes de vie

33. World Bank Archives, P-1414-BR, McNamara, Robert S, *Report and Recommendation of the President to the Executive Directors on a Proposed Loan to Companhia Hidro Elétrica Do São Francisco (CHESF) with the Guarantee of the Federative Republic of Brazil for the Paulo Afonso IV Hydroelectric Power Project*, s. l., International Bank for Reconstruction and Development, 1974.

34. Cabral, Ligia Maria Martins et Eliane Rocha Correia de Azevedo, *O meio ambiente e o setor de energia elétrica brasileiro*, Rio de Janeiro, Centro da Memória da Eletricidade no Brasil, 2009, p. 57.

35. Santos, Reginaldo Gouveia dos, *Impactos sócio-ambientais à margem do rio São Francisco: um estudo de Caso*, Dissertation de master, São Paulo, Universidade de São Paulo, 2008.

36. Brasil/Congresso Nacional, *Diário do Congresso Nacional n°144*, Brasília, Congresso Nacional, 17/11/1977, p. 3160.

37. Estrela, Ely Souza, *Três Felicidades e um desengano: A experiência dos beradeiros de Sobradinho em Serra do Ramalho - BA*, Thèse (doctorat) en Histoire, Pontificia Universidade Católica de São Paulo, São Paulo, 2004.

38. Barros, H., *Projeto Sobradinho: avaliação sócio-econômica da realocização populacional (Relatório de pesquisa)*, Recife, CHESF, Fundação Joaquim Nabuco e Instituto de Pesquisas Sociais, 1983.

des populations<sup>39</sup>. Aujourd'hui encore, il existe un conflit entre l'irrigation et la production d'hydroélectricité dans la zone, qui est occupée par plusieurs projets agricoles de grande envergure produisant des fruits et du vin<sup>40</sup>.

Rappelons que le premier objectif de Sobradinho était de réguler le débit du São Francisco. Or, une année seulement après son inauguration, une grande inondation s'est produite, laissant près de 300 000 personnes sans-abris<sup>41</sup>. En général, les inondations représentaient une bonne nouvelle pour l'agriculture de la région, mais après la construction du barrage, au lieu d'un limon fertile, l'eau du fleuve transportait du sable et des débris, endommageant encore plus les terres déjà arides autour du lac. Les inondations se sont reproduites en 1980 et 1981, et une commission parlementaire d'enquête (CPI) a été créée au Congrès national en 1982 pour établir le rôle des barrages et du CHESF dans ces drames<sup>42</sup>.

Le CPI a conclu que les barrages étaient responsables des nouvelles crues annuelles du fleuve São Francisco et a blâmé l'entreprise électrique pour la mauvaise gestion du débit de l'eau, l'absence de système de contrôle des crues et une mauvaise coordination entre les barrages<sup>43</sup>. Interrogé sur les problèmes dans la construction et l'exploitation du Sobradinho, le directeur de la CHESF de l'époque, Eunápio Peletier de Queiroz, a répété l'argument de l'entreprise selon lequel « Le secteur de l'énergie a rempli son obligation [dans l'administration du Sobradinho] » et n'est pas responsable des « omissions » des autres secteurs<sup>44</sup>. Le message de la CHESF était clair : elle devait fournir de l'énergie et cela fonctionnait ; si la population n'était pas contente ou si le contrôle du débit ne fonctionnait pas, ce n'était pas son problème. Pour la CHESF, le bon débit du fleuve était celui qui produisait le plus d'électricité, quels qu'en soient le coût ou les conséquences.

## Le barrage hydroélectrique de Tucuruí sur le fleuve Tocantins

La crise du pétrole de 1973 n'a pas seulement entraîné la conversion de certains projets vers la production d'électricité, comme cela a été le cas de Sobradinho, mais a aussi fait émerger de nouveaux projets comme celui du barrage hydroélectrique de Tucuruí. Sa construction sur le fleuve Tocantins a duré près de dix ans, entre 1975 et 1984, et a donné lieu à un méga-barrage produisant aujourd'hui 8 370 MW, soit le sixième plus grand barrage du monde en termes de production électrique. Ce barrage représentait alors le plus grand investissement du secteur public jamais

39. Werner, Deborah, « Intervenção regional dos grandes projetos hidrelétricos: os casos de Sobradinho e Itaiparica e reflexões sobre o período recente », *Leituras de Economia Política*, n° 18, 2011, p. 45-71.

40. Domingues, Rita Alcântara, « Construção Política da disponibilidade hídrica: o caso do sertão semiárido », *GEOUSP: Espaço e Tempo*, n° 33, 2013, p. 153-167.

41. Brasil/ Câmara dos Deputados, *Diário do Senado Federal* n°6, Brasília, Senado Federal, 8/3/1979, p. 58.

42. Les CPI sont des instruments du pouvoir législatif destinés à analyser les dysfonctionnements de l'action de l'État, à contrôler l'administration publique et à défendre les intérêts de la collectivité.

43. Brasil/ Câmara dos Deputados, *Projeto de Resolução n°331...*, *op. cit.*, p. 156-163.

44. *Ibid.*, p. 155.

mis en œuvre en Amazonie<sup>45</sup>. Pendant le régime militaire, la région amazonienne a occupé une place de choix dans l'intervention étatique. Cette intervention visait, d'une part, l'occupation de ce territoire et, d'autre part, son intégration à l'économie nationale, notamment par l'exploitation de ce qui était perçu comme ses « vastes ressources naturelles »<sup>46</sup>.

Tucuruí est l'un des projets emblématiques d'un tournant de l'action du régime militaire en Amazonie après 1973. Les premiers programmes de développement régional du gouvernement dictatorial brésilien pour l'Amazonie, tels que l'Opération Amazonie (lancée en 1966) ou le Premier programme de développement pour l'Amazonie (lancé en 1971), avaient été axés sur l'ouverture de routes, la colonisation rurale et l'amélioration des infrastructures dans les zones urbaines. Toutefois, après 1973, l'utilisation et l'exploitation des ressources naturelles de l'Amazonie sont devenues plus pressantes et axées sur des activités permettant l'augmentation du PIB du pays, plutôt que sur le développement régional<sup>47</sup>.

Tout comme Sobradinho, Tucuruí est emblématique par ses nombreux impacts sociaux et environnementaux. Son réservoir a inondé une zone de 2 850 km<sup>2</sup>, soit 27 fois la ville de Paris, submergeant 14 localités, déplaçant de force plus de 5 000 familles et les territoires indigènes de deux peuples (les Parakaná et les Gavião da Montanha). Une dimension moins connue de Tucuruí est celle des conflits autour de l'inclusion des écluses dans le barrage, qui permettent d'aborder de manière pertinente les problématiques que nous intéressent dans cet article.

Le projet d'un barrage à Tucuruí prend forme à la fin de l'année 1973, lorsque le Brésil a commencé à négocier avec le Japon la construction d'un complexe industriel de production d'aluminium à partir des minerais de bauxite exploités en Oriximiná. Ces négociations ont donné naissance à une *joint-venture* entre la société minière publique brésilienne, la *Compania Vale do Rio Doce*, et la *Nippon Amazon Aluminium Corporation* (un consortium entre 33 entreprises japonaises et l'État japonais) pour construire une usine d'alumine (Alunorte) et une usine d'aluminium (Albrás) à Bacarena. Ces usines avaient besoin d'un approvisionnement conséquent et constant en électricité pour fonctionner, et la construction d'une centrale hydroélectrique était essentielle pour la viabilité de la production d'aluminium.

Avant Tucuruí, c'était la question de l'amélioration de la navigation du fleuve Tocantins qui occupait le débat public autour du développement économique de la région ; et ce depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle<sup>48</sup>. Le fleuve Tocantins comporte plusieurs obstacles et chutes d'eau disséminés le long de son cours qui rendent difficile la navigation commerciale. Ce n'est que dans les années 1960 que l'idée de construire

45. Pinto, Lúcio Flávio, *Amazônia: a fronteira do caos*, Belém, Falangola Editora, 1991.

46. Becker, Bertha K, *Geopolítica da Amazônia: a nova fronteira de recursos*, Rio de Janeiro, Zahar, 1982.

47. Oliveira, Nathalia Capellini, *Historiciser les barrages en Amazonie brésilienne : environnement, conflit et politique dans la planification et la construction de Tucuruí (1960-1985)*, Thèse de doctorat, Versailles, Université de Versailles SQY, 2019.

48. Oliveira, Nathalia Capellini, « The Tocantins River. Water and Development in the Brazilian Amazon », *Contemporanea*, vol. 25, n° 2, 2022, p. 293-318.

des barrages hydroélectriques sur le fleuve Tocantins émerge comme « la possibilité par excellence » de changer l'économie régionale<sup>49</sup>. En 1964, une mission d'étude coordonnée par l'agence de développement régionale CIVAT et menée par l'USAID – l'Agence étatsunienne pour le développement international – à travers son *Bureau of Reclamation*, confirme le potentiel hydroélectrique de la zone<sup>50</sup>. Dans l'esprit de la TVA, le rapport de cette mission recommande des actions axées sur les multiples usages du bassin pour le développement local, comprenant l'agriculture, la production d'énergie électrique, la navigation et le contrôle du débit.

Rapidement, les élites, les politiques et les intellectuels de la région se saisissent de la question hydroélectrique et commencent à faire campagne pour ce projet perçu comme en mesure de sortir la région d'une situation de pauvreté et d'isolement. Plus qu'une simple production d'énergie, la construction d'un barrage était plébiscitée localement parce qu'elle représentait une solution qui rendrait enfin le Tocantins navigable pour les grands bateaux, facilitant et augmentant les échanges de marchandises à travers les États de Goiás, Maranhão et Pará. L'un des grands partisans de ce projet était le célèbre homme politique du Pará, Gabriel Hermes. Député fédéral depuis 1954, il a conservé son mandat après le coup d'État civil-militaire en rejoignant le parti pro-gouvernemental ARENA<sup>51</sup>. À partir de 1965, il publie plusieurs articles dans les journaux afin de saluer le potentiel énergétique de la région amazonienne. Malgré les aspirations des élites politiques et économiques de cette région pour un projet combinant production d'électricité et navigation, l'inclusion d'écluses de navigation dans le projet de barrage de Tucuruí n'est intervenue qu'en 1979, quatre ans après le début des travaux.

Si rendre la navigation possible sur le Tocantins était un élément central dans les débats sur le développement régional, pourquoi les écluses n'avaient pas été prévues dès le départ ? En effet, le projet hydroélectrique dans le Tocantins décidé par l'État militaire et conçu par l'Eletronorte, la filiale régionale d'Eletrobrás pour l'Amazonie, n'avait plus les mêmes objectifs que le projet de la CIVAT, qui a été démantelée avec l'arrivée des militaires au pouvoir. Les différents rapports et études d'ingénierie menés pendant la construction de Tucuruí montrent que l'inclusion des écluses a été envisagée à différents stades de la planification. Ainsi, une étude de faisabilité effectuée au tout début des travaux, en 1975, pointe des incertitudes quant à la construction d'infrastructures pour la navigation, notamment parce que Eletronorte insistait pour que les écluses n'interfèrent pas avec les travaux du barrage hydroélectrique<sup>52</sup>. Eletronorte, en charge du barrage de Tucuruí, se percevait uni-

49. Bureau of Reclamation, *Reconnaissance appraisal, land and water resources, Araguaia-Tocantins river basin, Brazil: a report to CIVAT*, Washington, Bureau of Reclamation, 1964, p. 3.

50. Les ingénieurs du *Bureau* avaient des activités d'assistance technique au Brésil et dans plusieurs pays du monde. Sur ce processus, voir : Sneddon, Christopher, *Concrete revolution: large dams, Cold War geopolitics, and the US Bureau of Reclamation*, Chicago, The University of Chicago Press, 2016.

51. Le régime militaire brésilien a établi le bipartisme en 1965. L'Aliança Renovadora Nacional (ARENA) était l'épine dorsale du régime, tandis que le Movimento Democrático Brasileiro (MDB) représentait l'opposition.

52. ENGEVIX et THEMAG, « Eclusas de Tucuruí – Hidrovia Tocantins Araguaia », [Rapport], Ministério dos Transportes/ Portobrás/ DPNV, 1978.

quement comme une entreprise productrice d'énergie et ne souhaitait pas prendre en charge les travaux liés à la navigation. Si cela ne semble pas surprenant, dans la pratique, le secteur de l'électricité, représenté ici par Eletronorte, avait beaucoup plus de pouvoir et de marche de manœuvre que les autres agences étatiques qui intervenaient dans la zone, ce qui lui permettait d'indiquer où et comment construire une écluse et dans quelles conditions.

Les dynamiques de pouvoir entre les différentes agences d'État apparaissent clairement dans le groupe de travail chargé d'étudier les usages multiples du fleuve Tocantins, qui a tenu sa première réunion le 19 juillet 1977. Lors de cet événement, organisé et présidé par l'Eletrobrás et l'Eletronorte, un « mariage » a été encouragé entre l'hydroélectricité et la navigation, représentée ici par Portobrás, nouvelle entreprise publique brésilienne en charge des ports et des voies navigables<sup>53</sup>. Selon le compte-rendu, il est clair que ce « mariage » a suscité des tensions, principalement parce que les barrages destinés à la production d'énergie ou la navigation ont des conceptions très différentes. Au cours des discussions, le coût d'installation des écluses a suscité le débat, les acteurs du secteur électrique accusant les autres de les considérer comme leur « riche cousin »<sup>54</sup>. Ces tensions ne s'exprimaient pas seulement vis-à-vis de la Portobrás, mais aussi vis-à-vis d'autres secteurs, tels que l'industrie de l'extraction minière, l'agriculture, la planification régionale ou les agences de développement en Amazonie, qui ont également participé à la réunion et dont les besoins sont aussi passés au second plan<sup>55</sup>. Pendant la rencontre de ce groupe de travail, le secteur électrique a fait valoir que la tenue de cette réunion dépendait de sa bonne volonté, puisque l'Eletronorte se voyait « de par la loi, responsable du développement du bassin du fleuve Tocantins »<sup>56</sup>, après la suppression de la CIVAT en 1967. Concernant les écluses, la conclusion a été que la Portobrás était la seule responsable pour débloquer des fonds servant à les bâtir.

Si le soutien régional aux travaux de navigation avait été important, le soutien fédéral ne survient qu'en 1979, lorsque le général João Figueiredo fait de Tucuruí un projet prioritaire dans sa planification économique et alloue enfin le budget nécessaire pour construire les écluses de navigation. Cet octroi de fonds était sans doute lié à la pression politique régionale et à la situation politique nationale. Le régime militaire vivait une période de transition démocratique, et la possibilité d'élections régionales directes devenait de plus en plus probable. Les écluses étaient la pierre angulaire du soutien des élites du Pará et du Centre-Ouest à la construction du barrage de Tucuruí. Ces élites étaient autant intéressées (sinon plus) par la possibilité d'expédier des marchandises entre le centre du Brésil et le port de Belém – « une véritable révolution productive dans le centre-nord du Brésil » – que par

53. Centro de Memória da Eletricidade no Brasil, Coleção particular Cláudio Judice, caixa 2, Ata da 1a « Reunião do grupo de trabalho para estudo do aproveitamento múltiplo do Rio Tocantins », 19/07/1977, p. 26–29. La Portobrás a fonctionné entre 1975 et 1991.

54. *Ibid.*, p. 17.

55. *Ibid.*

56. *Ibid.*, p. 3.

la production d'énergie hydroélectrique<sup>57</sup>. Le financement des écluses était donc important pour s'assurer du soutien des bases politiques du régime au niveau local.

Toutefois, en 1984, année de l'inauguration du barrage de Tucuruí, le système complet d'écluses du canal n'avait pas été construit. Le mécontentement local est important et s'ajoute à d'autres controverses sociales, politiques et environnementales qui accompagnent alors l'inauguration de Tucuruí. Le sénateur Gabriel Hermes a dénoncé cet « affront » devant la presse et a même menacé de s'allonger dans la zone d'inondation du futur réservoir jusqu'à ce que les écluses soient achevées. La réponse du directeur de Portobrás à cette éventualité ne pouvait être plus claire : « Je ne peux qu'espérer que le sénateur, qui porte le nom d'un ange, se verra pousser des ailes et s'envolera lorsque le réservoir sera rempli<sup>58</sup>. »

La position d'Eletronorte tout au long de la construction du barrage, exprimée par son directeur Raul Garcia Llano, a été que l'entreprise était là pour produire de l'énergie et non pour garantir d'autres utilisations au réservoir, souvent en s'exonérant de la responsabilité de l'inclusion des écluses dans l'ouvrage dont elle était responsable<sup>59</sup>. Même inachevées, les écluses ont augmenté le prix d'environ 300 millions de dollars<sup>60</sup>. Après l'inauguration du barrage, la demande locale pour la navigation a persisté jusqu'en 1998, date à laquelle les études ont été reprises. La construction des écluses n'a commencé qu'en 2004, sous la présidence de Luís Inácio « Lula » da Silva, et elles ont été inaugurées en 2010. À l'époque, les estimations de transport étaient de l'ordre de 40 millions de tonnes par an. Aujourd'hui, les écluses de navigation construites pour enjamber les 75 mètres du barrage de Tucuruí ne laissent passer que quelques bateaux, représentant une charge totale de quelque 150 000 tonnes par an, soit moins de 0,5 % de leur potentiel supposé<sup>61</sup>. Les erreurs techniques de construction et le manque d'entretien sont évoqués, mais ils ne sont pas la seule cause de ce faible trafic, qui est également lié aux maigres capacités d'exportation de la région, mais aussi à l'assèchement du fleuve Tocantins au cours de ces dernières années.

## Considérations finales

Cet article visait à comprendre comment l'expansion du rôle de l'État dans la production électrique entre 1930 et la fin des années 1980 a fini par subordonner la gestion de l'eau à la production électrique, ainsi que le développement local aux intérêts étatiques. Après avoir étudié le processus d'institutionnalisation du secteur

57. Congresso Nacional/ Câmara dos Deputados, *Projeto de resolução n°344...*, op. cit, p. 120.

58. Anonyme, « Nada sobre eclusas no Tocantins », *Diário do Pará*, 03/07/1984, p. 5.

59. Llano, Raul Garcia, « A Hidrelétrica do Tocantins e suas Repercussões na Industrialização dos Recursos Minerais do Pará », in *IV Encontro de Estudos e Debates: O II PND e os Programas de Desenvolvimento Regional do Pará*, Belém, Senado Federal, 1975, p. 13-31.

60. World Commission on Dams, *Tucuruí hydropower complex (Brazil): WCD evaluation version*, Cape Town, World Commission on Dams, 2000, p. 105.

61. Borges, André, « Paralisadas por pedras no rio, eclusas de Tucuruí já consumiram R\$ 1,6 bilhão », *Estadão*, 13/11/2017, [en ligne, consulté le 20/07/2021].

électrique à l'intérieur de l'État, il a été ensuite question de la construction de deux barrages pendant le régime militaire, tous deux conçus pour avoir des usages multiples, Tucuruí et Sobradinho. Dans les deux cas, nous avons vu comment, alors même que l'État a délégué des fonctions importantes à son secteur de l'électricité, celui-ci a maintenu sa vision centrée sur la seule production d'énergie, conduisant à des conflits locaux, puisque les autres acteurs attendaient des compagnies d'électricité qu'elles fournissent les autres bénéfices attendus des barrages hydroélectriques à usages multiples. Cela a généré un mode de fonctionnement faussé, car le secteur a acquis beaucoup de pouvoir sur les zones qu'il administrait, tout en niant sans difficulté toute responsabilité en cas de critique, puisque son rôle officiel était de produire de l'électricité, et rien d'autre. Indéniablement, la construction de barrages était l'un des principaux outils du gouvernement militaire pour promouvoir le développement du pays et ses stratégies géopolitiques, notamment après le choc pétrolier de 1973 qui coïncide avec la fin du miracle économique brésilien. Dès lors, la stratégie du régime est devenue plus fortement axée sur la croissance du PIB national, au détriment du développement local des régions où s'implantaient des projets d'aménagement hydriques. Si le projet du régime a fixé l'agenda du secteur de l'électricité, son autonomie a conduit à une logique dans laquelle l'énergie est devenue la principale, voire la seule préoccupation du secteur, pendant la construction de ces structures qui ont coûté des milliards de dollars. Bien que le secteur de l'électricité ait été restructuré depuis les années 1990 suite à sa privatisation, cette logique semble toujours guider les actions du secteur, comme en attestent les récentes controverses autour du barrage de Belo Monte, ou de la gestion de l'eau en cas de sécheresse dans le Sud-est brésilien.

Cet article a montré que le pouvoir et la politique participent de manière centrale à façonner la nature et, en retour, que la gestion de la nature est une partie centrale de l'histoire politique contemporaine au Brésil. Les barrages hydroélectriques ont façonné et continuent de façonner les écosystèmes brésiliens, mais aussi sa société. Questionner les liens entre politique et système hydroélectrique brésilien peut nous aider à réfléchir à certaines de ses caractéristiques pour mieux comprendre les défis de notre temps. En effet, en 2021, l'importante baisse de pluies a mis en péril la capacité de production hydroélectrique dans le pays, et cette situation est vouée à se répéter en raison du changement climatique<sup>62</sup>. L'hydroélectricité peut continuer à répondre à la demande énergétique du Brésil, mais les questions sociales, politiques et environnementales qu'elle soulève doivent être discutées, de même que le rôle prépondérant du secteur de l'électricité par rapport aux autres usages de l'eau dans le pays.

---

62. Vasconcelos, Yuri, « Sob o risco da escassez », *Pesquisa Fapesp*, n° 310, dez. 2021.

**RÉSUMÉ/MOTS-CLÉS**

Cet article analyse le rôle croissant de l'État brésilien dans le secteur électrique entre 1930 et la fin des années 1980, et, plus particulièrement, les controverses autour de la construction des barrages hydroélectriques de Tucuruí et Sobradinho. En adoptant une approche d'histoire environnementale, il interroge la logique et les ressorts politiques de cette participation croissante de l'État, pour montrer les liens entre les projets de développement, la gestion de l'eau et la modification de la nature du pays.

Hydroélectricité, Gestion de l'eau, Dictature militaire, Brésil, Barrages

**RESUMO/PALAVRAS CHAVES**

Este artigo trata da expansão do papel do Estado brasileiro no setor elétrico entre 1930 e o final dos anos 80, e analisa as controvérsias ligadas à construção das hidrelétricas de Tucuruí e Sobradinho. Adotando a abordagem da história ambiental, ele questiona a lógica e os motivos políticos deste crescente envolvimento estatal, revelando as relações entre projetos de desenvolvimento, gestão da água e a modificação da natureza no país.

Hidroeletricidade, Gestão da água, Ditadura militar, Brasil, Barragens

**ABSTRACT/KEYWORDS**

This article deals with the expansion of the Brazilian State's role in the electricity sector between 1930 and the late 1980s. Furthermore, it analyzes the controversies linked to the construction of the Tucuruí and Sobradinho hydroelectric dams. Adopting an environmental history approach, it questions the logics and political motives of this growing State involvement, revealing the links between development projects, water management and the modification of nature in the country.

Hydroelectricity, Water management, Military dictatorship, Brazil, Dams

*L'article a été soumis pour évaluation le 30/03/22 et a été accepté pour publication le 03/09/22.*

# Recursos genéticos e bioprospecção no Brasil: capitaloceno, protagonismo e os (des)caminhos até o Protocolo de Nagoya (2010)

Eduardo RELLY

Friedrich-Schiller-Universität Jena, Alemanha

## Introdução

AS RELAÇÕES ENTRE O APROVEITAMENTO da biodiversidade para fins econômicos e as práticas que configuram a busca por espécies vegetais, animais, e por microrganismos têm sido historicamente – e com notável velocidade nas últimas décadas – mediadas por processos de bioprospecção. Estes se fundamentam contemporaneamente na concepção de recursos genéticos, que foi construída logo após o fim da Segunda Guerra Mundial naquilo que se convencionou chamar de Norte Global. Os atores que tomaram parte em tal projeto correspondem em geral às associações de empresas de sementes tanto na Europa quanto nos Estados Unidos, às fundações de pesquisa e cooperação técnica – com destacado papel da Fundação Rockefeller (em parceria com o Ministério mexicano de agricultura a partir de 1943) –, e, por fim, pelos esforços de modernização agrícola empreendidos por Nikolai Vavilov e seus discípulos na União Soviética<sup>1</sup>. Na esteira da revolução verde emanada dos Estados Unidos, uma série de centros de pesquisa internacional em agricultura foram estabelecidos no então chamado Terceiro Mundo<sup>2</sup>. Em 1971, por iniciativa novamente da Fundação Rockefeller e com suporte do Banco mundial, da Organização das Nações Unidas para alimentação e agricultura (FAO) e do Programa das Nações Unidas para o Desenvolvimento (PNUD), foi estabelecido o *Consultative Group on International Agricultural Research* (CGIAR), que impulsionou a pesquisa e a concepção genética da natureza em âmbito global. Tais desenvolvimentos alteraram

---

1. Pistorius, Robin, *Scientists, plants and politics: A history of the plant genetic resources movement*, Rome, IPGRI, 1997, p. 18.

2. International Agricultural Research Center, em inglês. Vide: Kloppenburg, Jack Ralph, *First the Seed: The Political Economy of Plant Biotechnology, 1492-2000*, Madison, WI, 2004, p. 161.

as práticas e processos de bioprospecção, que, assim, adquiriram um pronunciado enfoque informacional (da informação genética) em detrimento da materialidade do recurso biológico em si<sup>3</sup>.

Inicialmente vinculados aos processos de industrialização da agricultura que culminaram na *Green Revolution*, recursos genéticos da biodiversidade se tornaram nas últimas décadas o centro das práticas de bioprospecção. Elas se configuram, a depender do eixo teórico-político dos observadores, ora como um “*hegemonic discourse that appropriates nature, indigenous people, and their knowledge*”<sup>4</sup>, legitimado globalmente pelo discurso de propertização justa e compartilhada da natureza como estabelecido (artigos 3 e 15) na Convenção da Diversidade Biológica (CBD) de 1992<sup>5</sup> e no Protocolo de Nagoia (PN) de 2010; ora como um conjunto de práticas renovadas, sofisticadas e legalizadas de biopirataria<sup>6</sup>. O projeto contemporâneo de bioprospecção, calçado nas soluções da CBD, tem sido pensado em conjunção com o avanço do capitalismo neoliberal através de procedimentos discursivos e práticos que alçam a natureza a uma espécie de reservatório para a apropriação capitalista e implementado por meio da propertização (privada) de recursos genéticos da biodiversidade. A geração de valor econômico à natureza teria como fim, racionalizar seu uso e gerir a crise global da biodiversidade<sup>7</sup>. Segundo análises críticas<sup>8</sup>, tal disposição tende a reforçar as estruturas de desigualdade herdadas da época colonial e a subsumir as diversas experiências humanas-naturais às forças do capital.

Bioprospecção e recursos genéticos formam ora um léxico bastante desprezado nas análises do processo-tempo da “grande aceleração” e do Antropoceno como proposto e periodizado por McNeill e Engelke<sup>9</sup>. Embora a bioprospecção seja uma atividade com distintos significados através do tempo<sup>10</sup>, nas últimas décadas, porém, ela indicou significados e consequências que se relacionam com a extensão dos direitos de propriedade intelectual sobre o mundo natural, com a expansão das capacidades biotecnológicas das nações mais prósperas e com a formação de

3. Broswimmer, Franz, “Botanical imperialism: The Stewardship of Plant Genetic Resources in the Third World”, *Critical Sociology*, n° 1, 1991, p. 3-17, p. 9. Vide também: Brandt, Christina, *Metapher und Experiment: Von der Virusforschung zum genetischen Code*, Göttingen, Wallstein, p. 8.

4. Takeshita, Chikako, “Bioprospecting and Its Discontents: Indigenous Resistances as Legitimate Politics”, *Alternatives: Global, Local, Political*, n° 26, 2001, p. 259-282, p. 260.

5. United Nations, *Convention on biological diversity. CBD*, 1992 [https://www.cbd.int/doc/legal/cbd-en.pdf].

6. Fredriksson, Martin, “Biopiracy or bioprospecting: Negotiating the limits of propertization”, in Arvanitakis, James, Fredriksson, Martin (dir.), *Property, place and piracy*, Routledge, London, New York, 2018, p. 174-186.

7. Brand, Ulrich; Görg, Christoph, “Globales Umweltmanagement”, in Bauriedl, Sybille (dir.), *Wörterbuch Klimadebatte*, transcript-Verlag, Bielefeld, 2016, p. 103-108, p. 103.

8. Vide especialmente: Brand, Ulrich et al, *Conflicts in Environmental Regulation and the Internationalisation of the State: Contested terrains*, Routledge, Abingdon, 2008, p. 222-228 e Moore, Jason, *Capitalism in the web of life*, London, Verso, 2015.

9. McNeill, J. R., John, Engelke, Peter R., *The Great Acceleration: An Environmental History of the Anthropocene Since 1945*, Cambridge, MA, Harvard University Press, 2016, p. 275.

10. Detalhes em: Schiebinger, Londa L., *Plants and Empire. Colonial bioprospecting in the Atlantic World*, Boston, Harvard University Press, 2004, p. 5-12.

um conceito específico de natureza relacionado à emergência da ideia de biodiversidade<sup>11</sup>. Se por um lado as relações entre bioprospecção e recursos genéticos da biodiversidade são de alguma forma negligenciadas nas discussões do Antropoceno, por outro lado as perspectivas da crise ecológica têm chamado a atenção de muitos analistas<sup>12</sup>. Em geral, discute-se nesse sentido sobre conceitos geológico-climáticos que, de alguma maneira, repercutem o momento crítico do planeta. Desta feita, causação e periodização são elementos fundamentais nas distinções trazidas por diferentes autores nas distinções, por exemplo, entre Antropoceno, Capitaloceno e Plantationoceno<sup>13</sup>. Em geral, críticas ao caráter universalista e eurocêntrico adstrita ao termo Antropoceno ocorreram, reclamando assim, o local das ontologias indígenas e tradicionais do sul global no cenário de crise planetária<sup>14</sup>. Outra vertente de aprofundamento do conceito de Antropoceno é aquela que desloca os tradicionais eixos centro-periferia e observa a participação de atores tidos como não-centrais na co-construção da nova era geológica incrementando a complexidade tanto da periodização quanto do conceito em questão<sup>15</sup>. Adicionalmente, as possibilidades trazidas pela era geológica dos humanos levantam questões ontológicas convidando às especulações pós-humanas<sup>16</sup>, que, por ora, problematizam as concepções hegemônicas de biodiversidade e recursos genéticos existentes desde a CBD.

Neste sentido, e em vista do processo social-ecológico a ser descrito nesse artigo, cujo tema principal é a breve narração histórica do processo de apropriação do Brasil dos recursos biológicos/genéticos (com ênfase em recursos vegetais) de seu território nacional no período entre 1970 e 2010 (ano em que o PN foi celebrado), e inspirados pelas discussões sobre o papel deste mesmo país na estruturação da crise planetária, bem como de sua participação na ereção do regime de propriedade intelectual sobre recursos genéticos da biodiversidade desde a CBD, tendemos a observar tais processos por meio de perspectivas críticas<sup>17</sup>, que via de regra se

- 
11. Hayden, Cori, *When nature goes public: The making and unmaking of bioprospecting in Mexico*, Princeton, Princeton Univ. Press, 2003, p. 49.
  12. Vide: Mitman, G., Haraway, D., Tsing, A. L., “Reflections on the plantationocene: a conversation with Donna Haraway & Anna Tsing moderated by Gregg Mitman”, *Edge Effects*, 2019 [https://edgeeffects.net/haraway-tsing-plantationocene (acesso em 03/06/22)]. Haraway, Donna J., *Staying with the trouble: Making kin in the chthulucene*, Durham, Duke University Press, 2016. Tsing, Anna L., *The Mushroom at the End of the World.: On the Possibility of Life in Capitalist Ruins*, Princeton, N. J., Princeton University Press, 2015.
  13. Mais informações em: Trischler, Helmut, “El Antropoceno, ¿un concepto geológico o cultural, o ambos?”, *Desacatos*, n° 54, 2017, p. 40-57. Moore, Jason W., *Anthropocene or Capitalocene? Nature, History, and the Crisis of Capitalism*, Oakland, CA, PM Press, 2016. Wolford, Wendy, “The Plantationocene: A Lusotropical Contribution to the Theory”, *Annals of the American Association of Geographers*, n° 2, 2021, p. 1-18.
  14. Estenssoro, Fernando, “¿Quién está destruyendo la vida en el planeta? La confrontación de los conceptos Antropoceno y Capitaloceno en el debate ambiental”, *Universum* (Talca), n° 2, 2021, p. 661-681.
  15. Acker, Antoine, “A Different Story in the Anthropocene: Brazil’s Post-Colonial Quest for Oil (1930–1975)”, *Past & Present*, 2020, n° 1, p. 167-211.
  16. Dürbeck, Gabriele; Hüpkes, Philip, “The Anthropocenic turn? – An Introduction”, in Dürbeck, Gabriele; Hüpkes, Philip (dir.), *The Anthropocenic turn: The interplay between disciplinary and interdisciplinary responses to a new age*, Routledge, Taylor & Francis Group, New York, 2020, p. 1-23, p. 6-7.
  17. A aproximação do debate sobre recursos genéticos e o conceito marxista de acumulação primitiva do capital é aqui referenciada. Vide: Görg, Christoph, “Enteignung oder Inwertsetzung? Zur Aktualität der ursprünglichen

aproximam da noção de Capitaloceno como elencado por Moore sob a ótica das “*value-relations*” e relações extraeconômicas vinculadas às “*cheap natures*”<sup>18</sup>. Tal escolha parece refletir com mais exatidão os modelos de gestão da natureza proposto/ endossado pelo Brasil nos fóruns globais em que pese as divisões e reivindicações contrahegemônicas de membros mobilizados da sociedade. Além disso, o Capitaloceno evita o dualismo natureza e sociedade que existe no conceito de Antropoceno, ressaltando, assim, a operação de conhecimento realizada sobre o mundo natural a partir da concepção de recursos genéticos da biodiversidade. Ademais, a escolha por soluções de mercado para os problemas ambientais não foi, de fato, única ao Brasil; mas sua posição como nação mais biodiversa do planeta lhe deu o trunfo de protagonizar o processo de propertização de recursos genéticos e conhecimento tradicional (CT), alinhando a comodificação da natureza por meio das noções de serviços (e valores) ecossistêmicos e vantagem competitiva<sup>19</sup>. Logo, a percepção da crise ecológica global ofereceu contraditoriamente uma limitada inversão dos vetores de poder global, cabendo ao Brasil uma posição proeminente na moldagem do capitalismo e governança ambiental contemporâneos. Tal colocação, por outro lado, se imiscui igualmente na percepção das mobilidades estratégicas dos eixos de poder global narrados sob a perspectiva do Antropoceno, possibilitando mútuos interseções entre os conceitos geológicos propostos e analisados.

Metodologicamente, este texto se baseará em fontes secundárias, documentos públicos de organizações e em textos legais que, de certa forma, sedimentaram a relação entre bioprospecção, recursos genéticos da biodiversidade, conservação e capitalismo no Brasil. Este artigo terá, logo, a seguinte divisão: em primeiro lugar, observaremos de que modo os conceitos de bioprospecção e recursos genéticos cambiaram historicamente, estabelecendo-se o foco na configuração da atual fase do capitalismo e em face da governança global da biodiversidade; após, veremos como o Brasil se encaixou na arquitetura da bioprospecção e analisaremos os processos de transição do desenvolvimentismo nacional para a flexibilização neoliberal no que compete ao exercício e escopo desta prática junto aos recursos genéticos. Por fim, focaremos o papel do Brasil na CBD e na maneira como o país internalizou as discussões sobre o acesso ao patrimônio genético até o marco do PN de 2010, processo pelo qual liderou a discussão sobre os grandes temas da biodiversidade e, desta forma, plasmou as relações do capitalismo contemporâneo com o chamado mundo natural.

---

Akkumulation”, *das Argument*, n° 257, 2004, p. 721–731. Flitner, Michael, *Sammler, Räuber und Gelehrte. Die politischen Interessen an pflanzen genetischen Ressourcen, 1895-1995*, Frankfurt, New York; Campus, 1995, p. 271.

18. Moore, Jason W., “The Capitalocene Part II: accumulation by appropriation and the centrality of unpaid work/energy”, *The Journal of Peasant Studies*, n° 2, 2018, p. 237–279, p. 242.

19. Heeren, Anne, “Commercialization of Biodiversity: The Regulation of Bioprospecting in Ecuador”, *fiar*, n° 2, 2016, p. 94–117, p. 99.

## Recursos genéticos e bioprospecção: aproximações

A partir dos anos 1970, mas principalmente depois de 1983, recursos genéticos extrapolaram paulatinamente a dimensão agrária e invadiram o conjunto do mundo natural. Alguns eventos são importantes nesse sentido: em 1975, Jack Harlan<sup>20</sup> publicou *Our vanishing genetic resources* ainda no espírito da erosão genética causada pelo processo de industrialização da agricultura. Um ano antes foi fundada a *International Board for Plant Genetic Resources*, que buscava sobretudo institucionalizar as demandas pela salvaguarda da herança genética de plantas e construir bancos genéticos. Anos mais tarde, em 1983, a FAO estabeleceu a Comissão de recursos genéticos para alimentação e agricultura, declarando a herança genética de plantas patrimônio comum da humanidade<sup>21</sup>. Após este momento, em particular, a questão genética passou a englobar com mais firmeza os genes da biodiversidade e as preocupações da conservação da diversidade biológica de forma ampla; notícias midiáticas dos desmatamentos em regiões tropicais desde meados da década de 1970 contribuíram para uma aumentada preocupação com a riqueza genética de ambientes biodiversos<sup>22</sup>.

Um dos maiores responsáveis para esta transição consistiu no trabalho do ativista canadense Pat Mooney, que, em 1983, através do livro *Seeds of the Earth: a private or public resource?*, argumentou sobre a crescente drenagem genética do hemisfério sul para o norte, reclamando das desigualdades estruturais e pedindo pelo fim da herança genética comum da biodiversidade<sup>23</sup>. Na década de 1980, o etnobotânico estadunidense Darell Posey, baseado no norte do Brasil, e lideranças indígenas da Amazônia interferiram com grande eficácia no debate internacional levantando a ideia de CT e, assim, colocaram em causa o modelo *open access* genético dominante entre as instituições que comandavam a gestão genética de plantas no planeta. Para Posey, recursos genéticos andavam de mãos dadas com manejos indígenas e estes eram mediados por intrincadas relações e redes de conhecimento, que, quando apropriados por empresas nacionais ou estrangeiras, aceleravam o desenvolvimento de produtos baseados nas informações e capacidades genéticas recolhidas<sup>24</sup>. Estas alterações pautaram a ideia de recursos genéticos da biodiversidade numa (incompreensível à sensibilidade ocidental) complexa equação entre sociedade e natureza. Esse entrelaçamento conceitual recebeu uma tímida acolhida no seio da CBD, ocorrida na cidade do Rio de Janeiro em 1992<sup>25</sup> em meio à celebração da Conferência

20. Harlan, J. R., "Our Vanishing Genetic Resources", *Science (New York, N. Y.)*, n° 4188, 1975, p. 617-621.

21. Deplazes-Zemp, Anna, "'Genetic resources', an analysis of a multifaceted concept", *Biological Conservation*, n° 222, 2018, p. 86-94, p. 87.

22. Acker, Antoine, "'O maior incêndio do planeta': como a Volkswagen e o regime militar brasileiro acidentalmente ajudaram a transformar a Amazônia em uma arena política global", *Revista Brasileira de História*, n° 68, 2014, p. 13-33.

23. Deplazes-Zemp, 'Genetic resources', *op. cit.*, p. 87.

24. Posey, Darell A., *Traditional resource rights. International instruments for protection and compensation for indigenous peoples and local communities*, Gland, IUCN-the World Conservation Union, 1996, p. 1-7.

25. United Nations, *Convention on biological diversity*, *op. cit.*

das Nações Unidas sobre Meio Ambiente e Desenvolvimento (CNUCED), ocasião em que se operou uma grande cisma. Tal diz respeito à transferência dos recursos da biodiversidade para o âmbito dos estados nacionais, terminando, assim, com o modelo de herança comum da humanidade. De toda a forma, embora o conhecimento tradicional fosse contemplado na CBD por meio de um mecanismo de compensação *sui generis*—*access and benefit-sharing* (ABS)— sua proteção, nos marcos da CBD, ocorre somente através do processo de comodificação da biodiversidade e do próprio conhecimento tradicional, consolidando aí a influência das nações detentoras de recursos tecnológicos e redes de bioprospecção<sup>26</sup>.

De todo modo, para uma conceituação de recursos genéticos é salutar observar que não há ainda uma *black box*, no sentido latouriano, fechada a esse respeito. Recursos genéticos são dificilmente separáveis da ideia de recursos biológicos, mas eles incorporam as dimensões do código de DNA e, adicionalmente, em razão dos progressos da biotecnologia, englobam moléculas isoladas por meio de técnicas de engenharia molecular e derivativas<sup>27</sup>. No âmbito da CBD, recursos genéticos da biodiversidade englobam aqueles que possam ser depreendidos de vegetais, animais e microorganismos, excluindo-se aqui, neste caso, o genoma humano<sup>28</sup>.

Recentemente, todavia, e em vista das potencialidades tecnológicas das biociências e das capacidades de síntese genética, a ideia de recursos genéticos vem sofrendo alterações importantes e ela tem encontrado guarida no interior da CBD através das Conferências das partes (COPs), pelo menos desde 2016, quando se estabeleceu o processo de análise sobre as informações de sequências digitais (DSI) e *gene drive* no âmbito do *Post-2020 Biodiversity Framework*<sup>29</sup>; tem-se, assim, privilegiado a ideia de que recursos genéticos não são entidades materiais, mas informacionais<sup>30</sup>, havendo, logo, uma separação entre o conceito e as unidades materiais de vida. De todos os modos, a CBD deu um outro estatuto aos recursos genéticos, pois ela os retirou do regime de herança comum da humanidade e os colocou sob a soberania dos Estados nacionais, que, por meio de legislação própria, devem internalizar seu texto por meio de implementação doméstica. Adicionalmente, a CBD obriga os países signatários a disporem de regimes *sui generis* de propriedade intelectual embasados no mecanismo de ABS sobre recursos genéticos da biodiversidade<sup>31</sup>.

26. Görg, Christoph, "Biodiversität: ein neues Konfliktfeld in der internationalen Politik", in Brand, Ulrich, Kalcics, Monika (dir.), *Wem gehört die Natur? Konflikte um genetische Ressourcen in Lateinamerika*, Brandes & Apsel, Frankfurt am Main, 2002, p. 18-29, p. 26.

27. Aubertin, Catherine, Filoche, Geoffroy, "The Nagoya Protocol on the use of genetic resources: one embodiment of an endless discussion", *Sustentabilidade em Debate*, n° 1, 2011, p. 51-64, p. 52-54.

28. Dutfield, Graham, *Intellectual property, biogenetic resources and traditional knowledge*. Abingdon, Taylor & Francis, p. 3.

29. Convention on Biological Diversity, *Decision adopted by the conference of the parties to the convention on biological diversity. 14/20: Digital sequence information on genetic resources*, IUCN-the World Conservation Union, 2018 [<https://www.cbd.int/doc/decisions/cop-14/cop-14-dec-20-en.pdf> (acesso em 28/04/22)].

30. Müller, Manuel Ruiz, *Access to genetic resources and benefit sharing 25 years on: Progress and challenges*, Geneva, ICTSD, 2018, p. 2.

31. Anderson, Jane, *Indigenous/Traditional Knowledge and Intellectual Property*, Durham, Duke University Press, 2010, p. 34.

Em 2010, a COP-10 se realizou na cidade japonesa de Nagoya e deste encontro se produziu o PN, que explicita os processos pelos quais as nações poderão seguir para implementar as políticas de ABS acordadas na CBD. O PN não alterou, entretanto, as definições estabelecidas na CBD; logo, esta última define material genético como “any material of plant, animal, microbial or other origin containing functional units of heredity”<sup>32</sup>; de acordo com essa definição, recursos genéticos são concebidos como “genetic material of actual or potential value”. Como acima descrito, tais conceitos estão sob atual escrutínio, não somente no âmbito da CBD e das COPs, mas também são desafiados por atores sociais diversificados como, por exemplo, povos indígenas, populações extrativistas, agricultores familiares, ONGs, etc.

O impulso da bioprospecção nas últimas cinco décadas é inseparável das possibilidades tecnológicas que fundamentaram o conhecimento e a reivindicação de propriedade sobre recursos genéticos<sup>33</sup>. Assim, em 1974 foi criada por Norman Farnsworth da Universidade de Illinois nos Estados Unidos a Natural Products Alert (NAPRALERT), que se constituiu no primeiro banco de dados relacional para a identificação de novas drogas úteis<sup>34</sup>. A NAPRALERT buscou condensar toda a informação em bioprospecção existente e os dados mais antigos remontam ao ano de 1800. Em 1988, Norman Farnsworth, Djadja Soejarto e Douglas Kinghorn propuseram na *Revista de la Academia Colombiana de ciencias exactas, físicas y naturales* a formação de um “programa internacional multidisciplinário para evaluar los usos etnomédicos de las especies vegetales indígenas y selectas de los trópicos americanos”<sup>35</sup>. Anos mais tarde, em 1991, o *Technical Assessment Group* do governo dos Estados Unidos (reunindo o Serviço de agricultura estrangeira, a Fundação nacional de ciências e o Instituto nacional de saúde) convocou empresas farmacêuticas e especialistas em etnobiologia e medicina tradicional, além de técnicos em propriedade intelectual para formar o *International Cooperative Biodiversity Group* (ICBG), no sentido de construir uma rede internacional para trabalhos de bioprospecção em diversos continentes, cujo centro científico residia nos Estados Unidos ou subsidiárias instaladas em países como México, Vietnam, Laos, Madagascar, Camarões e Panamá. A *University of Illinois* (onde o NAPRALERT está sediado), a *University of Arizona* e o *Smithsonian Tropical Research Institute*, entre outros, se mobilizaram para atender o programa. Graves problemas no subprojeto ICBG-Maya executado na região mexicana de Chiapas levaram o projeto ao seu fim, uma vez que jornalistas, ativistas e a população guardiã dos recursos genéticos acusaram os investigadores de não cumprirem adequadamente os procedimentos de

32. United Nations, *Convention on biological diversity*, CBD, 1992, Artigo 2, p. 3.

33. Cori, Hayden, *When nature goes public: The making and unmaking of bioprospecting in Mexico*, op. cit., p. 48-49.

34. NAPRALERT, *The NAPRALERT Database of Natural Products, Ethnomedicine, Pharmacology, and Botany*, [https://pharmacognosy.pharmacy.uic.edu/napralert/ (acesso em 02/05/2022)].

35. Soejarto, Djadja Djendoel, Quinn, M. L., Farnsworth, N. R., “Propuesta de un programa internacional multidisciplinario para evaluar los usos etnomédicos de las plantas indígenas de trópicos americanos”, *Revista de la academia colombiana de ciencias exactas, físicas y naturales*, n° 63, 1988, p. 37-42, p. 38.

consentimento informado<sup>36</sup>. Em 1991, o acordo entre a Ong INBio da Costa Rica e o laboratório estadunidense Merck (acordo Merck-INBio) inflaram as expectativas da arena da bioprospecção mundial e prometiam ao governo costa-riquenho a participação dos lucros dos produtos comercializados pela Merck. O acordo Merck-INBio prometia ser um modelo para outros países “megadiversos” (principalmente florestais e tropicais), que possuíam dificuldades financeiras de gerir políticas eficazes de conservação dos recursos naturais. Entretanto, o mesmo se revelou um estrondoso fracasso, uma vez que as quantias movimentadas não corresponderam minimamente às expectativas iniciais<sup>37</sup>.

Em termos gerais, a bioprospecção contemporaneamente se remete ao processo liderado por corporações transnacionais de desenvolvimento de drogas, substâncias e moléculas a partir de plantas medicinais, conhecimento tradicional e microrganismos recolhidos de países ricos em biodiversidade. Embora a prospecção de material orgânico não seja um fato novo —como indicado anteriormente—, distingue-se a contemporânea bioprospecção das demais atividades análogas pelo fato de ela estar desde o fim do século xx sujeita à repartição de parte de seus benefícios em razão das condições assimétricas de extração, processamento e comercialização. Mesmo que isso não tenha ocorrido satisfatoriamente e que elementos de justiça e reestruturação das relações entre detentores de patrimônio genético/conhecimento tradicional e usuários (academia, empresas, etc.) estejam ausentes da CBD, este elemento a distingue das práticas anteriores. O sobrepeso dos direitos de propriedade intelectual na condução das atividades de bioprospecção, práticas de consentimento e os significados da natureza sob o capitalismo neoliberal complementam as possibilidades de definição de bioprospecção<sup>38</sup>.

### **Recursos genéticos e bioprospecção no Brasil: ativismo, desenvolvimentismo e neoliberalismo**

Em uma primeira mirada, a história do movimento pelos recursos genéticos e a resolução desta problemática na CBD chamam a atenção pela reduzida mobilização de pessoas e pelo caráter estratosférico das discussões sobre o tema em limitadas arenas científicas e em pequenos grupos interessados<sup>39</sup>. O Brasil, no entanto, oferece uma posição complexa e dupla neste sentido, uma vez que ativistas-pesquisadores do porte de um Darel Posey à frente da *International Society of Ethnobiology* e lideranças indígenas brasileiras (com destaque aos Caiapós) e não-brasileiras se encontraram na Amazônia brasileira no já distante ano de 1988 para o primeiro

36. Ceceña, Ana Esther, Giménez, Joaquín, “Hegemonía y bioprospección: el caso internacional Cooperative Biodiversity Group” in Brand, Ulrich, Kalcsics, Monika (dir.), *Wem gehört die Natur? Konflikte um genetische Ressourcen in Lateinamerika*, Brandes & Apsel, Frankfurt am Main, 2002, p. 77-94, p. 85-86.

37. Costello, Christopher, Ward, Michael, “Search, bioprospecting and biodiversity conservation”, *Journal of Environmental Economics and Management*, n° 52, 2006, p. 615-626, p. 625.

38. Hayden, Cori, *When nature goes public*, op. cit., p. 230-232.

39. Kloppenburg, Jack Ralph, *First the Seed*, op. cit., p. 292.

congresso internacional de etnobiologia. Darell Posey vivia no Brasil (esteve vinculado à Universidade federal do Maranhão e ao Museu Emilio Goeldi de Belém) e seu vocal suporte pelos direitos de propriedade intelectual indígenas logo o cacifou a ser uma das mais relevantes vozes no debate internacional. Na ocasião do congresso efetivado em 1988, este resultou na mundialmente conhecida Declaração de Belém, que recomendava “*procedures [...] to compensate native peoples for the utilization of their knowledge and their biological resources*”<sup>40</sup>. A declaração de Belém resumiu anos de ativismo indígena e ela evidenciou as frutíferas relações que estes estabeleceram com setores acadêmicos, movimentos sociais e forças democráticas do país na esteira do encerramento do período ditatorial brasileiro em meados da década de 1980. Da Amazônia brasileira se originou igualmente o termo “biodiversidade”, relacionado às pesquisas de conservação realizadas por Thomas Lovejoy, fundador do *Amazon Biodiversity Center* nos Estados Unidos e criador do conceito de *swaps* de dívida por natureza<sup>41</sup>. Estas posições oscilavam ora entre demandas globais e de acomodação do capitalismo aos sistemas ecológicos em crise, ora representavam posturas locais de contestação aos modelos de desenvolvimento; elas mostram, acima de tudo, a plethora de visões existentes no Brasil e através do Brasil sobre as questões da biodiversidade, bioprospecção e patrimônio genético.

O ativismo indígena em aliança com as demais reivindicações das populações tradicionais da Amazônia (com notável liderança do sindicalista e seringueiro Chico Mendes) se aglutinou naquela época e seu modelo de organização formou o que se denomina “socioambientalismo brasileiro”, radicalmente distinto do ambientalismo das elites urbanas e de seus instrumentos de conservação baseado sobretudo em parques nacionais e áreas exclusivas<sup>42</sup>. Deste movimento emergiu a Aliança dos povos da floresta, que alcançou grande protagonismo internacional nos anos que precederam a CBD. Lideranças como Marina Silva, Jaime da Silva Araújo, Raoni, Ailton Krenak e outros lograram influenciar significativamente o processo de escrita da Constituição federal brasileira (CF) de 1988, que constitucionalizou a proteção socioambiental (artigo 225 da CF), preparou a recepção do tema do patrimônio genético no Brasil e programou, desta maneira, a inserção do país nos debates internacionais.

Por outro lado, a produção nacional de cosméticos e medicamentos teve grande impulso a partir da década de 1970, empurrando estes setores para as possibilidades advindas do uso da biodiversidade neotropical, da bioquímica e dos demais aspectos de pesquisa e desenvolvimento. Embora tais indústrias se localizassem em posição intermediária nas cadeias produtivas globais, o crescimento do setor se solidificou

40. Dutfield, Graham, “Traditional Knowledge, Intellectual Property and Pharmaceutical Innovation: What's Left to Discuss?”, in David, Matthew, Halbert, Debora (Dir.), *The Sage handbook of intellectual property*, SAGE, Los Angeles, London, New Delhi, 2015, p. 649-664, p. 649.

41. Amazon Biodiversity Center *Fundador Dr. Thomas Lovejoy* [<https://www.amazonbiodiversitycenter.org/founder-tom-lovejoy?lang=pt>] (acesso em 05/05/2022).

42. Santilli, Juliana, *Socioambientalismo e novos direitos: Proteção jurídica à diversidade biológica e cultural*, São Paulo, Peirópolis, 2005, p. 29-31.

espantosamente e produziu, inclusive, conglomerados globais como, por exemplo, a empresa de cosméticos Natura, fundada em 1969 por Antonio Luiz Seabra na cidade de São Paulo. Em geral, os setores farmacêuticos e de cosméticos promoveram junto ao Estado uma visão empresarial-nacional sobre o tema dos recursos genéticos, para além da questão agrária.

Em relação à indústria farmacêutica em particular, esta tem sido alvo de políticas de desenvolvimento nacional desde o período do apogeu econômico da ditadura civil-militar; a ideia central do regime era diminuir a dependência do país em capacidade tecnológica e otimizar o acesso aos insumos de produção. Pensou-se na constituição da estatal Farmoquímica brasileira S/A (FARMOBRÁS), que, embora arregimentasse apoios em diferentes searas do governo e da sociedade, nunca saiu do papel. Em 1971, o governo ditatorial criou a Central de Medicamentos (CEME), que teve elevada contribuição na construção do parque produtivo farmacêutico nacional e tinha como foco o acesso facilitado da população de baixa renda aos medicamentos básicos. Em 1976, através de uma parceria entre a Universidade de Campinas (UNICAMP) e o Ministério de indústria e comércio, se originou a Companhia de desenvolvimento tecnológico (CODETEC), que embora extinta em 1995, foi responsável pela formação técnica de inúmeros pesquisadores e pela construção de uma estrutura laboratorial avançada. A CEME e o CODETEC organizaram o Projeto fármacos, que culminou num centro de pesquisa e desenvolvimento em química fina para fármacos. Atreladas a estes processos, políticas tributárias específicas ligadas à doutrina de substituição de importações criaram barreiras para a importação de medicamentos; ademais, a ausência de uma lei abrangente de patentes buscou favorecer o empresariado nacional ao dificultar os reconhecimentos dos poderes de exclusividade das patentes de produtos estrangeiros em território nacional. Com a chegada dos ventos neoliberais, o Estado se retirou desta seara e novas configurações se instalaram. As mais relevantes delas dizem respeito à fundação da Agência nacional de vigilância sanitária (ANVISA), que regulamenta a saúde pública brasileira sob o modelo de agência reguladora<sup>43</sup> e a entrada em vigor da Lei de propriedade intelectual (lei 9.279/1996), que traduziu no Brasil o acordo internacional *Agreement on Trade-Related Aspects of Intellectual Property Rights* (TRIPs), assinado em 1994<sup>44</sup>.

Este duplo movimento não oculta o peso que a rica biodiversidade brasileira conquistou historicamente na percepção das condições para a modernização econômica e desenvolvimento nacionais. Isto é particularmente evidente na precoce constituição da Comissão científica do império (do Brasil) formada entre 1859 e

---

43. Costa, Cintia Reis, *O marco institucional da Biodiversidade para o desenvolvimento do Sistema Farmacêutico de Inovação Brasileiro* Tese, Programa de Pós-graduação em Políticas Públicas, estratégias e Desenvolvimento do Instituto de Economia da UFRJ, 2017 [<https://www.ie.ufrj.br/images/IE/PPED/Teses/2017/Cintia%20Reis%20Costa.pdf> (acesso em 30/04/2022)], p. 37-38.

44. Taunus, Gabriel, "O desenvolvimento tecnológico em medicamentos na indústria farmacêutica brasileira", in Carvalho, José da Rocha, Casas, Carmen Phang Romero, Buss, Paulo Marchiori (Dir.), *Medicamentos no Brasil: Inovação e acesso*, Fiocruz, Rio de Janeiro, 2008, p. 99-111, p. 106.

1861 exclusivamente por pesquisadores brasileiros, que vislumbrava adquirir, catalogar e mapear nos sertões do Ceará, Pernambuco e Paraíba produtos de interesse comercial para alavancar a economia desta região<sup>45</sup>. O *push* pela prospecção de recursos da biodiversidade admitia, logo, duas vertentes: ora o Brasil aparecia como um cenário consagrado de pesquisas internacionais atraindo relevantes pesquisadores e grupos econômicos, ora ele surgia como um espaço nacional estratégico organizado para o potencial da prospecção. No início do século xx, esta estratégia tomou parte do movimento conservacionista brasileiro, principalmente nas figuras de Alberto Sampaio e Frederico Carlos Hoehne, tendo este último defendido inclusive a criação de reservas genéticas nativas no país<sup>46</sup>. Décadas mais tarde, num cenário regulatório e institucional de transição entre o desenvolvimentismo nacional e o neoliberalismo de meados de 1990, o Brasil produziu seu primeiro caso de sucesso comercial: o creme *Acheflan* dos laboratórios Ache, cujo princípio ativo é extraído da planta *Cordia verbenacea* (nome popular: erva-baleira, largamente usada pelas populações caiçaras e indígenas da Mata Atlântica do sudeste), e lançado no ano de 2005 com impressionantes vendas no Brasil e no exterior<sup>47</sup>.

Porém, entre o *Acheflan* e a prospecção dos séculos xix e xx, recursos advindos do controle e acesso dos recursos genéticos da megabiodiversidade ensejaram movimentos de institucionalização e governança. A CEME conduziu, desde os anos 1970, o Programa de pesquisa de plantas medicinais, cujo objetivo era nacionalizar a própria atividade de bioprospecção. Com a extinção da CEME em 1997, o Estado se retirou deste processo, deixando para trás, todavia centenas de experimentados cientistas, que, via de regra, dominavam os processos de bioprospecção. Não tardou muito para que pesquisadores brasileiros e estrangeiros criassem o Programa brasileiro de ecologia molecular para uso sustentável da biodiversidade (PROBEM), que construiu uma parceria com a também recém constituída Associação brasileira para o uso sustentável da biodiversidade da Amazônia (BioAmazônia), no sentido de se alicerçar um aglomerado institucional de apoio às empresas que desejassem explorar a biodiversidade. Na virada do milênio, iniciativas regionais como o Programa mineiro de bioprospecção farmacêutica – convertido posteriormente na Rede mineira de biotecnologia e bioensaios – e a Rede biota de bioprospecção e bioensaios RedeBio (criada em 2003 pela Fundação de amparo à pesquisa do Estado de São Paulo-FAPESP e transformada posteriormente no programa BIOprospecTA), liderada pelo conhecido biólogo Carlos Joly, marcaram concomitantemente a

45. Kury, Lorelai Brilhante; Maria, Lopes, Margaret, *Comissão Científica do Império, 1859-1861*, Rio de Janeiro, Andrea Jakobsson, 2009, p. 23.

46. Franco, Joao Luís de Andrade, Drummond, José Augusto, *Proteção à natureza e identidade nacional no Brasil, anos 1920-1940*, Rio de Janeiro, Fiocruz, 2009, p. 167.

47. Neves, José Roberto Lazzarini, Tcherniakovsky, Raquel Smaletz, Hayashi, Carissa Lopez, “A produção nacional no setor privado. uma experiência de sucesso”, in Carvalho, José da Rocha, Casas, Carmen Phang Romero, Buss, Paulo Marchiori (dir.), *Medicamentos no Brasil: Inovação e acesso*, Fiocruz, Rio de Janeiro, 2008, p. 267-278, p. 276.

desnacionalização (no sentido da condução do Estado) da bioprospecção no Brasil<sup>48</sup>. A aceleração do processo de bioprospecção foi grandemente afetada por novos marcos institucionais na primeira década do século XXI. Assim, tendo a CBD estabelecido em seu artigo 16.1 e 16.2, que as partes estão obrigadas a facilitar o acesso aos recursos genéticos da biodiversidade, o governo brasileiro (desde 2002 sob a liderança do Partido dos trabalhadores) empreendeu consolidar marcos legais para que isso ocorresse. Com foco particular na indústria farmacêutica, os grandes instrumentos regulatórios dessa era são: a lei 9.787/1999 (Lei do medicamento genérico), a lei 10.973/2004 (a Lei de inovação) e a lei 11.196/2005 (a Lei do bem). De modo geral, elas induziram as indústrias farmacêuticas a se estruturarem com as universidades e criaram mecanismos fiscais para a construção dos aparatos de pesquisa e desenvolvimento<sup>49</sup>.

### **Patrimônio genético, CBD e a construção de Nagoya: momentos brasileiros**

Os marcos legais e institucionais de bioprospecção se conjugaram a partir de 2001 com a regulação estatal sobre os recursos genéticos da biodiversidade. A Medida provisória (MP) 2.186-16 de 23 de agosto de 2001 surgiu como uma resposta ao escândalo originado pelo contrato entre a companhia suíça Novartis e a BioAmazônia, que nitidamente concedia vantagens inumeráveis à empresa europeia. A regulação do primeiro instrumento de controle sobre os recursos genéticos no país foi feita através do instrumento de MP sob forte pressão do Ministério do meio ambiente, que denunciou os acordos estabelecidos pelas instituições citadas acima. O fato de uma MP tratar de tão sensível tema, conjurou fortes críticas da sociedade, uma vez que a MP não tem força de lei e pode (deve) ser renovada constantemente pelo poder executivo baseado nos critérios de relevância e urgência. Não obstante, a MP frustrou as primeiras iniciativas parlamentares e sociais que afluíram ao Congresso Nacional brasileiro nos anos posteriores à CBD (Brasil ratificou a CBD por meio do decreto 2.519 de 16 de março de 1998). Os movimentos da senadora Marina Silva, oriunda do estado do Acre e já citada neste texto, iniciaram a caminhada do Brasil por uma legislação aos moldes da CBD; ela sugeriu um projeto de lei que se embasava numa visão popular e tradicional do tema, mas resistências internas fizeram o projeto de Silva cair e ele foi encampado por um “substitutivo” elencado pelo senador Osmar Dias do Paraná. Meses depois, o deputado Jacques Wagner, do Partido dos trabalhadores, resgatou o projeto de Marina Silva, emendado pelos debates posteriores. Ao mesmo tempo, o Poder executivo por meio das discussões de um grupo interministerial propôs outrossim um projeto de regulação do acesso aos recursos genéticos de viés economicista, sendo por isso fortemente

48. Berlinck, Roberto Gomes de Souza, “Bioprospecção no Brasil: um breve histórico”, *Cienc. Cult.*, n° 64, 2012, p. 27-30, p. 29.

49. Neves, José Roberto Lazzarini, Tcherniakovsky, Raquel Smaletz, Hayashi, Carissa Lopez, *op. cit.*, p. 267-268.

criticado<sup>50</sup>. Alguns anos antes, os estados amazônicos do Acre e do Amapá criaram suas próprias legislações estaduais, que dispunham sobre os “instrumentos de controle do acesso aos recursos genéticos”<sup>51</sup>, revelando forte protagonismo político de lideranças socioambientalistas na Amazônia.

De volta à MP, duras críticas vieram à tona através de diferentes atores. Do ponto de vista das discussões dos povos indígenas e das articulações das comunidades tradicionais da Amazônia, a MP originalmente não dispunha de um espaço estabelecido de participação das comunidades tradicionais; este foi criado pelo Conselho de gestão do patrimônio genético (Cgen), somente em 2003. Além disso, a MP estabelecia uma frágil “anuência prévia” para que o acesso aos recursos genéticos dos povos tradicionais se estabelecesse, gerando a possibilidade de abusos e incoerências. Na comunidade acadêmica, as críticas emanavam da dimensão de comando e controle que fundamentava o acesso aos recursos genéticos, uma vez que todo acesso precisava ser expressamente autorizado pelo Cgen. No meio empresarial, as empresas se queixavam da imprecisão dos conceitos jurídicos, que resultavam em pesadas multas. Bombardeado de todos os lados, a MP serviu como um laboratório para a incorporação dos preceitos da CDB no Brasil, transformando o Cgen num fórum responsável para a preparação da legislação brasileira sobre o tema e acompanhamento das discussões que levaram ao acabamento do PN em 2010; em especial, no período entre a criação da MP e o PN, as *Bonn Guidelines on Access and Benefit Sharing* (2002) publicadas após a COP-6 em Haia, Holanda, foram usadas como base para a administração do acesso ao patrimônio genético. Nesse sentido, a ausência de um mecanismo *sui generis* de propriedade intelectual trouxe o Instituto nacional de propriedade intelectual (INPI) para o debate, mas com veemente rechaço de importantes comunidades indígenas, que, através da Carta de São Luís do Maranhão (2001) se opuseram “a toda forma de patenteamento que provenha da utilização dos conhecimentos tradicionais”<sup>52</sup>. A MP foi substituída pela lei 13.123/2015 e executada pelo decreto 8.772/2016, ambas construídas já no contexto da assinatura brasileira do PN em 2011 (a ratificação do mesmo só veio a ocorrer em 2021).

O PN resultante da CBD resultou consideravelmente dos esforços brasileiros em várias frentes, mostrando, assim, as multifacetadas visões existentes a respeito do avanço da biotecnologia sobre os povos tradicionais no país e no mundo. A primeira delas, inscrita no arcabouço institucional e nos espaços internacionais de governança ambiental, diz respeito às condutas do governo brasileiro frente às oportunidades trazidas pelas soluções neoliberais no tocante à resolução dos problemas ambientais e à falência do modelo de desenvolvimentismo nacional como implementado *grosso*

---

50. Bensusan, Nurit, “Breve histórico da regulamentação do acesso aos recursos genéticos no Brasil”, in Lima, André; Bensusan, Lima (dir.), *Quem cala consente? Subsídios para a proteção aos conhecimentos tradicionais*, ISA, São Paulo 2003, p. 9-16, p. 9-10.

51. Santilli, Juliana, *Socioambientalismo e novos direitos*, op. cit., p. 288.

52. Bensusan, Nurit, “Breve histórico da regulamentação do acesso aos recursos genéticos no Brasil”, op. cit., p. 14.

*modo* no período 1930-1990<sup>53</sup>. Da conferência de Estocolmo em 1972 à CNUCED em 1992, o Brasil abandonou sua política refratária à regulação ambiental internacional (exitosa até certo ponto, principalmente quando se analisa o papel que o país desempenhou junto com a China no grupo G77+ para a construção do princípio “responsabilidades comuns, mas diferenciadas”) e ingressou sob o governo conservador de Fernando Collor de Mello nas discussões sobre a globalização da política ambiental. Com José Lutzenberger à frente do recém-criado Ministério do meio ambiente (1990), e sob fortíssima pressão do socioambientalismo amazônico, que ganhara repercussão mundial durante a década de 1980, o governo Collor trouxe a celebração da CNUCED ou Eco-92 para o Rio de Janeiro concluindo, desta forma, os primeiros movimentos dados pela gestão do governo de José Sarney no bojo da Comissão mundial sobre meio ambiente e desenvolvimento (PNUMA), resultante do Relatório Brundtland de 1987.

Respaldado pela implementação de medidas caras às demandas ambientalistas domésticas (demarcação de terras indígenas, por exemplo), o governo conquistou a confiança da comunidade internacional. Com o recuo do polo nacional-conservador (aqui, em especial, as Forças armadas) na conjuntura pós-Muro de Berlim e da redemocratização, o país alterou seu relacionamento com a comunidade internacional e logrou ter voz central na feitura dos regimes de propriedade sobre recursos genéticos e bioprospecção, principalmente por pautar e transigir o conceito de desenvolvimento sustentável, por ter advogado pela consideração aos conhecimentos tradicionais associados à biodiversidade e, conseqüentemente, por se opor à noção de recursos genéticos como bem comum da humanidade. O processo no interior do governo não foi, todavia, unitário, pois diferenças marcantes existiam entre Lutzenberger, Collor e o Itamaraty. Lutzenberger caiu poucos meses antes da CBD iniciar, entrando José Goldemberg em seu lugar. Goldemberg possuía posições menos audazes do que as defendidas por Lutzenberger e, com a entrada no cargo do chanceler Celso Lafer (entusiasta da integração brasileira na discussão ambiental internacional), os dois trabalharam em conjunto para operacionalizar a CNUCED e lideraram (junto a Tommy Koh, de Cingapura, presidente do comitê principal, e Maurice Strong, secretário-geral da Eco-92) a redação da Agenda 21 em complementaridade com a CBD e a Convenção-quadro das Nações unidas sobre mudança do clima. O papel central do Brasil na governança global do meio ambiente pode ser igualmente exemplificado pela atuação do embaixador Celso Amorim no comitê de transferência de tecnologias e na coordenação do também embaixador Rubens Ricupero no comitê de finanças da Eco-92<sup>54</sup>.

Fora do escopo diplomático, ONGs e movimentos sociais souberam capitalizar a energia da luta ambiental brasileira da década de 1980. Por conseguinte, já nos

53. Acker, Antoine, *Volkswagen in the Amazon: The Tragedy of Global Development in Modern Brazil*, Cambridge, Cambridge University Press, 2017, p. 288.

54. Lafer, Celso, “O significado da Rio-92 e os desafios da Rio+20”, *Estudos Históricos*, n° 21, 2012, p. 179-188, p. 183-184.

preparativos para a CNUCED, o Fórum brasileiro de ONGs e diversos movimentos sociais realizaram sete encontros plenários de envergadura nacional e mais de 1.200 organizações se engajaram nas discussões<sup>55</sup>. Durante a celebração da CBD, estes organizaram eventos simultâneos, que objetivavam realçar visões variadas sobre os caminhos da biodiversidade. Entretanto, a despeito da grande mobilização de ativismo *grassroots* às portas da CBD, os espaços às comunidades tradicionais se mantiveram minoritários no âmbito da CBD, porém não completamente fechados. A CBD inaugurou a prática de permitir o credenciamento de ONGs e atores não-governamentais nas conferências da ONU, prática que se consolidou nos anos vindouros. Não obstante, ONGs, movimentos sociais e povos indígenas reclamaram da insuficiência deste status, sendo este um tema perene de disputa no âmbito das negociações do PN. Por fim, cabe ressaltar que a força do socioambientalismo brasileiro resultou numa forma inédita do fazer diplomático, gerando a “diplomacia aberta” (expressão cunhada por Celso Lafer) e, assim, legitimando o ativismo brasileiro nas COPs subsequentes<sup>56</sup>.

Nos anos seguintes, as COPs se dedicaram, portanto, em tornar eficazes os artigos 8(j) e 15 da CBD. Uma série de movimentos mantiveram o Brasil na vanguarda das discussões. Dois anos após a fundação do grupo de trabalho *Ad Hoc* aberto sobre acesso e repartição de benefícios em 2000 (COP-5, de Nairobi), o Brasil liderou a criação do Grupo de países megadiversos e afins (GPMA), que congregava 17 nações, que, juntas, contavam com 70% da biodiversidade do planeta. Em geral, as discussões esbarraram na intensidade (forte, fraca) dos sistemas de ABS e na natureza vinculante destes últimos. Vendo a insuficiência das *Bonn Guidelines on Access and Benefit Sharing* de 2002, a delegação brasileira, isolada ou através do GPMA, apoiando-se ora com o Grupo africano, ora com o Grupo latino-Americano e Caribe, além de congruências com a Indonésia e a Malásia, pressionou pelos temas da rastreabilidade dos recursos genéticos e dos conhecimentos tradicionais. Por fim, depois de levar adiante textos provisórios e *drafts* variados, na COP-8 (Curitiba, ano de 2006), o Brasil pressionou pela resolução da questão e que esta deveria congrega os três objetivos almejados pela CBD: conservação, uso sustentável e ABS, posição ferrenhamente defendida por Bráulio Dias<sup>57</sup>, negociador brasileiro em Nagoya e secretário geral da CBD no período 2012-2016. Nos últimos momentos da COP-10, em Nagoya, os representantes japoneses e integrantes da União Europeia acederam aos grupos organizados e à posição brasileira em particular e o acordo foi celebrado, coroando a estratégia brasileira e das nações megadiversas coligadas<sup>58</sup>.

55. Viola, Eduardo, “A globalização da política ambiental no Brasil: 1990 a 1998”, in *XXI International Congress of the Latin American Studies Association*, Panel ENV 24, Chicago, 2008 [<http://bibliotecavirtual.clacso.org.ar/ar/libros/lasa98/Viola.pdf> (acesso em 20/04/22)], p. 12-13.

56. Lafer, Celso, “O significado da Rio-92”, *op. cit.*, p. 183.

57. Marques, Fabrício, “As sementes de Nagoya”, *Pesquisa FAPESP*, n° 178, 2010, p. 16-21, p. 18.

58. Simões, Raquel Barbosa, *A atuação do Brasil nas negociações do Protocolo de Nagoya sobre acesso a Recursos Genéticos e Repartição Justa e Equitativa dos Benefícios Derivados de sua Utilização e os entraves para sua ratificação no plano doméstico*, Programa de Pós-Graduação em Relações Internacionais da UNB, 2015, [[https://bdm.unb.br/bitstream/10483/17409/1/2015\\_RaquelBarbosaSimoes\\_tcc.pdf](https://bdm.unb.br/bitstream/10483/17409/1/2015_RaquelBarbosaSimoes_tcc.pdf) (acesso em 25/04/22)], p. 15-20.

## Conclusão

O protagonismo brasileiro nas discussões sobre a biodiversidade obtido ora pelo sucesso internacional da diplomacia em colocar o Brasil como um ator ambientalmente responsável, ora pela capacidade de posicionar a megabiodiversidade nacional para as realidades do mercado global, ensejou, de certa forma, que o país ocupasse um papel central na construção da ordem neoliberal da natureza<sup>59</sup>. No caso específico da governança global da bioprospecção e dos recursos genéticos, o combate à biopirataria respondeu às demandas de ativistas e comunidades tradicionais e/ou indígenas, mas tanto a CBD quanto o PN de 2010 não retroagiram no sentido de se penalizar ações pregressas de biopirataria e, de certa forma, ambos formalizaram o processo de avanço capitalista por meio da difusão de direitos de propriedade intelectual sobre a sociobiodiversidade. De forma análoga, o Brasil, principalmente a partir do período ditatorial militar, objetivou construir uma indústria bioquímica e farmacêutica nacional – baseada em um setor acadêmico abrangente e em expansão nas áreas de alta biodiversidade – em que o acesso à sociobiodiversidade seria garantido e legitimado pelas instâncias governamentais. As dinâmicas do Antropoceno e do Capitaloceno – em que pesem distintas periodizações e elementos explicativos – no que tocam à bioprospecção e patrimônio genético, encontram, assim, alguns elementos convergentes, uma vez que atores emergentes do Sul Global – como o exemplo brasileiro mostra – complexificam as narrativas da crise ecológica como um vetor unidirecional (do norte para o sul); por outro lado, o capital, o mercado e acumulação são condições do processo de apropriação dos recursos genéticos, uma vez que processos ocorridos na sociedade brasileira tenham auxiliado diretamente a conversão da natureza em biodiversidade.

A CBD consagrou o fim do regime de herança comum da humanidade atinente aos recursos genéticos, mas jogou no colo dos Estados nacionais a soberania pelos mesmos; para comunidades tradicionais e povos indígenas, o Estado jamais foi um autor neutro ou um advogado confiável de seus interesses. A MP de 2001 foi o primeiro tratamento oficial dado pelo Estado brasileiro ao tema do ABS e seu desenvolvimento acompanhou as negociações que culminaram com o NP de 2010. Logo, as dinâmicas e oportunidades brasileiras passaram a inundar os grupos de trabalho das COPs, ora empregando as demandas dos setores empresariais, ora respondendo (timidamente) às reivindicações de ativistas e comunidades. Concomitantemente, a transição do desenvolvimentismo nacional para o neoliberalismo, além das próprias inovações tecnológicas advindas do setor das biociências e engenharia genética, produziram uma reestruturação radical dos marcos regulatórios internos, que, outrossim, conversavam com as dinâmicas globais da propriedade intelectual sobre a natureza. Em geral, a sociobiodiversidade brasileira tem sido percebida como uma nova

---

59. Bakker, Karen, “Neoliberalization of nature”, in Perreault, Tom, Bridge, Gavin, McCarthy, James (dir.), *The Routledge handbook of political ecology*, Routledge, London, p. 446-456, p. 446. Castree, Noel, « Neoliberalising Nature. Processes, Effects, and Evaluations », *Environment and Planning A*, n° 1, 2008, p. 153-173.

fronteira econômica, tendo em vista os marcos advindos da CBD e do PN. Estes últimos demandam compensações às populações portadoras de recursos genéticos e ao erário nacional, sem que a arquitetura global da extração de recursos se altere e sob risco de graves consequências aos sistemas de CT das comunidades envolvidas. Este movimento se agudizou na medida em que o Brasil criou lei e decreto específicos sobre o tema; entretanto, novos desafios tecnológicos tendem a reatualizar as discussões levantadas neste artigo, tornando este tema uma caixa preta difícil de ser fechada. Visto, com frequência, com olhos benevolentes e não raro como uma vitória do ativismo ambiental e da diplomacia brasileiros, o PN culmina um longo processo de avanço capitalista sobre os parâmetros da vida. Logo, o caso brasileiro ilustra espaços de poder estrategicamente usados por uma nação biodiversa no contexto da crise planetária. Entretanto, a análise do processo de inserção internacional do Brasil merece igualmente ser escrutinizada não somente como uma vitória individual da diplomacia, mas como uma brecha para a reestruturação do poder global diante das mudanças climático-geológicas. Por outro lado, a advocacia de soluções do mercado e a escolha pelo desenvolvimento sustentável impuseram crescentes dificuldades não somente para atingir os objetivos compactuados de interrupção da devastação, mas também para angariar os recursos tecnológicos necessários para o alçamento da posição do país. No limite, internamente, a implementação de tal solução passa pela resistência expressa e tácita das populações tradicionais.

#### **RESUMO/PALAVRAS CHAVES**

Dado o agravamento da crise ecológica e climática, a conversão da natureza em biodiversidade possibilitou o avanço das agendas político-econômicas de países portadores de alta diversidade genética, cabendo ao Brasil uma posição central na gestão da crise planetária. Sob o neoliberalismo, práticas de bioprospecção e recursos genéticos foram ressignificadas e ampliadas, alavancando os interesses brasileiros na condução dos marcos regulatórios globais. Este artigo visa compreender tal processo até o Protocolo de Nagoya em 2010.

Recursos genéticos, Bioprospecção, Capitaloceno, Brasil, Biodiversidade

#### **RÉSUMÉ/MOTS-CLÉS**

Face à l'aggravation de la crise écologique et climatique, la conversion de la nature en ressource de biodiversité a favorisé les agendas politico-économiques des pays à forte diversité génétique, le Brésil occupant ainsi une place centrale dans la gestion de la crise planétaire. Avec l'essor des logiques néolibérales, les pratiques de bioprospection et de ressources génétiques ont été ressignifiées et étendues, ce qui a permis aux intérêts brésiliens de peser sur les cadres réglementaires mondiaux. Cet article vise à comprendre ce processus jusqu'à l'adoption du protocole de Nagoya en 2010.

Ressources génétiques, Bioprospection, Capitalocène, Brésil, Biodiversité

**ABSTRACT/KEYWORDS**

Given the deterioration of the ecological and climate crisis, nature's conversion into biodiversity has enabled the advancement of the political-economic agendas of countries with high genetic diversity, enabling Brazil to gain a central position in the management of the planetary crisis. With the rise of neoliberalist logics, bioprospecting and genetic resources, practices were reshaped and expanded, increasing Brazilian interests in global regulatory frameworks. This article aims to understand this process until the adoption of the Nagoya Protocol in 2010.

Genetic resources, Bioprospecting, Capitalocene, Brazil, Biodiversity

*L'article a été soumis pour évaluation le 30/03/22 et a été accepté pour publication le 03/09/22.*

## TABLE-RONDE

# Vers une histoire transatlantique de l'anthropocène?

CETTE TABLE RONDE S'EST TENUE le 16 mars 2022 à la Maison de la recherche de l'Université Toulouse Jean Jaurès. Elle a été organisée par Antoine Acker (IHEID Genève) et Sébastien Rozeaux (Framespa), avec le soutien de l'IPEAT, de la Chaire Amérique latine, de l'Atelier d'écologie politique de Toulouse (Atecopol), de l'IHEID et du Fonds national suisse. Y ont participé Charles-François Mathis (Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne), José Augusto Pádua (Université fédérale de Rio de Janeiro, Brésil) et Iva Peša (Université de Groningen, Pays-Bas), tous trois spécialistes en histoire environnementale de l'Europe, de l'Amérique latine et de l'Afrique, respectivement.

**Antoine Acker et Sébastien Rozeaux :** Quelles sont les singularités et les évolutions de l'histoire environnementale pour la région que vous étudiez? Y assiste-t-on à une inflexion que l'on peut identifier de façon plus large, en direction d'une histoire connectée aux problématiques écologiques, planétaires, et peut-être à la question du changement climatique qui nous obsède de plus en plus? Comment envisagez-vous la notion d'anthropocène, désormais omniprésente dans ces débats?

**Iva Peša :** L'histoire environnementale en Afrique n'est pas vraiment récente. Il y a eu, depuis une vingtaine d'années, des histoires environnementales. Mais elles se sont surtout focalisées sur la vraie « nature », les parcs nationaux, l'agriculture. Je crois qu'avec ce tournant vers l'anthropocène, il y a eu aussi plus d'attention portée sur l'histoire environnementale urbaine, les industries. Dipesh Chakrabarty insiste dans son dernier ouvrage, *The Climate of History in a Planetary age* (2021), sur l'importance de ce tournant vers le planétaire<sup>1</sup>. C'est un peu problématique parce

---

1. Chakrabarty, Dipesh, *The Climate of History in a Planetary Age*, Chicago, University of Chicago Press, 2021.

que Chakrabarty a dit que le changement climatique allait toucher toute la planète, mais il n'a pas vraiment distingué les vulnérabilités et responsabilités des différentes parties du monde. La position de la Grande-Bretagne dans l'anthropocène est différente de celle du Congo, et il est important d'y réfléchir. Bien sûr, le changement climatique est un phénomène planétaire, mais il y a aussi des différenciations.

**José Augusto Pádua** : Travailler avec des perspectives globales et planétaires me semble essentiel, mais il est nécessaire d'examiner la manière de travailler avec ces catégories. Il y a quelques décennies, la pensée sociale latino-américaine travaillait beaucoup dans une perspective globale, influencée par le concept de « système mondial » (world system), des relations entre centre et périphérie dans le monde contemporain. Il s'agissait d'une perspective qui prétendait être mondiale, bien qu'elle ne soit que modérément planétaire, pour reprendre la distinction développée par Chakrabarty, parce qu'il fait la distinction entre le global, dans ses relations interhumaines, et le planétaire, la vie d'une planète qui existe depuis bien avant l'apparition des humains et qui, probablement, demeurera après la fin de la présence humaine sur cette Terre. La vision du système mondial a pris en compte le monde biophysique d'une manière limitée, essentiellement comme une réserve de ressources matérielles pour l'économie mondiale. Cette perspective a été largement abandonnée parce qu'elle était devenue trop rigide et ne tenait pas suffisamment compte des nuances et complexités des contextes sociaux, locaux et nationaux. Par moments, c'était presque comme si les pays périphériques étaient des marionnettes des forces « centrales » du capitalisme contemporain.

À un très haut niveau d'agrégation, il y a, bien sûr, la relation entre l'humanité et la planète. Nous dépendons tous de l'existence de la planète, de l'atmosphère, de l'interaction de la planète avec le soleil, la lune, etc. Mais, en même temps, l'expérience concrète des humains s'inscrit dans des lieux spécifiques, circonscrits. On doit également tenir compte du fait que ces expériences physiques sont ensuite imbriquées dans des contextes historiques, sociaux et culturels locaux, régionaux, nationaux, etc. Penser uniquement dans le contexte de l'humanité et de la planète, comme c'est le cas dans la plupart des débats sur l'anthropocène, peut devenir excessivement rigide et abstrait. Il est essentiel de localiser l'histoire de l'anthropocène, c'est-à-dire penser en même temps l'anthropocène planétaire et l'anthropocène qui se construit et se renouvelle dans la diversité des espaces locaux ou nationaux. L'historiographie de l'environnement en Amérique latine est relativement récente et beaucoup de thèmes et de lieux ont été jusqu'aujourd'hui peu travaillés. Il y a une certaine tendance à discuter de thèmes internes à notre macro-région plutôt que de thèmes mondiaux, planétaires. Il est clair que la frontière entre ces deux domaines est ténue car on ne peut pas penser à l'histoire de l'Amérique latine sans considérer sérieusement la présence de la région dans la constitution des chaînes globales de circulation de marchandises et de ressources naturelles, ou dans les flux de travailleurs asservis dans le monde moderne.

Dans une enquête récente que j'ai publiée, centrée sur le cas de l'historiographie sur le Brésil, j'ai réparti la production livresque depuis les années 1970 en six thèmes : Forêts, Agriculture et élevage, Biodiversité et extraction de la flore et de la faune, Dynamiques urbaines et industrielles, Régions, territoires et socio-diversité, Pensée environnementale et environnementalisme<sup>2</sup>. Les interactions du Brésil avec d'autres régions et pays, que ce soit par les flux matériels ou culturels, apparaissent dans certains de ces travaux, mais ils sont rarement envisagés dans une perspective globale. Une exception, cependant, est le livre *Brazil and the Struggle for Rubber : A Study in Environmental History* (1987) de Warren Dean, qui réfléchit au problème de la domestication de l'hévéa et de la production de caoutchouc par le biais de plantations au niveau mondial, en soulignant la place de l'Amazonie brésilienne dans cette histoire. Charles-François Mathis : Pour la France, l'Angleterre et peut-être l'Europe, cela fait une vingtaine d'années que l'histoire environnementale commence vraiment à se faire entendre. Il me semble que le concept d'anthropocène a aidé à cela. Il a été beaucoup repris dans les journaux, en réponse aux questions du changement climatique, et a légitimé, en quelque sorte, les travaux d'histoire environnementale. Je pense notamment à celui de nos collègues Jean-Baptiste Fressoz et Christophe Bonneuil, *L'événement anthropocène* (2013). Pour préparer cette table-ronde, j'ai regardé le programme de la Société européenne d'histoire environnementale (ESEH) en 2019. Quand on regarde les titres des sessions, des communications, très peu mobilisent ce concept. Je fais partie du comité qui a sélectionné le meilleur article d'histoire environnementale de l'ESEH. On a reçu une trentaine d'articles de toute l'Europe. Ce n'est pas totalement représentatif mais ça donne une idée de la production actuelle. Là encore, le mot anthropocène apparaissait parfois en introduction, en conclusion, mais cette dimension proprement planétaire de l'histoire environnementale telle que la voudrait Chakrabarty n'est pas vraiment saisie. Je crois que les raisons sont celles qui ont été notamment évoquées par mes collègues. Les expériences réelles des individus aujourd'hui dans l'histoire sont des expériences locales. C'est à cette échelle qu'on trouve des sources et des traces qui permettront de faire de l'histoire. Il est, en ce sens-là, assez significatif de voir, quand on regarde la collection « Anthropocène » au Seuil, qui a été fondée par Christophe Bonneuil, qu'il y a très peu d'historiens. C'est parce que l'anthropocène dans ce sens-là, et en suivant ce que dit Chakrabarty autour de ces approches en termes de globe et de planète, apporte des éléments conceptuels de réflexion qui sont mobilisés en géopolitique ou en philosophie, mais qui sont difficiles à traduire concrètement dans une production historique, si ce n'est dans la prise en compte d'échelles différentes, c'est-à-dire : entremêler le local, le régional, le national, le mondial, l'international et le planétaire. Ceci n'est pas forcément toujours très évident, ou alors dans une approche qui s'appuie sur la quantification, la circulation de matière, d'énergie, de biens, etc. Je pense à un article très intéressant de Nelo

2. Pádua, José Augusto et Carvalho, Alessandra Izabel de, "The construction of a tropical country: a review of environmental historiography on Brazil", *História, Ciências, Saúde – Manguinhos*, v. 27, n° 4, oct.-déc. 2020.

Magalhães, Jean-Baptiste Fressoz, François Jarrige, Thomas Le Roux, etc., dans *Ecological Economics*, qui traite de l'économie physique de la France entre 1830 et 2015 et évoque ces flux de matière<sup>3</sup>. Il présente la France comme un parasite mondial qui ne peut se développer que par le recours à des importations massives d'énergie, notamment de charbon en provenance d'Angleterre et de Belgique, et de bien d'autres territoires. Si on cherche les traces véritables de ces réflexions sur l'anthropocène et de son application d'une manière ou d'une autre, il s'agit souvent d'une histoire de l'énergie, parce qu'on a moyen de mobiliser ces aspects quantitatifs, loin d'être suffisants, évidemment.

**Iva Peša :** Je crois que le concept récent de *global microhistory* offre peut-être des opportunités pour connecter différents lieux dans le monde par rapport à des marchandises et ressources spécifiques comme, par exemple, le caoutchouc. Gabrielle Hecht a écrit une histoire mondiale de l'uranium, dans laquelle elle retrace la production et la circulation de minerai d'uranium au Gabon et en Afrique du Sud ainsi que son traitement en France<sup>4</sup>. Cela peut également permettre de faire une connexion entre les lieux : l'environnement, le mondial et le planétaire ; voir comment ces différentes choses se passent en même temps.

Antoine Acker : Je suis d'accord avec le diagnostic sur la difficulté de faire une histoire planétaire même si, finalement, le changement climatique nous place, en tant qu'historiens, dans une position un peu inédite, car on se retrouve face à un phénomène planétaire, en cela que les molécules de CO<sub>2</sub>, elles, ne se différencient pas régionalement. Elles se retrouvent dans l'atmosphère sans que l'on sache exactement d'où elles viennent.

Je crois que cette tentative de théoriser le changement de la planète, à travers un diagnostic sur l'histoire humaine, existe. Les historiens le font assez peu, en effet. Il y a, par exemple, Andreas Malm, qui est plutôt un sociologue de l'économie<sup>5</sup>. Pour lui, cette histoire de l'anthropocène est l'histoire du capitalisme. Elle commence avec l'entrée de la machine à vapeur dans l'industrie textile britannique et se poursuit jusqu'au nouveau rôle de la Chine comme usine du monde à la fin du xx<sup>e</sup> siècle. Il y a aussi cette idée de relier l'histoire de l'anthropocène et l'histoire de l'espèce humaine, une histoire de l'évolution qui a plutôt été développée par des biologistes évolutionnistes comme William Ruddiman<sup>6</sup>. Les historiens ont assez peur de cette vision de long terme, parce qu'ils l'assimilent souvent à de l'essentialisme. Il y a aussi cette volonté, chez les historiens et les anthropologues, de relier l'histoire de l'anthropocène à celle de la colonisation : expliquer comment les empires modernes et la mise en place d'une économie atlantique puis globale ont créé de nouveaux

3. Magalhães, Nelo, Fressoz, Jean-Baptiste, Jarrige, François *et alii*, « The Physical Economy of France (1830–2015). The History of a Parasite? », *Ecological Economics*, n° 157, 2019, p. 291-300.

4. Hecht, Gabrielle, *Being Nuclear: Africans and the Global Uranium Trade*, Cambridge MA, MIT Press, 2012.

5. Malm, Andreas, *Fossil capital: The rise of steam power and the roots of global warming*, Londres, Verso Books, 2016.

6. Ruddiman, William F., *Plows, Plagues, and Petroleum*, Princeton, Princeton University Press, 2010.

besoins énergétiques, de nouveaux standards de mobilité, de surexploitation des ressources naturelles, qui ont conduit à ce changement planétaire.

Ainsi, on peut connecter des réalités régionales différentes. Il y a des concepts comme celui de l'historien Kenneth Pomeranz qui répond un peu à cette idée de pays parasites ; les puissances industrielles auraient vécu des « hectares fantômes » qu'elles avaient dans leurs colonies et de la main-d'œuvre exploitée là-bas<sup>7</sup>. Il y a ce que John McNeill appelle les « *teleconnections* », c'est-à-dire la façon dont les dynamiques de croissance d'un pays industriel peuvent bouleverser les paysages et les écologies à l'autre bout du monde<sup>8</sup>. Je pense aussi à l'idée de plantationocène, selon laquelle le système des plantations, le commerce atlantique et l'esclavage ont créé de nouveaux besoins énergétiques, et sont intimement liés à l'industrie textile britannique, par exemple. On a donc des concepts qui font le lien entre des histoires régionales, une histoire mondiale et l'échelle planétaire. Cela renvoie aussi à la question des origines de l'anthropocène : quand l'anthropocène a-t-il commencé ? Quand les écologies de la planète ont-elles commencé à se connecter vers une trajectoire de dégradation à grande échelle ?

**José Augusto Pádua** : Si le concept de l'anthropocène prend autant de place dans les débats académiques et politico-culturels, c'est parce que les concepts précédents, tels que la modernité et la mondialisation, ne suffisent plus à aborder une dimension fondamentale du monde contemporain : l'entrée du planétaire et du biophysique au centre de la discussion quant au devenir des sociétés humaines. Selon moi, et je suis là les recherches de John McNeill, la transformation quantitative de l'action humaine en une force géophysique remonte à la Grande Accélération, qui est un point de rupture, avec la forte croissance de beaucoup d'économies après la Seconde Guerre mondiale. Elle est issue d'une histoire complexe qui passe par les systèmes coloniaux, les révolutions industrielles, etc. Ainsi, la discussion sur l'origine de l'anthropocène peut devenir stérile et sectaire car, en histoire, les changements majeurs ne se produisent pas de manière simultanée et géographiquement homogène. Plus qu'un système mondial, j'aime penser aujourd'hui à une histoire connectée qui se construit sur le mouvement même des sociétés et de leurs interactions. Je ne pense pas qu'une conspiration internationale venue d'en haut ait conduit différents pays à entrer dans une Grande Accélération. Mais certains facteurs ont convergé dans cette direction : la disponibilité du pétrole bon marché en provenance du Moyen-Orient, la formation d'entreprises de plus en plus transnationales dans la période qui a suivi la Seconde Guerre mondiale, la disponibilité du crédit via la Banque mondiale (créée en 1944) et d'autres institutions, la constitution d'un fort imaginaire politique autour de l'idéologie du développement (après la guerre), etc. Mais l'idée d'un partage des facteurs historiques ne signifie pas qu'il faille penser à des

7. Pomeranz, Kenneth, *The Great Divergence*, Princeton, Princeton University Press, 2001.

8. McNeill, John R., "Cheap Energy and Ecological Teleconnections of the Industrial Revolution, 1780-1920", *Environmental History*, n° 24, vol. 3, 2019, p. 492-503.

mouvements mondiaux automatiques. De nombreux pays et régions du monde ne sont pas entrés directement dans la Grande Accélération. Les histoires locales, y compris la présence du colonialisme, sont essentielles pour comprendre les différences de participation à la Grande Accélération. Même dans le cas d'un pays entré de plain-pied dans la Grande Accélération comme le Brésil, il y a eu à l'échelle locale de nombreux différends politiques, idéologiques et économiques pour que cela se produise. J'ai ainsi interrogé des personnes qui ont dirigé la politique économique du Brésil dans les années 1950 et 1960 : elles ont déclaré que l'entrée des multinationales de l'industrie automobile dans le pays avait été négociée. Cette négociation s'est traduite, implicitement, par un abandon progressif du réseau de transport ferroviaire. La même chose s'est produite aux États-Unis avec l'émergence des industries automobiles. Il y a beaucoup de médiations, de conflits, de confrontations de projets, en fonction des intérêts des groupes et classes sociales concernées.

**Charles-François Mathis** : On peut toujours revenir en arrière, on peut choisir 1945 et dire : mais comment s'explique 1945 ? Alors, on propose la révolution industrielle. Oui, mais comment s'explique la révolution industrielle ? On remonte à Christophe Colomb. Oui, mais comment s'explique ce rapport à la nature d'appropriation ? On remonte au néolithique et à l'installation de l'agriculture. Du coup, il y a, à un moment, une sorte de dilution par des sauts en arrière constants et des explications qui font perdre son sens à l'anthropocène. Je suis d'accord aussi sur le fait que les conséquences de cette entrée dans l'anthropocène sont diverses selon les pays et avec des chronologies différentes. Mais dire ça, c'est dire que l'anthropocène n'a pas d'effectivité, en quelque sorte. Pour ma part, je pense que la révolution industrielle joue un rôle pivot. C'est aussi mon tropisme anglais et énergétique qui joue, mais pour une raison qui est la suivante : si l'on considère que l'anthropocène est le moment où l'humanité (avec des nuances : d'abord une certaine partie de l'humanité) acquiert un pouvoir global sur la planète, il faut qu'elle ait ce pouvoir, cette puissance. L'entrée vers un monde fossile, le recours à des énergies qui décuplent ou centuplent la puissance octroyée à une partie de l'humanité, est justement l'instrument de ce bouleversement qui ne s'opère pas immédiatement et est beaucoup plus notable après 1945.

Il est intéressant, si on réfléchit à l'anthropocène, de penser à la façon dont on est entré dedans. C'est là que les travaux d'Andreas Malm me paraissent intéressants, même si je ne partage pas toujours ce qu'il dit. Pour ceux qui ne le connaissent pas, il a travaillé sur les débuts de l'industrialisation en Angleterre, notamment autour de l'industrie textile<sup>9</sup>. Il a voulu montrer que l'industrie textile a, au départ, tardé à utiliser le charbon pour faire fonctionner ses machines parce que l'énergie hydraulique restait bon marché, facile d'utilisation, très puissante. D'après lui (c'est sa thèse), le passage au charbon résulte d'une volonté de contrôler la main-d'œuvre. L'avantage est de montrer que ce passage aux énergies fossiles, qu'on

9. Malm, Andreas, *Fossil Capital. The Rise of Steam Power and the Roots of Global Warming*, Londres, Verso, 2016.

peut répliquer pour le pétrole ou pour bien d'autres phénomènes, n'a rien d'automatique et résulte de différents mouvements convergents. Mais il accorde, à mon sens, une importance démesurée à l'industrie textile. À force de réduire la focale – en passant du monde à l'Angleterre, de l'Angleterre aux industriels choisissant le charbon, et de ces industriels aux seuls patrons du textile –, on aurait pour un peu l'impression que quelques cotonniers du Lancashire ont fait entrer la planète dans l'anthropocène, en quelque sorte. Je caricature, mais c'est une vision qui me semble parfois un peu forcée.

**Iva Peša :** Je voudrais dire que ces grands débats sur les origines de l'anthropocène portent en eux un potentiel décolonisant, en particulier pour l'Afrique et l'Asie. Mais ce potentiel n'est pas vraiment utilisé. En effet, les dates proposées pour le début de l'anthropocène ne cadrent pas précisément avec le tournant de l'histoire africaine, donc la colonisation et la décolonisation, qui sont très eurocentrées. En ce sens, les débats sur l'anthropocène pourraient permettre de décentrer le colonialisme européen dans l'historiographie africaniste, en soulignant l'importance historique d'autres événements. Or les débats sur la date de début de l'anthropocène restent très centrés sur l'Europe et l'Amérique et laissent peu de place à l'action africaine ou asiatique. Nous pouvons poser la question suivante : pourrions-nous envisager des dates de début différentes qui prennent au sérieux l'*agency* de l'Amérique latine, de l'Asie et de l'Afrique dans l'histoire de l'environnement ? C'est, à mon sens, une question importante mais pas encore suffisamment prise au sérieux dans l'historiographie.

Car les dates proposées pour le début de l'anthropocène ne concordent pas avec les dates de la colonisation, comme de la décolonisation. Donc, cela suggère que la colonisation n'est pas la chose autour de laquelle tourne l'histoire africaine. C'est toujours, par exemple, la révolution industrielle, la Grande Accélération, exogènes à l'Afrique, qui sont choisies pour déterminer le début de l'anthropocène. Ainsi, vue de Zambie, l'origine de l'anthropocène pourrait être le commencement de l'exploitation des minerais de cuivre.

**Antoine Acker :** Je rappelle qu'un groupe qui s'appelle « La Commission internationale de stratigraphie » est en train de voter pour savoir si les géologues vont officiellement définir notre époque comme étant celle de l'anthropocène et définir une date qui devrait se situer au milieu du *xx*<sup>e</sup> siècle, mais qui doit encore être validée. Les historiens ne partagent pas ce besoin de fixer une date précise, dans un souci de nuance et de contextualisation, afin d'expliquer comment différents phénomènes se sont succédé dans la durée et dans une chaîne de causalité qui les relie entre eux.

**Sébastien Rozeaux :** On voit bien qu'on n'a pas tranché la question de la date. Quoi qu'en concluent les géologues, je pense pas que cela va déterminer, ni

même vraiment grandement influencer notre façon d’y réfléchir. Ici, le consensus se fait plutôt autour d’une origine contemporaine, comme on le dit dans notre façon d’envisager la chronologie en France - un ancrage contemporain dont on voit bien cependant que, dès que l’on tire un ou deux fils, les perspectives s’ancrent dans des temps plus longs, plus anciens.

Dans les réponses que vous avez faites, le terme « énergie » a été récurrent et c’est là un sujet sur lequel on voulait revenir, tant cet enjeu nous semble essentiel. Le passage aux énergies fossiles est un changement majeur dans la perspective de l’anthropocène, que l’on peut voir de façon très éloignée dans la macrostructure et dans une approche quantitative, mais aussi appréhender comme vous le faites, Charles-François Mathis, dans *La Civilisation du charbon* (2021), vu par en bas, dans l’histoire presque quotidienne de la relation au charbon. Le cas du charbon en Angleterre se situe exactement au point d’articulation entre des logiques locales et globales, précisément parce que l’Angleterre est un empire et que le charbon et son économie se jouent aussi à une échelle plus globale, en lien d’ailleurs avec, au XVIII<sup>e</sup> siècle et au XIX<sup>e</sup> siècle, l’esclavage et les régimes différents d’énergie qui se superposent, se chevauchent.

**Charles-François Mathis :** Il me semble clair que l’anthropocène a beaucoup contribué à renouveler l’histoire de l’énergie depuis une quarantaine d’années. Dans les années 1980, on a commencé à réfléchir non pas tant à des sources d’énergie séparées (l’électricité, le pétrole, le gaz), mais à l’énergie dans son ensemble, avec l’histoire des « Servitudes de la puissance » de Deléage, Debeir et Hémery, par exemple<sup>10</sup>. À partir de là, ont émergé une réflexion plus générale sur l’énergie dans son rapport avec les sociétés humaines et l’Histoire, et, à l’occasion de la théorisation du concept d’anthropocène et des inquiétudes climatiques, des réflexions nouvelles sur le passage au charbon, au pétrole, et la façon dont cela s’est opéré. On a essayé alors d’aller au-delà de l’idée d’une histoire dirigée qui se faisait assez naturellement : on aurait choisi le charbon parce que c’était une énergie plus puissante, puis comme le pétrole était plus pratique, on l’adoptait, etc. Donc, il y a eu beaucoup de travaux centrés sur la révolution industrielle d’abord, puis sur le pétrole, qui ont mis en avant ces différents passages avec des réflexions autour de concepts comme celui de transition énergétique, lequel est critiqué par certains historiens. Jean-Baptiste Fressoz, notamment, montre qu’on est plutôt dans un processus d’accumulation d’énergies, en quoi il a parfaitement raison, mais il nie de ce fait l’existence des transitions énergétiques, ce que je conteste personnellement, en m’appuyant sur un autre concept, celui de système énergétique ou de régime énergétique, qui postule des liens entre certains choix énergétiques et les organisations politiques, économiques, sociales, culturelles qui utilisent ces énergies. Cette histoire de l’énergie qui essaye de mobiliser ces différents concepts tend de plus en plus vers une dimension

---

10. Debeir, Jean-Claude, Deléage, Jean-Paul, Hémery, Daniel, *Une histoire de l’énergie. Les Servitudes de la puissance*, Paris, Flammarion, 2013 [1986].

sociale et culturelle, au-delà des simples aspects économiques, techniques, et montre comment, très concrètement, l'énergie est utilisée. On revient à cette dimension locale, concrète, matérielle, essentielle pour comprendre le passage à certaines énergies fossiles et les résistances pour les quitter, mais elle permet dès lors de faire le lien avec la dimension planétaire de l'anthropocène. Le travail que j'ai fait est, de fait, très centré sur l'Angleterre. Mais il est vrai qu'en réfléchissant à ces usages du charbon et en montrant la place des consommateurs (ça me paraissait important) dans ces histoires de transition et de résistance au changement, on pouvait pointer des éléments essentiels pour comprendre globalement la crise climatique, en quelque sorte.

Je voudrais mentionner aussi les travaux de Stéphane Castonguay, un grand historien canadien qui mène un projet sur les « hectares fantômes » de l'industrialisation britannique<sup>11</sup>. Il montre comment le bois canadien a été central dans le développement de l'industrie britannique et qu'il y a eu des circulations énormes et des transformations des écosystèmes canadiens de certaines forêts, des plantations nouvelles de bois pour satisfaire les besoins du Royaume-Uni au XIX<sup>e</sup> siècle. L'Angleterre a été un très grand exportateur de charbon, de plus en plus à mesure qu'on avançait dans le siècle, avec des maximums atteints au tout début du XX<sup>e</sup> siècle. Une partie de ces exportations, relativement faible, a été envoyée vers le Moyen-Orient. Un travail récent d'un historien israélien, On Barak, *Powering Empire*, montre comment ces exportations de charbon et l'installation des dépôts de charbon dans un certain nombre de places nécessaires pour l'approvisionnement et la circulation des bateaux à vapeur (notamment à Aden) ont transformé profondément les rapports sociaux, l'économie de ces pays et une partie des environnements<sup>12</sup>. Là encore, les puissances de cette région, notamment l'Empire ottoman, ont essayé de devenir des puissances énergétiques, charbonnières, pour échapper à l'emprise du Royaume-Uni tout en réutilisant, réinvestissant la manne charbonnière dont elles disposaient.

Iva Peša : Je crois que cette focalisation sur le charbon et le pétrole est importante. Mais il est aussi important de voir l'enchevêtrement avec le travail humain, les animaux de trait et les autres formes d'énergie comme le bois. En Afrique, il est vraiment difficile de décrire cette histoire *bottom-up* de l'énergie avant le XX<sup>e</sup> siècle. Emily Brownell a écrit une histoire environnementale de Dar es Salam en Tanzanie au moment de la crise du pétrole, dans les années 1970<sup>13</sup>. Elle a ainsi montré comment le manque de pétrole a influencé la vie dans l'espace urbain, comment les personnes ont trouvé d'autres modes alternatifs de déplacement quand les bus ne roulaient pas, comment cela a engendré d'autres formes de socialisation et d'interaction avec l'environnement. Je crois qu'une histoire comme celle-là, de l'énergie,

11. Clifford, Jim et Castonguay, Stéphane, « British Ghost acres and Environmental Changes in the Laurentian Forest during the Nineteenth Century », *Journal of Historical Geography* (à paraître).

12. Barak, On, *Powering Empire. How Coal Made the Middle East and Sparked Global Carbonization*, Berkeley, University of California Press, 2020.

13. Brownell, Emily, *Gone to Ground: A History of Environment and Infrastructure in Dar es Salaam*, Pittsburgh, University of Pittsburgh Press, 2020.

à plus large échelle, est vraiment importante. Les historiens environnementaux doivent aussi tirer meilleur profit de l'histoire orale, surtout pour le xx<sup>e</sup> siècle, parce que cela peut donner un peu plus d'informations sur les rapports à l'énergie et ses représentations, et comment l'absence ou la présence de formes particulières d'énergie influencent les idées, les interactions sociales. Des formes culturelles telles que la littérature ou même la chanson peuvent offrir des perspectives très précieuses sur l'histoire de l'énergie et stimuler des histoires orales.

**José Augusto Pádua** : Pour réfléchir à cette diversité d'expériences concrètes de l'anthropocène, nous devons réfléchir à ce que signifie « être dans l'anthropocène ». Il me semble que nous pouvons considérer au moins trois dimensions dans la présence des pays dans l'anthropocène : 1) le degré de participation des sociétés nationales aux modèles de production et de consommation qui ont produit le phénomène mondial de l'anthropocène, 2) le rôle de certaines économies nationales en tant que pourvoyeuses de ressources naturelles et de main-d'œuvre pour d'autres pays et régions, 3) la place de chaque société nationale dans la formulation et/ou l'absorption des idéologies et des modèles de pensée qui construisent une « culture de l'anthropocène<sup>14</sup> ».

En 1915, par exemple, le Brésil était responsable de la consommation de 0,14 % de la production mondiale de charbon minéral et de 0,6 % de la production mondiale de pétrole. Ce pays était donc hors de la civilisation du charbon. Il s'agissait d'une économie basée sur l'exploitation de l'énergie du corps humain des anciens esclaves et des pauvres (y compris des immigrants européens) et des forêts, sous forme de bois de chauffage ou de charbon minéral. En 1941 encore, environ 73 % de la consommation d'énergie primaire au Brésil provenait du bois. En 1976 seulement, la consommation de combustibles fossiles est devenue plus importante que celle du bois pour l'énergie.

Il est à cet égard intéressant de noter que les historiens de l'économie ont écrit qu'au début du xix<sup>e</sup> siècle certains commerçants brésiliens disposaient d'un capital suffisamment important, notamment grâce aux profits tirés de la traite des esclaves, pour investir dans l'industrie. Or ces derniers ont préféré investir dans des plantations de café avec des esclaves, parce qu'il s'agissait là d'une activité plus valorisée socialement dans le contexte de l'époque. C'était un choix archaïque selon ces historiens, par la prime accordée aux facteurs culturels et à la position sociale<sup>15</sup>. Mais ces mêmes historiens économiques n'ont pas considéré un problème beaucoup plus matériel : il n'y avait pas de charbon disponible sur le territoire brésilien. Les premiers dépôts ont été ouverts au début du xx<sup>e</sup> siècle. Il s'agit là de facteurs écologiques locaux qui doivent être pris en compte. Keneth Pomeranz a souligné ce point lorsqu'il a

14. Pádua, José Augusto, "Brazil in the History of the Anthropocene", dans Issberner, Liz-Rejane et Léna, Philippe (dir.), *Brazil in the Anthropocene*, London, Routledge, 2018.

15. Fragoso, João et Florentino, Manolo, *O Arcaísmo como Projeto*, Rio de Janeiro, Civilização Brasileira, 2001.

discuté de l'industrialisation de la Chine par rapport à l'Europe. La Chine avait des technologies, mais pas de charbon à ce moment-là.

Ainsi, les réalités locales doivent également être prises en compte dans les questions énergétiques, au-delà des combustibles fossiles. Le Brésil a ainsi connu un vaste mouvement socio-environnemental de paysans qui ont subi les effets de la construction des barrages hydroélectriques. La présence de grands fleuves a permis d'opter pour des centrales hydroélectriques qui produisent aujourd'hui environ 70 % de l'électricité et 13 % de l'énergie du Brésil (contre 2,5 % en moyenne mondiale), au prix de la construction de plus de 1 400 barrages. Bien qu'elle soit considérée comme une source propre dans de nombreux débats sur l'anthropocène, ses impacts sociaux et environnementaux sont immenses au niveau local. Cette option pour l'hydroélectricité n'est pas distribuée de manière homogène dans la géographie du monde. Cela dépend beaucoup des possibilités des territoires et des options politiques, économiques, des enjeux sociaux, environnementaux.

**Antoine Acker :** L'historien Christopher Jones parle de « pétromyopie », c'est-à-dire le fait qu'on se focalise sur les seules énergies fossiles alors que, dans la transformation de notre planète, il y a beaucoup d'autres paramètres que la question des énergies fossiles<sup>16</sup>. J'ai ainsi trouvé un certain nombre d'archives qui montre que l'une des raisons centrales pour la transition énergétique vers le pétrole au Brésil était la protection des forêts et la peur qu'elles disparaissent<sup>17</sup>. Il y a eu une vraie mobilisation des élites brésiliennes, d'associations conservationnistes et aussi de l'État pour accélérer la production pétrolière dans l'idée de limiter la déforestation. On s'est rendu compte plus récemment que ce n'était pas forcément une très bonne idée mais, dans la perspective de ces temps où l'on ne faisait pas encore le lien entre le pétrole, les énergies fossiles et les émissions de CO<sub>2</sub> (le phénomène chimique du réchauffement planétaire n'était pas connu avant les années 1960-1970), le pétrole était une énergie propre par rapport au bois, en particulier – un argument déjà mobilisé au XIX<sup>e</sup> siècle pour encourager l'usage du charbon, d'ailleurs.

**Charles-François Mathis :** C'est vrai que l'on a ce focus sur le pétrole, le charbon, mais des travaux récents, notamment ceux de François Jarrige et Alexis Vrignon, ont montré qu'il y a beaucoup de pensées fortes et d'expérimentations nombreuses, y compris au XIX<sup>e</sup> siècle et au début du XX<sup>e</sup>, favorisant différents usages énergétiques de l'eau, du vent, de la forêt<sup>18</sup>. Il y a donc une vraie dynamique, une véritable résistance de ces énergies traditionnelles face aux coups de boutoir des énergies fossiles. Il est donc important de penser ces alternatives, ces « possibles non advenus », qui

16. Jones, Christopher F., « Petromyopia: Oil and the energy humanities », *Humanities* n° 5, vol. 2, 2016, <https://doi.org/10.3390/h5020036>

17. Acker, Antoine, « A Different Story in the Anthropocene: Brazil's Post-Colonial Quest for Oil (1930-1975) », *Past & Present*, n° 249, vol. 1, 2020, p.167-211.

18. Jarrige, François et Vrignon, Alexis (dir.), *Face à la puissance. Une histoire des énergies alternatives à l'âge industriel*, Paris, La Découverte, 2020.

restent d'actualité. Finalement, ils ne sont pas advenus pour différentes raisons : politiques, économiques, sociales, culturelles (qu'il faut comprendre), mais qui permettent, peut-être, de réactiver aujourd'hui un certain nombre de choses. Il y a notamment des modes : l'option pour l'archaïsme, on la trouvait déjà en Écosse au Moyen-Âge où, dans certaines villes, la différence entre l'usage du charbon et l'usage du bois s'explique par le fait que les élites ne voulaient pas du charbon. Même si le bois était plus cher, quand on était un grand bourgeois, on utilisait du bois pour se chauffer : ça sentait meilleur et on laissait le charbon aux pauvres.

**Antoine Acker :** Mais il y a une focalisation sur les énergies fossiles et les énergies en général. L'anthropocène, c'est aussi la sixième extinction des espèces ou une déforestation massive. En tant qu'historien, je trouve que c'est quelque chose de très déconcertant dans le changement climatique aujourd'hui : les causes de l'accélération du changement climatique à venir ne sont pas encore connues, dans le sens où l'on a des hypothèses sur ce que l'on appelle des « *tipping points* », c'est-à-dire certains phénomènes planétaires tels que la fonte des glaces dans les pôles, des glaciers de l'Himalaya, ou la désertification de l'Amazonie, pouvant conduire à un scénario apocalyptique (en tous cas, encore plus important que celui prévu par le GIEC). Il s'agirait d'un réchauffement climatique accéléré qui placerait la planète dans une situation extrêmement difficile et nous placerait aussi, en tant qu'historiens, dans la nécessité de revoir notre focalisation et de réfléchir à des causes que l'on n'a pas encore historicisées comme, par exemple, la déforestation. On l'a, en tous cas, beaucoup moins historicisée à l'échelle planétaire que l'énergie.

**Iva Peša :** En Zambie, par exemple, les mines de cuivre ont eu un lien avec le bois et les grandes plantations de pins et d'eucalyptus, des essences appréciées car elles poussent très vite. Mais le déboisement en Afrique, historiquement, est mal compris. C'est à cause de cela qu'il est très difficile de parler réellement de déboisement, comme dans l'étude de James Fairhead et Melissa Leach qui porte sur des villages situés à la frontière entre forêt et savane<sup>19</sup>. Beaucoup d'agents coloniaux et post-coloniaux ont vu des forêts autour des villages et ont cru qu'il s'agissait de rémanences de forêts vierges, donc d'un signe de déforestation. Mais c'était le contraire. Les administrateurs coloniaux ont « mal interprété » la déforestation : la couverture forestière autour des villages n'était pas le signe de déforestation d'une forêt tropicale humide autrefois vierge, les gens encourageaient eux-mêmes la couverture forestière. Ce n'était donc pas de la déforestation. C'est la même chose concernant l'expansion du désert du Sahara. Ces processus sont vraiment difficiles à quantifier et il est compliqué d'en comprendre les causes réelles et l'étendue de leurs apparitions ou réapparitions.

---

19. Fairhead, James et Leach, Melissa, *Misreading the African Landscape: Society and Ecology in a Forest-Savanna Mosaic*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996.

**Antoine Acker** : On a une vision, dans les archives coloniales, souvent, de terres en Afrique, en Amérique latine ou en Asie qui auraient été déboisées par une mauvaise gestion agricole, une surexploitation. On retrouve cela dans les rapports agraires des puissances coloniales sur la première moitié du xx<sup>e</sup> siècle, par exemple. On le voit aussi au Brésil. Pendant très longtemps, on a accusé les populations rurales et les populations indigènes de détruire la nature en pratiquant l'agriculture sur brûlis, alors que c'était là des pratiques menées à une échelle bien moindre que celle encouragée par l'agriculture industrielle.

*La table-ronde se poursuit ensuite en dialogue avec le public. Nous avons repris ci-dessous quelques-unes des discussions qui se sont déroulées dans cette dernière partie.*

**Solène Rivoal (UT2J/Framespa)** : J'aurais bien aimé entendre un débat sur cette définition de l'anthropocène que Charles-François Mathis a un peu évoquée. Vous semblez vous accorder sur une origine ancrée dans une période plutôt contemporaine. Mais si l'on écoute les antiquisants, les médiévistes et même les préhistoriens, il y a aussi d'autres scénarios. Je me souviens d'un appel à communication qu'on avait essayé de monter avec des collègues anglais, dans lequel on évoquait l'idée d'anthropocène. Quelqu'un avait cru bon de préciser : « l'anthropocène, dont l'origine remonte à la création des grands empires de l'Antiquité ». Or cette modification a été invalidée par un contemporanéiste. En repartant de ce que Charles-François a dit sur cette science du diagnostic, est-ce que, finalement, le tropisme contemporain n'est pas aussi une science du diagnostic ? C'est-à-dire que c'est un peu l'époque pendant laquelle on peut quantifier des choses, alors que c'est beaucoup plus compliqué à la préhistoire, ou pour l'histoire ancienne.

**Charles-François Mathis** : C'est vrai que je conçois (mais j'imagine que ça peut se débattre) l'anthropocène comme un moment où l'humanité acquiert un pouvoir lui permettant de transformer la planète dans son ensemble, d'où mon choix, s'il faut en situer les débuts, de les placer au moment de la révolution industrielle, avec le recours aux énergies fossiles. Forcément, ça entraîne un tropisme contemporain qui renvoie aussi à ce problème de source et de quantification. Je sais que c'est un des reproches que fait Grégory Quenet à cette notion dans un très bon article de 2017 paru dans les *Annales*, dans lequel il réfléchit sur l'anthropocène<sup>20</sup>. Il met en avant cette obsession de la quantification qui réduit, en quelque sorte, les études à la période contemporaine, car il est impossible d'opérer des comparaisons ou des quantifications très tenables, même dès l'époque moderne, et encore plus dans les périodes antérieures. Il me semble aussi que, non seulement, cela réduit la réflexion à l'époque contemporaine, mais, en plus, que cela peut également, si l'on prend l'anthropocène comme je l'ai défini, recentrer tout de suite sur l'Europe. C'est ce

20. Quenet, Grégory, « L'anthropocène et le temps des historiens », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 2017/2, p. 267-299.

qu'évoquait Iva Peša auparavant. Forcément, si on prend en compte les lieux où cette possibilité de transformation planétaire s'est opérée, ce sont les puissances européennes, parce qu'elles sont à l'initiative et ont les moyens de départ pour faire ça par le choix des énergies fossiles, par la conquête coloniale, le développement économique, etc. Donc, dans la définition, on a forcément un anthropocène très contemporain, européen et quantificateur. C'est aussi, d'ailleurs, la raison pour laquelle j'y vois beaucoup d'inconvénients.

**Antoine Acker** : Il y a une hypothèse systémique, celle de William Ruddiman<sup>21</sup>. Elle partirait d'une augmentation de méthane lente mais nette sur 5 000 ans qui aurait permis d'éviter un nouvel âge glaciaire en évitant une baisse de température d'environ 1,5 degrés. C'est un biologiste évolutionniste qui a travaillé avec des archéologues chinois. Pour lui, les seules explications possibles de cette augmentation de méthane, faible mais sur un long terme et du coup importante sur le long terme, sont les révolutions néolithiques et, en particulier, la riziculture est-asiatique, à cause de son ampleur, des émissions de méthane importantes qu'elle engendre. D'abord, ça décentre un peu. Ça veut dire que tout ne part pas forcément de l'Europe. Mais, en termes quantitatifs, c'est incomparable avec la Grande Accélération et les courbes exponentielles que l'on voit à partir de 1945. Par contre, ça nous invite peut-être à réfléchir sur une très longue période et à cette idée de « *early anthropocene* », d'anthropocène précoce. Certains pensent que la maîtrise du feu a produit une série de réactions majeures, qui pourrait permettre aussi de relier les époques, parce que s'il y a un recours au charbon, c'est aussi à cause d'une certaine demande énergétique, qui renvoie à une certaine évolution démographique qui elle-même renvoie, sur le long terme, à l'histoire de l'agriculture. L'hypothèse de l'anthropocène précoce n'est pas meilleure que celle de l'anthropocène contemporain, mais je trouve qu'elle nous invite, comme historiens modernistes et contemporanéistes, à revoir un peu nos chronologies. Il y a, en ce moment, un courant très intéressant qui vise à repolitiser l'histoire des révolutions néolithiques. Les historiens contemporains pensent souvent que si on revient à 5 000 ans, 8 000 ans... tout ça, c'est de la naturalisation, c'est de l'essentialisme, c'est juste de l'histoire de l'évolution de l'espèce. Ce n'est plus une histoire politique, du coup, ça nous fait sortir d'une discussion politique nécessaire sur les causes du changement climatique en particulier. Mais, en ce moment, des historiens de la préhistoire ou des archéologues montrent comment les révolutions néolithiques ont complètement changé les rapports de genre, ont généré les relations de travail, comment le travail forcé a émergé à cette époque, comment de nouvelles formes d'exploitation se sont développées, et comment certaines sociétés, certains groupes, ont refusé les révolutions néolithiques. Certains ont fait une transition vers l'agriculture et, finalement, en sont sortis parce qu'ils se sont rendu compte que ça créait des problèmes sociaux. Comme c'est une histoire très ancienne, on a beaucoup moins de traces, mais il y a réellement une histoire des rapports de

21. Ruddiman, William F., *op. cit.*

domination qui se cristallise à cette époque-là. Les hypothèses qui confondent complètement l'histoire de l'anthropocène avec l'histoire du capitalisme passent un peu à côté de cette politique d'exploitation d'êtres humains par d'autres êtres humains imbriqués dans des changements écologiques sur le temps long.

**Iva Peša :** Pour moi, la véritable valeur du concept de l'anthropocène, c'est ce débat. Ce n'est pas vraiment la date du début de l'anthropocène qui est importante, c'est cette vulgarisation des aspects environnementaux dans l'histoire, dans les sciences sociales. C'est le plus important dans l'usage de ces concepts.

**François Godicheau (UT2J/Framespa) :** J'ai l'impression que le concept d'anthropocène pose, de toute façon, pour nous autres, historiennes et historiens, un problème. Le concept même contient l'idée d'un diagnostic. Les autres concepts proposés existent, comme capitalocène ou même plantationocène. Même si, évidemment, comme pour toute catégorie historique, ils sont discutables, ces derniers ont, à mon sens, le mérite de contenir l'idée d'un processus, une relation sociale, économique et politique. Du coup, ils ont aussi le mérite d'engager la discussion de diagnostic dans un sens processuel. L'un des problèmes liés à la notion d'anthropocène est qu'elle fait beaucoup dériver la discussion vers du marquage temporel. On cherche l'épaisseur de la couche et cette obsession qui est la nôtre (en plus, on s'adresse à nous : « Vous les historiens, vous datez ») vient parasiter les réflexions, pas seulement en termes de causalité, mais de « comment ». Pas le « pourquoi », mais le « comment ».

**Iva Peša :** Je voudrais évoquer l'exemple de la « *decarbonisation divide*<sup>22</sup> ». Comment, aujourd'hui, l'Europe devient plus verte par l'usage des énergies renouvelables. Mais peu de gens ont conscience que les éoliennes ou ce genre de dispositifs sont très intensifs, reliés à des métaux reliés eux-mêmes à des activités minières, souvent en Afrique, en Amérique latine, en Asie. Cela veut dire que l'Europe verte est une illusion parce qu'elle parasite d'autres pays. Mais je crois que les historiens peuvent nous aider à comprendre que ces phénomènes récents ont vraiment une longue histoire, pendant la colonisation et même avant. C'est aussi important pour les solutions sur le plan académique comme sur le plan politique. Il y a des discussions sur les réparations climatiques. Peut-être l'Europe peut-elle donner de l'argent pour l'extraction de charbon ou de pétrole dans les autres continents. Mais il est important que les historiens et les politistes dialoguent sur ces questions. L'histoire nous apporte des connaissances nouvelles, ça ne nous offrira pas des solutions simples, mais cela peut permettre de mieux s'informer.

22. Sovacool, Benjamin K. et al., "The Decarbonisation Divide: Contextualizing Landscapes of Low-Carbon Exploitation and Toxicity in Africa", *Global Environmental Change*, vol. 60, 2020.

**Charles-François Mathis** : Quand j'ai écrit l'ouvrage sur le charbon, j'analysais une situation historique particulière, celle de l'Angleterre des années 1830 à 1940 et du rapport que les Anglais avaient au quotidien avec le charbon. Je me suis évidemment demandé à la fin : qu'est-ce que cela nous dit de notre monde d'aujourd'hui ? Peut-on tirer quelque chose de tout cela ? Je me suis posé cette question qui se situe effectivement dans l'aspect processuel évoqué plus tôt. Je me suis centré sur la façon dont on a construit un imaginaire du rapport à l'énergie, en l'occurrence fossile, et je me suis demandé dans quelle mesure cet imaginaire-là implique un certain rapport au monde, au temps, à notre consommation, à nos modes de vie empêchant de faire les efforts nécessaires pour sortir de cette impasse fossile. On est dans une situation où, pour la première fois, on ne nous propose pas, pour le futur, une consommation supplémentaire d'énergie qui amènerait une amélioration des modes de vie. Jusque-là, toutes les transitions énergétiques, en tout cas, toutes les transformations énergétiques se sont accompagnées d'un surcroît d'énergie présenté comme une amélioration. Pour la première fois, il faut imaginer un futur de sobriété. Ça ne fait pas rêver. On peut faire rêver en affirmant que le nucléaire va nous donner une manne énergétique infinie. Dire qu'il va falloir réduire nos consommations énergétiques et s'appuyer sur un mix énergétique... Allez construire quelque chose de l'ordre de l'onirique, du positif, sur une telle proposition ! Là, du coup, le politique a son rôle à jouer pour la construction de cet imaginaire.

**José Augusto Pádua** : Je crois que les différents concepts alternatifs à celui de l'anthropocène, comme capitalocène, plantationocène, offrent des perspectives différentes sur le même processus historique. Du point de vue de l'histoire, c'est toujours un processus. Peut-être y a-t-il des affirmations, d'autres perspectives qui considèrent l'anthropocène non comme un processus mais comme un fait. Mais dans notre perspective historique, c'est toujours un processus. Il y a une chose que je crois importante du point de vue politique : la recherche en histoire (comme en anthropologie, en géographie) a montré les réalités sociales et géographiques que, souvent, une approche macro-économique ne montre pas. La consommation de fer dans le monde a produit des tragédies environnementales et sociales, comme en Amazonie. Il faut montrer, documenter cette réalité. C'est important pour le débat, pas seulement académique, mais aussi politique.

**Antoine Acker** : C'est quelque chose que l'histoire peut faire à travers les progrès qu'elle a connus dans l'élargissement du champ des actrices et acteurs dans les 30 ou 40 dernières années, avec l'histoire subalterne, l'histoire du genre, l'histoire globale aussi, en impliquant d'autres régions du monde que l'Occident dans l'histoire du développement économique. Il est vrai qu'il existe, en tout cas en Europe, un imaginaire positif lié aux progrès, à une nouvelle liberté conquise par les énergies fossiles et que, peut-être, une transition énergétique différente ne fait pas rêver. Mais si on regarde l'histoire de l'anthropocène depuis la perspective de l'industrie

minière de la Zambie, par exemple, ou bien depuis la perspective des forêts ou celle des travailleurs forcés exploités dans les processus de déforestation au Brésil, ça ne fait pas rêver du tout, cette histoire du progrès. Les historiens et historiennes doivent montrer cette histoire des libertés perdues, qui est celle de la civilisation du charbon et, au-delà, de la civilisation moderne.

**Laure Teulière (UT2J/Framespa) :** On est tous convaincus que ce qui importe, c'est moins de se focaliser sur « quand » et « le nom », que de faire dialoguer ces interrogations avec nos démarches historiennes. Quand on dit que ce n'est pas processuel, ce n'est pas vrai. Je pense qu'on peut très bien aborder l'anthropocène sous l'angle des trajectoires, par exemple. Mais le terme même « anthropocène » n'a-t-il pas aussi une valeur ? On a beaucoup critiqué ce fait que l'« anthropos » est peut-être encore le masculin, et l'humain serait une force, peut-être, de la rationalité qui maîtriserait la planète... il peut y avoir tous ces aspects très critiquables. Mais, en même temps, l'anthropocène dit quelque chose de notre rapport, en quelque sorte, « décentré » d'une espèce aux autres espèces. On parle toujours de la planète, c'est très important, mais derrière il y a aussi le vivant : c'est aussi l'« anthropos » dans le changement d'échelle et peut-être de nature de ses relations aux autres vivants. Si on considère les humains et leurs animaux d'élevage, cela représente 97 % des mammifères aujourd'hui sur la planète. Face à une telle situation, le terme d'anthropocène a quand même une grande utilité.

**Tamara Venit Shelton :** Je suis historienne de l'environnement et je suis États-unienne. Je voudrais intervenir sur la question du rapport à l'imaginaire et à la culture de l'anthropocène. À mon avis, l'anthropocène est un concept pertinent pour les historiens, parce qu'il traduit ce pouvoir des humains de tout transformer à des niveaux planétaires. Or, pour la plupart des acteurs sociaux, les problèmes environnementaux se situent à l'échelle locale, et non à une échelle globale. Or, ce qui est très intéressant avec l'entrée dans l'anthropocène, c'est que les êtres humains deviennent conscients de leur capacité à transformer la réalité. Que se passe-t-il quand on est conscient de son pouvoir de transformer la Terre ?

**Charles-François Mathis :** C'est très intéressant de voir les choses sous cet angle-là. Quand vous dites : à quoi cela nous amène d'avoir eu cette prise de conscience ? Ce que je trouve un peu déprimant, c'est que ça ne nous amène à rien. On est conscients, maintenant particulièrement, du fait que nos modes de vie sont capables de perturber l'environnement et le climat, et les résultats sont assez faibles. C'est une conscience de masse, et, individuellement, il est difficile de se l'approprier et de se dire : est-ce que ma goutte d'eau changera quoi que ce soit à l'action de la masse de l'humanité ? Donc, on ne fait rien ou pas assez.

**Antoine Acker** : Un scientifique suédois, Svante Arrhenius, a découvert la relation entre émissions de CO<sub>2</sub> et réchauffement climatique et commençait déjà à mettre ça en contexte avec le charbon au début du xx<sup>e</sup> siècle. Il avait estimé que ça pourrait provoquer un réchauffement climatique allant jusqu'à 4,5 degrés sur une durée d'un siècle. Sauf que ce n'était pas du tout quelque chose qui l'alertait, à l'époque. Au contraire, il trouvait que c'était bien, parce qu'on allait repousser le prochain âge glaciaire. On allait gagner 150 ans sur la planète, d'une certaine manière. L'humanité allait survivre un peu plus longtemps. Je crois que, paradoxalement, on a perdu cette notion de contrôle avec l'anthropocène, parce que c'est aussi une prise de conscience du fait que notre impact est hors de contrôle et qu'on n'arrive plus à le maîtriser. Cela engendre peut-être un désenchantement parce qu'on ne sait pas comment analyser ce phénomène. Ça remet complètement en question l'idée d'intention humaine qui est au cœur de la discipline historique.

**José Augusto Pádua** : Il y a un courant dans le débat sur l'anthropocène qui veut radicaliser l'anthropocène. Allons-nous contrôler le système Terre avec la géo-ingénierie? C'est un courant minoritaire. Même Paul Crutzen, qui est le principal créateur du concept de l'anthropocène, n'a pas manqué d'envisager cette possibilité. Il a donné une conférence à ce sujet lors de la réunion de la Société européenne d'histoire environnementale à Munich. Il a dit plus ou moins ce dont on a discuté ici. Mais, finalement, il dit que si on ne trouve pas de solution politique, il sait peut-être quoi faire pour contrôler le climat avec la géo-ingénierie. Il recherche cela, il dit que c'est comme la recherche d'une alternative dans un contexte de désespoir total. S'il n'y a pas d'autres solutions politiques, au moins, il pourra donner une suggestion très concrète de ce qu'il faut faire. Mais, à mon avis, c'est une grande illusion. Jouer avec le système Terre n'est pas une chose facile à faire.

**François Godicheau** : On a parlé des imaginaires sociaux et je suis assez marqué par l'approche d'Anna Tsing, dans le *Champignon de la fin du monde* (2017, édition française). Elle donne à penser une autre manière d'imaginer le monde. Je voudrais savoir dans quelle mesure il y a des articulations entre les approches historiennes situées et une approche d'anthropologie. Pour pouvoir rendre séduisante l'idée d'un futur de sobriété qui, du coup, ne pourrait pas s'appeler comme ça... Il y a une transition de l'imaginaire à opérer qui est importante, même si ce n'est pas quelque chose de simple. On ne se dit pas qu'on va passer d'un imaginaire à un autre en disant : « Tiens, on va faire ça. » Mais l'apport des anthropologues dans l'articulation avec l'histoire me semble ici essentiel

**Charles-François Mathis** : Il est vrai que quand j'ai pensé à une approche culturelle et sociale de l'énergie, j'étais frappé de voir que ce sont essentiellement les anthropologues qui ont travaillé là-dessus. Je pense en particulier aux travaux

de Sarah Strauss et Stéphanie Rupp. Leur ouvrage s'intitule *Cultures of Energy*<sup>23</sup>. On pourrait ajouter également l'ouvrage de Stéphanie LeMenager, *Living Oil*<sup>24</sup>.

**Iva Peša :** On peut également citer *Petrocultures*<sup>25</sup>. Pour moi, et pour finir sur une note un peu positive, c'est là l'autre grand mérite du concept de l'anthropocène : la nécessité de l'interdisciplinarité. Ce n'est pas une chose nouvelle. La collaboration avec des biologistes, des anthropologues, l'aspect matérialiste de l'histoire, voilà pour moi les grandes vertus d'une telle approche.

---

23. Strauss, Sarah, Rupp, Stéphanie, Love, Thomas (dir.), *Cultures of Energy. Power, Practices, Technologies*, Walnut Creek, Left Coast Press, 2013.

24. LeMenager, Stéphanie, *Living Oil: Petroleum Culture in the American Century*, Oxford, OUP, 2014.

25. Wilson, Sheena, Carlson, Adam et Szeman, Imre (ed.), *Petrocultures: Oil, Politics, Culture*, Montreal, McGill-Queen's University Press, 2017.



# Mélanges



## **Le guarani dans la poésie bilingue : renégocier les notions d'exception et de marginalité**

**Manon NARO**

Université Bordeaux Montaigne

LA MARGINALITÉ ET L'EXCEPTION SONT des concepts particulièrement féconds pour penser la poésie bilingue en guarani. Ils nous permettent de revenir au présupposé suivant : la littérature en guarani<sup>1</sup> n'existerait pas. Les seules œuvres en guarani seraient alors des exceptions, des tentatives sporadiques de création en guarani ou bilingue, en marge de la littérature en espagnol qui, elle, incarnerait la littérature paraguayenne. Or, cette littérature nationale semble elle-même en marge de la scène littéraire mondiale, longtemps oubliée des histoires de la littérature ou présentée comme une « inconnue ». La littérature en guarani serait donc en quelque sorte à la marge de la marge et vivrait doublement le stigmate de l'exception. Il nous faut remarquer que ce préjugé se maintient malgré l'instauration du bilinguisme officiel lors de la Constitution de 1992. Cependant, nous nous retrouvons face à un paradoxe puisque des œuvres en guarani et bilingues sont tout de même publiées depuis les années 1920. Cette production n'a d'ailleurs cessé de se développer et de se diversifier. Si à ses débuts, la littérature en guarani correspondait essentiellement à des recueils de poésie, elle compte aujourd'hui des œuvres théâtrales, des romans, des essais et des contes. Cette diversification se manifeste aussi au sein du corpus poétique bilingue : certains recueils présentent les poèmes et leur traduction en regard, d'autres alternent les deux langues au sein d'un même recueil ou d'un même poème, d'autres encore présentent un poème en guarani accompagné d'une introduction et d'un commentaire en espagnol. Ce paradoxe fait émerger plusieurs tensions que nous pouvons organiser selon trois axes. D'abord, la permanence du présupposé nous invite à penser aux arguments qui lui confèrent une telle vigueur.

---

1. Nous parlons de littérature en guarani car la poésie bilingue est représentative d'un phénomène qui touche la littérature en guarani dans son ensemble. Nous rappelons également que la poésie est le genre le plus cultivé au Paraguay et dans la modalité bilingue plus particulièrement.

Mais elle nous conduit également à nous demander si ce présupposé a toujours une raison d'être aujourd'hui face au constat de la parution des œuvres en guarani et bilingues. Ensuite, si ce préjugé se maintient et n'empêche finalement pas un essor de cette poésie, alors nous pouvons nous demander s'il ne se serait pas produit une renégociation<sup>2</sup> des concepts de marge et d'exception, et si un renversement n'aurait pas eu lieu pour faire de ces notions des sortes de « marqueurs de singularité » où une originalité est cultivée dans l'écart par rapport aux centres littéraires traditionnels. Enfin, le paradoxe interroge la modalité bilingue. Permet-elle de procéder à cette renégociation en faisant profiter la poésie en guarani du rayonnement de l'espagnol? Ces trois axes de réflexion nous mènent à poser la problématique suivante : comment les concepts de marge et d'exception, ainsi que leur possible renégociation, nous permettent-ils de penser les conditions d'émergence et les caractéristiques de la poésie bilingue en guarani? Il s'agira de comprendre pourquoi et comment la poésie en guarani s'est retrouvée en marge de la littérature paraguayenne. Nous nous demanderons dans un deuxième temps si, face à la force de ce stigmaté, cette création se construit comme une poésie de la résistance renversant les notions de marge et d'exception. Enfin, nous considérerons les implications du bilinguisme pour la littérature en guarani. De simples exceptions dans le panorama littéraire à poésie d'exception, le bilinguisme est-il l'atout maître de la revalorisation d'une poésie en guarani? Nous nous appuyerons à la fois sur les discours sur la littérature paraguayenne et sur un corpus issu de huit poètes bilingues contemporains<sup>3</sup> pour tenter de discerner comment se construit et se reconstruit une histoire de cette poésie depuis l'extérieur et l'intérieur des œuvres.

### **Marginalité et exception, les stigmates de la poésie bilingue en guarani?**

Nous montrerons d'abord que le présupposé, relativement ancien, est une pensée structurante à la fois des études sur la littérature paraguayenne et des représentations liées à la littérature et à la langue guarani. La force de ce présupposé semble indéniable et pourrait mener à la construction d'une sorte d'idéologie ou, du moins, de

2. Nous comprenons la renégociation comme les discussions et les argumentations permettant de défaire et refaire certaines bases d'un accord. En cela, les renégociations des notions de marge et d'exception pourront être vues en tant que transactions, ce qui nous permettra à la fois d'en étudier les rhétoriques mais aussi les conséquences littéraires et éditoriales.

3. Acosta Alcaraz, Feliciano, *Pyhare mboyye / Antes que anochezca*, Asunción, Servilibro, 2016, p. 89. Álvarez, Mario Rubén, *A flor de ausencia! Ñe'ë apytere*, Asunción, Servilibro, 2007, p. 85. Delgado, Angélica, *Yvoty sa'ã*, Asunción, Arandurá, 1997, p. 71. Delgado Susy, *Ogve jave takuapu! Cuando se apaga el takuá*, Asunción, Arandurá, 2010, p. 100. Delgado, Susy, *Tataypype! Junto al fuego*, Asunción, Servilibro, 2011, p. 85. Delgado, Susy, *Ka'aru purabéi*, Asunción, Arandurá, 2018, p. 103. Gómez Centurión, Gregorio, *Ñe'ë: poemario en guaraní pa'i, guaraní paraguayoy y castellano*, Asunción, Servilibro, 2007, p. 111. Gómez Centurión, Gregorio, *Tetáygua Pyambu*, Asunción, Servilibro, 2017, p. 132. Lugo, Mauro, *Angekói: donde fluye mi voz*, Asunción, Servilibro, 2010, p. 125. Roa Bastos, Augusto, Fernández, Miguel Ángel, *Poesías reunidas*, Asunción, El Lector, 2003, p. 199. Poèmes antérieurs à 1992 mais réédités dans cette anthologie de 2003 incluse dans le corpus. Sosa, Lilian, *Ha ko'ë sapy'a (y de pronto amanece)*, Asunción, Arandurá, 2011, p. 127.

croyance reposant sur la corrélation entre marginalisation linguistique et exception littéraire.

Nous citerons à titre d'exemple particulièrement frappant les propos tenus par Evelio Fernández Arévalos dans « Presupuestos para una "política lingüística" en el Paraguay ». Cet article est publié trois ans après le passage du guarani au statut de langue nationale en 1967 grâce à l'instauration d'une nouvelle constitution. Nous nous situons lors d'une première étape de revalorisation de la langue et de réflexion autour du bilinguisme. Dans ce cadre, Evelio Fernández Arévalos propose une analyse du contexte sociolinguistique et explore différentes pistes pour élaborer une politique linguistique au Paraguay. Tout en insistant sur le manque d'études scientifiques, il brosse un portrait de la diglossie dans le pays. Il en vient au constat suivant : il existe une relation de cause à effet entre la pratique linguistique des locuteurs guarani et leur marginalisation sociale. Il affirme ainsi que :

*Hay en el Paraguay marginación por partida doble como consecuencia del estado de subdesarrollo y como consecuencia de la incomunicación que crea la valla del lenguaje. No hay ciencia expresada en guaraní, ni técnica vertida a ese idioma. Ni siquiera puede afirmarse que exista creación literaria en guaraní, porque las pocas excepciones son solamente tales<sup>4</sup>.*

Marge et exception sont ici dotées de connotations négatives, devenant synonyme d'exclusion. Le parallélisme entre les deux premières phrases, qui s'appuient toutes deux sur une tournure impersonnelle martelant le constat, et la triple négation dans les deux dernières « No », « ni », « ni », ne laissent pas de place au doute : il y a une corrélation entre marginalisation linguistique et exception littéraire.

Nous avons choisi d'insister sur le discours de cet auteur car il nous semble mettre en lumière la construction d'une idéologie qui aura un impact non seulement sur la politique linguistique mais également sur les études et la création littéraires. Nous comprendrons ici idéologie, à la suite de Pierre Bourdieu, comme un système de pensée mis en place par des individus dotés d'un pouvoir symbolique mais destiné à l'approbation de tous<sup>5</sup>. Evelio Fernández Arévalos détient, en effet, un capital à la fois culturel et politique puisqu'il a été professeur de linguistique mais aussi président du Congrès et de la Chambre des Sénateurs. Il pourrait donc correspondre à ces acteurs de l'idéologie « spécialistes de la production symbolique » qui détiennent un pouvoir culturel et symbolique. Il serait donc à même d'utiliser les systèmes symboliques que sont la langue et la science, à travers la linguistique dans notre cas, pour établir un ordre du monde dans lequel la hiérarchie entre l'espagnol et le guarani serait facteur d'exclusion sociale et d'impossibilité d'une littérature en

4. Fernández Arévalos, Evelio, « Presupuestos para una "política lingüística" en el Paraguay », *Cabiers du monde hispanique et luso-brésilien*, n°14, 1970, p. 23-29.

5. Bourdieu, Pierre, *Langage et pouvoir symbolique*, Paris, Seuil, 2001, p. 205-206. « Par opposition au mythe, produit collectif et collectivement approprié, les idéologies servent des intérêts particuliers qu'elles tendent à présenter comme des intérêts universels, communs à l'ensemble du groupe. »

guarani. Cet article qui s'inscrit dans une réflexion politique a une vocation universelle et rappelle l'idéologie et la croyance.

Mais nous parlons également d'idéologie car cette croyance est au fondement des études postérieures sur la littérature en guarani et va venir structurer le champ littéraire. Nous la retrouvons à la fois dans les discours des auteurs, mais aussi dans ceux des critiques et des historiens de la littérature. À titre d'exemples, nous rapportons les propos d'Augusto Roa Bastos publiés en 1974, défendant la thèse d'une diglossie littéraire :

*Creo que el planteo del P. Meliá, con respecto a la diglosia, se da efectivamente en un plano más amplio, incluso en la dimensión más compleja de la cultura y por tanto de la mediación literaria; es decir, incluso en la actividad de la elaboración de textos imaginarios o de ficción, puesto que esta mediación específica de la literatura se da concretamente a través del lenguaje. Este concepto de la diglosia se aplica perfectamente al fenómeno de la producción literaria<sup>6</sup>.*

Nous percevons dans l'article d'Augusto Roa Bastos la même idée selon laquelle la marginalisation linguistique est la cause d'une non-émergence de la littérature populaire et en guarani.

Nous observons aussi que cette croyance, loin de s'effacer avec la revalorisation progressive des droits linguistiques, se renforce et se perpétue. Tadeo Zarratea, avocat, critique littéraire mais aussi auteur, notamment du premier roman en guarani affirmait, par exemple, en 1990, lors d'une interview organisée par Michael Moody, que « *se sabe que yo pertenezco a un pueblo que no tiene literatura propia. Digo esto porque la literatura que se le da como propia está en castellano; no es la lengua propia, la lengua primera, la lengua materna de este pueblo*<sup>7</sup>. » Dans une conférence beaucoup plus récente donnée en 2021 et intitulée « *El valle de la utopía que resiste en la poesía guaraní* », Susy Delgado débutait en rappelant encore que « *Cuando abrimos el prisma hacia las dos vertientes lingüísticas de esta literatura, la del castellano y la del guaraní, descubrimos a primera vista que si la literatura paraguaya en general sigue siendo poco conocida, la que se escribe en guaraní lo es todavía menos*<sup>8</sup>. » Nous soulignons le glissement qui se produit dans les discours sur la littérature en guarani puisque l'on passe d'une non-existence affirmée à une non-existence supposée par une méconnaissance de ce corpus. C'est ici en quelque sorte que le présupposé apparaît comme tel. Cependant, nous souhaitons insister sur le contrôle qui s'exerce à l'intérieur de ce discours et qui aboutit au paradoxe suivant : pour pouvoir penser la littérature en guarani, il nous faut penser son inexistence. Les auteurs qui aujourd'hui s'engagent, voire militent, pour la revalorisation de cette

6. Roa Bastos, Augusto, « Cultura popular latinoamericana y creación literaria », *Stromata*, vol. 30 /1/2, 1974, p. 43-54.

7. Moody, Michael, « Entrevista con Tadeo Zarratea », *Confluencia*, vol. 5, n° 2, 1990, p. 121.

8. Delgado, Susy, « El valle de la utopía que resiste en la poesía guaraní », Centro Cultural de la República El Cabildo, Asunción, 23 juillet 2021.

littérature se trouvent dans l'obligation de rappeler la circonstance qui motive leur action. En cela, il nous faut peut-être envisager le décalage entre le présupposé et les textes qui en ont découlé sous le prisme du commentaire évoqué par Michel Foucault dans *L'ordre du discours*. Michel Foucault montre que le commentaire a la double fonction de permettre sans cesse de nouveaux discours en réactualisant le propos initial mais également d'enfermer le discours dans la répétition d'un même argument<sup>9</sup>. Le présupposé devient alors la condition nécessaire, celle qui ne peut pas ne pas être, de ces discours sur la littérature en guarani.

Il nous faut comprendre à présent quels seraient les arguments qui alimenteraient et justifieraient la permanence de ce présupposé. Des raisons à la fois historiques et politiques pourraient apporter des éléments de réponse, mais nous nous centrerons aujourd'hui sur le rôle des représentations linguistiques. Nous avançons ici l'hypothèse que la littérature en guarani a souffert de l'adéquation, dans la pensée collective, de cette langue avec l'oralité et l'identité nationale. L'importance de l'oralité est au cœur des représentations de cette langue car elle est synonyme de résistance de la langue face à des années de colonisation et d'oppression. Elle est aussi associée à une mélodie qui représenterait l'essence de la langue guarani. Une difficulté se pose alors : comment rendre cette oralité dans l'écriture sans perdre le caractère oral propre à langue guarani ? Mais l'oralité renvoie également à une double dimension à la fois culturelle et sociolinguistique. Elle renvoie d'une part aux origines de la langue puisque les Guaranis ne possédaient pas de systèmes d'écriture alphabétique. D'autre part, l'oralité serait aussi la conséquence de la diglossie : le guarani serait une langue orale, parlée dans la rue ou à la maison, mais qui n'aurait pas sa place dans les livres. En ce qui concerne le second point, le guarani permettrait, dans une dimension ontologique, l'expression de l'identité paraguayenne. Là où l'espagnol serait la langue de l'universalité et des échanges internationaux, le guarani exprimerait l'essence paraguayenne. En cela, le bilinguisme a pu être considéré comme un obstacle dans le développement d'une littérature paraguayenne. L'autrice et critique littéraire Josefina Plá, par exemple, affirmait que la langue guarani cantonnait la

9. Foucault, Michel, *L'Ordre du discours : leçon inaugurale au Collège de France prononcée le 2 décembre 1970*, Paris, Gallimard, 1999, p. 26-28. « Pour l'instant je voudrais me borner à indiquer que, dans ce qu'on appelle globalement un commentaire, le décalage entre texte premier et texte second joue deux rôles qui sont solidaires. D'une part, il permet de construire (et indéfiniment) des discours nouveaux : le surplomb du texte premier, sa permanence, son statut de discours toujours réactualisable, le sens multiple ou caché dont il passe pour être détenteur, la réticence et la richesse essentielles qu'on lui prête, tout cela fonde une possibilité ouverte de parler. Mais, d'autre part, le commentaire n'a pour rôle, quelles que soient les techniques mises en œuvre, que de dire enfin ce qui était articulé silencieusement là-bas. Il doit, selon un paradoxe qu'il déplace toujours mais auquel il n'échappe jamais, dire pour la première fois ce qui cependant avait été déjà dit et répéter inlassablement ce qui pourtant n'avait jamais été dit. Le moutonnement indéfini des commentaires est travaillé de l'intérieur par le rêve d'une répétition masquée à son horizon, il n'y a peut-être rien d'autre que ce qui était à son point de départ, la simple récitation. Le commentaire conjure le hasard du discours en lui faisant la part [sic] : il permet bien de dire autre chose que le texte même, mais à condition que ce soit ce texte même qui soit dit et en quelque sorte accompli. La multiplicité ouverte, l'aléa sont transférés, par le principe du commentaire, de ce qui risquerait d'être dit, sur le nombre, la forme, le masque, la circonstance de la répétition. Le nouveau n'est pas dans ce qui est dit, mais dans l'événement de son retour. »

littérature aux frontières nationales et ne pouvait exprimer que la réalité rurale du pays. Elle montre notamment comment à partir de la guerre du Chaco se développe une littérature qui court le risque de devenir « *puro consumo interno* <sup>10</sup> ».

Cette première partie visait à comprendre comment se construit le présupposé initial et quelles représentations limitantes il renfermait. La littérature en guarani serait qualifiée d'exception et subirait une marginalité car la langue guarani n'aurait pas vocation à être écrite ni lue sur le marché éditorial national et international. Face à ces rapports de force, nous verrons à présent comment la poésie bilingue en guarani s'érige en poésie de la résistance.

### Une poésie de la résistance

Nous avons pu observer que les chercheurs et critiques contemporains ainsi que les auteurs eux-mêmes abordent la littérature en guarani depuis la conscience de la marginalité et de l'exception. C'est ce constat qui les amène à fonder une poésie de la résistance. Cette rhétorique de la résistance se construit en réseau et se fonde sur plusieurs arguments. D'abord, il s'agit de montrer comment cette poésie se développe malgré des conditions difficiles d'accès au marché éditorial. À l'échelle nationale, le marché éditorial est principalement dominé par des œuvres publiées en espagnol. Par ailleurs, nous soulignons le manque de lecteurs qui s'explique par différents facteurs : le manque de diversité linguistique dans les œuvres publiées ou encore le coût trop onéreux des livres, par exemple. La loi 24 sur la promotion du livre de 2021 est à ce titre révélatrice de ces obstacles et ouvre la voie à de possibles solutions. Enfin, nous ne pouvons que revenir sur un système éditorial déficient ne mettant que partiellement en valeur les « bons » auteurs. Ces derniers doivent financer eux-mêmes l'impression et parfois la promotion de leurs œuvres, sans compter qu'ils ne touchent aucun droit d'auteur. Il s'agit donc de résister d'abord à la marginalisation de cette poésie. Mais, cette rhétorique de la résistance littéraire est intrinsèquement liée à celle de la résistance linguistique. À travers la littérature, les poètes deviennent des gardiens de la langue guarani : ils prouvent sa vitalité, ses capacités créatrices, ils entrent dans l'arène de l'écriture pour l'élever au même statut que l'espagnol qui tire en partie son prestige de sa dimension littéraire. La littérature devient la preuve que la langue guarani a su résister à toutes les formes d'oppression : la colonisation, la dictature, la hiérarchisation des langues liée au système capitaliste et à la mondialisation. La rhétorique de la résistance se forge alors dans le paratexte et le texte lui-même. Elle se joue dans les recueils de poèmes mais aussi dans les anthologies, les articles de la presse et de la littérature scientifique. Les auteurs de l'Anthologie *Paraguái ñe'ẽ*, Bernardo Neri Farina, Susy Delgado et Javier Viveros, concluent par exemple la présentation de cet ouvrage en précisant que :

---

10. Plá, Josefina, « Evolución intermedia (1940-1959) », in Díaz-Pérez, Viriato, *Literatura paraguaya Vol. II*, Alicante, Biblioteca Virtual Miguel de Cervantes, 2003, (1980), p. 96.

*En estos tiempos de internet y globalización, el Paraguay sigue siendo, en gran medida, un país desconocido. En estos tiempos de identidades fragmentadas, en el Paraguay se escribe una poesía rica y diversa, que muestra como ayer, sus singularidades, que juega y se proyecta con sus dos lenguas, reivindicando su preciada herencia de la “palabra alma”. Una poesía desconocida que resiste y crece, de espaldas al persistente olvido que imponen los lectores del mundo a este género<sup>11</sup>.*

On retrouve ici le présupposé initial qui incarne un poids contre lequel résiste la poésie en guarani.

La mise en place d'une résistance passe par la revendication d'un corpus conséquent et d'une tradition littéraire ancestrale. Il s'agit de montrer que la littérature en guarani ne correspond pas à de simples exceptions en marge de la scène littéraire nationale. Les anthologies jouent alors un rôle clef, comme le démontre Carla Fernandes dans l'article « *Nuevos rumbos para la literatura paraguaya* », en contribuant à l'affirmation de la littérature paraguayenne et en guarani :

*De eso [la existencia de la literatura paraguaya] ya no cabe duda y tampoco de que no es una incógnita. La afirmación de esta existencia y de esta identidad pasa por la elaboración y el cultivo de los diferentes tipos de antologías que acabamos de nombrar. Este género metaliterario está conquistando, en el panorama histórico-crítico de las letras paraguayas, un espacio colindante con las diferentes generaciones, promociones o décadas en las que se suele organizar cronológicamente la literatura paraguaya<sup>12</sup>.*

Il nous faut souligner à ce propos l'effort considérable des auteurs de notre corpus dans l'élaboration d'anthologies soit de littérature en guarani soit de littérature paraguayenne dans laquelle ils intègrent la littérature en guarani. Susy Delgado a ainsi publié quatre anthologies : *La voz mediterránea: muestra de poesía del Paraguay* (2008), *Literatura oral y popular del Paraguay* (2008), *Ñe'ë Rendy* (1<sup>re</sup> édition en 2011 et 2<sup>e</sup> en 2019), *Paraguái ñe'ë* (2017). Feliciano Acosta a également travaillé à la publication de trois anthologies : *Ñe'ëpoty Aty* (2005), *Guarani Ñe'ë Porã, Literatura Guaraní* (2011), *Tetãgua Mba'e (Literatura Popular)* (2012). L'on peut retrouver dans ces anthologies de brèves histoires de la littérature qui se proposent de réintégrer la littérature en guarani au sein d'une littérature nationale. Par ailleurs, il nous semble important de montrer comment, face à une absence supposée de tradition littéraire, les auteurs de notre corpus se revendiquent les héritiers d'une tradition littéraire orale : celle des mythes et chants guarani. Peut-être peut-on voir aussi ici un acte décolonial dénonçant ce que Mignolo appelle les « cultures du livre », c'est-à-dire les cultures occidentales associant la littérature à l'écriture alphabétique. Cette filiation est un argument d'autorité dans la mesure où elle confère à la littérature en guarani une ancienneté et une antériorité par rapport à la littérature

11. Neri Farina, Bernardo, Delgado, Susy, Viveros, Javier, *Paraguái ñe'ë. Antología de poesía paraguaya*, Santo Domingo, Editora Nacional, 2017, p. 18.

12. Fernandes, Carla, « Nuevos rumbos para la literatura paraguaya », *Cuadernos Hispanoamericanos*, n° 629, 2002, p. 19.

en espagnol dans le pays. Elle s'inscrit également dans une dimension identitaire, en mettant en lumière l'héritage guarani, que la littérature en espagnol ne pourrait pas représenter. Cet héritage de la culture guarani se manifeste dans notre corpus où le mythe devient à la fois source d'inspiration et mode de signification. Sur les huit auteurs de notre corpus, au moins cinq (Susy Delgado, Lilian Sosa, Gregorio Gómez Centurión, Augusto Roa Bastos et Mauro Lugo) explorent cette dimension mythique. Nous pouvons évoquer à titre d'exemple les poèmes « *El principio* », « *Nacimiento de kuña* » ou encore « *El primer hombre*<sup>13</sup> » d'Augusto Roa Bastos inspirés de *Los mitos de creación y de destrucción del mundo como fundamentos de la religión de los Apapokuva-Guaraní*<sup>14</sup>, recueillis par l'ethnologue Curt Nimuendaju Unkel. Nous citons les premières strophes de « *El principio* » :

*Ñanderuwusu oguãhẽ ouvo,  
Ñanderuwusu...*

Le precedía un trueno silencio.  
La oscuridad tapaba los caminos,  
Pero su diestra relampagueante  
Apartaba las tinieblas  
Aproximándose  
Con un sol sobre el pecho<sup>15</sup>.

Nous pouvons également penser à « *El último vuelo de Maino'i / Ka'arupytũ kerayoty*<sup>16</sup> » de Susy Delgado qui réinvente le parcours du colibri, l'oiseau mythique de la genèse guarani qui, dans le poème, est annonciateur d'une apocalypse. Mais nous citerons aussi le poème « *Avañe'ẽ / La lengua del hombre*<sup>17</sup> » de Mauro Lugo qui se réapproprie le mythe de l'origine du langage guarani.

Un dernier point nous paraît illustrer la subversion de la rhétorique de la marge et de l'exception. Il se produit une revalorisation de l'espace rural comme territoire marginal et périphérique. Cette revalorisation est à la fois intra et extratextuelle, le village devenant doublement le lieu d'une création poétique. D'une part, tous les poètes de notre corpus, sans exception, traitent la thématique de la nature et de l'espace rural. Cet espace est la plupart du temps associé à un *locus amoenus* ou aux traditions et mythes guarani. Nous citons à titre d'exemple quelques vers du poème « *Guyra saite* » de Mario Rubén Álvarez que nous traduisons :

13. Roa Bastos, Augusto, Fernández, Miguel Ángel, *Poesías reunidas*, op. cit., p. 91-98.

14. Unkel, Curt Nimuendajú, *Los mitos de creación y de destrucción del mundo como fundamentos de la religión de los Apapokuva-Guaraní*, Lima, Jürgen Riestler, 1978, p. 219.

15. Roa Bastos, Augusto, Fernández, Miguel Ángel, *Poesías reunidas*, op. cit., p. 91.

16. Delgado, Susy, *Ka'aru purahéi*, op. cit., p. 83-84.

17. Lugo, Mauro, op. cit., p. 121.

Guyra saite	Oiseau sauvage
Aheka pe ñe'ẽ Hakua, Haĩmbe, Iypuku, Hesaká, hyakũa poráva.	Je cherche cette langue/parole Pointue, Tranchante, Profonde, Claire, À la bonne odeur.
Yvytu rembére kuimba'e ry'áipe ka'aru kirirĩme kuña resa'áme ko'ẽju rakáre mitá pukaykére, opa rupi aheka.	À la lisière du vent dans la sueur de l'homme dans le silence de l'après-midi dans le regard de la femme dans les branches de l'aube à côté du sourire de l'enfant, partout je cherche.
Ha'e katu cherechávo añemboja, ku guyra saitéicha, oipysóma ipepo, araire opu'ã.	Mais elle lorsqu'elle me voit approcher, comme un oiseau sauvage, elle déploie son aile, dans les cieux elle s'élève.
Oiméneku oimo'ã aipota ipurahéi añapytĩ haguá ipu saká che py'a sáre	Peut-être qu'elle pense que je désire son chant pour attacher le son clair qu'elle émet aux liens de mon âme.

Ce poème met en lumière le lien fort entre la langue et l'espace rural. La langue poétique semble trouver sa source dans la nature, et même se confondre en elle, comme l'indique le champ sémantique de la végétation ou encore la comparaison de la langue avec l'oiseau sauvage.

D'autre part, il nous faut souligner les initiatives des auteurs pour créer une poésie depuis « l'intérieur » du Paraguay, depuis les villages ou les communautés indigènes. Ils organisent, par exemple, des ateliers d'écriture dans les communautés indigènes et publient par la suite ces recueils de poésie. Nous ferons aussi allusion à l'atelier poétique bilingue « *Jaheka ñe'ẽ porã* » (Cherchons la littérature) mené par Susy Delgado en 2014 qui a eu lieu dans différents villages de l'intérieur du pays (Pilar, Villarica par exemple). Mais nous pouvons également évoquer l'initiative « *Clubdelibros* » fondée par Feliciano Acosta qui a pour objectif de construire des bibliothèques ou de les améliorer dans les endroits les plus reculés du Paraguay. Il se produit donc une déviation assumée : il s'agit de déplacer les centres de création poétique jusqu'à présent resserrés autour de la capitale, Asunción. Cette poésie semble donc explorer les notions de marge, d'exception, voire de déviation, pour

en déjouer les implications ou pour transformer l'écart en espace de création originale. Il nous reste à présent à savoir quel est le rôle ou l'impact du bilinguisme sur cette production.

### **Le bilinguisme comme atout maître dans les renégociations ?**

L'évolution dans la rhétorique autour de la littérature en guarani s'accompagne d'un changement dans la représentation du bilinguisme. Ce dernier devient l'emblème de la singularité du Paraguay, premier pays d'Amérique latine à avoir instauré un bilinguisme officiel avec une langue d'origine indigène. Cette renégociation du bilinguisme se scelle dans les années 1990 au moment du passage à la démocratie et donc à l'instant même où le pays se dote d'une nouvelle identité en accord avec cet élan démocratique. L'instauration du bilinguisme lors de la Constitution de 1992 et de la mise en place du Plan d'Éducation Bilingue en 1994 marquent un tournant dans l'histoire du pays en accédant aux revendications pour les droits linguistiques des locuteurs du guarani et en tournant ainsi le dos à un passé d'oppression. Le développement d'une littérature bilingue, qui vient corroborer cette nouvelle trajectoire, est donc bienvenue puisqu'elle incarne là encore la nouvelle identité paraguayenne. De plus, ce bilinguisme est un atout à la fois à l'échelle nationale et à l'échelle continentale et mondiale. Il ancre le Paraguay dans une dynamique latino-américaine de revendications des droits politiques, sociaux mais aussi linguistiques des peuples amérindiens. Enfin, l'on se situe à une époque où la représentation du bilinguisme au niveau mondial a changé. Celui-ci ne représente plus un retard ou un obstacle, mais bien un atout pour s'intégrer dans un monde globalisé et qui vise des rapports pacifiés. La poésie bilingue est donc au cœur de la renégociation des notions de marginalité et d'exception car elle est l'image de la nouvelle identité moderne du Paraguay, identité qui peut bénéficier d'un rayonnement international. Il se produit alors un changement radical : là où on considérait que le guarani était le corollaire de l'enclousonnement du pays, il devient à présent une ouverture sur le monde.

Il s'agit également de sortir de la marginalité en intégrant la République mondiale des lettres. Pascale Casanova modélise les rapports de force au sein du champ littéraire par le prisme de cette métaphore politique. Cette république d'échelle planétaire constitue un espace où les littératures sont hiérarchisées selon un modèle centre-périphéries et dans lequel elles sont sujettes aux luttes de pouvoir<sup>18</sup>. Or, dans ce que Pascale Casanova nomme « la bourse » ou « le marché des valeurs littéraires », il existe plusieurs critères qui peuvent donner une plus grande valeur au bien littéraire. L'un de ces critères est la littérarité qui correspond en réalité au capital linguistico-littéraire. Il y aurait dans cette république un rapport d'identité et de renforcement mutuel entre la langue et la littérature. Des langues seraient plus

18. Casanova, Pascale, *La République mondiale des Lettres*, Paris, Seuil, 1999, p. 20.

littéraires que d'autres car elles auraient accumulé une longue tradition littéraire et compteraient parmi leur patrimoine littéraire des chefs-d'œuvre. La langue agit alors comme un « certificat littéraire<sup>19</sup> ». Cette littérarité est déterminante de la hiérarchie entre les langues et le bilinguisme devient alors un atout maître puisqu'il fait profiter la littérature en guarani du capital linguistico-littéraire de la littérature en espagnol :

Il faudrait ainsi opposer des langues de « grande culture » – c'est-à-dire les langues à forte littérarité – aux langues de « grande circulation ». Les premières sont celles qui sont lues non seulement par ceux qui les parlent, mais aussi par ceux qui pensent que ceux qui écrivent ou sont traduits dans ces langues méritent d'être lus. Elles sont en elles-mêmes des « permis » de circuler littérairement, puisqu'elles attestent l'appartenance à un « foyer » littéraire<sup>20</sup>.

Nous avançons aussi l'hypothèse que le bilinguisme représente une renégociation des notions de marginalité et d'exception de la poésie en guarani car il est sa condition d'existence. Il devient un objet poétique qui lui donne un fondement et une légitimité intra et extratextuelle. Les poèmes explorent les tensions entre les deux langues, assument la marginalité du guarani et réfléchissent même parfois à des politiques linguistiques. Leur modalité bilingue leur permet d'avoir une réception à la fois nationale et internationale, de prétendre à la singularité et à l'universel. Nous analyserons brièvement le poème « *Purahéi mo'á* » de Susy Delgado issu du recueil *Ogue jave takuapu/Cuando se apaga el takuá* qui illustre à la fois cette hypothèse et les différentes réflexions que nous avons pu mener dans cet article.

---

19. *Ibid.*, p. 35.

20. *Ibid.*, p. 37.

Purahéi mo'á

Casi un canto<sup>21</sup>

Si yo pudiera hablar

*Ñandejára**Dios*Si mi lengua supiera pronunciar *ne'ëte*Si mi lengua supiera pronunciar *la palabra verdadera*

Si yo pudiera deshacer el alfabeto

Del tiempo y la memoria

*Cheresapyso ngá'u raka'e*Y amasara en mi boca *ñe'ë porá**joguahami*Si yo hubiese tenido una visión aguda  
Y amasara en mi boca *algo parecido a la palabra hermosa*

Si descifrara el pentagrama de los vientos

*Ajora ojokuáva che kũ*

Liberara lo que ata mi lengua

Si pudiera convocar a los antiguos

*ayvu jára*

Si pudiera convocar a los antiguos dueños de la palabra

*Ogueru ngá'u chéve* su dulce mimby*Si me trajeran* su dulce flautaSi anidaran aquí *che aby'òkuápe*Si anidaran aquí *en el fondo de mi garganta**Tojora che pytúpe okéva**Desatara lo que duerme en mi aliento*

Si me escucharan todos

*Umi nacherenduvéiva**Esos que ya no me escuchan*

Si supiera cantar

*Aña membyre**Hijo del diablo*

Nous pouvons observer dans ce poème, qui se construit sous la forme d'une prière et d'une condition irréalisable, le désir frustré de retrouver une langue de communication et une langue poétique. Le poème se structure sur le mode de l'irréel à partir de la subordonnée de condition à l'imparfait du subjonctif en espagnol et à partir du morphème « *ngá'u* » en guarani que l'on pourrait traduire par « *ojalá* » en espagnol. Ces deux procédés creusent la distance entre le désir et la réalité. Le désir est d'autant plus fort qu'il se mêle à la prière comme semble l'indiquer l'interjection « *Ñandejára* » appartenant au champ sémantique de la religion et la répétition de la subordonnée de condition qui crée une sorte de litanie. Le champ sémantique de la langue, prédominant dans le poème, exprime le désir. La langue est évoquée dans toutes ses dimensions. On retrouve en guarani tous les termes pouvant la désigner : « *kũ* » renvoyant à l'organe, « *ñe'ë* » au langage et à la parole, et « *ayvu* » à la langue mythique et à la parole désarticulée. De la même manière, en espagnol, les termes « *lengua* » et « *boca* » renvoient à l'organe de la parole tandis que « *alfabeto* » fait référence au langage écrit. Les allusions au corps, associées au

21. À l'exception du titre, la traduction est celle de l'autrice qui apparaît sous forme de glossaire dans ses différentes versions. Il est intéressant de remarquer que dans la version originale issue de *Ogue jave takuapu/Cuando se apaga el takuá* (2010), les parties en espagnol et en guarani ne sont pas différenciées par les italiques. Ce procédé se produit en 2017 lors de la parution de l'anthologie *Kiriri ñe'ë joapy/Échos du silence*. Un autre fait attire notre attention : le même poème est publié, en 2017 également, dans l'anthologie *Paraguái ñe'ë, antología de poesía paraguayana* mais cette fois ce sont les parties en espagnol qui apparaissent en italique.

verbe de capacité « *saber* » et « *poder* » sur le mode de l'imparfait du subjonctif, signalent la mise en échec du corps, son impuissance à dire. Le je poétique cherche sa voix, comme le montre les références à la parole (« *hablar* » au vers 1, « *pronunciar* » au vers 3) mais aussi au chant (« *purabéi* » dans le titre, « *cantar* » au vers 16). Il s'agit donc de retrouver à la fois une langue de communication et une langue poétique. L'impuissance se manifeste dans l'écart entre le guarani et l'espagnol, dans la modalité bilingue du poème. Cette idée est particulièrement visible dans l'écart typographique : les parties en guarani semblent surgir dans le discours de la voix poétique comme des fragments dont l'éclatement saute aux yeux grâce aux italiques. Le passage aux italiques indique le changement de langue. Il rend visible le passage d'une langue à l'autre dévoilant ainsi la distance entre les deux idiomes ; d'autant plus que ces caractères en italique ne sont pas nécessaires pour se rendre compte de l'alternance entre les deux langues. Les apparitions sporadiques tendent aussi à illustrer une langue qui ne parvient pas à émerger totalement, qui échoue à se dire. La répétition du morphème « *jora* » qui pourrait se traduire par le terme « *desatar* », « détacher », « dénouer », « libérer », confirme cette idée en exprimant le désir de se libérer des obstacles qui empêchent l'expression en guarani. Mais cette langue est aussi une langue poétique héritée des mythes et chants guarani. L'hypallage dans l'expression « *deshacer el alfabeto/del tiempo y la memoria* » associe l'histoire comme temps vécu à l'histoire comme temps écrit et, également, la réalité objective et le souvenir subjectif. Cette référence à l'écriture pourrait évoquer le désir de revenir à une tradition orale, le passage à l'écriture en guarani rappelant la colonisation. Il s'agirait alors de revenir à un temps d'avant l'oppression mais aussi au temps de l'oralité des mythes ancestraux. Cette allusion fait également référence à la cabale que l'on retrouve par la suite dans l'expression « *descifrara el pentagrama de los vientos* » (au vers 8) qui traduit une cosmovision et une espèce d'osmose avec la nature, qui n'est pas sans rappeler la dimension rituelle des mythes. Mais plus encore, il s'agit de retrouver la langue poétique des « *pajes* », c'est-à-dire des chamanes, et des dieux guaranis. Les expressions « *ñe'ete* » (au vers 3) et « *ñe' porã* » (au vers 7) rappellent les termes utilisés en guarani pour faire référence aux chants ancestraux. Quant à l'expression « *ayvu jára* » (au vers 10), « maîtres de la parole », elle pourrait faire écho aux chamanes qui, parce qu'ils possèdent une langue poétique, peuvent accéder aux paroles divines. Nous retrouverons alors depuis l'intérieur du poème cet héritage des mythes guarani dont les poètes contemporains se veulent les héritiers. La modalité bilingue devient un procédé créatif au cœur duquel les tensions et la marginalisation linguistiques peuvent être transfigurées.

## Conclusion et pistes de réflexion

En définitive, cette réflexion autour des notions de marginalité et d'exception vient structurer notre analyse de la poésie bilingue et alimenter le processus créatif. Ces concepts sont au fondement d'une croyance structurante à partir de laquelle

va se construire la poésie bilingue. Face à un présupposé qui présente cette création comme une exception et une production marginale, les poètes répondent par une poésie de la résistance, qui vient à la fois se réapproprier ces notions mais aussi les subvertir pour cultiver, depuis la marge, leur singularité. Le bilinguisme semble alors être un atout dans ces renégociations en faisant de cette caractéristique linguistique une plus-value pour le bien littéraire paraguayen qui peut alors représenter la nouvelle modernité paraguayenne et s'intégrer à la République mondiale des lettres. Nous avons choisi d'insister ici sur les avantages du bilinguisme, mais il nous faudrait nuancer notre propos en analysant également la possible relation de dépendance du guarani envers l'espagnol. De la même manière, il serait intéressant d'adopter une perspective continentale et d'ouvrir la recherche aux autres littératures en langues indigènes pour repenser la notion d'exception appliquée au guarani et au Paraguay.

### Bibliographie

Acosta, Feliciano, Krivoshein de Canese, Natalia, *Ñe'ëpoty aty*, Asunción, Servilibro, 2005, 178 p.

---, Delgado, Susy, *Literatura oral y popular del Paraguay*, Asunción, IPANC, 2008, 175 p.

---, *Guarani ñe'ë porã Literatura guaraní*, Asunción, Servilibro, 2011, 154 p.

---, *Tetãgua mba'e: literatura popular*, Asunción, Servilibro, 2012, 156 p.

Bourdieu, Pierre, *Langage et pouvoir symbolique*, Paris, Seuil, 2001, 423 p.

Casanova, Pascale, *La République mondiale des Lettres*, Paris, Seuil, 2008, 506 p.

Delgado, Susy, *La voz mediterránea: muestra de poesía del Paraguay*, Buenos Aires, Ediciones del IMFC, 2008, 123 p.

---, *Ogue jave takuapu Cuando se apaga el takuá*, Asunción, Arandurá, 2010, 100 p.

---, Neri Farina, Bernardo, Viveros, Javier, *Paraguái Ñe'ë. Antología de poesía paraguaya*, Editora Nacional, Saint-Domingue, 2017, 385 p.

---, *Poesía guaraní contemporánea: Ñe'ë rendy*, Asunción, Atlas, 2019 (2011), 271 p.

---, « El valle de la utopía que resiste en la poesía guaraní », Asunción, conférence donnée en ligne sur la page facebook du Cabildo, 2021 [<https://www.facebook.com/CCRCabildo/videos/512135806512227/>].

Díaz-Pérez, Viriato, *Literatura del Paraguay. Vol. II.*, Alicante, Biblioteca Virtual Miguel de Cervantes, 2003, (1980), 184 p.

Fernandes, Carla, « Nuevos rumbos para la literatura paraguaya », *Cuadernos hispanoamericanos*, n° 629, 2002, 15-28 p.

Fernández Arévalos, Evelio, « Presupuestos para una « política lingüística » en el Paraguay », *Caravelle. Cahiers du monde hispanique et luso-brésilien*, n° 14, 1970, p. 23-39.

Foucault, Michel, *L'Ordre du discours : leçon inaugurale au Collège de France prononcée le 2 décembre 1970*, Paris, Gallimard, 1999, p. 84.

Roa Bastos, Augusto, « Cultura popular latinoamericana y creación literaria. », *Stromata*, vol. 30 /1/2, 1974, p. 43-54.

Mignolo, Walter, *The Darker Side of the Renaissance: Literacy, Territoriality, and Colonization*, Ann Arbor, University of Michigan Press, 1995, p. 426.

Moody, Michael, « Entrevista con Tadeo Zarratea », *Confluencia*, vol. 5, n° 2, 1990, p. 121-126.

### RÉSUMÉ/MOTS-CLÉS

Cet article se propose de penser les conditions d'émergence et les caractéristiques d'une poésie bilingue en guarani à partir d'une réflexion autour des concepts de marginalité et d'exception. À partir d'une étude des discours sur la littérature paraguayenne et des recueils contemporains de poésie bilingue, nous tentons de discerner comment se construit et se reconstruit une histoire de cette poésie, depuis les stigmates de la marge et de l'exception jusqu'à une renégociation de ces notions pour fonder une poésie de la résistance.

Marginalité, Exception, Poésie bilingue, Guarani, Paraguay

### RESUMEN/PALABRAS CLAVES

Este artículo se propone pensar las condiciones de emergencia y las características de una poesía bilingüe en guaraní a partir de una reflexión en torno a los conceptos de marginalidad y excepción. Mediante el análisis de discursos sobre la literatura paraguayana y de algunos poemarios bilingües contemporáneos, trataremos de percibir cómo se construye y reconstruye una historia de esta poesía, desde los estigmas del margen y de la excepción hasta una renegociación de estas nociones para fundar una poesía de la resistencia.

Marginalidad, Excepción, Poesía bilingüe, Guaraní, Paraguay

**ABSTRACT/KEYWORDS**

This article seeks to explore the circumstances of the rising as well as the features of bilingual poetry in guarani, considering the concepts of marginality and exception. By analysing the discourse about Paraguayan literature and studying several contemporary bilingual poetry books, we shall try to perceive how the story of this poetry is constructed and reconstructed, from the stigma of marginality and exception to the renegotiation of these notions aiming to build a poetry of the resistance.

Marginality, Exception, Bilingual poetry, Guarani, Paraguay

*L'article a été soumis pour évaluation le 12/04/22 et a été accepté pour publication le 09/09/22.*

# **Governança hídrica na região semiárida do Estado de Pernambuco (Brasil): análise da gestão do Comitê da Bacia Hidrográfica do São Francisco**

**Sidclay CORDEIRO PEREIRA**  
Universidade de Pernambuco, Brasil  
sidclay.pereira@upe.br

**Hidelano DELANUSSE THEODORO**  
Universidade Federal do Rio de Janeiro, Brasil  
hidelano@yahoo.com

## *Agradecimentos*

*O segundo autor agradece à Fundação de Amparo à Pesquisa do estado de Pernambuco (FACEPE) pelo suporte dado via Bolsa de Fixação de Pesquisador (BFP) na Universidade Federal do Vale do São Francisco (UNIVASF); assim como ao Programa de Pós-Graduação do Departamento de Engenharia Civil da Universidade Federal do Rio de Janeiro (UFRJ).*

## **Introdução**

NAS POLÍTICAS VOLTADAS AO MEIO ambiente no Brasil, a participação social foi fortalecida na década de 1990 com a criação de vários conselhos consultivos e deliberativos em todos os níveis governamentais, com a participação regulamentada da sociedade civil organizada (Carvalho, 2012; ASA, 2017). Os Conselhos de Meio Ambiente, os Comitês de Bacias Hidrográficas (CBH) e os Conselhos Gestores de Áreas de Proteção Ambiental (APA) prevêm a participação de segmentos da sociedade como Organizações Não-Governamentais (ONG) e movimentos sociais (CBHSF, 2017).

A gestão dos recursos hídricos no Brasil iniciou uma nova fase com a aprovação, em janeiro de 1997, da Lei nº 9.433, da Política Nacional de Recursos Hídricos

(PNRH): “entre os princípios internacionalmente aceitos sobre gestão de recursos hídricos, incorporados a Lei nº 9.433, estão os fixados na Agenda 21, da conferência Rio-92, que foram aprimorados para serem factíveis e passíveis de serem implementados” (Castro, 2012, p. 42). Além desta lei nacional, outros doze estados também promulgaram legislações semelhantes, sabendo que o estado de São Paulo foi o primeiro a tratar da descentralização da gestão da água ainda no início dos anos 90 do século passado: “datada de 1991, a lei estadual nº 7.633 definiu a gestão como sendo participativa, integrada e descentralizada em nível de unidades de bacias hidrográficas” (Martins e Lima, 2017, p. 118). Quatro princípios desta lei são inovadores na gestão hídrica brasileira: a gestão por bacia, a unicidade da outorga, a exigência de plano de gestão e o instrumento de cobrança.

Na América do Sul, esse processo aconteceu apenas em países como Argentina e Equador com comitês consultivos, a Guiana Francesa com comitê deliberativo e o Chile, a Bolívia e a Venezuela com projeto de implementação. As próprias agências de água ao nível das bacias, quando existem, possuem um caráter evidentemente técnico, reforçando a centralização dos programas governamentais. Entretanto, com uma configuração administrativa ativa, o Brasil se destaca dos demais países por ser o único a ter instrumentos institucionais que estabelecem esses princípios (Castro, 2012; Theodoro, 2017). Ampliando-se a escala de observação para toda a América Latina, vê-se ainda a vigência de estruturas tradicionais de gestão, pautadas em decisões descendentes e com exclusão participativa. Isso é fruto de modelos estatais herdados da colonização que garantiram o caráter de “bem público” da água, mas não permitiram a regulação democrática dos seus usos (Theodoro, 2017).

As preocupações com os usos da água vão além do consumo humano e da dessedentação dos animais em épocas de escassez. Tem sua dimensão econômica, social e cultural que precisa estar contemplada na gestão a partir das bacias hidrográficas. A descentralização se tornou uma discussão presente no cenário internacional de políticas públicas, ao buscar se distinguir a “desconcentração, na qual atores locais continuam subordinados ao poder central, à descentralização política que se refere à transferência de poder decisório aos agentes que prestam contas às populações locais, normalmente através de eleições” (Abers e Jorge, 2005). Nesse sentido, a legislação brasileira de recursos hídricos criou o sistema institucional que possibilita a articulação para atuar no seu gerenciamento. Destarte, a União, os estados, os municípios, os usuários de recursos hídricos e a sociedade civil atuam em conjunto, preferencialmente, de forma harmônica e integrada (Pereira e Johnson, 2004).

Entende-se que a governança é a uma forma de coordenação inter-organizacional modelada em redes, especialmente as auto-organizados (Gregory, 2013). A governança da água, assim, refere-se ao conjunto de aspectos políticos, sociais, econômicos e sistemas administrativos (Kooiman, 2008) que estão no local para desenvolver e gerenciar os recursos hídricos, a prestação de serviços de água e para implementação de soluções para melhoramento da qualidade da água, em diferentes níveis da sociedade (ANA, 2005; Theodoro, 2017). A governança é mais abrangente que a

governabilidade, refere-se a um guia de gerenciamento e, ao mesmo tempo, a um processo de coordenação social e econômico. Com isto, envolve os diversos atores não estatais no processo de negociação e tomada de decisão. Em um plano mais amplo, a governança engloba a sociedade como um todo (Gravel e Lavoie, 2009; Rosenau, 2002; Gonçalves, 2006). Pensar a governança das águas é entender essa discussão envolve essencialmente diversas áreas do saber, ações políticas e de gestão.

Nesse contexto, destaca-se a região semiárida brasileira que, historicamente, vivencia problemas sociais, econômicos e ambientais em decorrência de uma gestão hídrica falha que impactou fortemente a governança da água. É imensurável o montante financeiro investido na região nos últimos cento e trinta anos a partir das incontáveis ações do estado; porém, essa ainda continua padecendo de problemas sociais, principalmente aqueles oriundos das secas sazonais. Percebe-se que o modelo de gestão em vigência não é o mais adequado e criar novos órgãos ou burocratizar ainda mais o processo certamente não minimizou o problema. Por outro lado, a população residente na região pouco foi ouvida sobre seus conhecimentos aplicados às minimizações dos impactos sociais resultantes da falta de acesso à água.

O estado de Pernambuco possui, ao todo, cento e oitenta municípios, dos quais cento e vinte e dois estão na região semiárida, os demais encontram-se nas áreas de Mata Atlântica e litoral. Do ponto de vista demográfico, Pernambuco possui total de 8.796.448 habitantes, sendo 3.655.822 residentes no semiárido e, por fim, deste total 2.376.320 residem em áreas urbanas e 1.279.502 nas zonas rurais (INSA, 2011). É ainda um dos estados que mais recebeu investimentos no seu semiárido, bem como um local, reconhecidamente, importante nas políticas públicas. Do total de municípios do estado, nenhum está com nível muito alto de IDHM: Seis estão com alto nível de IDHM, setenta com médio, um está muito baixo e os demais como baixo. Nenhum município do semiárido possui alto nível de IDHM (ADH, 2018).

Isso posto, partiu-se para estudar o rio mais importante no semiárido de Pernambuco. As águas do Rio São Francisco são utilizadas na geração de energia, no fornecimento de recursos à indústria e irrigação, notadamente o agronegócio, e no fornecimento de água potável e saneamento das cidades e áreas rurais. Entretanto, a água também tem uma dimensão religiosa para as comunidades quilombolas e indígenas (MMA, 2005; Cirillo, 2008; ASA, 2017; Marques, 2018; Reis, 2018). O amálgama desses temas, quando estão em pauta na gestão hídrica, provoca tensões e lutas entre os membros.

A gestão hídrica no Brasil segue a lógica da atuação multiescalar e, isso posto, o estado de Pernambuco tem seus recursos hídricos, ora geridos pelo governo estadual, ora por pelo governo federal com influência da escala regional que, nesse caso, torna-se interestadual. Esse complexo engendramento, aliado às decisões político-partidárias e a atuação das ONGs, torna a gestão hídrica complexa em sua execução. Nesse sentido, pergunta-se: como deve ser o processo de gestão hídrica

para a região semiárida de Pernambuco através do Comitê da Bacia Hidrográfica do Rio São Francisco (CBHSF)?

Nesse sentido, objetiva-se discutir o processo de governança da água no semiárido de Pernambuco a partir do CBHSF, com foco da Câmara Consultiva Regional (CCR) do Submédio São Francisco e tendo-se em mente que a gestão hídrica através do CBHSFé, essencialmente, um processo de governança da água<sup>1</sup>.

Então, há, inicialmente, o processo de construção dos comitês de bacias hidrográficas no Brasil e, em particular, os comitês da bacia do Rio São Francisco com suas câmaras consultivas regionais. Em seguida, discute-se, a partir das entrevistas coletadas, a análise das atas a atuação da CCR do Submédio São Francisco com destaque nas percepções e objetivos dos seus membros; as estratégias para a tomada de decisão; a participação cidadã e dos membros no comitê; as tomadas de decisão; o papel do estado de Pernambuco na gestão da CCR e, por fim, a avaliação da gestão a partir da bacia hidrográfica.

## Metodologia

A pesquisa aqui proposta fez uso de dados e informações publicadas e de entrevistas com os membros da CCR do Submédio São Francisco. Foram consultadas as publicações de órgãos governamentais e da sociedade civil organizada em mídias impressa e eletrônica. Para o entendimento da gestão a partir do CBHSF, foram consultadas todas as atas de plenárias das reuniões da CCR São Francisco entre 2003 e 2018. A sua escala de atuação é local, mas pensada regionalmente a partir da região do Submédio São Francisco.

O CBHSF realiza reuniões plenárias nas quais participam o poder público, usuários e as comunidades, com o intuito de discutir e planejar ações que contribuam para uma gestão eficiente dos “recursos hídricos”, proporcionando aos municípios que integram a bacia um desenvolvimento sustentável –sendo que no período referido, foram realiza das trinta e cinco Reuniões Plenárias Ordinárias.

## As entrevistas com os membros da CCR Submédio São Francisco

O questionário aplicado aos membros titulares e suplentes da CCR do Submédio São Francisco foi construído visando dar voz e aprofundar o conhecimento sobre a gestão da água. Buscava-se entender o que não é revelado nas atas das plenárias, tais como as ideias defendidas e suas estratégias, preencher as lacunas de conhecimento não evidenciadas nos documentos (Minayo, 2012).

---

1. O texto aqui presente é um recorte do capítulo oito da tese de doutorado intitulada “*Análise de um século de representações territoriais e da gestão hídrica no Estado de Pernambuco, Brasil (1909-2019)*” que foi defendida em novembro de 2019 no Programa de Pós-Graduação em Ciências Geográficas da *Université Laval* (Québec, QC, Canadá) sob a orientação da Profa. PhD Nathalie Gravel. Após a defesa da tese, esse texto foi retrabalhado, dessa vez com a participação de mais um autor até chegar ao formato atual.

Nesse sentido, o questionário contou com 17 perguntas divididas em 6 blocos tematicamente como se segue: atuação dos membros; critérios para a tomada de decisão sobre a gestão das águas; processo de tomadas as decisões; participação cidadã nos comitês e a avaliação da gestão das águas através dos comitês. Por fim, reservou um espaço para dar liberdade aos entrevistados trazerem quaisquer temas que eles julgassem relevantes e que não haviam sido tratados nas perguntas.

A escolha dos entrevistados seguiu o critério da sua participação na CCR do Submédio São Francisco, seja como conselheiro titular ou suplente no mandato de 2016-2020. Verificou-se que, em sua maioria, os membros residem nas capitais e cidades do interior dos estados da Bahia e de Pernambuco, uma informação importante no processo de conhecimento e tomada de posicionamento quanto aos temas tratados nas reuniões. Ao todo, nove membros foram entrevistados, sendo quatro pessoalmente, uma por telefone e quatro por correio eletrônico como evidenciado. Dos nove entrevistados, três ocupam postos de instituições de Pernambuco. Os demais estão ligados ao estado de Bahia.

Data	Local da entrevista	Duração da entrevista	Nome fictício
23/11/2018	Juazeiro (BA)	62 minutos	Jorge
30/01/2019	Petrolina (PE)	33 minutos	Chico
04/02/2019	Correio eletrônico	-	Geraldo
07/02/2019	Correio eletrônico	-	Oswaldo
16/02/2019	Correio eletrônico	-	Alceu
20/02/2019	Juazeiro (BA)	67 minutos	Fred
22/02/2019	Petrolina (PE)	43 minutos	Adilson
24/02/2019	Correio eletrônico	-	Jorge
29/03/2019	Por telefone	35 minutos	Maria

**Tabela 1** – *Membros entrevistados da CCR do Submédio São Francisco*

Fonte: elaboração própria.

## A análise das entrevistas

De posse do material bruto das entrevistas, fez-se uso da técnica de análise de verbatim que consiste em coleta e análise de dados de entrevistas coletivas e/ou individual (Paillé e Mucchielli, 2003; Paillé, 2007). Os dados das entrevistas foram analisados de forma rigorosa, sistemática e verificável apontando quem são as pessoas entrevistadas e quais órgãos representam no comitê.

Em seguida, procedeu-se com a leitura das transcrições para a identificação de pontos de aproximação. A análise prosseguiu executando uma codificação axial do texto literal. Assim, cada parte do texto foi classificada em uma categoria que representasse a ideia que ela transmitisse. Essas categorias foram agrupadas em temas gerais, aqui identificados como: percepções e objetivos dos membros; as estratégias para a tomada de decisão; participação cidadã e dos membros no comitê; as tomadas

de decisão; o Estado de Pernambuco na gestão da CCR do Submédio São Francisco e, por fim, avaliação da gestão a partir da bacia hidrográfica.

Cada categoria foi analisada, aprofundada e confrontada com as informações constantes nas atas das plenárias. Assim, fez-se o uso de documentação e entrevistas para, em conjunto, ter uma ideia mais verticalizada e, ao mesmo tempo, mais próxima da realidade de um fórum de discussões com formação hidrogena e objetivos convergentes e divergentes.

### **A construção dos comitês de bacias hidrográfica no Brasil**

A Lei nº 9.435/97 estabelece que a União, em articulação com os estados, gerencia os recursos hídricos de interesse comum. Sendo assim, as leis estaduais estabelecem que esses deverão se articular com a União, outros estados e municípios. Entretanto, nenhum texto legal estabelece como deve ocorrer esta articulação em bacias hidrográficas nacionais, seja no tocante aos instrumentos de gestão (outorga, fiscalização e cobrança), seja no que concerne aos organismos de bacia (relação entre o comitê do rio principal e os comitês de rios afluentes, sob jurisdição federal ou estadual) (Castro, 2012; Theodoro, 2017).

No âmbito da acima citada, foi criado o Sistema Integrado de Gerenciamento de Recursos Hídricos (SINGREH), no qual se organiza estruturalmente a gestão dos recursos hídricos no país por bacia hidrográfica. O marco regulatório é baseado em instrumentos de comando e controle (planos de bacia, autorização para captação e uso da água, classificação dos cursos de água e sistemas de informação) e em incentivos econômicos para o uso racional dos recursos hídricos (cobrança pelo uso da água e compensações financeiras) (Porto e Porto, 2008; Theodoro, 2017).

Os comitês de bacias hidrográficas são interestaduais e estaduais, e se caracterizam por serem organismos colegiados que fazem parte do SINGREH e existem no Brasil desde 1988 (Theodoro, 2017). A composição diversificada e democrática dos Comitês contribui para que todos os setores da sociedade tenham representação e poder de decisão sobre sua gestão (CBHSF, 2017), possuindo como órgão executivo, a Agência de Bacia, que tem suas atividades relacionadas com a Agência Nacional de Águas (ANA) e com os órgãos estaduais. Ao instituir as competências jurídicas, administrativas e financeiras voltadas para a gestão das águas, o estado brasileiro priorizou as condições sistêmicas e institucionais sob as quais se dá o exercício da gestão dos recursos hídricos. A instalação da ANA e dos comitês de bacias, juntamente com os instrumentos de gestão de recursos hídricos, definidos pela Lei Federal 9.433/97, propiciou condições para a governabilidade dos recursos hídricos no Brasil (Pereira, 2003).

Em princípio, o processo de gestão dos recursos hídricos, no semiárido traria novas práticas e extinguiria ações anteriores, tais as decisões governamentais tomadas de forma centralizada; as ações assistenciais que caracterizam os períodos de seca

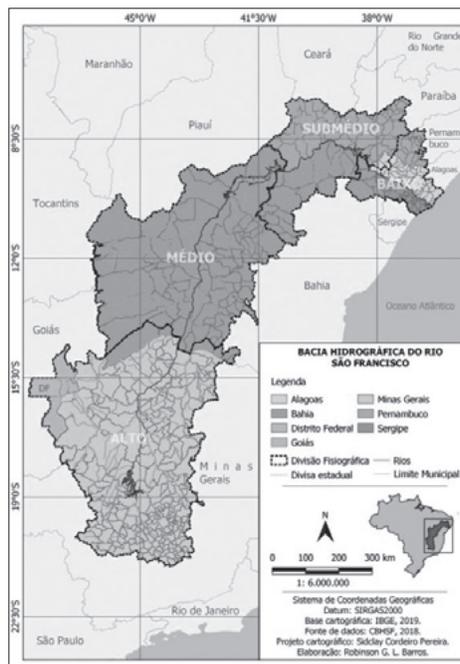
e o desinteresse e a ausência de iniciativa dos usuários e da sociedade na busca de alternativas para gestão sustentável dos recursos hídricos. O Estado de Pernambuco seria, assim, beneficiado diretamente por esse processo.

### **O Comitê da Bacia do Rio São Francisco (CBHSF)**

O CBHSF foi criado por decreto presidencial em 5 de junho de 2001. Possui atribuições normativas, consultivas e deliberativas, sendo formado por sessenta e dois membros titulares e sessenta e dois suplentes, sendo que só os membros titulares têm o direito ao voto. A divisão de participação se apresenta com 38,7% com os usuários, 32,2% com o poder público federal, estadual e municipal, 25,8% com a sociedade civil e 3,3% com as comunidades tradicionais (CBHSF, 2017). A Diretoria Colegiada (DIREC) é constituída pela Diretoria Executiva (presidente, vice-presidente e secretário) e pelos coordenadores das CCRs e se encarrega de desempenhar as atividades político-institucionais do CBHSF. Fica sob a responsabilidade da Diretoria Executiva as atribuições administrativas encaminhadas pelos membros, bem como as discutir e deliberar sobre as propostas de cunho técnico-científico e institucional apresentadas pelas Câmaras Técnicas. Entre a Diretoria Colegiada e a Diretoria Executiva, ficam as agências de bacias, no caso do CBHSF, quem atua é a Agência Peixe Vivo.

As CCRs são o principal canal do CBHSF no processo de gestão descentralizada, integrada e compartilhada. São as responsáveis por fazerem a interlocução do CBHSF com os comitês de seus afluentes, bem como com as comunidades usuárias dos recursos hídricos. Cabem às CCRs promoverem a mobilização em suas regiões, buscando o envolvimento da comunidade, com a realização de cursos, seminários, oficinas temáticas e consultas públicas. Atuam ainda como mediadoras dos conflitos oriundos do uso dos recursos hídricos. São 4 câmaras: do Alto, do Médio, do Submédio e do Baixo São Francisco, como demonstra a figura a seguir.

A Agência Peixe Vivo é uma associação civil, pessoa jurídica de direito privado, criada em 2006 para exercer as funções de Agência de Bacia para o Comitê da Bacia Hidrográfica do Rio das Velhas. Desde então, com o desenvolvimento dos trabalhos e a negociação com outros comitês para que fosse instituída a Agência única para a Bacia Hidrográfica do Rio São Francisco, o número de comitês atendidos aumentou consideravelmente, sendo necessária a reestruturação da organização.



**Figura 1** – Divisão político-administrativa da Bacia do Rio São Francisco

Fonte: elaboração própria com dados do CBHSE.

## A gestão hídrica a partir da CCR do Submédio São Francisco

As CCRs contam com a participação de vinte Organismos Governamentais federais e seis Organismos não governamentais e associação de classes, bem como três Organismos internacionais. As quatro CCRs possuem autonomia na elaboração de suas agendas de discussões e a atenção que despendem para cada demanda. Não obstante, as regiões fronteiriças podem ter sobreposição de gestão, mas isso não foi apontado como um problema por nenhum dos entrevistados ou constou em atas. Posto isso, a CCR do Submédio São Francisco se reúne ordinariamente quatro vezes por ano, sendo duas na Bahia e duas em Pernambuco e, caso necessário, solicita-se uma reunião extraordinária. Normalmente, as reuniões acontecem em cidades diferentes para possibilitar a participação de pessoas de comunidades e municípios distintos, sendo que cada reunião dura dois dias de discussões temáticas.

## Percepções e objetivos dos membros

Há na fala dos participantes um direcionamento no entendimento que a gestão das bacias, tal qual está sendo feita, tem seus avanços. Cada membro, à sua maneira, expõe seu entendimento da água como bem comum, mas deixando claro que defendem, em princípio, os interesses das instituições que representam. Por exemplo,

Luiz chama atenção que a configuração dos comitês é: “[...] muito interessante porque reflete mais ou menos a sociedade e também todos os conflitos e todos os interesses”. Já as tensões entre poder público e interesses privados se evidenciam em algumas falas. Para o entrevistado, Geraldo é difícil: “estabelecer a governança em uma área tão dominada pelo poder público e pelos usuários. Sendo sociedade civil e não servil desses poderes”.

Não existe, em princípio, discordância de que a água é um recurso natural e deve ser usada. Outrossim, há divergência em como ela deve ser utilizada e, principalmente, a prioridade dos seus usos. Nesse sentido, Oswaldo afirma que: “a ideia que a água possa ser usada de forma racional, atendendo a toda a população, mas com especial atenção às populações mais vulneráveis. Evitar toda e qualquer forma de contaminação, desperdício, monopólio e domínio sobre seu uso”. Adilson afirma que: “a gente defende como indústria: a utilização da água conscientemente dentro de padrões de controles normais, e, assim como, os dejetos, o retorno ao rio da água dentro dos padrões de qualidade exigidas, no caso da indústria”.

A preocupação de quem trabalha para o estado e sabe da importância da manutenção do Rio fica clara na fala de Chico quando afirma que defende

a revitalização do rio, a gente sabe que hoje o desmatamento, a poluição através do aterramento sanitário e ações que a gente possa trazer de volta as nascentes que hoje já não existem mais. Esses são as ações que eu mais defendo lá dentro do comitê para que a gente possa revitalizar a Bacia como um todo, e aí sim, a gente poder garantir que a gente vai ter água no rio São Francisco.

Por mais que a dinâmica de funcionamento do comitê seja definida e registrada, a sua compreensão não é assimilada por todos, sendo que os mandatos de quatro anos são apontados como razoáveis, mas como a participação nos comitês não é a atribuição principal dos seus membros, se leva tempo para a compreensão de todo o processo e, quando isso acontece, é normalmente na parte final dos mandatos. Isso é apontado por Luiz, que já está no seu terceiro mandato e por Fred que está no primeiro.

Luiz critica a hierarquização do comitê, tratando ainda que nem todos os membros se sentem à vontade na hora do diálogo. Há registros de conflitos por falas menos acadêmicas serem criticadas e registro que profissionais do estado ou de empresas que nem sempre se sentem confortáveis ao escutar críticas e denúncias de alguns usuários e representantes de comunidades ribeirinhas.

### **As estratégias para a tomada de decisão**

A defesa das propostas converge no entendimento do uso racional da água, mesmo que exista aí uma ambiguidade. O entendimento daqueles que representam as indústrias diverge dos que defendem a população que usa diretamente a água do

rio, sobretudo nas áreas rurais, bem comodas pessoas que residem nas cidades e são abastecidas diretamente pelo serviço de água fornecido pelo estado.

As preocupações quanto aos vários usos da água e a necessidade de se pensar a gestão a partir da ideia de convivência com o semiárido é presente nos discursos. Assim como as discussões sobre a gestão. Entretanto, nas falas ficam claras as tensões, os conflitos e as estratégias para a tomada de decisão. O clientelismo e o uso do estado para interesses privados tão presentes na gestão estatal não cessam a sua existência na gestão a partir da bacia hidrográfica.

As tensões afloram quando os usos sobre a água divergem. Para Oswaldo: “o viés econômico quase sempre tem um peso maior que o ambiental”. Ao que Alceu reitera: “somos atropelados pelos interesses entre os dois segmentos, usuários e poder público”.

Os problemas da gestão autoritária do estado e o uso dos comitês para atender fins privados é evocado em várias falas. Há problemas no represamento da água para a produção de energia, bem como a ausência de preocupação com o rio e com as pessoas que possuem menor influência política. Alceu afirma que: “[...] na totalidade os interesses entre usuários e poder público andam juntos com a tal utopia de progresso destruidor onde massacra os menos favorecidos, ou seja, as comunidades”.

Os temas que mais suscitam discussões são aqueles que tocam diretamente no uso da água para indústria, produção de energia, outorga e a transposição. Temas como a preservação do rio, suas nascentes e afluentes não ocupam a mesma proporção de discussão nas reuniões.

Do lado de quem defende o uso da água do rio para fins industriais, existe a premissa de que a água que vai para o mar deve ser utilizada antes de se perder, isso em nome do progresso. Soma-se a isso a defesa de que as indústrias pagam pelo seu uso e geram empregos, movimentando a economia local. Para os defensores, tanto a regulamentação como a cobrança da água servem para evitar os usos clandestinos. Maria chama atenção que existe uma discussão sobre a metodologia de cobrança pelo uso da água que propões o atendimento uniforme para todas as categorias usuárias do recurso hídrico.

### **Participação cidadã e dos membros no comitê**

A participação no comitê é um tema essencialmente sensível, uma vez que esse é um fórum de discussão e deliberação que necessita da presença efetiva daqueles que deliberam, bem como daqueles que são direta ou indiretamente impactados pelas ações. Há divergências em como se vê a avaliação a participação das entidades e dos cidadãos nas reuniões do comitê.

Alceu afirma que: “estamos conseguindo mobilizar a sociedade civil, as dificuldades é que, quando não vêm as ações rápidas ficam um pouco desacreditadas, mas conseguindo dentro dos conflitos marcarem presenças de muitos [...]”.

Um contraponto é dado por Jorge quando declara que: “Empecilhos para a presença e poder de voz são de ordem individual e pessoal, além do incentivo e promoção que o CBHSF sempre faz. Depende sempre da disponibilidade e capacidade das pessoas. O que se nota é uma ausência dos gestores municipais e estaduais, na maioria”. Por fim, Chico tem a seguinte análise sobre a participação no comitê: “a gente tá vivendo um processozinho que já mudou muita coisa no país, esse processo de participação, esse processo de gestão, de governança, de... dar a voz, eu acho que a gente melhorou muito”.

### **As tomadas de decisão**

Os conflitos, normalmente, afloram no processo de tomada de decisão entre os grandes e pequenos. Todas as demandas dos usuários e dos municípios podem ser levadas aos comitês, não excluindo demandas que são de entidades que não são membros do comitê. Sobre a tomada de decisão, Alceu alega que:

conseguimos fazer muitas coisas, pelo São Francisco na CCR com a cobrança de outorgas estamos fazendo a parte políticas como: elaboração de planos municipais, projetos de proteção de nascentes, recuperação de matas ciliares, desassoreamentos de alguma região, [...] dentro das condições do CBHSF por ter poucos recursos são feitas ações dentro da bacia com o próprio dinheiro da cobrança.

Dos temas elencados como mais conflitantes, a outorga da água é a mais sensível. Para Jorge: “a atualização da cobrança é a proposta mais relevante e de maior impacto no CBHSF”. Fred afirma que “nós temos uma arma muito grande na mão que é cortar a outorga da Empresa, eu quero ver, claro que não é assim né?”

Há, entretanto, dentro do comitê quem defende o aumento da cobrança pelo uso industrial das águas, bem como aqueles que defendem que esse tipo de uso deixe de existir, uma vez que a geração de empregos e riqueza não coaduna com os fortes impactos ambientais causados pelo agronegócio. Maria explica que as propostas são as mais variadas possíveis, discute-se todo o contexto da Bacia do São Francisco, desde a questão social, a questão ambiental, a questão econômica.

As estratégias de negociação para se chegar um acordo incluem não só os debates durante as reuniões como as conversas de bastidores. Um ponto destacado por vários membros é a importância da participação da universidade no suporte técnico e reflexivo sobre a tomada de decisão na gestão. Desde a chegada da Universidade Federal do Vale do São Francisco (UNIVASF) ao comitê, ampliou-se a dimensão da conservação do rio e das pessoas que mais precisam dele.

## **O Estado de Pernambuco na gestão da CCR do Submédio São Francisco**

A gestão hídrica para Pernambuco não é bem avaliada pelos participantes. Geraldo diz que: “ a participação de Pernambuco é péssima, passou a ter um empenho e desempenho melhor com a entrada da UNIVASF no Comitê ”. Jorge afirma que: “a gestão de Pernambuco, via APAC<sup>2</sup> é sofrível, pois o estado que muito precisa da água do Rio São Francisco, não coopera na gestão compartilhada [...] A gestão pernambucana é fraca”.

Divergindo de ambos, Alceu defende que: “Pernambuco está recebendo bons projetos, como agora que entregamos uma adutora e uma estação de tratamento na comunidade indígena Pankará na cidade de Itacuruba que vai beneficiar mais de mil famílias tanto para o consumo humano, quanto para a irrigação sustentável”.

A fala mais ponderada vem de Chico ao explicar que:

a gente precisa de uma melhora em relação ao governo de Pernambuco de uma forma geral. A preocupação hoje com o abastecimento passou a frente dos demais, porque a gente tem uma situação de crise hídrica bastante agravante, principalmente no Agreste<sup>3</sup> do Estado [...], o governo de Pernambuco está trazendo água através de adutoras, nossa perda com evaporação, por infiltração, as perdas, furtos são bem menores e são mais controladas.

### **Avaliação da gestão a partir da bacia hidrográfica**

Certamente, há convergência na avaliação da gestão da água pela bacia hidrográfica. Todos os entrevistados deixaram isso claro em suas falas, mesmo com ressalvas. Para Luiz: “o comitê ainda funciona muito separado da sociedade. Isso depende também porque o Submédio não é organizado, é difícil organizar a sociedade pra participar. Nós temos no comitê uma parte de comunicação, e aqui também nessa parte de comunicação, se terceiriza coisas”. Geraldo ressalva que: “o governo que acha que Comitê é o próprio governo, não entende que os membros do governo que compõem o Comitê são membros como qualquer um da sociedade civil. Comitê não é governo, não é ONG, não é associação, é um ente de estado e precisa ser visto assim”.

Na verdade, o processo de gestão dos recursos hídricos no semiárido a partir das bacias hidrográficas ainda está em processo de amadurecimento. Na prática, esses objetivos ainda não foram, plenamente, alcançados, mas caminham para o seu aperfeiçoamento, pois a agenda da água precisa ocupar as políticas públicas dos municípios, estados e da União.

---

2. Agência Pernambucana de Água e Clima.

3. Mesorregião do estado de Pernambuco que comporta 71 municípios, todos no semiárido.

## Considerações finais

A busca de uma descentralização no processo de gestão hídrica no Brasil, em direção uma melhor governança da água, se intensifica a partir do século XXI. A participação de diversos atores, tais os órgãos estatais, as organizações civis e cidadãos, se consolida nos comitês de bacias hidrográficas. Isso não evita, entretanto, os conflitos e interesses divergentes em convívio. As entrevistas colhidas, bem como as atas examinadas evidenciam isso.

Mesmo com ressalvas e melhoras necessárias apontadas ao longo desse trabalho, há convergência na boa avaliação da gestão por bacia hidrográfica pelos entrevistados. Por outro lado, a gestão hídrica para o Estado de Pernambuco não é bem avaliada, principalmente com a pouca participação das instituições que representam o estado que, na maior parte das vezes, estão ausentes das reuniões como atestam as atas. Nesse sentido, o processo de governança da água não tem avançado como deveria.

Para se alcançar uma governança da água, é fundamental fortalecer os comitês de bacias e intensificar as parcerias com a sociedade civil organizada e até uma participação popular. A criação de conselhos e a descentralização na tomada de decisão constitui um passo positivo em busca da democratização na elaboração das políticas públicas e, conseqüentemente, de uma governança mais eficiente, uma vez que a descentralização constitui um instrumento legal e formal, representando um instrumento para garantir o funcionamento da democracia.

Para os comitês, espera-se que seus membros tenham uma contrapartida das instituições que representam a ser pensada em cada caso, sejam de empresas, organizações governamentais ou da sociedade civil organizada, bem como mais tempo para se dedicarem a estudar o seu funcionamento. Ainda sobre o tema, é preciso que os comitês possuam mais autonomia e respaldo do Estado no encaminhamento e tomada de decisão.

Mesmo que o Brasil esteja num processo mais desenvolvido e maduro na sua gestão hídrica quando comparado aos vizinhos da América do Sul, ainda é incipiente para às dimensões do país, bem como suas reservas hídricas. Nesse sentido, o caso do semiárido de Pernambuco é apenas mais um dentro de uma complexa rede institucional robusta e pouco articulada.

Por fim, a gestão hídrica necessita ser aprofundada no Brasil em sua totalidade, mas chama-se atenção que isso é ainda mais sensível no semiárido, uma região marcada por processos de decisões autoritários e centralizados. As experiências de gestão do semiárido precisam ser mais estudadas porque seus equívocos e acertos são fundamentais para ser vista como um laboratório propositivo para uma agenda futura. A relação entre os diversos aprendizados acumulados ao longo do tempo precisa estar disponível para as demandas presentes e futuras. É fundamental que o processo seja constantemente avaliado, que a sociedade civil organizada seja estimulada a participar e que o Estado ceda aos anseios e decisões dos comitês.

## Bibliografia

Abers, Rebecca, Jorge, Karina Dino, “Descentralização da Gestão da Água: Porque os comitês de bacia estão sendo criados”, *Ambiente & Sociedade*, vol. VIII, nº 2, jul./dez., 2005.

ADH, *Atlas de Desenvolvimento Humano*, 2018 [<http://www.atlasbrasil.org.br/2013/pt/ranking/> (consultado em 16/01/2019)].

ANA, *Plano Decenal de Recursos Hídricos da Bacia Hidrográfica do Rio São Francisco 2004-2013*, Brasília, Agência Nacional de Águas, Superintendência de Planejamento de Recursos Hídricos, 2005, 152 p.

ASA, *Semiárido*, 2017 [<http://www.asabrasil.org.br/portal/Default.asp> (consultado em 09/22/2018)].

Carvalho, Luzineide, *Natureza, Território e Convivência: Novas Territorialidades no Semiárido Brasileiro - Novas Territorialidades no Semiárido Brasileiro*, São Paulo, Paco Editorial, 2012, 303 p.

Castro, César, *Gestão das águas: experiências internacional e brasileira*, Texto para discussão, nº 1744, Brasília, Instituto de Pesquisa Econômica Aplicada IPEA, 2012.

CBHSF, *Comitê da Bacia Hidrográfica do São Francisco, Caracterização geral*, 2017 [<http://cbhsaofrancisco.org.br/bacia-hidrografica-do-rio-sao-francisco/aspectos-gerais/caracteristicas-gerais> (consultado em 12/09/2017)].

Cirilo, José, “Políticas públicas de recursos hídricos para o semiárido”, São Paulo, *Estudos Avançados*, 2008, p. 22-63.

Gonçalves, Alcindo, “O Conceito de Governança”, *Conpedi*, 2006 [<http://conpedi.org.br/manuel/arquivos/anais/XIVCongresso/078.pdf>] (consultado em 14/04/2014)].

Gravel, Nathalie et Lavoie, Andréanne, “La gouvernance rurale au Mexique en réponse à la vulnérabilité paysanne extrême”, *Revue canadienne des études latino-américaines et caraïbes*, Numéro spécial sur la gouvernance environnementale en Amérique Latine, nº 3468, 2009, p. 111-145.

Gregory, Derek, *The Dictionary of Human Geography*, Blackwell, Malden, 2009.

INSA, *Sistema da Gestão da Informação e do Conhecimento do Semiárido Brasileiro*, 2011 [<http://www.insa.gov.br/sigsab/> (consultado em 05/09/2020)].

Kooiman, Jan, “Interactive governance and governability: an introduction”, *Journal of Transdisciplinary Environmental Studies*, vol. 7, nº 1, 2008.

Marques, Juracy, “A vida do novo Chico depois da morte do velho: gotas de esperança”, in Santos, Ana Paula dos (dir.), *O encolhimento das águas - o que se vê e o que se diz sobre crise hídrica e convivência com o semiárido*, Campina Grande, INSA, 2018.

Martins, Rodrigo et Lima, Márcio, “Capital cultural na gestão ambiental por bacias hidrográficas”, in Castro, José, *Tensão entre justiça ambiental e justiça social na América Latina: o caso da gestão da água*, Campina Grande, EDUEPB, 2017.

Minayo, Maria (dir.), *Pesquisa social: teoria, método e criatividade*, Petrópolis, Vozes, 2012.

MMA, *Programa de Ação Nacional de Combate à Desertificação e Mitigação dos Efeitos da Seca*, Ministério do Meio Ambiente, Secretaria de Recursos Hídricos, PAN-Brasil, 2005.

Paillé, Pierre, “La méthodologie de recherche dans un contexte de recherche professionnalisante : douze devis méthodologiques exemplaires”, *Recherches qualitatives, Avancées en méthodologies qualitatives*, vol. 27, n° 2, 2007, p. 133-151 [<http://www.recherche-qualitative.qc.ca/Revue.html>] (consultado em 15/06/2014).

---, Pierre, Mucchielli, Alex, *L'analyse qualitative en sciences humaines et sociales*, Paris, Armand Colin, 2003.

Pereira, Dilma et Johnson, Rosa, “Descentralização da gestão dos recursos hídricos em bacias nacionais do Brasil”, Porto Alegre, *Revista de Gestão da Água*, vol. 2, 2004.

Pereira, Dilma, *Governabilidade dos Recursos Hídricos no Brasil: a implementação dos instrumentos de gestão na bacia do rio Paraíba do Sul*, Brasília, Agência Nacional de Águas, 2003.

Porto, Monica et Porto, Rubem, “Gestão de Bacias Hidrográficas”, *Estudos Avançados*, vol. 22, n° 63, 2008, p. 43-60.

Reis, Edmerson, “Educação contextualizada e recursos hídricos”, in Santos, Ana Paula et Albuquerque Júnior, Durval Muniz (dir.), *O encolhimento das águas: o que se vê e o que se diz sobre crise hídrica e convivência com o semiárido*, Campina Grande, INSA, 2018.

Rosenau, James, “Governança, ordem e transformação na política mundial”, in Rosenau, James (dir.), *Governança sem governo – ordem e transformação na política mundial*, Brasília, São Paulo, Imprensa Oficial do Estado, 2002, p. 11-46.

Theodoro, Hidelano, *Análise da gestão de recursos hídricos: um estudo de caso do Comitê da Bacia Hidrográfica do Rio das Velhas*, Tese de Doutorado, Belo Horizonte, UFMG, 2017.

**RESUMO/PALAVRAS CHAVES**

Objetiva-se, nesse artigo, compreender a governança hídrica na região semiárida do estado de Pernambuco, Brasil, através da análise das ações dos participantes do Comitê da Bacia Hidrográfica do São Francisco no período 2016-2020. A pesquisa fez uso de dados e informações publicadas e de entrevistas com os membros da Câmara Consultiva Regional Submédio São Francisco. Conclui-se que é fundamental incentivar a participação dos sujeitos na mudança institucional para a uma boa governança.

Governança das Águas, Participação Social, Políticas Públicas, Bacia do Rio São Francisco, Brasil

**RÉSUMÉ/MOTS-CLÉS**

L'objectif de l'article est de comprendre la gouvernance de l'eau dans la région semi-aride de l'État de Pernambouc (Brésil), à travers l'analyse des actions des participants du Comité du bassin hydrographique du São Francisco pour la période 2016-2020. La recherche s'appuie sur des données et informations secondaires et sur les entretiens réalisés auprès de membres de la Chambre consultative régionale semi-aride du São Francisco. La conclusion est qu'il est fondamental de stimuler la participation des sujets au changement institutionnel en vue d'une bonne gouvernance.

Gouvernance de l'eau, Participation sociale, Politiques publiques, Bassin hydrographique du São Francisco, Brésil

**ABSTRACT/KEYWORDS**

The article aims to understand water governance in the semiarid region of the state of Pernambuco, Brazil, through the analysis of the actions of the representatives of the São Francisco River Basin Committee in the 2016-2020 period. The research made use of published data and information and interviews with members of the Sub-Middle San Francisco Regional Advisory Board. In conclusion it is essential to encourage the participation of subjects in institutional change for good governance.

Water Governance, Social Participation, Public Policy, São Francisco River Basin, Brazil

*L'article a été soumis pour évaluation le 31/03/22 et a été accepté pour publication le 26/10/22.*

# Littératures



**RANDALL ROQUE** (Cartago, Costa Rica). Recibió el Premio Internazionale di Poesia Castello di Duino, 2007, reconocido por la UNESCO, la Presidencia de la República de Italia y otorgado por el Príncipe Carlo Alessandro Della Torre e Tasso en el Castillo de Duino. En el 2017, participó y fue condecorado en el Festival Internacional Primavera Poética (Perú) y para el 2019, en el V Encuentro Internacional de Escritores en el Bío Bío, Chile (Entre Culturas).

Su trabajo poético puede hallarse en antologías en Italia, Macedonia, Argentina, El Salvador y Costa Rica.

Obras publicadas:

1. *Cuando las luciérnagas hablan* (1998)
2. *Itinerario de los amantes* (2003)
3. *Amores Domésticos* (Fotopoemas, 2009)
4. *Estrellas de madera* (CD: poemas italiano-español, 2007)
5. *Las Lunas del Ramadán y otras alegorías* (Libro heterogéneo, 2011)
6. *Los alegres somos más* (selección poética 2003-2012)
7. *Alguien llama a tu puerta* (Cuento, 2014)
8. *Isla Pop* (Poesía ilustrada por Carlos Tapia, 2015)
9. *Contracultura* (Perú, 2017)
10. *Desplazados y Adictos* (2020)
11. *El diablo vuelve a casa* (USA-NY, 2020)
12. *Bestiario* (Perú, 2020)
13. *Hago la herida para salvarte* (USA-NY, 2020, Traducción a Inglés por Mauricio Espinoza)

**AULLIDO**

Desde siempre: hombre y lobo,  
antes que la rueda y la primera chispa  
del fuego.

Cuando formó el canto roto de la piedra,  
la daga en el cuero y la espiga como lanza.

Dios no existía como existe ahora.  
Dios era el humo que desaparece,  
la lluvia, el pantano que ahogaba  
a las bestias.

Dios no era lenguaje ni verbo.  
Dios no era nada. El hombre era lobo.

El aullido -porque ambos aullaban-  
hacía crujir tierra y luna por igual.

Hombre y lobo aullaron juntos.  
Templaron la luna como al hierro  
hasta hacerla redonda y hueca.

Después, la palabra distanció  
al lobo del hombre: perro y hombre.

La pintura rupestre fue hecha por lobos  
u hombres que aún se sentían lobos.

Mordían las plantas, salivaban la tierra.  
Hay rastros de uñas largas en las rocas.  
En las cuevas, los primeros artefactos.  
La domada crin de la hoguera.

El aullido de los perros nos espanta o atrae,  
según sea nuestra cercanía con el lobo.

**EL DALAI LAMA DIJO O PODRÍA DECIR:**

No volvás a la herida de esa mujer.  
A su amor propio sin espacio para el tuyo.  
A su caricia de lava sobre la carne del cordero.  
A su cántaro roto bajo el pozo del agua.

El amor, es una ilusión perdida,  
un truco de magia.

El río que regresa no es el mismo;  
tampoco el río que pasa sobre la piedra,  
ni la piedra gastada ni la arena blanca  
que sostiene la piedra.

Tampoco un río se queda en el mismo sitio.

El río es un poco  
de arena, piedra;  
agua  
dueña del tiempo.

Ninguno de nosotros es el mismo de ayer,  
del minuto anterior, siquiera.  
El mismo que despierta al costado de la bala.

La vida se va un tanto cada segundo  
y solo lo notamos con los años.

A veces somos piedra,  
canteras golpeadas  
por el mazo o la roca,  
demolidos con maquinaria pesada.

A veces, la arena tosca,  
nenúfares blancos.  
Nunca el agua.

## EL DÍA DESPUÉS

El día después de la depresión  
viene la vergüenza, la resaca,  
el sabor a piedra bajo la lengua.

El sordo lupanar de familiares  
que preguntan si has muerto,  
si habrás de morir, antes o después,  
si será pronto o hasta cuándo.

Dicen, después de la dura depresión,  
aunque no es cierto: llega la alegría,  
y alguna buena noticia,  
como un hongo bajo sombras frutales  
-florece,  
o un dedo en el calcetín roto,  
o una bala  
-sí; un hermoso cilindro de bronce  
pulido con franela.

Eso es después de la depresión,  
cuando barren con escobones  
y barba de viejo de alquitrán,  
tu cuerpo hinchado  
como  
un  
pez  
koi.

Y, la niebla,  
parece hundirse en el cebo  
de la carne madura.

Ese día después, es igual al día D,  
en el que comenzó a ejecutarse  
la Operación Overlord con el desembarco  
de tropas en las playas de Normandía.  
Se mira la esperanza  
en esos cadáveres tuyos  
que ves sobre la playa.

**CLAVO**

Con la sensatez del clavo suelto,  
torcido por negarse a encajar  
en los maderos asignados.

Inútil,  
o creído inútil  
por el ebanista o albañil  
que lame sus metales y prueba  
su templanza con la lengua.

Lo vemos, retorcido:  
un grito de truenos estridentes  
en los túneles llenos de hierba,  
donde los trenes  
están siempre por salir  
y no terminan  
nunca  
de pasar sobre sus rieles.

Tirado a nada, culpable  
del estallido de llantas,  
odiado en asfaltos  
y construcciones.

Amado por el  
herrumbre  
de sus malos días.

El brote del fuego  
al contacto de metales:  
no cede a golpe de martillo,  
no se rompe ni doblega  
a la utilidad de las cosas  
como la crin embadurnada  
-en el arado.

Un clavo

echado a la tierra polvorienta,  
escupido de tajo por el romano  
después de reconocer el mal hierro  
que no atraviesa los maderos.

Solo un clavo que conserva  
su certeza de metal fundido,  
la grandeza del hierro sin uso.

Qué importante es resistirse  
-cuanto tiempo sea necesario-  
a la torpe utilidad del mundo.

## PÚGIL EN REPOSO<sup>1</sup>

Mírenlo bien.

No es diferente a los herreros  
o a los oficinistas, a ustedes abogados;  
nada lejano al obrero de las fábricas  
o a los artesanos del tuétano de fuego.

Sentado bajo tierra  
en los cómodos jardines  
del Palacio del Quirinal.

Su rostro  
es el de los mineros anarquistas  
con los dientes y la nariz rota,  
pómulos hinchados,  
la oreja deforme del boxeador,  
las cicatrices cubiertas de bronce  
como unguento hecho en morteros.

Desnudo en la profundidad de sus ruinas  
para no ser fundido en piras cristianas  
con sus dioses paganos en el Olimpo.

Condenado  
a sus espasmos musculares,  
a la mueca deforme de la vida.

Miren a este griego de cuencas  
como cucharas volteadas en onix,  
con sus manos envueltas en caestus  
y digan con sincero estupor  
que no están ahí  
sentados  
entre su tormento.

---

1. Escultura en bronce atribuida al escultor Apolonio por razones estilísticas dado que no existe una firma que lo confirme. Según registros de estudios históricos podría datar del siglo I a. c. cuyo estilo es propio del periodo Helenístico, dentro de la escuela de Atenas o escuela Neoática. Fue descubierto en el siglo XIX por el arqueólogo Rodolfo Lanciani. Hoy se encuentra expuesto en el Museo Nazionale Romano en el ala del Palazzo Massimo.

Pudo ser un boxeador callejero del Bronx  
o de las comunas colombianas. Es el rostro  
de La Cali<sup>2</sup> nocturna, Pavas o la León XIII.

Sentado sobre una roca espera  
el golpe siguiente. El aullido  
de su nombre en Coliseos Romanos  
y no es diferente a nosotros;  
en fuga,  
por megáfonos de hospitales.

También fundimos las monedas  
del precio por nuestras vidas  
e incrustamos el oro y el bronce  
como recompensa en el hombro,  
el antebrazo, el cesto y el muslo.

Cansados de ser y no ser.  
Juzgados por hacer o no hacer.  
Por creer o abstenerse. Por todos  
los excesos servidos en la mesa.

Esperamos el demoledor golpe  
y cuando al fin llega,  
antropólogos o forenses  
nos desentierran  
de los cómodos jardines.

Nos muestran encadenados  
al mástil de horribles museos.  
Cuando los godos o las industrias  
corten los acueductos. Nos lancen  
las migajas del presupuesto del gobierno.

Déjenos bajo tierra.  
Como un pugilista en reposo.

---

2. Asentamiento de Costa Rica, por lo general, de difícil acceso por su peligrosidad.

**NOHUALHUE**

*a Omar Lara*

Sobre la mesa hay un recibo del agua,  
de una fecha, por demás, ilegible,  
con tu nombre, o las siglas de tu nombre  
contra el calado de las vigas de Nohualhue.

Tu hijo lloró al leerlo,  
porque el recibo del agua vuelve  
como una carta que firmaste.

También encontró ese libro verde  
como una casa de ventana muy amplia  
que da al patio verde y al jardín verde,  
al traslúcido cielorraso deshojado  
que se desprende de la tarde.

Sabemos que un poeta es un albañil,  
alguien que recoge escombros de otros  
en el cajón de su bicicleta y elige,  
qué sirve o no,  
para los soportes de su casa.

Así que el hogar de un albañil o un recolector  
es un poco la casa tuya y mía

-casi nuestra.

Tiene el jarrón que botaste,  
las marchitas granzas del amor,  
el ludido sillón y sus resortes,  
un poema o dos, con el polvo  
de las mejillas para tu hijo.

Nohualhue  
es la terca necesidad de amar.

Con tus siglas: Omar Lara,  
como dos pilares de granito.

Otros albañiles andan con su ladrillo  
al hombro y muestran su casa.

Otros recolectores salimos a la urba  
abrimos bolsas de basura, cargamos  
libros, caracolas, pedazos de amores.

Nuestra casa es puro papel apilado.

Algunos entran y se van como si nada.  
Otros se quedan un rato e igual se van.

Y, por fin, una persona se queda,  
entre tanto papel que no sirve de mucho,  
no más para entibiar la casa, Omar,  
no más para eso en Nohualhue.

**CLAVO DE 5/8"**

Poné un clavo sobre la línea férrea  
del ferrocarril al Atlántico, y,  
conforme se acerque el pesado  
caparazón de humo de ese '53,  
oirás -como en un acetato-  
la guitarra de John Lee Hooker  
en un blues lento y profundo.

Está  
el golpe de mazos y picos sobre rocas  
hasta encender inútiles pavesas  
de clavos en los rieles. Otro migrante  
-muerto.  
Otro, con malaria o disentería.

Sobre los rieles escucharás

-toda la música.

Es un blues;  
un blues lento,  
hermano.

Todos los países tienen ferrocarriles  
y puentes de hierro con remaches  
golpeados por migrantes. Venas  
gruesas, abundantes como juncos,  
cruzaron las montañas rocosas.

Ellos formaron los caminos del óxido  
antes de la industrialización.

No verás la luz en la casa de los capataces.  
Solo es música. Cerrá los ojos y escuchá  
el grito agudo de railes contra ruedas.  
El hambre en barracas de afroantillanos

curtidos de polvo y duros metales. El dolor  
de espalda que no los deja dormir.

La historia nunca recuerda  
un solo nombre de obreros.

Los periódicos te dirán  
que hay un hombre muerto  
sobre la línea férrea.

Nadie mira a su lado  
un clavo rielero de 5/8".

Nadie  
escucha la música  
como esos muertos.

**UN'ALPINISTA**

¿Por qué ascender o descender  
la cara gris del Himalaya?

Escalar hasta la cima  
de las 14 ochomiles.

Sin oxígeno extra, con cuerdas  
del mercado de Katmandú.  
Ir a los Tatras, a los Alpes  
y los Dolomitas para gritar  
en la garganta del ardiente hielo,  
sin dejarse domar por el frío  
y mirar -¿por qué no?-  
las vetas del pasto entre agua acerada,  
las flores contenidas como aliento.

Un alpinista como Hermann Buhl  
clava su piolet sobre el corazón helado  
del Nanga Parbat en honor a sus muertos.

Uno como Albert Mummery  
asciende seis veces el Cervino,  
ligero como el ala hueca de un albatros.

Una como Wanda Rutkiewicz  
deshace el nudo infinito del invierno  
y duerme en la cumbre del Kanchenjunga.

De este modo se comprende  
la claridad del fuego,  
su celeste atadura de viento.

Un'alpinista doma a la montaña  
cada vez que ase la crin más alta.  
Y la montaña es indomable  
-todas las veces;

solo se inclina por respeto a las voces  
que representa ese ser vivo sobre su lomo.

Crece un tanto más, cada vez que  
un'alpinista la escala nuevamente.

Nadie sabe en realidad por qué un'alpinista  
deja una huella que cubrirá la nieve  
ni de qué hablan quienes duermen  
bajo una capa de hielo, o si doman  
la montaña o ésta simplemente se inclina.

\*

Reinhold Andreas Messner, alpinista italiano, el primero del mundo en escalar las 14 cumbres de más de 8.000 metros sin oxígeno y junto al austríaco Peter Habeler fueron los primeros en ascender el monte Everest sin botellas de oxígeno.

**JEAN SE ENAMORA DE UNA COLT 38**

Es una nevera en la que apenas cabe  
una docena de cervezas y un revólver.  
Una que no sirve hace tres o cinco años  
donde Jean conserva solo una remolacha  
junto a una Colt 38 que es, en estos casos,  
la espina dorsal de un pez de ahumado níquel  
desde donde se observan: ojiva y casquillo,  
aún sin separarse de su montura.

Al regresar del taller mecánico, sucia y  
olorosa a grasas de pistones y metales,  
Jean abre la nevera, como se abren las alas  
de un escarabajo que pretende disecarse.  
Muerde la remolacha. Seca y arrugada,  
como un mal limón de un árbol moribundo.

Lo único que la mantiene con vida  
es su vieja Colt 38 en la nevera.

La desarma y aceita cada semana.

La recorre en primer plano, despacio,  
desde el cañón a la empuñadura de madera,  
es John Wayne con su Colt "Diamonback"  
de 4 pulgadas calibre.38 Spl. en Brannigan.

Martillo tipo Target con resalte cuadrillado,  
banda ventilada, alza y punto de mira ajustables  
y un resalte debajo de toda la longitud del cañón.  
De seis tiros con un tambor basculante.

Jean la conoce como al acabado de una mujer  
recién pulida con aceite de sandías y naranjas.  
Una mujer que no regresa a una casa de polvo.

Conoce también el sonido limpio del tambor.  
Su giro rápido. Sabe del único tiro que guarda  
en su recámara y gira el tambor cada noche.

Suena el golpe del martillo.

## MARILYN EN TINA DE BAÑO

Demasiado hermosa para morir y usar  
en Marilyn la frase: "descansa en paz",  
que es la tumba de lo innombrable,  
donde mueren con solemnidad  
arruinados rótulos de neón  
de gasolineras y hoteles de paso.

Desnuda: un estallido de bronce  
en los bosques de California,  
un rojo filamento de tungsteno  
ante la fuga invisible del gas.

Su cuerpo húmedo y helado en la tina,  
perfecto, como el mármol de Toscana  
que la espuma no toca ni deforma.

Camina por un bourbon hasta la cocina,  
sola y triste, como Norma Jeane Baker  
y un rastro tibio de agua a su paso,  
destila y unge los blancos metales  
de sus nalgas hasta sus piernas.

Rellena como un costal de trigo con sedantes,  
como un lechón o un pavo con el amor  
que solo obtienen durante el consumo.

Piensa en James Dougherty, en Joe DiMaggio,  
en el libro que escribirá Arthur Miller  
y en la blanca polla de los hermanos Kennedy.

Solo Hugh Hefner se encuentra  
a Marilyn en la oscuridad de su nicho  
en el Westwood Memorial Park de Los Ángeles  
junto a Burt Lancaster o Dean Martin.

El camino de agua hacia la tina de baño  
desaparece mucho antes de que entre la policía.

# Comptes rendus



Felix HINZ, Xavier LÓPEZ-MEDELLÍN (ed.), *Hernan Cortés revisado, 500 años de la conquista española de México (1521-2021)*, Iberoamericana-Vervuert, Madrid-Francfurt, 2021, 336 p.

Avouons-le d'emblée : ce n'est pas sans une certaine appréhension qu'on se saisit d'un ouvrage qui se fixe comme objectif de « revisiter » l'histoire de Cortés et de sa conquête. Syndrome peut-être de l'ultime révision historiographique dont le conquistador a fait l'objet il y a une dizaine d'années... Pourtant, l'idée de reprendre l'étude d'un sujet, aussi rebattu soit-il, fait pleinement partie de la démarche historique. D'autant que, comme le rappellent les coordinateurs dans leur introduction, la production historique n'hésite pas à suivre le rythme des commémorations en se proposant d'éclairer les événements passés à partir des nouvelles questions surgies souvent du présent. À cette aune, le cinquième centenaire de la chute de Tenochtitlán sous les coups de boutoirs des troupes cortésiennes et de ses alliés indigènes offrait l'occasion d'un retour sur un sujet ayant donné déjà lieu à de nombreuses publications, dont certaines relativement récentes. Mais, à l'inverse de la commémoration de 1492, la conquête d'H. Cortés n'a que peu donné lieu, tant en France qu'en Espagne ou même au Mexique, à rencontres ou publications. À ce titre, l'ouvrage coordonné par Felix Hinz et Xavier López-Medellín vient combler un vide dans un paysage éditorial plus que clairsemé. Ne serait-ce qu'à ce titre, il mérite indéniablement d'être distingué, d'autant que l'approche mobilisée par les coordinateurs ouvre en effet la voie à de nouveaux questionnements.

L'ouvrage est en partie le produit d'un colloque pluridisciplinaire tenu en 2019 à Stuttgart. De cette rencontre, huit textes ont été sélectionnés auxquels les coordinateurs ont ajouté cinq autres textes commandés pour leur intégration dans le volume à venir. Le résultat se lit dans la table des matières qui témoigne de la grande cohérence de l'ensemble.

L'ouvrage est structuré en deux parties : une première aborde une approche historique de l'époque considérée, la seconde étant, elle, consacrée à l'étude des « discours » sur le phénomène étudié. Dans la partie consacrée à l'histoire de Cortés et de son époque, quatre textes s'inscrivent pleinement dans le propos de l'ouvrage. Cette partie s'ouvre avec un texte de B. Grunberg fort bienvenu compte tenu des débats suscités par l'ouvrage de C. Duverger paru en 2012. Avec la minutie qu'on lui connaît, B. Grunberg opère une confrontation attentive entre les textes de Cortés et ceux de Díaz del Castillo, démontrant de manière convaincante la spécificité

de chacun de ces auteurs que l'on ne saurait confondre. Sa conclusion est un utile rappel à la méthode historique afin de tirer tout le parti des sources disponibles, notamment manuscrites, dont il souligne à la fois le nombre et la faible consultation.

Le texte de M. del Carmen Martínez Martínez ouvre une piste de recherche peu fréquentée à propos de Cortès en soulignant l'intérêt des sources judiciaires pour étudier le personnage. L'auteure compte en effet plus de 200 procès auquel Cortès aurait été mêlé dont, selon elle, beaucoup n'ont pas été réellement exploités. Or, cette documentation offre du conquistador un autre visage que celui dessiné par le reste de la documentation disponible. Surtout, comme toute source judiciaire, elle permet de reconstruire avec précision l'environnement relationnel de Cortès ainsi que celui de ses adversaires ou ennemis. Enfin, cette documentation encore trop souvent négligée permet notamment de confronter la reconstitution des événements de la conquête fondée pour l'essentiel sur des sources narratives, qu'il s'agisse de Cortès lui-même, de López de Gómara ou encore de Díaz del Castillo.

Deux autres contributions de cette première partie répondent également à l'objectif des coordinateurs puisqu'ils abordent la question étudiée à partir d'un prisme jusqu'alors négligé par les historiens, à savoir l'écologie. Or, l'impact de la conquête dans ce domaine a été immédiat et profond, ne serait-ce que par les circulations animales et végétales qu'elle signifia. Les textes de E. Ezcurra et de X. López-Medellín dialoguent ainsi fort utilement, le premier analysant l'écosystème rencontré par les Européens au moment de leur arrivée sur le plateau de l'Anahuac alors que le second étudie l'impact écologique des innovations agricoles introduites par H. Cortès, tout spécialement dans la région de Morelos.

La seconde partie de l'ouvrage quitte le strict champ de l'analyse historique pour aborder celui des discours. Le parti-pris des coordinateurs est d'aborder cette question dans la longue durée, ouvrant la possibilité à d'utiles comparaisons. Le premier de ces textes applique cette analyse à des discours de l'époque coloniale (contribution de Anne Kraume) alors que le dernier s'attache à l'analyse du discours actuel des autorités mexicaines sur la conquête (contribution de Felix Hinz). Dans cet ensemble constitué de sept textes, deux d'entre eux retiennent plus particulièrement l'attention du lecteur. Le premier concerne la progressive appropriation du personnage de Cortès par les élites nationales mexicaines du XIX<sup>e</sup> siècle (contribution de Guadalupe C. Gómez-Aguado). L'auteure analyse les divers regards, le plus souvent positifs, portés sur la conquête et son héros par les historiens tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle, et même parmi les libéraux. Il est vrai que la publication au cours de ce siècle d'une grande partie des sources progressivement redécouvertes alimenta cette « passion cortésienne » de nombre des intellectuels de l'époque. Le Porfiriat ne corrige pas fondamentalement cette représentation même s'il contribue à la politiser. Si les conservateurs tendirent presque à faire de Cortès un « Père de la Patrie », les libéraux s'en éloignèrent progressivement, lui préférant Cuauhtémoc, le rival indigène de Cortès et dernier des *Tlatoani* de Tenochtitlán. À la fin du siècle, cette contradiction finit par se résoudre dans l'exaltation du métissage devenu le fondement et

l'expression de la nation mexicaine. Par contre, avec la Révolution de 1910, Cortès et ses hommes retournent aux oubliettes de l'histoire mexicaine, redevenant le symbole négatif qu'ils avaient incarné au moment de l'Indépendance comme en témoignent notamment les fresques des muralistes mexicains de cette époque.

Le second texte, qui vient clôturer cette deuxième partie, se saisit des deux lettres adressées en mars 2019 par A. M. Lopez Obrador, président du Mexique, au roi d'Espagne et au pape François. Il y exigeait de leur part des excuses officielles pour les innombrables abus commis lors de la conquête de l'empire *mexica* suivie de la christianisation forcée de ses populations. L'auteur s'attache dans un premier temps une reconstruction méticuleuse, fort utile, des réponses – et des silences... – que la démarche suscite. Dans un second temps il se saisit de cette initiative, révélatrice à ses yeux du climat de repentance dont on retrouve des manifestations depuis les années 70 dans le monde occidental, pour s'interroger sur le sens et le contenu de telles excuses dans le cadre post-colonial dans lequel s'inscrit A. M. Lopez Obrador. On souscrit ici à ses observations de bon sens mais aussi à son raisonnement historique qui montrent tous deux la faible pertinence des revendications présidentielles ramenées au rang d'illustrations d'une instrumentalisation politique de l'histoire. De la même manière, on adhère à son souhait d'une « écriture de l'histoire » confiée aux seuls historiens, retrouvant ainsi les attentes formulées, dans les années 2000 en France, par l'association « Liberté pour l'histoire »... À charge pour eux de se saisir de nouvelles questions surgies du présent et susceptibles de revisiter le passé. Se situant dans la perspective d'une réécriture de l'histoire cortésienne et de son époque à laquelle les coordinateurs s'attellent, l'ouvrage présenté vient utilement illustrer ce que peuvent être tant le rôle que la démarche des historiens.

Michel BERTRAND

Francisco LÓPEZ DE GÓMARA, *Historia de las Indias (1552)*, edición crítica por Monique Mustapha, Louise Bénat-Tachot, Marie-Cécile Bénassy-Berling y Paul Roche, Casa de Velázquez, Colección Sources, nº 1, 2021, 987 p.

En este caso se nos ofrece un texto ya conocido desde el siglo de oro (en castellano y en otras lenguas: italiano, francés, inglés...), pero que no había sido objeto de una edición propiamente crítica. Lo que caracteriza esta nueva edición es su voluntad crítica, en varios sentidos. Ante todo, se elige como base la versión de la príncipes de Zaragoza, en casa de Agustín Millán (1552). Hubo enseguida otra edición zaragozana en 1553, prácticamente idéntica (que repetirá en 1554 y 1555 con la novedad de ser “agora nuevamente añadida y enmendada por el mismo autor, con una tabla muy cumplida de los capítulos, y muchas figuras que en otras impresiones no lleva”): son justamente las “variantes” que añaden ahora los editores, generalmente más amplia en los títulos y menos rigurosa en las críticas.

Toda esta publicidad editorial (española e internacional) es recogida ahora en cuatro estudios introductorios, que ocupan medio centenar de páginas a cargo de

la editora principal, Monique Mustapha (“Preliminar” e “Historia editorial”) y dos estudios sobre “Criterios editoriales” y “Criterios de transcripción”, a cargo de Paul Roche (aunque el primero no va firmado). A continuación, se nos ofrece el texto de la primera edición de Zaragoza, desde la p. 59 a la 376, usando renglón seguido al principio y final (en los preliminares y los anexos originales), y doble columna en el resto, siguiendo la norma de las primeras ediciones. Hay a lo largo del libro algunas pocas notas a pie de página, una parte pequeña de las variantes editoriales posteriores (cuya mayoría se recoge en un Catálogo de la p. 377 a la 424), pero ninguna de las notas interpretativas, que van a continuación (de la p. 425 a la 640). Ambos tipos de notas van señaladas con bordes de color negro, como muro intermedio de la obra que divide así la parte primera, propiamente textual, de la posterior o interpretativa. Como se ve, el texto debido a Gómara ocupa solamente unas 318 p., un tercio del total de la obra ofrecida (987 p.).

Finalmente se nos ofrecen otras dos partes suculentas, de estudios y anexos. Se trata primero de los 4 estudios monográficos, a nombre de cada uno de los 4 editores principales: Monique Mustapha (“Datos biográficos, y “Fuentes científicas”, que van de la p. 643 a la 691), Paul Roche (“Fuentes de los capítulos peruanos...”, 693-704, y “Fenómenos morfo-sintácticos”, 789-794), Louise Bénat-Tachot (“Arte de historia y fuentes modernas...”, 705-762) y Marie-Cécile Bénassy-Berlin (“El destino de la Historia de las Indias”, 763-788). Los Anexos son igualmente numerosos, cuatro de ellos sin firma (Cuaderno iconográfico, Diligencias... para recoger la obra, Parecer de Fr. Tomás Ortiz... entre P. Martir y L. de Gómara, y Cédulas relativas a la prohibición...) y otros dos con firma (Nuevos documentos, por Carmen Martínez, y Extracto de las lecciones de M. Bataillon): todo ello ocupa las p. 797-874. Finalmente se ofrece el obligado apartado final bibliográfico, que se divide en Ediciones, Fuentes y Bibliografía (p. 875-934), y una útil lista de índices (onomástico, temático y geográfico, que ocupa las p. 937-973).

La primera objeción que sentimos es sobre la propia selección final de una parte de la obra (*Historia de las Indias*, 224 capítulos) y no de la otra (*Conquista de México*, 252 c.), contra la opinión expresa del propio autor. La razón ofrecida (“trabajo que excedía nuestras posibilidades”, p. 15) supone una innecesaria infravaloración personal, teniendo en cuenta que este proyecto editorial se anunciaba ya desde 1998, hace 23 años (Ver los dos trabajos de las prof. Mustapha y Bénat-Tachot en *Edición y anotación de textos coloniales hispanoamericanos*, coord. por Arellano Ayuso, Ignacio y Rodríguez Garrido, José Antonio, Ed. Iberoamericana, 1999). Tal vez podamos reconocer su argumento selectivo, esbozado en la contraportada (“De las dos partes que la componen, es la primera, la llamada «Historia de las Indias», la que más influyó en la historia de las ideas”), pero esta manera de proceder no parece propia de una edición crítica. En el fondo, creo que se aviene bien con el interés personal del maestro Bataillon por el pensamiento crítico a lo largo de la historia cultural hispánica. En todo caso, el magisterio de Bataillon siempre tuvo eco en los países hispánicos, y yo mismo tuve oportunidad de influenciar en este sentido la

tesis doctoral de Nora Jiménez sobre Gómara en el ámbito de Centro de Estudios históricos, CSIC, 1991-1994. Fue publicada en 2001, y obtuvo al año siguiente el premio Edmundo O'Gorman del Instituto Nacional de Antropología e Historia, como la mejor investigación sobre Historiografía y Teoría de la Historia publicada ese año en México). En este sentido, creo que los editores siguen un camino abierto.

Yo creo, no obstante, que la selección de la primera parte de la historia indiana de Gómara ha tenido alguna influencia negativa a la hora de interpretar el sentido de la obra. Es muy conocido el carácter netamente apologético hacia Cortés de la segunda parte, hasta el punto de ser ya un tópico de la historiografía indiana la acusación del P. Las Casas y del propio soldado Bernal Díaz de estar su obra al servicio de la familia de Cortés, de quien falsamente lo consideraba el primero su capellán. Tópico desmentido por los editores, siguiendo los estudios de Nora Jiménez y Carmen Martínez. Pero los editores de esta obra dudan de los análisis ya consagrados, incluso de su maestro Bataillon (1956), que atribuía la prohibición de 1553 a la estela de la prohibición de 1527 de las cartas de Cortés, y a la nueva prohibición contra Gómara de 1966, en plena rebelión cortesiana en la Nueva España (parecida a la peruana de 1542 contra el virrey Núñez Vela, por parte de los pizarristas).

No solamente se atribuye, en especial de parte de la prof. Mustapha, la prohibición real a las críticas a la conquista contenidas en la primera parte (ofrecidas para contrastar con la conducta de Cortés en la segunda parte, a modo de 'contrapunto', como reconoce una vez en su trabajo la prof. Bébat-Tachot), sino que se interpretan como 'censura editorial' las enmiendas introducidas voluntariamente por el autor en las ediciones zaragozanas de 1554 y 1555. En lo cual creo se confunde la posible reacción de lectores ofendidos por la dureza de sus críticas con una reacción real, en este caso absolutamente personal del príncipe Felipe: el mismo que le dio el año anterior la licencia.

Debemos agradecer a la prof. Mustapha por señalar desde 1979, en el homenaje al maestro Bataillon, la nítida conciencia geográfica de la historia gomariana, que lleva a cabo una descripción sometida sistemáticamente a un orden cartográfico, que conecta el Nuevo al Viejo Mundo y al cosmos, materia igualmente desarrollada por la prof. Bénat-Tachot. También debemos al equipo editor el enorme interés en detectar las fuentes precisas usadas por Gómara, lo que fue interés particular del maestro Bataillon, en sus clases de los años 50 dictadas en el Collège de France, donde se conservan aún sus apuntes. El mapa inicial ofrecido del Viejo y el Nuevo Mundo (entre los Preliminares de esta obra) es bien expresivo de su nuevo punto de vista, esencialmente cosmológico, pre-humboldtiano. Alabamos la insistente observación en este sentido de parte de la prof. Bénat-Tachot, que creemos derivada de las viejas propuestas del maestro Serge Gruzinski (que ubica en el Nuevo Mundo hispano una primera modernidad). Agradecemos asimismo a la prof. Bénat-Tachot por la comparación detallada ofrecida a lo largo el libro entre Gómara y Fernández de Oviedo, con el cual tiene ya experiencia larga, incluso ecdótica. Igualmente, a

la prof. Bénassy-Berlin acerca del eco gomariano en la Europa, y particularmente en Francia, no exento de lección moral crítica (Benzoni, Chauveton, Montaigne, La Popelimière...). Creo que el éxito inicial obtenido en Francia por la edición de esta primera parte, solamente, se debe a este énfasis auto-crítico de la obra, cuyo significado particular (frente al P. Las Casas) solo puede entenderse por la réplica del mismo en la segunda, por parte del mismo autor.

Reconocemos el esfuerzo del equipo editorial por acercarnos al autor original, alejando las numerosas notas a otro lugar para concentrar la atención del lector, en diálogo directo con el autor. Nos parece bien este alejamiento en el caso de las notas interpretativas, dado su número y extensión, pero no en el caso de las variantes entre la príncipe y las dos ediciones enmendadas de Zaragoza y posteriores, que no ocupan tanto espacio ni se trata de texto ajeno al autor; y que, sobre todo, tratan de establecer el verdadero texto del autor (gran parte de estas notas repetidas de variantes son para completar y aclarar el título, y otras disimulan el tono ácido de la crítica, lo que es relevante para conocer la opinión verdadera del autor, al respecto). Pensamos que parte de las variantes se ofrecen repetidas a pie de página (a veces al final del capítulo), volviendo a repetir luego ambas versiones (a pie de página y aparte), sin quedar claro por qué se ubican al pie unas, y no otras. Si se le quitan al lector del pie de página las variantes —e incluso el título de capítulo— que el autor eligió en edición posterior, cambia el sentido original del fraseo y carece de verdadero sentido la edición crítica (ayudar a la lectura inteligente).

A propósito de las explicaciones de vocablos y expresiones arcaicas, ya en desuso para el lector que emplea hoy el mismo lenguaje, en el estudio introductorio del prof. Roche se prometió recurrir al DRAE en estos casos (“remitiendo oportunamente al DRAE para aclarar el sentido”, p. 49), pero la frecuencia en que se hace es verdaderamente excepcional. Nos hemos tomado la molestia de contar el número de vocablos y expresiones cuya inteligencia inmediata nos ofrece dificultad, y son excesivos (casi uno cada dos capítulos, total 122). Otra cosa que echamos de menos es la ausencia de algunos elementos modernos de la ecdótica, algunos de los cuales ya se empleaban entonces (por ejemplo, la letra *cursiva*). En este caso, los editores deciden incorporarla solamente para el título de obras y para versos citados (p. 53), lo que afecta especialmente al lenguaje americano, de lo que una crónica de Indias suele echar mano frecuente: especialmente en Gómara, que intenta definir cada nueva palabra que emplea.

En cuanto a la puntuación —tal vez el elemento decisivo en una edición crítica, como reconocen los editores (“puntuar... equivale a interpretar el texto”, dice P. Roche en p. 51)— echamos de menos el uso de algún elemento discursivo para entender a Gómara (paréntesis, guiones, etc.), pues los autores no pasan del punto, la coma, el punto y coma, dos puntos y las comillas. El signo más empleado son las comas, hasta la exageración, lo que hace la lectura algo indigesta, por hiperinterrumpida. Los guiones o paréntesis hubieran aclarado multitud de frases, de que echa mano Gómara para insertar sus continuas reflexiones e ironías. Asimismo,

numerosas citas y discursos intercalados podían ir sangrados, para destacarlos como quiere el autor.

Los editores reconocen ser moderados en su versión ecdótica (“hemos querido realizar una modernización razonada”, p. 51), pero realmente modernizan poco. El signo de puntuación cuya falta general se nota más en esta obra es el punto y aparte, que solo se emplea para cambiar de capítulo. Hay excepciones como algún documento ajeno incorporado, por ejemplo, la bula alejandrina de concesión territorial entre los cap. 19 y 20, o el largo discurso en forma de carta de Gonzalo Pizarro a La Gasca, en el cap. 177. A decir verdad, sólo hay una verdadera excepción, y es en el cap. 12. (“El sitio de las Indias”), donde los editores aprovechan indicaciones periódicas del autor, bajo la forma de “por ser parte muy señalada, descansamos en ella” (p. 83a), o “por caer en tal parte y se tan grande como dicen, hacemos parada” (85a), o “por ser cosa tan señalada, paramos aquí” (87a). En realidad, los editores hacen en este capítulo otros puntos y aparte no indicados por el autor, y yo creo que habría que hacer otros en el resto del libro, en favor de la claridad expositiva querida por el autor. La lealtad paleográfica no significa necesariamente un mayor respeto a los autores del siglo de oro, que normalmente no controlaban las normas ecdóticas y dejaban esa responsabilidad en manos del cajista. Lo importante a tener en cuenta es la intención y conciencia literaria del autor, y lo normativo es la hermenéutica: entender la idea y los modos de expresarla conscientemente en sus obras, cosa particularmente importante con autores innovadores como Gómara.

Cuando se trata de una edición crítica no cabe, pues, dejar que el lector interponga por su cuenta los puntos de descanso en la lectura que el autor ha decidido; al contrario, este descanso en la lectura detenida de Gómara es imprescindible para captar toda su información y su habilidad para conducirnos a conclusiones y emociones diversas, a lo largo de cada capítulo. La conclusión de esta edición es que nos ofrecen una excelente obra, detenidamente analizada en textos introductorios o estudios suplementarios (agregando índices y documentos apropiados), debemos reconocerlo. Pero, en realidad, el modelo ecdótico al que se deben los editores nos queda oculto. La única autoridad ecdótica esgrimida por los autores es el *Manual de escribientes* de Antonio de Torquemada (1552, tal vez elegido por la fecha), en este caso por el prof. Roche, a quien agradecemos su esfuerzo en explicarnos repetidamente el proceso editorial.

Fermín DEL PINO-DÍAZ  
CSIC

Fernando ROSAS MOSCOSO, *La crisis del siglo XVII: un ensayo de nueva historia global*, Lima, Universidad Ricardo Palma, 2022, 415 p.

On a souvent remarqué (parfois pour le regretter) qu'en Amérique latine les recherches historiques et les ouvrages qui en découlaient portaient de manière presque exclusive sur le passé national. Tel n'est pas le cas du livre de Fernando Rosas Moscoso qui s'inscrit dans la ligne de l'histoire globale apparue depuis quelques décennies. Il réunit des travaux de l'auteur déjà publiés et remaniés (dans ses deux premières parties) ainsi que des recherches inédites (dans la troisième de près de deux cents pages).

Le livre s'ouvre sur des réflexions théoriques autour de la notion de crise, largement utilisée en histoire, mais bien plus complexe qu'on ne le croit généralement, du fait, entre autres, pour l'époque étudiée, du poids variable des États et de leurs politiques, de l'existence de territoires coloniaux, de la concurrence des marchés, des situations du monde agraire, des facteurs climatiques, des contextes de décadence venant de loin, sans compter que dans une même société toutes les composantes ne furent pas affectées de la même façon, selon le même rythme, ni avec la même intensité. Fernando Rosas Moscoso souligne aussi que parfois les sociétés peuvent utiliser les crises comme moyen de déblocage et de projection des énergies positives. Il parle d'ailleurs de la « double face » des crises souvent devenues des *turning points*.

La crise générale du XVII<sup>e</sup> siècle est bien connue. On se souvient du diagnostic de John Elliott pour l'Espagne, des réflexions comparatives de Ruggiero Romano, plus récemment des travaux de Geoffrey Parker. Sur cette question comme pour bien d'autres, les recherches menées dans la perspective de l'*histoire globale* ont à la fois élargi les connaissances, nuancé les affirmations généralisatrices et montré surtout les raisons et les effets de l'imbrication des mondes, qui alors se mit en place à une autre échelle et avec une intensité jusque-là inconnue.

La seconde partie du livre analyse d'abord successivement le cas de la Hollande, de l'Italie de l'Angleterre et de l'Espagne face à la crise du XVII<sup>e</sup> siècle. La première, du fait de son histoire particulière et de son indépendance alors récente, tira parti de la crise généralisée, en particulier grâce à la diversification de ses activités et à sa flexibilité. Le cas hollandais permet aussi de comprendre comment la crise du XVII<sup>e</sup> siècle lui fut positive dans la mesure où elle permit au système capitaliste de poser les bases de profondes transformations politiques, sociales, économiques et culturelles au siècle suivant.

En Italie, la situation était en tout différente : des États morcelés aux moyens souvent faibles, à la position difficile face au pape ou à la couronne d'Espagne, des groupes dominants tantôt issus de la vieille aristocratie nobiliaire tantôt expression d'une puissante bourgeoisie marchande, industrielle ou financière, le poids des villes face aux campagnes. De manière très suggestive, ce chapitre se clôt sur une analyse d'*indicateurs mentaux*, selon l'expression de l'auteur, dans lesquels il voit de manière assez évidente et révélatrice des phénomènes de compensation, d'évasion

ou de retour à un certain équilibre qui, comme dénominateur commun, doivent être pensés « dans la nature complexe d'une crise de décadence ».

Pour l'Angleterre, Rosas Moscoso montre comment l'expansion démographique mais aussi un certain essor économique, bien qu'impactés par la guerre civile, révèlent dans la continuité une croissance significative. De plus, la crise agricole, notable dans la plupart des pays du continent au cours de la seconde moitié du siècle, ne semble pas avoir affecté ce royaume qui au contraire connut à cet égard un développement continu jusque vers 1750. D'une façon générale, les analyses révèlent un *take off* qui devait avoir un réel effet sur l'industrialisation à venir. Comme pour l'exemple italien, l'auteur porte une attention particulière aux indicateurs politiques et sociaux mais aussi aux changements (ou aux évolutions) des mentalités, liés à l'influence des nouvelles idées commerciales et juridiques. Il en est résulté de profondes mutations dans la vie sociale, politique mais aussi individuelle et familiale, la Couronne accompagnant les modifications des patrons de consommation. Ils eurent pour effet d'augmenter les productions nationales mais aussi de remplacer les concurrents européens sur leurs réseaux commerciaux, avec les conséquences internationales que l'on sait.

Pour ce qui est de l'Espagne, mieux connue des hispanistes et des latino-américanistes, l'auteur se contente modestement de « *Notas en torno a España y la crisis del siglo XVII* ». Il reprend les grands débats que l'on sait (Carande, Morineau, Sanz Ayán, etc.) mais là aussi en faisant une place significative au contexte des mentalités collectives, comme l'avait fait Pierre Vilar.

Cette série ne pouvait bien sûr faire l'économie de la crise du XVII<sup>e</sup> siècle au Pérou et rappelle les nombreux travaux qui, d'une manière ou d'une autre, ont travaillé la question selon des angles d'attaque variés, dans des régions et sur des aspects très divers. Le livre examine ensuite ce que révèlent au cours de cette époque les indicateurs politiques, économiques, sociaux et mentaux. En prenant soin de souligner les inflexions sensibles au cours des décennies. Avec Andrien, Rosas Moscoso montre que jusqu'en 1660 les manifestations diverses de la crise sont manifestes. Après cette date commence une récupération économique d'abord lente puis plus nette par la suite et plus sensible que dans la plupart des régions européennes.

Ces pages permettent à l'auteur de réexaminer la théorie bien connue de Ruggiero Romano sur les « conjonctures opposées » en Europe et en Amérique, mais aussi de rappeler la *double face* de toute crise qui, dans le cas de celle du XVII<sup>e</sup> siècle, affecta de manière parfois contrastée les différentes régions de l'empire américain.

La troisième partie de l'ouvrage nous transporte dans un autre espace lointain de l'Europe et de l'Amérique, mais néanmoins lié à elles de bien des façons : l'océan Indien bientôt inséparable de l'autre océan dit Pacifique. Elle le fait dans une perspective de rupture avec l'historiographie europeo-centrique qui a longtemps prévalu, en insistant sur le poids de l'Inde et de la Chine à l'époque étudiée, en montrant les raisons et les effets d'une économie polycentrée qui de ce fait s'étendait des ports européens aux côtes américaines et ne répondait pas forcément de

manière mécanique et soumise aux intentions et aux injonctions économiques et politiques des lointaines capitales coloniales.

Pour ce faire, Fernando Rosas Moscoso examine successivement le contexte géographique de l'océan Indien, ses ports, ses hinterlands et ses zones sensibles (golfe d'Aden, golfe Persique, Ormuz, Bandar Abbas), les routes de l'or et de la soie. Il retrace aussi les grands moments de cette vaste région : les empires safavide, ottoman et mongol, le sultanat du Gujarat, le royaume de Birmanie, etc. C'est ensuite le tour de l'irruption portugaise et son contexte ibérique, avant que n'apparaissent de nouveaux protagonistes de plus en plus puissants et présents, les Hollandais de la VOC, puis les Anglais de l'EIC dont les compagnies offraient sans doute un modèle plus efficace dans le cadre du monde émergent du mercantilisme planétaire.

Sur les côtes asiatiques bientôt devenues inséparables de l'océan Indien, l'auteur analyse le rôle de la Chine, du Japon, de Macao, de Taiwan, bien sûr des Philippines, avec le port de Manille qui ouvrait une autre route à l'Asie vers le monde américain et au-delà hispanique et européen. Il s'intéresse aussi au Sud-Est asiatique (Cambodge et Siam) souvent oublié mais qui ne resta pas à l'époque à l'écart des luttes impériales et de l'essor économique-commercial que connut cette région du monde. Enfin, une place particulière est faite aux archipels des épices, que se disputèrent Portugais et Espagnols avant que les Hollandais n'y établissent un véritable empire colonial insulaire qui allait durer jusqu'à la seconde guerre mondiale du xx<sup>e</sup> siècle.

Poursuivant cette dynamique mondiale des échanges, Fernando Moscoso s'intéresse enfin à ce qu'il appelle « les pulsations périphériques occidentales » à savoir les conséquences ou les répercussions de ce qui devint une première mondialisation dans des espaces où on les attendait moins, en Afrique du Sud et occidentale, dans l'Atlantique Sud, avec l'émergence de Buenos Aires « porte atlantique du Pérou ».

Ce livre très documenté et dynamique, qui entend avec bonheur sortir des idées plus ou moins convenues, est un très sérieux apport à deux questions essentielles concernant le xvii<sup>e</sup> siècle : d'une part, la réalité (les réalités, les nuances, les contradictions, les effets en contrecoup) de la crise généralisée dont il est si souvent question, d'autre part, l'étude de la mondialisation de l'économie à cette époque, dont l'expression *mondialisation ibérique* a sans doute faussé le sens, réduit la portée et tout simplement la réalité multifactorielle et *polifacética* comme on dit en espagnol, globale selon l'expression de l'histoire qui s'est attachée ce terme. Par la même occasion, cet ouvrage fait aussi comprendre l'importance du xvii<sup>e</sup> siècle longtemps sous-estimé voire méconnu pour le développement du capitalisme qui allait donner au siècle suivant le cours que l'on sait.

Bernard LAVALLÉ

Carmen BERNAND, *Histoire des peuples d'Amérique*, Paris, Fayard Histoire, 2019.  
Andrés RESÉNDEZ, *L'autre esclavage, la véritable histoire de l'asservissement des Indiens aux Amériques*, Paris, Albin Michel, 2021.

À la lecture des deux titres, c'est plein d'espoir de voir renouvelée une des questions essentielles de l'histoire coloniale aux Amériques que le lecteur se saisit des livres de A. Reséndez et C. Bernand. Leurs titres expriment en effet toute l'ambition de deux projets éditoriaux qui proposent, chacun à leur manière, un retour sur une question qui constitue, de longue date, un point central de l'historiographie américaniste. Dans les deux cas, il s'agit de revenir sur l'histoire des populations américaines dont le cours de l'histoire se trouve avoir été brutalement modifié par l'irruption des Européens à la fin du xv<sup>e</sup> siècle. Dans le même temps, chacun de ces livres propose de ce même objet d'étude deux approches qui renvoient à une appréhension bien différente du sujet même si, inévitablement, les réflexions développées par les deux auteurs ne s'en recourent pas moins.

Ces deux livres partagent la mise en œuvre d'un projet ambitieux. Pour l'ouvrage de Carmen Bernand, il ne s'agit rien moins que d'écrire une « histoire des Indiens des Amériques », projet originellement forgé en commun avec N. Wachtel. Cette intention initiale s'est au fil du temps transformée pour devenir une réflexion sur l'histoire des peuples amérindiens en mobilisant des sources ne se réduisant pas à celles produites depuis la période coloniale. En d'autres termes, le défi que se lance C. Bernard est de travailler non plus seulement à partir de la documentation sur laquelle repose la recherche américaniste depuis bientôt deux siècles – récits des explorations et de la conquête, chroniques, documents d'archives ou encore sources imprimées ou iconographiques – mais de travailler aussi à partir des résultats produits par les recherches archéologiques. Non sans raison et en vertu de ces dernières sources mobilisées, C. Bernard assimile son approche à celle des études « préhistoriques ». Cette reconstruction originale de l'objet d'étude lui permet de dépasser l'impact des « frontières » inventées à partir du xvi<sup>e</sup> siècle et imposées par les vainqueurs successifs depuis cinq siècles. Ce faisant, c'est à la mise en évidence des constantes ou des invariants sur lesquelles se sont édifiées les diverses civilisations américaines, malgré leurs inévitables variations locales et temporelles, que l'on assiste.

La première partie de l'ouvrage, intitulée « L'axe du monde » propose une analyse des données qui permettent de comprendre le processus de construction des sociétés amérindiennes. Parmi les divers traits retenus comme fondateurs de ces sociétés, l'auteure retient les éléments suivants : la circulation des hommes et les migrations (chap. 1), les circulations des biens et des produits d'échanges (chap. 2), le temps des origines et des premiers regroupements de populations associé aux premiers vestiges archéologiques (chap. 3), la complexification croissante de ces sociétés accompagnée d'une spécialisation des divers groupes sociaux qui les composent (chap. 4), enfin l'émergence de structures politiques complexes pour lesquels C. Bernand conserve la qualification d'« empire » malgré ce que cette appellation peut avoir d'ambiguë, notamment pour un lecteur occidental (chap. 5).

La deuxième partie de l'ouvrage, sous le titre « Variations hétérodoxes sur fond de croix » aborde la question de l'impact de l'arrivée des Européens sur le continent américain. Le chapitre 6 traite cette question en se centrant sur l'arrivée des étrangers – dont on rappelle les premiers et lointains contacts établis par les Vikings – qu'accompagne la diffusion de leur mode de vie avec des conséquences souvent dramatiques : maladies bien sûr, mais aussi animaux domestiques, plantes, objets (dont les armes) ou encore techniques, tous ces apports favorisant l'émergence de nouveaux savoirs mais aussi de nouveaux besoins... Les trois chapitres suivants prolongent cette même réflexion en abordant une question centrale de l'histoire coloniale : la problématique religieuse. Le premier souligne combien l'évangélisation systématique des populations amérindiennes est bien sûr pour elles source de désarroi résultant de la mort des dieux qu'elle signifie. Mais leur capacité de résistance favorise aussi l'émergence de réponses syncrétiques qui accompagnent l'américanisation du christianisme romain notamment par le biais du recours aux traductions des textes sacrés mais aussi à celle des images. Sur cette question essentielle, l'étude du Codex Bodmer dessiné à la fin du xvi<sup>e</sup> siècle en offre une excellente illustration. Le chapitre suivant prolonge cette réflexion en abordant la question du recours postérieur, à partir du xvii<sup>e</sup> siècle à d'autres moyens pour mener à bien l'objectif toujours présent de l'évangélisation. L'attention est ici centrée sur la Compagnie de Jésus dont l'adaptation au terrain constitue le principal instrument mobilisé. Si le rôle de la musique est bien sûr rappelé à la fin du chapitre, l'auteure insiste plus largement sur l'importance accordée au recours à l'éducation ou à l'assistance aux démunis, rivalisant ainsi sur le terrain des chamans. Enfin le chapitre 9 parachève cette même analyse en montrant les limites spatiales de cette évangélisation. Centrée sur le « blanc manteau des réductions » pour reprendre l'expression consacrée, celle-ci abandonne aux cultes anciens d'immenses espaces parmi lesquels les « *cerros* » ou « montagnes » qui sont facilement identifiés à des dieux auxquels on aspire à rendre hommage avec des prières ou des offrandes. Devant l'ampleur du phénomène, l'Église n'hésite pas à les christianiser, à l'image de l'un des « *cerros* » parmi les plus célèbres d'Amérique latine, celui du Tepeyac qui, depuis le xvi<sup>e</sup> siècle, sert de lieu de culte à la vierge de Guadalupe, à savoir la Sainte patronne des Amériques.

La dernière partie de l'ouvrage, sous le titre de « Chronique de la fin du monde », s'intéresse aux impacts, nombreux et contradictoires, de la naissance des nouveaux États sur les populations amérindiennes tout au long du xix<sup>e</sup> siècle. Le chapitre 10 aborde l'effet déstructurant des nouvelles législations nationales pour un monde indien organisé, depuis le xvi<sup>e</sup> siècle, selon les règles juridiques espagnoles. Tout spécialement, en éliminant les différences de statut imposées par le colonisateur, les populations indiennes se trouvaient placées à la merci des « Blancs », c'est-à-dire des populations non indiennes, majoritairement métisses. Ce phénomène qui s'observe dans tous les territoires de l'ancien empire castillan est ici analysé par le menu dans le Yucatan Maya, l'une des régions où le poids démographique des populations

indiennes facilita la montée en puissance d'une vive résistance en allant jusqu'à la révolte. Le chapitre suivant prolonge ces observations pour l'espace septentrional du Mexique. Les populations chichimèques, qui y menèrent une longue résistance face à la pénétration espagnole dès le <sup>xvi</sup><sup>e</sup> siècle, retrouvent au cours du <sup>xix</sup><sup>e</sup> siècle leur esprit de révolte et de ténacité qui trouve son prolongement dans la Révolution mexicaine de 1910. Le dernier chapitre aborde enfin les réactions indigènes sur différents points de la côte pacifique du continent, de l'Alaska aux terres de l'Araucanie en passant par la région de Vancouver. Ces régions, encore non ou mal contrôlées par les Européens au début du <sup>xix</sup><sup>e</sup> siècle, font l'objet d'explorations systématiques dans le but de les transformer en lieux d'occupation afin de faciliter l'accès à leurs richesses naturelles. Dans ce processus d'opposition systématique, notamment en Araucanie, les Indigènes mobilisent efficacement la mémoire des rébellions plus anciennes menées contre les conquistadors espagnols.

On parvient au terme de la lecture du livre, dense, de C. Bernard convaincu tant par la démarche que par le raisonnement qui le sous-tend. Tout spécialement, c'est bien la complexité des sociétés amérindiennes qui se révèle au lecteur, tout particulièrement pour les hautes terres mésoaméricaines et andines qui servent de terrain privilégié au parcours proposé. Par ailleurs, c'est d'abord le monde des puissants dont rendent compte les sources mobilisées, la majorité des populations amérindiennes, celle des *macebuales* comme celle des esclaves, n'ayant laissé que bien peu de traces avant la période coloniale.

C'est sans doute dans la prise en compte inégale de cette complexité amérindienne que se différencie l'ouvrage de A. Resendes même si l'ambition qui l'anime n'est pas moindre. Son propos est de rompre avec les représentations exclusivement attachées au mot même d'esclavage, à savoir « des corps d'ébène entassés dans la cale d'un navire ou de domestiques en tablier blanc s'affairant dans une demeure d'avant la guerre de Sécession ». C'est donc clairement pour infirmer une représentation fondamentalement étasunienne du travail servile que l'auteur s'est lancé dans cette ambitieuse synthèse sur l'esclavage indien aux Amériques.

Sans doute faut-il d'abord rappeler que ce n'est pas une totale nouveauté que de vouloir offrir ainsi une vision ample – dans le temps comme dans l'espace – de cette modalité d'exploitation de la main-d'œuvre, au-delà de la déportation des millions d'Africains vers le continent américain entre le <sup>xvi</sup><sup>e</sup> et le <sup>xix</sup><sup>e</sup> siècle. On pense bien sûr à la remarquable synthèse proposée par O. Pétré-Grenouillau il y a une vingtaine d'années sous le beau titre *Les Traités négrières. Essai d'histoire globale* que l'auteur ne semble pas connaître.

L'ouvrage commence avec l'arrivée des Européens sur le continent américain au <sup>xvi</sup><sup>e</sup> siècle et prolonge l'étude de cette « autre servitude », celle des Indiens, jusqu'à la fin du <sup>xix</sup><sup>e</sup> siècle. L'espace retenu pour mener à bien l'enquête s'étend du centre et nord du Mexique colonial au sud-ouest des États-Unis, offrant ainsi une intéressante continuité chronologique et spatiale.

Le propos de l'auteur est de mettre en relief l'esclavage des populations indigènes qu'il considère comme ayant été occulté par les représentations prégnantes attachées à la catégorie d'esclave dans le monde américain. Si on est d'emblée tout à fait prêt à le suivre dans ce travail de révision historiographique dont il fournit, au fil des chapitres, des arguments convaincants, le caractère systématique de la démarche ne peut qu'interpeller le lecteur en raison notamment des simplifications ou des généralités auxquelles elle ouvre la porte.

Comme spécialiste du monde colonial hispanique, on limitera ici les commentaires aux premiers chapitres du livre qui portent sur cet espace géopolitique. La trame de ces chapitres suit une chronologie somme toute assez classique. Elle s'ouvre sur le désastre caraïbe avant de se poursuivre en Nouvelle Espagne avec l'exploitation de la main-d'œuvre indigène dans le cadre de l'expansion minière. Celle-ci est abordée dans deux chapitres qui revisitent la question du travail dans l'économie minière mésoaméricaine avant de s'achever par l'étude de la révolte des Indiens *Pueblos* qui, à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle, mirent à mal une présence espagnole encore très clairsemée dans une région lointaine et périphérique de leur empire, celle du Nouveau-Mexique. Chacun de ces moments offre à l'auteur la possibilité de revenir sur certains des acquis parmi les plus établis de l'historiographie coloniale ibérique. On regrettera ici que certaines des bases documentaires mobilisées se révèlent parfois défailtantes, à l'image de la question du nombre. Dès l'introduction, l'auteur offre en effet une pesée globale de cet esclavage indigène aux Amériques qui oscillerait entre 2, 5 et 5 millions sur tout le continent américain entre 1492 et 1900. Malheureusement, la solidité de cette estimation est loin d'être établie comme le reconnaît d'ailleurs l'auteur lui-même p. 513, sans considérer pour autant que cela fragiliserait sa démonstration. En fait et à ce stade, pour cet « autre esclavage », on est encore très loin des pesées solidement étayées proposées pour la traite négrière qui d'ailleurs ne suscitent aujourd'hui aucune réelle discussion.

L'auteur fait par ailleurs le choix d'accorder à la catégorie d'« esclave » un sens très ample, ce dont il s'explique p. 20 et suivantes. Pour lui, sont considérés comme tels tous les Indiens soumis à un travail contraint, quels qu'en soient la nature, le lieu et la période. C'est ainsi notamment que le travail dans le cadre de l'*encomienda* d'abord puis ensuite, une fois son interdiction proclamée officiellement avec les Lois Nouvelles, dans celui des *repartimientos* est comptabilisé comme relevant de l'esclavage. De même, la servitude pour dette, qui apparaît au cours du XVII<sup>e</sup> siècle dans le cadre de l'*hacienda* et qui ne concerne d'ailleurs pas que des Indiens, est aussi assimilée à l'esclavage. Avec une telle approche du sujet on s'étonne par contre que les *indios de guerra* – qui, eux, pouvaient en effet être soumis à l'esclavage en toute légalité – ne soient pas pris explicitement en compte dans l'analyse. Sont-ce tous les mêmes « esclaves » ? On peut en douter. À donner à « l'autre esclavage » une acception trop large, ne risque-t-on pas d'escamoter toute la complexité d'une société où précisément la diversité des statuts est l'un des traits essentiels propres à une société d'Ancien Régime dans un contexte colonial ?

Les deux chapitres sur l'économie minière abordent quant à eux une autre question d'importance dans l'histoire de la Nouvelle Espagne : celle de l'expansion septentrionale du monde colonial mésoaméricain en lien avec le statut de la main-d'œuvre employée dans les mines d'argent de ces régions. À juste raison, l'auteur souligne combien cette expansion minière joue le rôle d'un aspirateur à main-d'œuvre dont il souligne, pour El Parral par exemple, la part prise par les travailleurs indigènes, notamment Yaquis. Mais comme le montrent les études sur les espaces du centre et nord de la Nouvelle Espagne, ces derniers sont loin d'être les seuls à être attirés par un travail rémunérateur. Dans ces vastes espaces où la densité des populations indigènes était particulièrement faible, l'expansion minière s'accompagne du recours à une main-d'œuvre nombreuse provenant des régions les plus diverses et aux origines ethniques tout aussi variées. Dans le cadre minier – comme dans celui de l'hacienda d'ailleurs –, c'est à un véritable brassage de population auquel on assiste, accélérant un processus qui est à l'œuvre en Amérique espagnole dès le début du *xvi*<sup>e</sup> siècle, à savoir le métissage. Peut-on alors toujours considérer une partie cette main-d'œuvre comme « indigène » alors qu'elle ne vit plus dans son cadre communautaire qui fonde, à l'époque coloniale, le statut de l'Indigène ? À ces interrogations sur l'identité de ces salariés, il faudrait ajouter la question de leur statut. L'endettement qui lie nombre d'entre eux à leur employeur en fait-il des esclaves ? N'est-il pas plus légitime de parler, pour ce cas d'espèce, d'une modalité de servage ? Là encore, la discussion aurait mérité d'être engagée plutôt que de mobiliser une seule et même catégorie d'analyse pour décrire des conditions de vie et de travail extrêmement diverses.

En se lançant dans cette aventure, A. Reséndez fait sans doute œuvre utile en nous invitant à reprendre la discussion sur certains des acquis parmi les plus partagés de l'histoire coloniale hispanique. Mais cette première synthèse sur « l'autre esclavage » peut apparaître à ce stade comme quelque peu prématurée, faute d'en maîtriser et d'en discuter tous les aspects dont certains parmi les plus établis de l'historiographie ibéro-américaniste. Souhaitons simplement que d'autres lui emboîtent le pas afin d'étayer un champ de recherche sur l'esclavage indigène américain qui est loin d'avoir donné à ce stade tous ses fruits.

Michel BERTRAND

Guillaume GAUDIN et Roberta STUMPF (ed.), *Las distancias en el gobierno de los imperios ibéricos, concepciones, experiencia y vínculos*, Madrid, Casa de Velázquez, 2022, 308 p. Guillaume GAUDIN et Paulina MACHUCA (ed.), *Las Filipinas, ¿una periferia global? Gobernar y vivir en los confines del imperio hispano*, Toulouse-Zamora, PUM-El Colegio de Michoacán, 2022, 252 p.

On présentera dans cette recension conjointement deux ouvrages intimement liés autour d'une même thématique. Le premier l'envisage d'une façon plus théorique et générale. Le second réduit l'objectif au seul archipel des Philippines, à bien des égards un cas d'école, il est vrai.

Cela fait longtemps que la question de la *distance-temps* dans l'ancien empire espagnol a été soulevée. On se souvient dans les années cinquante du siècle passé des remarques judicieuses et des intuitions porteuses d'avenir de Pierre Chaunu. Depuis bien des choses ont changé. Les recherches sur le fonctionnement de l'État confronté notamment aux défis de ce problème dans ses prolongements coloniaux, les perspectives nouvelles dans l'approche des dynamiques sociales, l'intérêt de l'histoire désormais envisagée de manière *globale*, les avancées concernant les conditions de la vie matérielle, les recherches sur le fonctionnement et la mécanique de l'État, toutes ces nouveautés, utilisées de manière convergente par des historiens confirmés et une nouvelle génération de chercheurs ont considérablement fait avancer les connaissances en ce domaine.

Le premier ouvrage est le résultat final du programme de recherche de la Casa de Velázquez commencé en 2016, intitulé « *Vaincre la distance. Acteurs et pratiques du gouvernement des empires espagnols et portugais* » qui a donné lieu à des séminaires à Madrid, Toulouse, Lisbonne et São Paulo. Les participants ont confronté, dans le cadre historico-géographique indiqué, leurs expériences sur la conception de la distance et ses effets, sur ses représentations et son vécu, sur la nature et le rôle des liens dont elle entraîna l'apparition, qu'elle modifia ou accentua selon, les pays concernés, les cas et les époques.

La quinzaine de travaux, à parts égales en espagnol et en portugais, réunis dans ce volume ne se limitent pas à analyser la distance comme un simple éloignement. Si ce dernier joue un rôle sans doute essentiel, les diverses composantes périphériques des empires se situent d'abord à des distances variées qui sont autant d'éléments à prendre en compte, de manière pour chacune particulière pour leur gouvernance. La seconde ligne de force de cette recherche collective a consisté à articuler l'histoire politique des empires en question en tenant compte à la fois de l'histoire des institutions, de l'histoire sociale et de l'histoire culturelle. La distance peut ainsi révéler, comme le dit l'introduction, « des formes effectives de pouvoir que se structurent "depuis en bas" en chaîne d'interdépendance et s'articulent dans la mise en œuvre d'institutions : *audiencias, tribunais de relação*, diocèses, *corregimientos* ou *ouvidorias* ». Dans cette perspective, les empires sont en fin de compte, et comme annoncé dans le titre de l'ouvrage, l'objet de la démarche dans une analyse à la fois connectée et comparée, sans doute déjà engagée pour le domaine ibérique, mais encore loin d'être aussi avancée que ne le sont les recherches en ce domaine pour le monde anglo-saxon.

« L'histoire des empires ibériques à partir du facteur distance » est articulée selon trois thèmes : celui « des représentations et des conventions partagées par les acteurs de la Conquête et de la colonisation » ; l'adaptation des expériences vécues des individus dans le cadre et sous les effets de la capacité d'adaptation des normes officielles et de la concession, par les couronnes respectives, d'une certaine autonomie aux agents de cette histoire. Dans leur quotidien, ils devaient prendre en compte la « distance temporelle » qui engageait beaucoup de leurs décisions ; enfin,

troisième et dernier axe, le « pouvoir fluidifiant » de la mécanique impériale grâce aux relations et aux interrelations entre les acteurs impériaux qui permettent de prendre en compte et de montrer la force de « la dimension sociale de la distance ».

Le second ouvrage est le résultat d'un colloque tenu au CERI de Sciences Po, à Paris, en juin 2017. Dès le début de leur introduction, les éditeurs soulignent de façon très claire que leur objectif et celui des intervenants avait été de « considérer les îles Philippines comme un paradigme (entendons un paroxysme) du gouvernement impérial à distance dans le cadre du dispositif de la monarchie espagnole sur la longue durée ».

Les conclusions du séminaire, démontrées au travers de la douzaine de communications publiées dans l'ouvrage et dues à des chercheurs de plusieurs générations, s'articulent autour de trois axes forts. Le premier est celui de l'espace, dans lequel, comme le soulignent les éditeurs, la distance géographique n'est qu'un aspect parmi d'autres, bien moins prégnant que la *distance-temps* qui, tout à la fois et de manière contradictoire seulement en apparence, constituait sans doute un obstacle polymorphe mais aussi un élément fluidifiant voire de cohésion en tout cas de compréhension. Le second se situe dans l'approche de la société philippine « par le bas », de manière pragmatique, grâce à l'étude du quotidien, du vécu et des actions des acteurs dans le macrocontexte de l'empire. Enfin, le troisième axe s'intéresse aux connexions et aux circulations des diverses populations concernées dans un cadre géographique dépassant de beaucoup le monde de l'archipel puisqu'il y est question aussi de la Chine, du Japon, du Cambodge et d'autres espaces insulaires de l'ouest Pacifique habituellement moins étudiés.

Les recherches sur les Philippines ont beaucoup progressé depuis une vingtaine d'années et surtout au cours de la dernière décennie. Ce livre revendique d'ailleurs son appartenance et sa dette à cette dynamique historiographique cherchant à étudier l'archipel « dans une perspective qui navigue entre le local et le global ». Il s'agit de faire le lien entre les histoires de vie, inscrites souvent dans une échelle planétaire, et l'organisation sociale et politique des empires eux aussi pluri-continentaux. Les éditeurs rappellent à ce sujet ce que l'historiographie anglo-saxonne appelle avec bonheur la *global micro history*.

Les communications, ont été regroupées selon plusieurs dominantes dont les titres sont très parlants, presque tous formulés sous forme interrogative annonciatrice de questionnements et de débats : *Le contexte philippin : une exception normale ?*, *Les Philippines un monde à part ?*, *Trajectoires impériales et déplacements planétaires*, *Les Philippines à l'ère globale ? Circulation, opportunités, modernités ?*

Cette douzaine de textes, souvent novateurs, bien ciblés et la plupart fondés sur de remarquables travaux en archives constituent sans nul doute une contribution de grande valeur et de large spectre quant à l'histoire notamment sociale et politique de l'archipel. Il rejoint aussi les préoccupations de l'ouvrage précédent dans la mesure où, dans les analyses des diverses réalités étudiées, humaines, sociales, économiques et politiques, se retrouve toujours de façon sous-jacente la question

du facteur distance dans les systèmes impériaux, l'archipel philippin constituant à cet égard un cas paradigmatique à bien des égards. Le double objectif des éditeurs est pleinement atteint et ce livre va occuper toute la place qu'il mérite dans le renouveau désormais foisonnant des études sur les Philippines.

Bernard LAVALLÉ

Rogelio ALTEZ, *A duras penas. Sociedad y naturaleza en Venezuela durante el periodo colonial*, Madrid, CSIC, 2022, coll. "Estudios americanos", 212 p.

Déjà promise à un bel avenir avant la crise sanitaire provoquée par le Covid, l'historiographie des catastrophes et désastres naturels a connu un développement certain dans le domaine américaniste, en lien très fréquemment avec l'histoire de l'environnement, elle aussi à l'origine de publications majeures. Pour la période coloniale, peste et épidémies occupent certes une place prépondérante, suivies par les catastrophes naturelles (*plagas, sequías*) et autres séismes du quotidien dans la société d'Amérique espagnole. Cet ouvrage de Rogelio Altez, anthropologue et historien bien connu pour ses nombreux travaux sur les désastres et catastrophes naturelles dans le Venezuela colonial, reprend en partie l'argumentation consacrée à l'occasion d'une thèse soutenue à l'Université de Séville et qui donna lieu à la publication d'un ouvrage essentiel sur le sujet (*Historia de la vulnerabilidad en Venezuela : siglos XVI-XIX*, Sevilla, CSIC/Universidad de Sevilla/Diputación de Sevilla, 2016). Ses recherches reposent en effet sur une hypothèse et concept en grande partie inédits, celle de la vulnérabilité des sociétés étudiées en contexte colonial et au-delà, une problématique dont les échos dans le temps présent ne manqueront guère et dont l'auteur n'a de cesse de développer les aspects critiques dans ses travaux récents. De l'universel au particulier, c'est du contrôle des territoires d'Amérique espagnole dont il est question ici, et qui constitue l'armature temporelle et spatiale de l'ouvrage.

*A duras penas* se caractérise en effet par une démarche réflexive qui se déploie autour de la notion de menace naturelle et effectue par conséquent une révision – et critique – historiographique autour des thèmes évoqués, renouvelant les catégories communément utilisées à l'endroit de la société *indiana*. Partant de considérations braudéliennes, en d'autres termes de la variabilité des sociétés du Nouveau Monde, l'auteur souligne l'importance du *processus* historique sur le long terme et de ses facteurs de vulnérabilité pour les régions historiques, leur contexte naturel et environnemental, les sociétés coloniales hispano-américaines et l'espace vénézuélien en particulier. Après un premier chapitre consacré à des définitions revisitées et à leur fonction méthodologique (i.e. : société coloniale, l'unité historique d'un territoire et ses dimensions régionales, les modalités de peuplement et d'« implantation » dans la *Capitanía General* puis les réformes des Bourbons, le régime des Intendances (1776) et son accélération fulgurante en termes institutionnels : évêché de Mérida 1777, Audience de Caracas 1786, évêché de Guyane 1790, consulat de commerce de Caracas 1793, et archevêché de Caracas 1803), toutes évolutions dûment soulignées

par des voyageurs et scientifiques tels que Humboldt ou Codazzi), l'auteur en décrit les interactions (sociales, économiques, institutionnelles etc.), mais également les continuités apparentes. « Contenir la nature » (chap. 2) va mettre l'accent sur les processus d'adaptation, notamment depuis la perspective d'une « écologie culturelle, et des relations à l'environnement, en termes de *pratiques* mais aussi de réalités matérielles, comme le démontre l'exemple des salines d'Araya et de leur développement à partir du XVI<sup>e</sup> siècle et de la demande européenne. Les « parents pauvres de Terre Ferme » (chap. 3) et la précarité des fondations urbaines et des réalisations architecturales, le processus de colonisation même de la région, sont abordés dans leur matérialité voire leur pauvreté par rapport à d'autres régions d'Amérique (métaux précieux, communautés indigènes plus sédentaires, à même d'être incorporées aux activités économiques des colons) et ce que l'auteur qualifie d'« agro dépendance ». La capitale Caracas n'en fut pas tout à fait exempte, malgré la croissance économique enregistrée au XVIII<sup>e</sup> siècle grâce au commerce du cacao en particulier. Les « trames de la vulnérabilité » (chap. 4) sont détaillées (accès à l'eau, infrastructures, y compris de défense, protection du territoire ainsi vers Cumaná, édification de ponts). La nature apparaît ainsi comme une « menace » (chap. 5) à divers égards, liée à des phénomènes naturels comme aux conditions environnementales, géologiques et géomorphologiques des milieux naturels recensés dans le Venezuela colonial (cordillères, zone côtière, *llanos* etc.). Les séismes (restés dans la mémoire collective comme en 1812, quand les principales villes, y compris les plus anciennes, en furent victimes), glissements de terrain et autres inondations liées au climat en sont une composante fréquente, à laquelle l'auteur consacre des pages extrêmement précises, les répertoriant année par année tout en listant les dommages occasionnés aux bâtiments et à l'architecture urbaine. Les épidémies font l'objet d'un recensement tout aussi précis, s'appuyant sur une historiographie importante et des documents d'archives, de même que les pertes de récolte et famines.

La définition des désastres est précise, l'événement résultant de la conjonction d'un phénomène naturel dangereux et d'une société ou d'un contexte de vulnérabilité (en référence aux travaux de Virginia García Acosta). Des « conjonctures de désastres » sont identifiées pour les régions de Mérida, Caracas et Cumaná : ainsi au début du XVIII<sup>e</sup> siècle dans les environs de Cumaná (sécheresse, sauterelles et... voleurs, 1704), dans la région andine au XVII<sup>e</sup> siècle (1764, tremblements de terre), ou encore les épidémies qui, à plusieurs reprises, déciment la population de Caracas (variolo notamment, peste, fièvre jaune). La vigilance des gouverneurs puis des intendants est ici une source d'information essentielle. Les rapports de l'intendant Francisco de Saavedra (1783) présentent à cet égard un intérêt crucial pour les dernières décennies du XVIII<sup>e</sup> siècle : il s'agit en effet d'une « impossible prospérité », vulnérable au quotidien, située sur les marges de l'empire (absence de métaux précieux), résultant de « déséquilibres structurels » malgré une croissance relative et le rôle de certaines productions nouvelles, outre le cacao à l'origine des fortunes d'un nombre réduit d'*hacendados* créoles voire de compagnies le commercialisant

(*Compañía Guipuzcoana*) liées de la sorte au trafic d'esclaves, et le tabac, la canne à sucre, le café et l'indigo (chap. 6).

La rupture des liens avec la métropole suite à la première révolution d'Indépendance du continent, ne constitue par conséquent pas une « solution » à cette « catastrophe incommensurable » aussi bien pour une société appauvrie que pour son économie déclinante, résultante de trois siècles de relations avec le milieu naturel : pour l'auteur, le modèle colonial prit fin sur un désastre. Le modèle d'analyse transversal donnera certes, matière à discussion, peu de catégories échappant à la critique de l'auteur. Il n'en reste pas moins que la précision de l'argumentation, fondée sur des recherches minutieuses dans les archives « américaines » et européennes, sans compter ses propositions critiques, à des années-lumière d'une histoire impériale, font de cet ouvrage une référence aussi bien d'histoire des catastrophes que d'histoire sociale.

Frédérique LANGUE  
CNRS-IHTP

Jean-Pierre TARDIEU, *Biassou, Jean-François, Toussaint Louverture et les « Noirs Français » de Saint-Domingue. L'apport des archives espagnoles (1792-1804)*, Paris, L'Harmattan, 2021.

À l'heure où se débat en divers lieux, académiques ou pas, la question de comment envisager l'histoire des colonisations et de leurs conséquences à long terme, y compris la thématique des réparations, un exemple revient avec force : la Révolution haïtienne. Cette année encore, une abondante matière publiée dans le *New York Times* le 20 mai 2022 suscita un écho vif, bien au-delà des cercles historiens.

Que ce soit sous l'angle des réparations ou de l'exemple dangereux pour l'ordre établi esclavagiste au Nord comme au Sud du continent, exemple donc combattu par toutes les puissances américaines (y compris coloniales, naturellement), de nombreux livres viennent contribuer à une lignée de grandes œuvres.

On peut rappeler l'impact durable du livre de C. L. R. James, *Les jacobins noirs*, publié en 1938 et ensuite traduit dans de nombreuses langues, y compris le portugais. Au cours des dernières années, plusieurs historiens de diverses nationalités montrèrent, une fois de plus, que cette histoire pouvait faire l'objet de nouvelles approches. Pour ne citer que deux d'entre eux, Jean-Pierre Le Glaunec, professeur au Canada, après *L'armée indigène. La défaite de Napoléon en Haïti* (Montréal, Lux, 2014 et Port-au-Prince, Atelier Jeudi Soir/Éditions de l'Université d'État d'Haïti, 2014), a renouvelé le débat avec *The Cry of Vertières : Liberation, Memory, and the Beginning of Haiti* (Montreal : McGill-Queen's University Press, 2020). La thématique de la mémoire est évidemment d'une importance cruciale, surtout depuis l'œuvre séminale de Michel-Rolph Trouillot. *Silencing the Past. Power and the Production of History* (Boston : Beacon Press, 1995).

Sudhir Hazareesingh, professeur à Oxford, mais originaire de l'île Maurice, autre terre de sucre comme dirait Gilberto Freyre, a publié en 2019 une étude très ample : *Black Spartacus. The epic life of Toussaint Louverture* (New York : Farrar, Straus and Giroux, 2019) qui doit être publiée en traduction sous peu au Brésil (communication de l'auteur). À cet égard, il est aussi important de mentionner, dans le même élan, le livre de Marco Morel : *A Revolução do Haiti e o Brasil escravista: o que não deve ser dito* (Jundiaí: Paco, 2017).

Dans ce sens, l'œuvre de Jean-Pierre Tardieu vient s'inscrire dans un courant de rénovation et enrichissement de l'historiographie. Son étude, de facture très classique, fait usage de sources jusqu'alors fort peu utilisées, comme le souligne le sous-titre : *Biassou, Jean-François, Toussaint Louverture et les « Noirs Français » de Saint-Domingue. L'apport des archives espagnoles (1792-1804)*. Il s'agit de celles qui concernent Saint-Domingue, l'actuelle République dominicaine, soit effectivement de l'empire espagnol.

La conduite minutieuse de l'exposé sur des faits généralement traités comme marginaux, apporte un aspect d'autant plus intéressant à la somme des connaissances déjà disponibles dans d'autres livres, qu'il met en lumière les relations entre les troupes haïtiennes qui avaient fait cause commune avec les autorités coloniales espagnoles. L'auteur nous présente ainsi un portrait de généraux moins connus que leur contemporain et – pour un temps – associé, Toussaint Louverture : Biassou et Jean François.

Fervent défenseur du travail sur archives, l'auteur fait d'abondantes références aux travaux de collègues, ainsi que de généreuses citations traduites dans le texte, mais mentionnées dans la langue originale en note.

Parmi les nombreuses originalités de l'œuvre, on peut mentionner l'attention portée à un acteur pourtant crucial à l'époque, à savoir l'Église catholique, avec tous ses réseaux et personnages importants dans les prises de décision, dans la métropole, mais aussi sur l'île même. Ainsi, l'auteur suit le parcours et les prises de décision de l'évêque de Saint-Domingue, mais éventuellement aussi de curés comme le vicaire José Vazquez, présent tout au long du livre en position de négociateur hors pair.

La longue narration est parsemée d'attention à des épisodes peu connus ou dont l'importance avait été évaluée de façon elliptique. Ainsi la participation de « petits blancs » réfugiés dans la partie espagnole et qui acceptèrent de s'engager dans des troupes sous commandement d'officiers « noirs ». Naturellement, les immenses tensions entre dits « Noirs » et « Blancs », fruit de la déportation et réduction en esclavage de nombreux africains, comme l'épisode de Bayajá (p. 80 et ss.) y compris dans ses multiples répercussions internationales, surtout entre la France et l'Espagne. On rencontre au fil des pages des personnages curieux comme Pablo Aly (p. 184) qui amène l'auteur à des suppositions biographiques stimulantes.

On peut regretter le manque de cartes, celle de la couverture ayant un effet simplement illustratif. Par contre, les documents situés en annexe sont utiles,

particulièrement en ce qui concerne les effectifs des troupes et familiers de Jean François, y compris les femmes et les enfants, destinés à émigrer.

En somme, un ouvrage qui offre une perspective innovante, suivant d'archive en archive le parcours de personnages qui peuplèrent, du côté dominicain, le drame se déroulant en Haïti.

Christine DABAT

Jaime REGAN, Gonzalo ESPINO RELUCÉ et Manuel CORNEJO CHAPARRO (coord.), *Intelectuales indígenas amazónicos y Bicentenario, Amazonía peruana*, 2021, vol. XVII, n° 34, CAAAP, 297 p.

La revue *Amazonía Peruana*, qui étudie les réalités amazoniennes au prisme de l'anthropologie et des sciences sociales depuis plus de quarante-cinq ans, a choisi pour sa livraison annuelle 2021, alors que le Pérou était dans la période de célébration du bicentenaire, de s'intéresser aux intellectuels indigènes de cette région, hommes et femmes, à leur engagement dans la défense de leurs droits et la préservation de leur environnement, dans l'éducation et la culture. Pour ce faire, le Centro Amazónico de Antropología y Aplicación Práctica et la Universidad Nacional Mayor de San Marcos, dont l'un des groupes de recherche (EILA) travaille sur « Discours, représentations et études interculturelles » dans les aires andine et amazonienne, se sont associés. Les contributeurs de ce numéro sont principalement des enseignants en Educación Básica Regular (EBR) ou Educación Intercultural Bilingüe (EIB), qui sont souvent aussi des traducteurs ; des chercheurs en anthropologie, en littérature et en linguistique ; deux sont des créateurs. Ils sont en majorité *awajún*, *asháninka*, *awajún-wampis*, *kukama*, *nomatsigenga*, *matsigenka* ou *yanasha*.

La première contribution, à caractère juridico-politique, évoque l'auto-délimitation (*autodemarkación*) de leurs « territoires ancestraux » par les *Awajún* en 1994, l'autonomisation du contrôle interne de ces territoires et la reconnaissance de la catégorie « *pueblo indígena* » comme sujet de droit. Son auteur, Gil Inoach Shawit, avocat *awajún*, qui travaille depuis longtemps avec les organisations indigènes, a été élu, en décembre 2021, gouverneur du premier Gouvernement territorial autonome *awajún* (GTAA).

À caractère ethnographique, les quatre articles suivants abordent des questions portant sur la santé, l'éducation ou les effets des migrations sur les usages culturels des populations indigènes. À partir d'une étude menée auprès de la communauté *kukama* de Santo Tomás (qui vit dans les environs d'Iquitos après une migration forcée à l'époque de l'exploitation du caoutchouc), Pablo Taricuarima Paima analyse l'iconographie et la symbolologie de la céramique *kukama*, ses liens avec la médecine traditionnelle ainsi que l'évolution des techniques de fabrication. Erwy Aquitari Ahuanari s'intéresse, lui, aux causes principales – structurelles, locales ou familiales – de l'absentéisme scolaire dans deux provinces de la vaste région Loreto (Datem del Maraón située à l'extrême ouest et Ramón Castilla à l'extrême

est) et à la situation économique précaire des enseignants en zone rurale. Rosendo Gualima Padilla examine la conception de la « maladie » dans les communautés *asháninka* du Haut Ucayali et la typologie qui en découle avant de détailler la façon de soigner deux syndromes (« *el choque de aire* » et « *el susto* »). Enfin, Ruth Sebastián Leonidas étudie l'impact des migrations de familles *matsigenka* (communauté native Nuevo Mundo, Megantoni, Cusco) sur les changements d'habitudes et les régimes alimentaires, en particulier chez les femmes, afin d'expliquer la construction de l'identité et les relations de genre à partir de l'alimentation.

La rubrique « Creación » offre un échantillon de l'œuvre poétique de Dina Ananco, poète *awajún-wampis*. Réflétant le bilinguisme de l'auteure, les six poèmes présentés dans leur langue originelle et en espagnol sont un exemple d'autotraduction littéraire. Cette pratique, qui est toujours le fruit d'un parcours de vie, est issue d'une double acquisition de langues-cultures – en l'occurrence inégalement valorisées – dans des contextes d'échanges, choisis ou contraints. Des travaux linguistiques ont récemment montré que l'autotraduction peut permettre un espace de « négociation » entre identités individuelles et identités collectives.

Un troisième volet s'intéresse à la « tradition orale » – forme à travers laquelle les peuples indigènes recréent leur culture de génération en génération – et aux enjeux culturels et mémoriels de son utilisation à des fins éducatives. Quatre articles sont consacrés aux *Asháninka*, population indigène numériquement la plus importante. Après avoir souligné les difficultés d'accès aux narrations orales encore insuffisamment collectées, Pablo Jacintos Santos en analyse les ressources littéraires et certains mécanismes dans le but d'établir une typologie des récits contemporains recueillis auprès de narrateurs indigènes et de les transcrire. Beatriz Umaña Chiricente s'intéresse, pour sa part, à la cosmovision *asháninka* à partir de récits touchant à quelques-uns des êtres spirituels dont la fonction est de s'occuper et de protéger l'humanité et la nature, toujours en lien avec les activités quotidiennes de la communauté. Celle-ci se constitue en centre de connaissance et de mémoire culturelle. La démonstration de Rudi Camañari Quinchori porte sur la lecto-écriture visuelle en laquelle elle voit une stratégie efficace de valorisation de la tradition orale et un moyen de transmettre des valeurs, des idées et des usages, en sensibilisant en particulier de jeunes publics. Jacobo Alva Mendo analyse, lui, l'expérience de Enrique Jacobo Díaz, enseignant *asháninka*, qui a reconstruit l'histoire de la communauté El Milagro (*Selva Central*) à partir de récits oraux. Il examine la question des sources et de la constitution d'archives dans des situations de subjectivité; le document présenté comme une histoire de la communauté et son usage pédagogique dans le contexte de demande d'une école rurale et sous l'égide de l'EIB. Deux articles ont trait d'autres formes textuelles d'oralité, en l'occurrence *matsigenka* et *yanasha*. L'un analyse les discours prononcés dans le cadre de l'utilisation de plantes médicinales. Guissenia Rodríguez Espíritu souligne la faiblesse de la dimension interculturelle dans les programmes scolaires nationaux, d'où sont absentes la conception holistique de l'univers propre aux peuples indigènes et la relation d'équilibre entre

êtres humains et nature. L'autre article étudie en tant qu' « actes de langage » les « énoncés expressifs » qui apparaissent au début de chaque chanson *yanesha*. Le propos de Izhar Dionicio Antazú est de mettre en relief l'information culturelle que contiennent ces énoncés, longtemps demeurée inaperçue.

Dans une dernière rubrique intitulée « Avances de investigación », Gonzalo Espino Relucé et Silvia Apaza Espinoza explorent les impacts de la modernisation sur la littérature orale *asháninka* et le lent et complexe processus littéraire de son inclusion à l'écriture. L'analyse est appliquée aux récits traitant des êtres spirituels, collectés auprès de la communauté native Cushiviani dans le cadre de l'EIB. Enfin, déconstruisant le stéréotype d'un espagnol (*castellano*) amazonien dont les marques seraient des intonations « chantantes » et des altérations syllabiques et syntaxiques, Alberto Chirif montre qu'il en va de la langue comme de l'environnement ou des sociétés : elles sont diverses de sorte qu'il n'y pas un mais plusieurs castillans d'Amazonie.

Lors du premier centenaire de l'Indépendance, la représentation de l'Amazonie péruvienne avait été celle d'une région aux ressources inépuisables dont l'exploitation était entravée par l'inaptitude à la « modernité » des populations autochtones, leur « sauvagerie » et leur ignorance. Dès la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, le gouvernement péruvien avait encouragé la colonisation de la *Selva*, attribuant les territoires indigènes aux entreprises et aux colons. Bien que l'Amazonie ait été intégrée au territoire national, de manière formelle, au cours du XX<sup>e</sup> siècle, les peuples indigènes sont malmenés, comme en ont témoigné les événements de Bagua (2009), et leurs cultures ont été durablement déconsidérées et invisibilisées. En approfondissant l'étude des liens de ces dernières avec les territoires, avec les langues et les stratégies discursives, à partir des représentations qu'offrent d'elles-mêmes les productions orales des peuples indigènes, en particulier d'Amazonie andine ; en inscrivant cette recherche au sein d'une interculturalité appliquée au domaine de l'éducation, ce numéro œuvre au débat épistémique dans l'espace académique tout en contribuant à rendre visible la capacité d'action indigène, qui appelle à une redéfinition du pacte social.

Catherine HEYMANN

Fausta GANTÚS, Gabriela RODRÍGUEZ RIAL, Alicia SALMERÓN (coord.), *El miedo: la más política de las pasiones Argentina y México siglos XVIII-XX*, México, Instituto Mora/Universidad de Zacatecas, 2021, 210 p.

Pour qui s'intéresse à l'histoire des sensibilités et des émotions en des contextes et temporalités diverses, la peur est, sans nul doute, celle qui a le plus retenu l'attention. Depuis la « mentalité obsidionale » abordée par Jean Delumeau dans son ouvrage pionnier *La peur en Occident* (1978), avec, en arrière-plan la vision de Hobbes, nombreuses ont été les déclinaisons par les sciences sociales d'une émotion à la fois réactive et facteur d'action dont les expressions sémantiques

dans le monde hispanique sont par ailleurs quelque peu distinctes (*miedo, temor, terror*, etc.). Cette approche d'un phénomène à la fois politique et social, puisque telle est l'orientation de l'ouvrage, comprend dès lors une spécificité : il s'agit de s'interroger sur l'instrumentalisation de cette émotion dans une finalité très précise, celle de gouverner, depuis les sommets de l'État, du gouvernement lui-même et depuis ses élites, de mettre en œuvre une forme d'ordre et de contrôle social ou, à l'inverse, de s'y opposer et de résister.

Les six chapitres – et études de cas – issus d'un projet mexicano-argentin et d'un séminaire de recherche occupent une séquence temporelle située entre le XVIII<sup>e</sup> siècle et la moitié du XX<sup>e</sup> siècle. Ils visent à identifier ces peurs, dans leur dimension plurielle (individuelle/collective, verticale/horizontale, résultant d'une hiérarchie/autorité ou d'une conjoncture spécifique et d'intensité variable), leur rôle voire leur instrumentalisation dans l'histoire du Mexique et de l'Argentine de par la violence, l'insécurité ou la coercition, les situations de conflit, les situations de rébellion ou d'anarchie. Outre un historique des travaux connus sur la question, l'introduction propose un bilan historiographique qui met en évidence les apports d'historiens tels que Sandra Gayol ou Ariel Rodríguez Kuri, ou encore Patrick Boucheron pour l'Europe moderne. L'ouvrage tente en effet d'appréhender la dimension affective des phénomènes politiques, culturels et sociaux dans leur pluralité et dans leur variabilité au fil du temps. Leurs *usages* politiques, particulièrement présents en ce qui concerne la peur à l'époque moderne – explicités à travers la relecture de classiques tels que Hobbes ou Machiavel –, se retrouvent ainsi en filigrane, d'où la référence renouvelée aux pouvoirs dévolus à l'État moderne et aux pratiques faisant de la peur un instrument majeur de ce contrôle institutionnel. De même cet ouvrage se propose-t-il d'ouvrir la voie à des méthodologies nouvelles en abordant leur prise en compte dans la culture politique et le sens assigné sur un mode collectif à certains événements. Un recours à des catégories nouvelles d'analyse est proposé, à l'aune de cultures, comportements et valeurs politiques marqués par un enjeu de pouvoir. La relecture des sources en constitue un premier pas : rapports gouvernementaux, discours officiels, textes juridiques, presse et correspondances se prêtent dès lors à des questionnements autres. Compte tenu de la variabilité des espaces et des temporalités prises en compte dans cet ouvrage, la question centrale demeure cependant la suivante : dans un contexte social déterminé, qu'apporte l'étude des passions (politiques) à la compréhension de l'histoire politique ? La mise en exergue de pratiques et de cultures politiques s'avère ici incontournable afin d'évaluer l'impact des émotions sur des actions à la fois individuelles et collectives. Dans cette perspective, d'autres sources que celles mentionnées – ou revisitées – ont retenu l'attention des auteures : chroniques, littérature, iconographie, complètent avec bonheur l'approche archivistique et historiographique.

L'exemple de la Nouvelle-Espagne et de l'exercice du pouvoir en contexte colonial et, par conséquent, d'une société régie par les normes et valeurs de l'Ancien Régime (Matilde Souto Mantecón, « *Temor, miedo y terror en el ejercicio del poder*

*en Nueva España* ») ouvre cet ouvrage. Trois types de peurs y sont examinées : celle de l'Être suprême, marquée, dans la tradition chrétienne, par la « générosité », et structurant l'ordre social et politique ; la peur associée aux menaces liées à l'ordre naturel, ainsi la peste, ou, plus précisément le *matlazáhuatl*, dont les épidémies vont justifier l'étendue des pouvoirs consentis aux autorités politiques et morales afin de préserver l'ordre social puis de réprimer rébellions et soulèvements populaires (ici : lors des rébellions et « tumultes » de 1767, déclenchés par la visite de José de Gálvez puis l'expulsion des jésuites). Cette étude est cependant la seule portant sur la période « coloniale », les contributions suivantes étant centrées sur le XIX<sup>e</sup> siècle, voire la période plus contemporaine, en une mise en perspective des approches mexicaines et argentines. Les peurs liées à la conscience (« *Los temores de la conciencia* ». *El juramento a la Constitución de la república mexicana de 1857* ») mais aussi à l'incertitude trouvent un prolongement logique dans l'étude de Mariana Terán, bien que dans un contexte distinct, celui de la confrontation entre l'Église et l'État vers le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, de la réforme libérale de la décennie 1850 et de la guerre civile qui s'ensuivit. Entre l'obéissance aux autorités civiles, en d'autres termes, la prestation de serment à une Constitution libérale censurée par l'Église, ou le rejet du nouvel ordre politique, entre exécutions et excommunications, cet affrontement dramatique de l'histoire mexicaine fut à l'origine de peurs à la fois collectives et individuelles (l'« internalisation de la peur », en d'autres termes, sa dimension intime). On retrouve mention du conflit, de ses peines et châtiments jusqu'au lit de mort et au dernier souffle des individus pris en étau par ce dilemme.

L'analyse de Gabriela Rodríguez Rial (« *Entre el miedo a la barbarie y el amor al ciudadano por venir. Representación del vínculo entre las élites y el pueblo en las intervenciones periodísticas del joven Domingo Faustino Sarmiento (1841-1845)* », revient à cet égard sur l'héritage de Hobbes et sa conceptualisation, tel qu'il s'exprime dans l'œuvre politique et littéraire de Sarmiento. Sont plus particulièrement analysés ses écrits journalistiques et le rôle d'acteur politique que le « publiciste » y attribuait au peuple, ainsi que sa vision – nécessairement subjective – des peurs de son temps et de leur dimension collective (*i.e.* dans *Facundo*). Depuis son exil au Chili, Sarmiento va proposer une interprétation des relations entre les chefs de guerre, les caudillos, et le peuple, en vertu de l'opposition entre « civilisation » et « barbarie » et du mirage de la paix et de la sécurité offert au « citoyen ». Ce texte montre bien la manière dont le clivage entre la peur d'une majorité et celle des classes dominantes influe sur la représentation du peuple proposée par Sarmiento (le « peuple-public ») ainsi que la viabilité des régimes politiques en fonction de la participation populaire et des peurs ressenties devant l'émergence de liens politiques nouveaux. La question des usages de la peur et de ses représentations, voire de la rhétorique, oscillant entre peur et espérance, se pose indéniablement à la lecture des contributions suivantes. Les conjonctures incertaines y sont particulièrement propices, qu'il s'agisse de révolutions (ainsi dans l'Argentine et de la crise économique et financière des années 1890, abordée par Maria José Navajas et Inés Rojkind, dans

« *Incertidumbre, miedos y acción política*. Buenos Aires, 1890 »), de conspirations militaires ou de changements politiques. D'autres émotions s'y superposent, telle l'angoisse générée par l'incertitude, amplifiant parfois le décalage entre les effets de l'action politique et la perception de cette dernière. D'où les mobilisations violentes comme ce fut le cas à Buenos Aires, les rues se transformant en champs de bataille – la peur serait ainsi un facteur déclenchant du soulèvement de 1890 – et leur répression en réponse. Comme dans le cas précédent, des émotions différentes entrent en jeu, espoir, enthousiasme, influant selon les auteurs sur la perception de la politique par la population *bonaerense*.

Le contexte abordé par Fausta Gantus est également celui d'une révolution, celle de 1910 au Mexique, de sa première phase marquée par l'ascension politique de Francisco I. Madero et l'accès de celui-ci au pouvoir, ainsi que par l'organisation de la mobilisation paysanne (Zapata, présenté comme l'incarnation du mal et complice de Madero) et plus généralement des mobilisations populaires. Dans la presse et les imprimés de l'époque, la caricature politique, à travers ses représentations violentes des révolutionnaires, se veut intimidation, tout en magnifiant la révolution sociale en cours. F. Gantus montre que les représentations de la violence et de la peur vont remplacer l'exercice de la satire et de l'ironie dont la presse du XIX<sup>e</sup> siècle était coutumière (« *De la timidez al desbordamiento: la caricatura intimidatoria como estrategia política. O como Zapata se convirtió en la encarnación del mal y Madero en su cómplice. Ciudad de México 1909-1913* »). À la révolution dans les rues se superpose désormais l'exercice constant de la caricature dans sa dimension satirique et la virulence du langage visuel, en réponse ou en incitation aux niveaux de violence perçus.

Le dernier chapitre, œuvre de Florencia Gutiérrez, revient sur une autre forme de représentation et d'instrumentalisation de la peur, non plus depuis le gouvernement et les élites sociales mais depuis des secteurs à la fois plus populaires et éloignés du centre du pouvoir, à savoir la capitale Buenos Aires : les ouvriers du secteur sucrier et les entrepreneurs de la région de Tucumán pendant le « premier péronisme » (1946-1949). Ou comment les grèves et mobilisations portées par un pouvoir ouvrier bénéficiant de l'appui officiel (depuis le Département national du travail transformé ultérieurement en un Secrétariat du travail et de la prévision, impulsé par J. D. Perón) en vinrent à déséquilibrer durablement les relations entre patrons et ouvriers. La peur change ici de camp, au détriment des entrepreneurs attaqués y compris dans leur vie privée, avant que le processus ne s'inverse au profit de patrons invoquant le risque de rupture des approvisionnements et de blocage du marché du travail. Le gouvernement opta de fait pour un contrôle accru du processus de syndicalisation, entre autres stratégies développées par l'État, entre conciliation et menace, puis, face à l'utilisation des grèves non plus par des syndicats de base mais par la Fédération ouvrière, pour le recours à la force (octobre 1949). Un autre processus était cependant déjà à l'œuvre, qui allait marquer l'histoire politique et sociale du pays : celui de l'identification des *enemigos*, intérieurs comme extérieurs,

de l'Argentine, une « opération politique » visant à identifier et utiliser les peurs en alléguant des dangers collectifs à venir et justifiant de la sorte la nécessité d'un gouvernement péroniste salvateur.

L'ensemble de ces études de cas, certes assez divers, se veut toutefois représentatif d'une historiographie renouvelée de l'histoire politique et culturelle. Mettre en évidence les usages politiques de la peur depuis des perspectives complémentaires permet ici de prendre en compte à la fois les modalités d'instrumentalisation d'une émotion – considérée comme négative mais pas toujours passive et induisant une réponse y compris dans l'ordre collectif – tout en nuanciant ce que serait une approche strictement linéaire, réduite à des causalités voire à des conjonctures. L'ouvrage met en effet en exergue, pour les deux pays, le rôle des médiateurs, de même que la circulation des émotions, qui emprunte très fréquemment des voies alternatives dans l'espace public (cas de la rumeur, qui mériterait à elle seule un autre ouvrage dans une perspective comparée). De même aborde-t-il les réponses apportées en fonction de la culture politique existante et des expériences – politiques et sociales – vécues, dans leur dimension populaire et de contournement des logiques institutionnelles y compris par le biais de la violence. La dimension affective et émotionnelle est ici présentée comme partie intégrante de la violence politique, et, de ce fait, comme un élément clé de sa compréhension. Tel n'est pas le moindre apport de cet ouvrage, en un fructueux dialogue entre deux espaces politiques, qui ouvre par ailleurs nombre de discussions en termes d'histoire des émotions, et, par conséquent, d'histoire culturelle des phénomènes politiques.

Frédérique LANGUE  
CNRS-IHTP

Paz NUNEZ-REGUEIRO, *Promesse de Patagonie, L'exploration française en Amérique australe et la patrimonialisation du « bout du monde »*, PUR, coll. « Amériques », Rennes, 2022.

Avec la naissance des États indépendants issus des Empires ibériques, l'Amérique latine devient l'objet de l'intérêt des principales puissances européennes en pleine phase d'affirmation impériale et coloniale. Celui-ci se manifeste notamment par la multiplication des voyages dont le modèle ou la référence reste celui mené, au tout début du XIX<sup>e</sup> siècle, par A. Von Humboldt. Parmi ces voyageurs aux motivations les plus diverses, les Français ne sont pas en reste comme l'ont confirmé les nombreuses études menées depuis une vingtaine d'années dans le droit fil des travaux pionniers de J. G. Kirchheimer. Dans *Promesse de Patagonie*, l'auteure reprend cette thématique du voyage d'exploration en s'attachant à l'un des derniers espaces encore peu ou pas parcourus par des Occidentaux à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et au début du XX<sup>e</sup> siècle, à savoir l'extrémité méridionale de l'Amérique du Sud assimilée à un véritable « bout de monde » par les Européens.

Le contexte politique dans lequel s'inscrivent ces explorations françaises combine les ambitions coloniales à la volonté des deux États concernés – Argentine et Chili – de s'affranchir de ce qui est perçu par leurs responsables politiques comme une frontière interne, véritable obstacle à l'affirmation de leurs nations. Dans le même temps, la naissance puis le développement de la science anthropologique offrent aux explorateurs européens une « couverture » scientifique, voire un prétexte à l'organisation de ces expéditions, où le scientifique voisine de très près avec la volonté d'établir un inventaire des richesses dignes d'intérêt. Ce double contexte se traduit par l'arrivée en Europe de collections d'objets de toute nature alimentant la curiosité et la volonté de mieux connaître ces populations « primitives ».

Tel est l'objet de l'ouvrage, structuré en quatre parties de taille inégale. La première présente les divers contextes dans lesquels se construit progressivement une politique culturelle et scientifique consacrée à la Patagonie. Les trois parties suivantes étudient par le menu trois de ces voyages réalisés par des explorateurs français à des dates et au contenu forts divers, se traduisant d'ailleurs dans leurs extensions qui le sont tout autant.

On saura gré à l'auteure d'avoir particulièrement soigné la rédaction de la partie contextuelle : elle y offre une synthèse très claire et parfaitement documentée, d'une époque qui découvre avec intérêt et curiosité des contrées lointaines jusqu'alors méconnues. En deux chapitres d'une soixantaine de pages sont reconstitués les divers éléments qui contribuent à cette découverte dont l'impact se fait sentir en Europe comme dans les deux pays concernés. Le développement de la géographie, l'affirmation de l'anthropologie dans le prolongement du collectionnisme archéologique, le goût de l'exotisme et enfin la curiosité pour ces mondes indigènes « primitifs » qui rassurent l'Occident sur sa « supériorité » débouchent sur la création de lieux destinés à recevoir les objets collationnés, évitant ainsi leur dispersion, leur détérioration et parfois même leur disparition. Dans le cas français, ces préoccupations nouvelles débouchent sur la fondation du Musée du Trocadéro où sont progressivement déposées et regroupées toutes les pièces rapportées par les explorateurs successifs depuis la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle et qui ne trouvent pas de place légitime dans les autres musées. C'est dans ce contexte d'affirmation de l'observation ethnographique qu'est progressivement élaborée une nouvelle représentation des habitants de ces contrées. L'œuvre de F. Moreno vient témoigner de cette invention du « Patagon ancien » qui va d'ailleurs de pair avec l'invention du « gaucho » contemporain par la littérature argentine. Un phénomène analogue opère pour le Chili avec la construction de l'Araucan qui coudoie la « Pacification de l'Araucanie ».

Le premier des trois voyages étudiés correspond à la mission scientifique française au Cap Horn en 1882-1883, opération pionnière à plus d'un titre. Elle se caractérise notamment par la pluridisciplinarité de la démarche mise en œuvre consacrée à un espace relativement limité, l'assimilant à une mission scientifique bien plus qu'à une exploration traditionnelle. Elle s'inscrit d'ailleurs dans la lignée du voyage d'un Alcide d'Orbigny un demi-siècle plus tôt. Le premier chapitre reconstitue

les contextes scientifiques et politiques de cette mission placée sous l'autorité des savants et des musées français selon une démarche post-coloniale. Au retour de la mission, l'énorme quantité de spécimens et de matériels rapportés est répartie entre divers musées parisiens, dont le Muséum et le Musée du Trocadéro. Étudiés dans les mois qui suivent, ces objets donnent lieu à une production éditoriale remarquable, sous la forme de sept volumes publiés. C'est le dernier de ces tomes, produit par P. Hyades et J. Denicker sous le titre d'*Anthropologies* qui fait l'objet du chapitre suivant en offrant une reconstruction de la collecte ethnographique menée auprès des populations Yahgans. Cette présentation de l'action de terrain de P. Hyades est parachevée par une étude de sa démarche et de ses apports décisifs à la connaissance des peuples fuégiens, rompant ainsi avec les nombreux mythes qui leur étaient associés, certains anciens mais d'autres bien plus récents suscités par les expéditions de C. Darwin et R. Fitz-Roy.

L'exploration suivante concerne la mission menée par Henry de La Vaulx en Patagonie en 1896-1897. À la différence de la précédente, il s'agit ici d'une expédition individuelle et auto-financée même s'il n'en demande pas moins l'aval du Muséum. Dans une exploration qui se prolonge 16 mois durant lesquels l'explorateur parcourt 5 000 km, H. de La Vaulx s'adonne à la collecte d'une multitude d'objets les plus divers qui, à son retour, finissent tous dans les musées français qui avaient appuyé son expédition. La quantité de matériel ainsi ramenée par un homme seul incite l'auteure à s'interroger sur sa stratégie de collecte dans un chapitre intitulé « Les politiques de l'échange et du don ». S'appuyant sur le récit que l'explorateur lui-même a laissé sur les conditions lui ayant permis d'obtenir les nombreux objets ramenés, l'auteure conclut sur « la politique du don, fondamentale pour obtenir les objets de la collection et pour que les autochtones tolèrent ses fouilles » qui anime Le Vaulx (p. 220). Sans remettre en cause cette appréciation, on regrettera de ne pas disposer d'autres sources – indigènes notamment ! – qui viendraient probablement nuancer le propos...

Le dernier voyage étudié concerne enfin celui du frère Claude Joseph en Araucanie entre 1926 et 1932. Il réalise durant cette longue période un travail ethnographique de premier plan en combinant observations, photographies et même travail filmique. Par contre, à la différence des expéditions précédentes, il ne s'attache pas à une véritable collation d'objets, la collection en dépôt au musée du Quai Branly provenant de son séjour en Patagonie chilienne ne comptant que... dix pièces ! Selon l'auteure, l'intérêt de cette expédition réside avant tout dans l'ethnographie remarquable des populations mapuches qu'il offre en suivant une démarche proprement scientifique qui associe analyse de séries, expérimentations et descriptions ethnographiques précises. Cette expédition, d'une nature bien particulière ouvre à l'auteure la porte d'une réflexion finale fort intéressante sur le sens des collectes réalisées par les voyageurs européens et les appréciations ou réflexions auxquels les objets rapportés, déposés et bien sûr exposés ont pu donner lieu, contribuant à construire une « esthétique mapuche » ou fuéguenne.

Pour terminer on aimerait signaler que ce long et beau parcours à travers l'Amérique australe de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle est accompagné d'un magnifique cahier photographique de 60 illustrations, nombre d'entre elles en couleur. Ne serait-ce que pour le plaisir de découvrir des reproductions de très grande qualité du matériel collecté par les trois explorations françaises dans l'Amérique australe ici étudiées, on ne peut que recommander la consultation et, bien sûr, la lecture d'un ouvrage passionnant richement documenté.

Michel BERTRAND

João PACHECO DE OLIVEIRA, *La naissance d'une nation. Formation des altérités au Brésil*, Aubervilliers, Éditions de l'IHEAL, 2022, 432 p.

João Pacheco de Oliveira, professeur à l'université fédérale de Rio de Janeiro et conservateur des collections ethnologiques du Musée national de Rio de Janeiro, est l'une des grandes figures de l'anthropologie au Brésil. Il est l'auteur d'une œuvre importante, fruit tout à la fois de ses recherches ethnographiques auprès de communautés indigènes et de ses travaux en anthropologie historique. L'originalité de sa réflexion, ancrée dans une pratique interdisciplinaire déjà ancienne, nourrit les pages de cet ouvrage qui, après sa parution au Brésil en 2016, a reçu le prestigieux prix du meilleur livre de sciences sociales, décerné par l'*Associação Nacional de Pós-Graduação e Pesquisa em Ciências Sociais* (ANPOCS).

Intitulé dans sa traduction française *La naissance d'une nation. Formation des altérités au Brésil*, l'ouvrage réunit neuf chapitres qui ont tous fait l'objet d'une publicité plus ancienne, sous la forme d'article ou de conférences. Les éditions de l'IHEAL proposent ici une version révisée et enrichie de l'ouvrage dans sa traduction française. Après un glossaire très utile et une préface d'Alban Bensa, Pacheco offre une longue introduction qui a cette vertu de donner un surplus de cohérence à l'ensemble parfois hétéroclite que compose le livre. En effet, si l'ouvrage propose indéniablement des réflexions très riches quant à la façon d'écrire l'histoire du Brésil, le lecteur doit avouer une certaine gêne à la lecture d'un livre dont on peine à suivre la progression d'un chapitre à l'autre, outre que ceux-ci contiennent beaucoup de redites.

Pacheco propose dès l'introduction une réflexion puissante sur les « mythes fondateurs et autoreprésentations nationales » en vigueur au Brésil. À partir de la description d'une œuvre d'art majeure de l'indianisme romantique, *La Première messe au Brésil* (1860) de Victor Meirelles, il rappelle combien les indigènes ont été au cours des siècles passés placés dans une position de « témoins passifs » (p. 35) de l'histoire. À rebours des préjugés véhiculés par des représentations encore vives qui plongent leurs racines dans l'histoire de la colonisation de l'Amérique portugaise, et en dialogue avec une discipline historique qui n'a de cesse depuis plusieurs décennies déjà de rendre justice à l'agentivité de ces acteurs longtemps considérés comme subalternes que sont les esclaves, les indigènes, les femmes ou les métis libres,

Pacheco propose dans cet ouvrage de « composer un récit différent de la nation brésilienne » (p. 39), en mettant l'indigène au centre de l'attention.

Pacheco livre ainsi un contre-récit de la naissance du Brésil qui s'inscrit dans la veine de nombreuses publications contemporaines portant sur l'histoire indigène. Les populations autochtones ont en effet subi une guerre de conquête dont l'ampleur s'est accélérée rapidement au cours des premières décennies de la colonisation. Qu'il s'agisse de la « guerre juste » menée par les colons ou des déplacements imposés par les missionnaires religieux, l'assujettissement des indigènes se traduit par une exploitation abusive de cette main-d'œuvre réputée libre, qui prend souvent la forme de l'asservissement, au nom du devoir d'évangélisation et de civilisation. Les premiers textes à caractère légal adoptés au premier siècle de la colonisation mettent en place un régime de tutelle auquel les indigènes ont si longtemps été soumis.

La discrétion des sources et de l'histoire quant à ces exactions s'inscrit dans une stratégie de l'oubli qui a longtemps servi le récit national, notamment au XIX<sup>e</sup> siècle, lorsque la souveraineté nationale et le principe de citoyenneté s'accommodent dans les faits d'une guerre continue contre les *índios bravos* qu'il s'agit de soumettre et de mettre au travail. Ces exactions sont commises cependant qu'une toute autre figure de l'Indien est érigée en symbole de la nation par les poètes et écrivains. L'indianisme, en offrant une image idéalisée et ancrée dans un passé lointain de l'indigène, contribue à invisibiliser l'indigène contemporain.

Cette invisibilisation a frappé les indigènes d'Amazonie et, plus encore, ceux des autres provinces bientôt réputées sans Indiens, tel que le décrète le gouverneur du Ceará en 1863, afin d'accélérer la colonisation des terres « inoccupées ». Or, le Nordeste est un terrain très riche pour qui s'intéresse aux indigènes, du fait de l'ancienneté de la colonisation : de nombreux peuples indigènes y ont survécu dans une grande invisibilité, étant considérés comme *misturados*, métissés et acculturés, par contraste avec la pureté « primitive » des peuples isolés d'Amazonie. À rebours de cette catégorie du mépris, Pacheco rend justice aux « Indiens du Nordeste », victimes depuis l'arrivée des colons de « processus de territorialisation » qui ont modifié en profondeur leur cadre de vie et leur organisation, sans pour autant qu'ils ne disparaissent complètement.

Après l'avènement de la république en 1889, une politique indigéniste est bientôt mise en place par le Service de protection aux Indiens (SPI), sous la direction initiale du maréchal Rondon. Ce dernier est favorable à la mise sous tutelle de « l'Indien sauvage » afin de l'intégrer à la nation et d'en faire un « Brésilien », dans une logique assimilationniste déjà à l'œuvre au XVIII<sup>e</sup> siècle, avec le Directoire des indiens (1755). La création du SPI s'inscrit dans le contexte des bouleversements et exactions majeurs subis par les peuples indigènes en Amazonie, depuis que le caoutchouc, exploité jusque-là de manière extensive et artisanale, devient l'objet d'un commerce d'une ampleur inédite, à compter des années 1870. La pression du marché international est telle que l'indigène est bientôt perçu comme un obstacle

à l'exploitation intensive, au point de justifier son extermination et faire place ainsi aux travailleurs pauvres venus du Nordeste.

Pacheco propose une analyse originale de l'expansion du caoutchouc en Amazonie à partir du concept de « frontière », entendu comme « un mécanisme d'occupation et d'intégration de nouveaux territoires, en condition subalterne, au sein d'un mode spécifique de production qui s'articule au marché international » (p. 217). Ce faisant, il met en évidence, derrière le paravent d'un « cycle du caoutchouc » marqué par l'enrichissement de quelques-uns et la construction d'édifices remarquables à Manaus ou Belém, la « conquête violente d'immenses étendues de territoires habités par des indigènes, exterminés de manière quotidienne et méthodique dans le processus d'expansion des *seringais* dans la forêt amazonienne » (p. 217).

Cette « idéologie de la frontière » à l'œuvre en Amazonie s'est accompagnée d'un vaste mouvement de privatisation des terres et d'assujettissement de la main-d'œuvre, qu'elle soit indigène ou nordestine, par le biais de la politique – classique en Amérique latine – de l'endettement. L'extermination de communautés indigènes en Amazonie, documentée par le SPI, ne suscite alors guère d'émotions chez les élites républicaines. D'ailleurs, après 1890, les données sur les indigènes disparaissent des recensements pendant un demi-siècle. Et ce n'est qu'à la fin du xx<sup>e</sup> siècle que l'IBGE instaure la règle de l'autodéfinition dans ses recensements qui rendent compte depuis d'un dynamisme démographique remarquable de la catégorie « Indien ». À rebours d'un imaginaire incarné par quelques peuples isolés perdus dans l'immense forêt amazonienne, ces données montrent que les indigènes sont présents dans près des deux tiers des municipalités brésiliennes et l'ensemble des États.

Un tel constat révèle en creux l'existence longtemps occultée de communautés indigènes dans les campagnes, les *sertões* mais aussi les grandes villes du Brésil ; preuve s'il en est de la diversité des expériences de vie et des trajectoires que recouvre le « monde indigène ». Cette visibilité nouvelle se double d'un activisme inédit, qui va croissant depuis la fin de la dictature militaire. Diverses modalités de la citoyenneté indigène sont apparues depuis pour faire pression sur les gouvernements et obtenir la reconnaissance de leurs terres. En effet, la Constitution de 1988, rédigée et adoptée sous la pression des indigènes, marque un point de rupture dans l'histoire pluriséculaire du Brésil, en mettant un terme au régime de tutelle et aux politiques d'intolérance vis-à-vis des identités et cultures indigènes, par le renoncement au devoir de civilisation à leur égard.

Est-ce à dire que l'égalité et la tolérance ont imprégné depuis 1988 en profondeur l'État et la société brésiliennes ? Le dernier chapitre, qui mène une comparaison subtile entre le traitement de la question indigène sur le temps long et les récentes politiques de « pacification » des favelas à Rio de Janeiro, montre qu'il n'en est rien. La pacification des Indiens était de mise à l'époque coloniale, et elle fut reprise selon des modalités différentes dans le cadre de la politique indigéniste, au début du xx<sup>e</sup> siècle. On retrouve dans la politique de pacification en direction des *favelas cariocas* la vieille antienne de la mission civilisatrice, au nom ici de la lutte contre

le crime organisé. Outre le fait que cette politique sécuritaire tend à stigmatiser les populations vivant dans les *favelas*, celle-ci s'en est suivie d'une montée de la violence et des homicides. Ainsi, la politique de pacification, qu'elle vise l'indigène ou les *favelados*, échoue dans son entreprise d'ordre et de civilisation. En outre, les crimes et exactions commis à Rio bénéficient d'une impunité qui rappelle celle des colons et missionnaires à l'époque coloniale. Pire, la violence de ces crimes s'accomplit dans une relative indifférence de l'opinion publique, laquelle résulte selon Pacheco d'une « forme corrosive et létale de racisme » (p. 368) qui structure encore la société brésilienne aujourd'hui.

L'on comprend dès lors pourquoi l'auteur achève son ouvrage par un bref *aggiornamento* qui sonne comme un appel à la résistance des anthropologues face au retour en force de la « rhétorique usée du discours colonial » sous la présidence de Jair Bolsonaro – pages sombres d'une histoire qu'il est urgent de tourner pour renouer avec d'autres rapports aux indigènes et d'autres récits plus justes de l'histoire nationale – une entreprise à laquelle les travaux de Pacheco apportent sans nul doute une précieuse contribution.

Sébastien ROZEAUX  
Université Toulouse 2 – Jean Jaurès

Susana SOSENSKI, *Robachicos. Historia del secuestro infante en México (1900-1960)*, México, UNAM, Instituto de Investigaciones Históricas/Libros Grano de Sal, 2021, 306 p. (version e-book)

Susan Sosenski nous offre une analyse historique fouillée sur l'un des problèmes majeurs du Mexique contemporain : la violence, délimitée dans cet ouvrage aux cas d'enlèvements d'enfants perpétrés depuis les dernières années du Porfiriato jusqu'aux années 1960, essentiellement dans la ville de Mexico. Ce choix est d'emblée justifié : alors que les personnes mineures représentent au Mexique jusqu'en 1990 50 % de la population et que les enfants sont l'objet d'un investissement émotionnel croissant (voir l'impulsion donnée d'abord par le Porfiriato puis par le Mexique post-révolutionnaire à l'enseignement, le développement des classes moyennes et urbaines construites autour du noyau familial), la peur des ravisseurs d'enfants va rapidement devenir un problème public. Ce prisme permet à l'historienne de procéder à une vaste étude, qui mêle histoire de l'enfance et histoire des émotions, en ayant recours aux sources complémentaires et souvent contradictoires que constituent les articles de presse et les dossiers judiciaires, auxquels s'ajoutent les œuvres de fiction (films, romans-photos, etc.). Elle aborde alors des thèmes beaucoup plus généraux tels que les restrictions des libertés publiques, la construction de l'opinion, la pression que celle-ci exerce sur l'évolution de la législation et sur les procédures judiciaires et enfin la corruption qui gangrène l'État et la fonction publique. Autant d'axes d'analyse pertinents sur bien d'autres problématiques à commencer par celle des

effets du crime organisé, dans toutes ses variantes, sur la société mexicaine et sur le système politique.

Structuré en cinq chapitres, le livre alterne des analyses thématiques (le travail forcé des enfants dans les *haciendas* du Yucatán et d'Oaxaca, leur exploitation sexuelle, la construction médiatique de la figure du ravisseur d'enfants, respectivement les chapitres 1, 2 et 5) et celle de deux enlèvements qui eurent lieu en 1945 et 1950 (chapitres 3 et 4) et que S. Sosenski a sélectionnés en raison de leur écho dans l'opinion publique et l'évolution du Code Pénal qui suivit ces deux affaires.

Plutôt qu'une présentation qui copierait la structure de l'ouvrage, nous préférons aborder ici les thèmes transversaux qui tous concernent l'ensemble des chapitres. Nous en comptons trois principaux – la figure du ravisseur, les victimes (enfants et parents), les responsabilités de l'État et le rôle des institutions – abordés systématiquement du point de vue de la presse et de l'administration judiciaire. Les articles de presse dans un premier temps, puis les fictions, ont construit une image caricaturale du ravisseur d'enfants, ou *robachicos*. Celui-ci serait pauvre, déguenillé, Gitan ou Noir, il erre dans les rues à l'affût d'enfants qui ont échappé à l'attention des adultes. Ainsi dépeint, le spectre du ravisseur sort bientôt de la presse pour hanter les rues de la ville en se diffusant par la rumeur. Des hommes sont ainsi pourchassés ou sont l'objet de dénonciations calomnieuses alimentées par une paranoïa croissante, une peur qui se propage sur le terrain fertile de l'urbanisation rapide et de l'anonymat qu'elle engendre. S'il arrive d'ailleurs encore dans les années 1920 que des parents retrouvent leurs enfants en parcourant les rues de Mexico à leur recherche, très vite ces heureux dénouements disparaissent des dossiers judiciaires. À l'autre bout du spectre se trouve aussi la femme stérile en mal d'enfant, cas notamment rendu célèbre par l'enlèvement en 1945 d'un jeune garçon de la classe moyenne (le cas Bohigas), disparu pendant plus de 6 mois et retrouvé par les services de police chez un couple, après que la presse et les dénonciations reçues par les enquêteurs eurent pointé du doigt tour à tour les Gitans, les Noirs, les indigènes et les États-Uniens. Ces derniers étaient en effet suspectés d'enlèvement à des fins d'adoption illégale en raison de la peau blanche et des cheveux clairs de l'enfant. Une fois la coupable arrêtée – son mari passe inaperçu dans les chroniques judiciaires de la presse – elle est alors immédiatement soutenue par les journaux et incarne l'image de la douleur de la femme privée de son rôle de mère. Celle-ci, pendant les trois années passées en prison a pourtant mis au monde deux filles, sans que le récit journalistique ne s'en trouve modifié.

Les dossiers judiciaires offrent des profils de ravisseurs plus variés, ignorés par la presse. Il s'agit par exemple, sous le Porfiriato, d'une organisation visant à « importer » une main d'œuvre captive dans les grands domaines, plantations de tabac de l'État de Oaxaca et de sisal au Yucatán, transportée depuis le centre du pays par voie de chemin de fer, dans les wagons à bétail. Grâce aux dossiers judiciaires, S. Sosenski reconstitue de façon remarquable l'organisation, identifiant chaque maillon du réseau, ses fonctions et jusqu'au salaire fixe et primes reçues pour chaque personne (adultes et

enfants) remise aux *hacendados* (voir le tableau 1 p. 48). Tandis qu'aucun des grands propriétaires impliqués dans le trafic n'est appelé à la barre – ne serait-ce que pour témoigner –, les peines infligées à leurs employés, soit les ravisseurs, sont alors moins que symboliques, témoignant aussi bien de l'impunité dont jouissaient les criminels que du fait que les enfants pauvres étaient considérés comme quantité négligeable. La presse n'est d'ailleurs pas en reste puisqu'elle blâme essentiellement la négligence des parents des enfants enlevés et s'empresse de relayer le discours des *hacendados* et gouverneurs selon lesquels les enfants auraient été bien traités et auraient même insisté pour demeurer dans les exploitations. C'était pourtant l'opiniâtreté de la mère d'un enfant de huit ans kidnappé qui avait permis d'ouvrir l'enquête en 1902.

Le traitement judiciaire et médiatique de cette affaire est représentatif de la manière dont les victimes des enlèvements ont été traitées. Que ce fût pour prévenir les rapt, en distillant la peur auprès des parents et des enfants, ou pour défendre des accusés en essayant de gagner à leur cause l'opinion publique (dans les cas de femmes en mal d'enfant), l'attitude des victimes était mise en cause : enfants désobéissants qui s'exposaient aux dangers de la rue, mères et nourrices au mieux distraites et au pire indignes. Les enfants sont alors sommés de quitter l'espace public, or les discours sécuritaires peuvent être contradictoires. Tout d'abord parce que, comme le souligne l'autrice, les limites entre l'espace privé et espaces publics ne sont pas clairs et évoluent avec le temps. Le quartier, la « *cuadra* » et le patio des *vecindades* étaient vécus comme des espaces semi-privés où les personnes croisées étaient toutes connues. Ensuite parce que cette restriction ne visait pas à s'imposer à tous les enfants, non seulement parce que l'espace privé des familles pauvres était très limité, sans espace de jeu possible, mais aussi parce que les auteurs des articles de presse considéraient que les enfants à la peau claire des classes moyennes et hautes couraient bien plus de risques que les enfants pauvres. S. Sosenski montre comment le cinéma continue de véhiculer cette image jusqu'aux années 1960 en montrant des petites filles de familles aisées sauvées par des enfants pauvres qui maîtrisent les dangers de la rue. Cette distorsion de la réalité – visible dans les procès intentés aux kidnappeurs – est due non seulement aux préjugés socio-raciaux des éditorialistes, mais aussi au fait que les enlèvements dont la presse se faisait l'écho étaient surtout ceux perpétrés dans l'espoir d'obtenir une rançon (voir le chapitre 4 sur la « fillette millionnaire », enlevée en 1950). L'exploitation des enfants, comme domestiques ou pour la prostitution, était largement passée sous silence alors qu'elle concernait exclusivement les enfants des familles pauvres.

Les silences médiatiques ne concernent pas seulement certains types de crimes mais aussi les responsabilités de l'État. Les dossiers judiciaires ont permis à l'historienne de les mettre en cause sur plusieurs plans, depuis la négligence jusqu'à la complicité, en passant par le fléau de l'impunité. L'ouvrage démontre de manière efficace comment cette dernière est culturellement construite, à partir de préjugés largement partagés qui mènent à l'indifférence des autorités envers une grande partie de la population. Les préjugés concernent d'abord l'ensemble des enfants, considérés comme des biens qui, comme l'indique l'expression de *robachicos*, appartiennent à leur famille mais

peuvent être volés, vendus, rendus en échange d'une rançon et dont on peut établir une échelle de valeurs en fonction de leurs qualités physiques. Ainsi, la publication dans la presse des paroles prononcées dans le tribunal par la femme qui avait enlevé le petit Bohigas n'ont-elles pas été l'objet de commentaires alors qu'elle expliquait que, puisque la mère avait plusieurs autres enfants, en avoir un de moins n'était pas si grave. Pourtant la médiatisation de cette affaire, qui inspira deux films et une pièce de théâtre – « larmoyante » nous dit Sosenski – signée de José Vasconcelos, déboucha sur une mobilisation encore inédite. Une association fut créée contre les enlèvements d'enfants en novembre 1945 par la fille de l'ex-ministre de l'Éducation, Carmen Vasconcelos de Ahumada, à la tête de laquelle se trouvaient plusieurs avocats et autres membres des élites de la capitale. Se produisit alors un phénomène de surenchère dans l'arsenal législatif de la répression dont la première fonction semble d'être éluder les véritables raisons de l'impunité : l'indifférence et la corruption. L'association n'a pas réussi à rétablir la peine de mort qui, au Mexique, a été abolie en 1929. Elle obtint en revanche un durcissement du Code Pénal avec des peines pour enlèvement d'enfants qui sont passées de 5 à 20 ans d'incarcération à de 10 à 30 ans et une modification de l'âge maximum des victimes de 7 à 10 ans (p. 140 et suivantes). Aujourd'hui, le même crime est puni de 70 ans de prison et les peines cumulables peuvent aller jusqu'à 140 ans (p. 22). En mettant ces chiffres face à ceux de l'impunité – 78 % des accusés pour corruption de mineurs étaient innocentés au début du xx<sup>e</sup> siècle, on estime aujourd'hui que plus de 90 % des crimes restent impunis –, l'auteure touche un point essentiel de l'inaction de l'État. Elle montre en effet comment les élites politiques contournent les problèmes de corruption et la gangrène du crime organisé qui s'étend jusqu'au cœur des institutions en se focalisant sur des normes qui sont d'autant plus dangereuses qu'elles ne s'appliquent pas nécessairement à des coupables. Ainsi, le cas de la « fillette millionnaire » (chapitre 4) montre comment des témoignages clefs de l'enlèvement sont délibérément ignorés afin de ne pas mettre en cause de puissants concurrents du père de l'enfant dans le monde du cinéma. L'enquête est alors orientée vers deux frères connus de la police pour une série d'agressions et vols et dont les confessions ont été obtenues sous la torture. Dans cette affaire, seul le juge semble résister aux pressions en n'imposant qu'une peine minimale à l'un des accusés et en libérant l'autre (p. 161).

Le prisme des enlèvements d'enfants sert ainsi bien à construire une histoire totale de la criminalité et de son traitement institutionnel. Susan Sosenski parvient à montrer le poids de la construction culturelle du *robachicos*, ses conséquences sur la restriction des libertés des enfants en particulier et des familles, ainsi que les réponses d'un État gangréné par la corruption et incapable d'apporter d'autres solutions que ponctuelles, lorsqu'un juge ou un policier parvient à remplir – trop rarement – sa mission. Elle rappelle enfin, qu'avec aujourd'hui encore sept disparitions d'enfants et d'adolescents par jour, cette histoire risque de s'écrire encore longtemps.

Évelyne SANCHEZ  
IHTP-CNRS

Ingrid SIMSON et Guillermo ZERMEÑO PADILLA, *La historiografía en tiempos globales*, Édition Tranvia, Berlin, 2020.

Publié sous la direction de Ingrid Simson et de Guillermo Zermeño Padilla, *La historiografía en tiempos globales*, l'ouvrage réunit des articles aux histoires distinctes : partant des actes d'un colloque de 2014 qui réunissait certain.e.s des auteur.e.s sur la question de l'histoire globale et de ses effets sur l'historiographie – mais aussi sur la nouvelle écriture de l'histoire susceptible d'être portée par des projets d'histoire globale –, le volume s'est progressivement enrichi : d'une part de textes de référence sur les enjeux actuels de l'historiographie écrits par certains des principaux auteurs spécialisés dans ce domaine ; d'autre part, de contributions complémentaires à celles déjà réunies en vue d'approfondir certains aspects des questions soulevés dès 2014. L'histoire de cette genèse en trois temps se retrouve dans la table des matières, elle-même orchestrée en quatre mouvements : « L'historiographie par temps incertain » ; « Les approches de l'histoire par temps de globalisation » ; « Globalisation, philosophie, histoire et anthropologie » ; « L'histoire globale en mouvement ».

L'introduction est signée par les deux éditeurs. Pour des lecteurs de l'espace de travail francophone spécialisés dans les mondes ibériques, la géopolitique académique dont elle témoigne peut surprendre. Elle s'appuie en effet sur le binôme Mexico-Berlin, représenté par Ingrid Simson, de l'Institut d'études sur l'Amérique latine, basé à la Freie universität de Berlin, et Guillermo Zermeño Padilla, historien du Colegio de Mexico, dont les liens avec la France et la réflexion historiographique de François Hartog à l'Ehess, dans le sillage de Michel de Certeau, complètent une riche relation avec l'Europe dont l'Allemagne a été son premier lieu de formation. Si l'on sait l'importance des travaux d'origine allemande sur les espaces ibéro-américains, on n'en mesure pas toujours la dimension dialogique, habitués que l'on est, de ce côté-ci du Rhin, à une relation privilégiée entre la France et les espaces hispanophones et lusophones du continent américain. Or c'est une des particularités de ce volume que de rassembler un ensemble de collègues, de différentes générations, qui dessinent implicitement une communauté d'échanges scientifiques dont la réflexion se trouve à la croisée de l'historiographie et de l'histoire globale. Le travail choral permet ainsi de mettre au jour les contributions qui émanent principalement du Brésil, de l'Uruguay, du Mexique et de l'Allemagne, sur la base d'un ensemble de références historiographiques qui se retrouvent au fil des contributions, et qui émanent principalement de la recherche anglophone ou produite en anglais sur l'histoire globale. À cet égard, l'article de S. Rinke (p. 255-273), qui fait le point sur l'état de l'historiographie allemande sur l'Amérique latine est particulièrement intéressant, notamment pour un public français, qui découvre à la fois la richesse (déjà ancienne) des recherches du monde germanique sur les échelles de l'analyse, et en particulier sur le « régional », et les possibilités du réinvestissement de ces travaux sur l'Amérique latine (p. 255-273).

On pourra ainsi apprécier à leur juste valeur les bilans historiographiques sur les avancées de l'histoire globale sur le continent ibéro-américain dressés par George

Zeidan Araujo, Fabio Franzini, Juan Andres Bresciano, Lizette Mora et Luis Ferla dans la deuxième partie du volume (p. 101-193). Ils viennent heureusement compléter une connaissance encore trop inégale sur l'état de l'historiographie sur le global dans cette partie du monde, et invitent à dresser d'autres états des lieux à partir d'autres parties du monde. Le monde ibéro-américain est un des acteurs de ces débats, comme en témoigne par exemple le numéro spécial de la revue colombienne *Historia crítica* de 2018. Ce qui invite à un travail réflexif sur la variété des configurations épistémologico-institutionnelles que couvre ce vaste espace régional, comme le programme « *Iberoconceptos* » présenté par Zermeño vise à le faire (p. 303-318). À lire les différents articles, à commencer par l'introduction, on mesure tout à la fois la richesse et la diversité de ces expériences qui se déploient ainsi dans une polyphonie de quêtes de généalogies pour l'histoire globale et ont l'avantage de ne chercher à en proposer aucune définition.

Il est difficile pour un seul ouvrage de prendre à bras le corps l'ensemble des défis que l'histoire globale pose à l'historiographie comme domaine propre de la recherche historique et on comprend bien que l'un des fils conducteurs de plusieurs contributions soit celui de l'articulation analytique de la globalisation comme phénomène contemporain et de l'histoire globale comme approche dominante et susceptible de redessiner les contours du débat historiographique. On ne peut donc qu'apprécier l'intérêt du volume et son originalité.

Si c'est bien la question de l'historiographie comme discipline qui en est le cœur, il est alors d'autant plus intéressant de mettre en lumière les connexions historiographiques qu'il renforce. On constatera en effet l'absence de l'Afrique, de l'Asie ou de l'Océanie dans les textes réunis, alors qu'ils sont *a priori* inscrits dans un débat d'échelle globale. Or les deux dernières décennies ont été non seulement marquées par de profonds bouleversements dans les modalités mêmes de recomposition de l'historiographie mondiale et sur le global, mais aussi par la relecture de l'histoire des empires ibériques au-delà du cadre transatlantique.

Sur le premier point, on est entré, depuis le début du siècle, et il n'était que temps, dans un moment où la critique de l'eurocentrisme épistémique a produit deux types de phénomènes parfois disjoints : d'une part, la réflexivité sur la pluralité des traditions épistémologiques d'écriture de l'histoire, qui invite à prendre la mesure des différents outils, questions ou méthodes mobilisés dans différentes régions et langues du monde ; d'autre part, la recherche d'épistémologies alternatives, dont l'article de Federico Navarrete Linares, sur la « cosmohistoire » offre un exemple (p. 227-252), mais sans ouvertures sur d'autres propositions développées ailleurs, alors que la question plurielle des « histoires indigènes » ne relève *a priori* d'aucune spécificité (ibéro)américaine. La question du « Sud global » par exemple aurait pu être un des horizons de la discussion. Sur le second point, l'histoire des connexions de l'Amérique ibérique dans une direction transpacifique ou atlantique qui privilégie l'axe afro-américain, est sans doute porteuse de nouvelles potentialités de dialogues historiographiques.

Plusieurs articles développent des points de vue critiques sur la catégorie de globalisation et ses impensés, ou, pour le moins, ses angles morts. À les pousser davantage, ils auraient pu mettre en perspective leurs propres travaux avec d'autres qui font surgir d'autres questions ou des problèmes identiques. Il s'agirait ainsi de mieux mesurer l'intensité et l'homogénéité du phénomène selon les différentes régions du monde considéré, voire, dans une même région, selon les différents mondes sociaux considérés. En d'autres termes la question du caractère situé de l'analyse prend sans doute une épaisseur particulière dès lors que l'on parle du « global ». La critique de l'historiographie comme pratique historique eurocentrique par excellence (que la première partie du volume pourrait sembler soutenir en regroupant des textes de R. Koselleck, F. Hartog, K. Schlögel et H. U. Gumbrecht) est au cœur de débats renouvelés sur la question de l'écriture de l'histoire du/dans le Nouveau Monde. Le volume édité par Simons et Zermeño invite au dépassement de cette critique.

Antonella ROMANO  
EHESS

# Table des matières

Felix HINZ, Xavier LÓPEZ-MEDELLÍN (ed.), <i>Hernan Cortés revisado, 500 años de la conquista española de México (1521-2021)</i> (Michel BERTRAND)	181
Francisco LÓPEZ DE GÓMARA, <i>Historia de las Indias (1552)</i> (Fermín DEL PINO-DÍAZ)	183
Fernando ROSAS MOSCOSO, <i>La crisis del siglo XVII: un ensayo de nueva historia global</i> , (Bernard LAVALLÉ)	188
Carmen BERNAND, <i>Histoire des peuples d'Amérique</i> Andrés RESÉNDEZ, <i>L'autre esclavage, la véritable histoire de l'asservissement des Indiens aux Amériques</i> (Michel BERTRAND)	191
Guillaume GAUDIN et Roberta STUMPF (ed.), <i>Las distancias en el gobierno de los imperios ibéricos, concepciones, experiencia y vínculos</i> Guillaume GAUDIN et Paulina MACHUCA (ed.), <i>Las Filipinas, ¿una periferia global? Gobernar y vivir en los confines del imperio hispano</i> (Bernard LAVALLÉ)	195
Rogelio ALTEZ, <i>A duras penas. Sociedad y naturaleza en Venezuela durante el periodo colonial</i> (Frédérique LANGUE)	198
Jean-Pierre TARDIEU, <i>Biassou, Jean-François, Toussaint Louverture et les « Noirs Français » de Saint-Domingue. L'apport des archives espagnoles (1792-1804)</i> (Christine DABAT)	200
Jaime REGAN, Gonzalo ESPINO RELUCÉ et Manuel CORNEJO CHAPARRO (coord.), <i>Intelectuales indígenas amazónicos y Bicentenario, Amazonía peruana</i> (Catherine HEYMANN)	202
Fausta GANTÚS, Gabriela RODRÍGUEZ RIAL, Alicia SALMERÓN (coord.), <i>El miedo: la más política de las pasiones Argentina y México siglos XVIII-XX</i> (Frédérique LANGUE)	204
Paz NUNEZ-REGUEIRO, <i>Promesse de Patagonie, L'exploration française en Amérique australe et la patrimonialisation du « bout du monde »</i> (Michel BERTRAND)	208
João PACHECO DE OLIVEIRA, <i>La naissance d'une nation. Formation des altérités au Brésil</i> (Sébastien ROZEAUX)	211
Susana SOSENSKI, <i>Robachicos. Historia del secuestro infante en México (1900-1960)</i> (Évelyne SANCHEZ)	214
Ingrid SIMSON et Guillermo ZERMEÑO PADILLA, <i>La historiografía en tiempos globales</i> (Antonella ROMANO)	218



## **Consignes aux auteurs**

**Les consignes aux auteurs sont disponibles sur :**  
<https://journals.openedition.org/caravelle>

**Les articles sont à soumettre par mail à :**  
[caravelle@univ-tlse2.fr](mailto:caravelle@univ-tlse2.fr)



# Déjà parus

- 1- Mélanges, 1963
- 2- Numéro consacré au Mexique, 1964
- 3- *Le problème des capitales en Amérique latine*, 1964
- 4- Mélanges, 1965
- 5- Numéro consacré au Brésil, 1965
- 6- Mélanges, 1966
- 7- *Littérature et Histoire du Pérou (I)*, 1966
- 8- *Littérature et Histoire du Pérou (II)*, 1967
- 9- Mélanges, 1967
- 10- Numéro consacré à l'Argentine, 1968
- 11- Mélanges, 1968
- 12- Numéro consacré au Mexique, 1969
- 13- Mélanges, 1969
- 14- Numéro consacré au Paraguay, 1970
- 15- Numéro consacré au Brésil, 1970
- 16- Numéro consacré à Cuba, 1971
- 17- Mélanges, 1971
- 18- Numéro consacré à Puerto Rico, 1972
- 19- Mélanges, 1972
- 20- Numéro consacré au Chili, 1973
- 21- Mélanges, 1973
- 22- Numéro consacré au Brésil, 1974
- 23- Mélanges, 1974
- 24- Numéro consacré à l'Uruguay, 1975
- 25- Mélanges, 1975
- 26- Numéro consacré à la Colombie, 1976
- 27- *Hommage à Paul Mérimée*, 1976
- 28- *La terre et les paysans en Amérique latine*, 1977
- 29- Mélanges, 1977
- 30- Numéro consacré au Brésil, 1978
- 31- Mélanges, 1978
- 32- Numéro consacré au Venezuela, 1979
- 33- Mélanges, 1979
- 34- Numéro consacré à l'Équateur, 1980
- 35- Mélanges, 1980
- 36- Numéro consacré à l'Amérique centrale, 1981
- 37- Mélanges, 1981
- 38- *Consciencés nationales dans le monde ibérique et ibéro-américain*, 1982
- 39- Mélanges, 1982
- 40- *Théâtre en Amérique latine*, 1983
- 41- Mélanges, 1983
- 42- *Littérature et Société en Amérique latine*, 1984
- 43- Mélanges, 1984
- 44- Numéro consacré à la Bolivie, 1985
- 45- Mélanges, 1985
- 46- *Contre-cultures, Utopies et Dissidences en A. latine*, 1986
- 47- Mélanges, 1986
- 48- *Musiques populaires et identités en A. latine*, 1987
- 49- Mélanges, 1987
- 50- *25 ans d'Amérique latine*, 1988
- 51- Mélanges, 1988
- 52- Mélanges, 1989
- 53- Mélanges, 1989
- 54- *L'Amérique latine face à la Révolution française*, 1990
- 55- Mélanges, 1990
- 56- Mélanges, 1991
- 57- Numéro consacré au Brésil, 1992
- 58- *L'image de l'Amérique latine en France depuis cinq cents ans*, 1992
- 59- *Sens et non-sens d'une commémoration : les Amérindiens face au V<sup>e</sup> Centenaire*, 1993
- 60- Mélanges, 1993
- 61- *Les cultures du café*, 1994
- 62- *L'expression des identités américaines à partir de 1492*, 1994
- 63- *501 ans plus tard : Amérique indienne 1993*, 1995
- 64- Mélanges, 1995
- 65- *Les cultures populaires en Amérique latine*, 1996
- 66- Mélanges, 1996
- 67- *Les élites latino-américaines*, 1997
- 68- Mélanges, 1997
- 69- *Ports d'Amérique latine*, 1998
- 70- Mélanges, 1998
- 71- *Senteurs et saveurs d'Amérique latine*, 1999
- 72- *Héros et nation en Amérique latine*, 1999
- 73- *La fête en Amérique latine*, 2000
- 74- Mélanges, 2000
- 75- *Nouveaux Brésils fin de siècle*, 2001
- 76/77- *Hommage à Georges Baudot*, 2001
- 78- Mélanges, 2002
- 79- *Paysanneries latino-américaines : mythes et réalités*, 2002
- 80- *Arts d'Amérique latine : marges et traverses*, 2003
- 81- Mélanges, 2003
- 82- Mélanges, 2004
- 83- *La France et les cinémas d'Amérique latine*, 2004
- 84- *Plèbes urbaines d'Amérique latine*, 2005
- 85- *Grandes plantations d'Amérique latine*, 2005
- 86- *L'Amérique latine et l'histoire des sensibilités*, 2006
- 87- *La ville et le détective en Amérique latine*, 2006
- 88- *Chanter le bandit. Ballades et complaintes d'A. latine*, 2007
- 89- *Le sport en Amérique latine*, 2007
- 90- *Journalisme et littérature en Amérique latine*, 2008
- 91- *Migrants d'A. latine. Penser et vivre le retour*, 2008
- 92- *Cinéma du réel en Amérique latine (XXI<sup>e</sup> siècle)*, 2009
- 93- *Homenaje a Jacques Gilard*, 2009
- 94- *Les indépendances en Amérique latine*, 2010
- 95- Mélanges, 2010
- 96- *Les Amazonies : unité et diversité*, 2011
- 97- *La Révolution mexicaine et ses représentations*, 2011
- 98-  *Icônes d'Amérique latine*, 2012
- 99- *Le Brésil caipira. Une culture, ses représentations*, 2012
- 100- *Regards sur 50 ans de latino-américanisme*, 2013
- 101- *Sociabilités d'Amérique latine*, 2013

- 102- *Citoyenneté et formes de violence*, 2014
- 103- *La Bolivie contemporaine et ses représentations*, 2014
- 104- *Amérique latine, mémoires et histoires nationales*, 2015
- 105- *Cuba, cultures contemporaines*, 2015
- 106- *Construire l'État, moderniser le pays : Pérou (1821-1930)*, 2016
- 107- *Indiens, Noirs et marrons dans le Brésil septentrional : XVII<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup> siècle*, 2016
- 108- *Croire aujourd'hui en Amérique latine*, 2017
- 109- *Canne à sucre en Caraïbe – Héritages et recompositions*, 2017
- 110- *Bêtes et Plantes en Amérique Latine. Savoirs, pratiques et représentations (XVI<sup>e</sup>-XXI<sup>e</sup> siècles)*, 2018
- 111- *La mine hier et aujourd'hui en Amérique latine*, 2018
- 112- *Justice et infra-justice dans le Mexique indépendant*, 2019
- 113- *Narcotrafic et productions culturelles mexicaines – Les marchés de la littérature du XXI<sup>e</sup> siècle*, 2019
- 114- *Paraguay : une cartographie entre oubli et mémoire*, 2020
- 115- *L'Amérique latine face à la transition énergétique*, 2020
- 116- *La bande dessinée argentine : un espace d'engagement politique ?*, 2021
- 117- *Crises en vers. Les mouvements de protestation au prisme de la poésie (1980-2020)*, 2021
- 118- *Représentations et usages du passé en Amérique latine. Les enjeux mémoriels en 2021, 2022*

## **Abonnements et ventes au numéro**

Adresser les commandes à :

### **Presses Universitaires du Midi**

Université Toulouse 2 – Jean Jaurès  
5, allées Antonio-Machado, 31058 TOULOUSE cedex 9

Courriel : [pum@univ-tlse2.fr](mailto:pum@univ-tlse2.fr)

Tél. : 05 61 50 38 10

### **Abonnement annuel (deux numéros par an)**

Institutions françaises : 57 euros

Institutions étrangères : 61 euros

Particuliers France et étranger : 46 euros

Étudiants : 32 euros

Les frais de port sont inclus

### **Prix au numéro**

France et étranger : 27 euros

+ frais de port (France : 3,80 euros / UE : 7 euros / hors UE : 8,90 euros)

Les frais de port sont offerts à partir de trois ouvrages

### **Modalités de paiement :**

- par chèque (à l'ordre du Régisseur des Presses Universitaires du Midi)
- par carte bancaire (Visa, Mastercard ou Eurocard)
- par virement (Trésor public de Toulouse – Régie de recettes des PUM, 10071 31000 00001001543 22 TPTOULOUSE)
- par facture (pour les institutions)

